



UNE ÉTUDE DE CARTOGRAPHIE DES MÉCANISMES ET APPROCHES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE DANS LES BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT

Février 2025

Amanda Lucey



forus

CONNECT
SUPPORT
INFLUENCE



Manifestation des peuples indigènes à Bogotá, Colombie © Sebastian Barros/Forus

Table des matières

Remerciements IV

Résumé V

Liste des acronymes XXII

- 1** Introduction 1
- 2** Méthodologie 5
- 3** Pourquoi un engagement entre les BPD et les OSC ? 8
- 4** Mécanismes BPD-OSC 12
 - 4.1** Vue d'ensemble des mécanismes des BPD-OSC 13
 - 4.2** Structure de gouvernance des BPD-OSC 15
 - 4.3** Cadres BPD-OSC 17
 - 4.3.1** Analyse du cadre BPD-OSC 17
 - 4.4** Résumé et recommandations sur les cadres BPD-OSC 36
- 5** Engagement des BPD auprès des OSC au niveau des projets, des pays et au niveau international 39
 - 5.1** Vue d'ensemble de l'engagement des BPD auprès des OSC au niveau des projets, des pays et au niveau international 39
 - 5.2** Au niveau du projet 42
 - 5.2.1** Analyse au niveau du projet 42
 - 5.2.2** Résumé et recommandations au niveau du projet 72
 - 5.3** Au niveau des pays 77
 - 5.3.1** Analyse par pays 77
 - 5.3.2** Résumé et recommandations par pays 84
 - 5.4** Niveau international (réunions annuelles des BPD) 87
 - 5.4.1** Analyse au niveau international (réunions annuelles des BPD) 87
 - 5.4.2** Synthèse et recommandations au niveau international (réunions annuelles des BPD) 92
- 6** L'engagement BPD-OSC dans les différentes politiques : Accès à l'information, sauvegardes environnementales et sociales, et égalité des sexes 97
 - 6.1** Analyse de l'engagement des OSC dans les politiques 101
 - 6.1.1** Un coup de projecteur sur le genre 126
 - 6.2** Résumé et recommandations au niveau politique 130
- 7** Conclusion 134
 - 7.1** Résumé des recommandations 136
 - 7.1.1** Pour les BPD 136
 - 7.1.2** Pour les OSC 139

Bibliographie 142



Remerciements

Nous tenons à remercier tous les représentants des OSC et des BPD qui ont accepté d'être interrogés et/ou qui ont fourni des ressources et des informations précieuses pour cette étude. La publication a été soutenue par une équipe d'auteurs et de réviseurs composée de :

Amanda Lucey : Auteure.

Marianne Buenaventura Goldman : Coordinatrice
du projet Forus, Finance pour le développement,
Rédactrice en chef.

Sarah Strack : Directrice de Forus,
évaluatrice.

Stephanie Amoako : Conseillère en matière de
redevabilité, directrice politique, évaluatrice.

Bibbi Abruzzini : Coordinatrice de la
communication et des campagnes de Forus,
évaluatrice.

Daniël du Plessis : Concepteur.

Forus remercie Wendy et Alain Dubreuil, ainsi qu'Álvaro Martínez Bueno, pour la traduction de l'étude en français et en espagnol.



Résumé

Les Banques Publiques de Développement

(BPD) jouent un rôle essentiel dans la mobilisation des ressources pour le développement durable. Compte tenu de leur mandat public, les Banques Publiques de Développement peuvent servir de modèles en apportant des changements sociaux par le biais d'approches axées sur les droits humains, inclusives et centrées sur les personnes.

Les investissements des BPD peuvent avoir des effets considérables sur les communautés et leur environnement. Il est donc essentiel que les BPD soient transparentes et redevables, et qu'elles consultent les communautés sur lesquelles elles ont un impact. Pourtant, lorsque les projets sont menés sans la diligence requise et l'approche appropriée, fondée sur les droits, ils peuvent avoir



La Coalition pour les Droits Humains et le Développement (CHRD) et RaiseTheMic ont manifesté devant le siège de la Banque Mondiale à Washington, DC.

des conséquences négatives sur les communautés mêmes qui sont censées en bénéficier.

Avec la croissance rapide de la taille et de la portée des BPD au cours des dernières décennies, la nature de l'engagement avec les **Organisations de la Société Civile** (OSC) a varié. Un dialogue régulier, significatif et systématique entre les BPD et les OSC est essentiel pour garantir l'efficacité du développement, en utilisant les connaissances spécifiques au contexte et l'accès aux communautés locales pour orienter les investissements vers l'inclusion et l'équité sociale tout en minimisant le risque d'échec des projets et de violation des droits humains. L'engagement des OSC peut favoriser une croissance économique durable, stimuler l'innovation et renforcer le capital social et la confiance.

Cette étude fournit une analyse de l'engagement des OSC dans sept BPD, à savoir la

Banque Africaine de Développement (BAfD), la Banque Asiatique de Développement (BAD), la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures (BAII), la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), la Banque Interaméricaine de Développement (BID), la Nouvelle Banque de Développement (NDB) et la Banque Mondiale (BM). Elle met en lumière les défis, les opportunités, les leçons apprises et les bonnes pratiques en termes d'engagement des OSC au sein de ces BPD. L'étude a été commandée par **Forus**, un réseau mondial de 72 plateformes nationales d'**Organisations Non Gouvernementales** (ONG) et de sept coalitions régionales d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique latine, du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, d'Amérique du Nord et du Pacifique. Forus est le chef de file des OSC pour



le **Sommet sur le Financement en Commun** (FICS) et cette étude vise à fournir des moyens concrets pour renforcer le dialogue BPD-OSC lors du FICS en 2025 et au-delà. Elle s'appuie sur une étude bibliographique des documents des BPD, des examens indépendants des opérations et des pratiques des BPD, des déclarations et des documents/articles de recherche des OSC, des documents universitaires et des articles dans les médias/en ligne. Elle s'appuie également sur des entretiens avec 27 parties prenantes des BPD (y compris des responsables des mécanismes de redevabilité et d'évaluation), des OSC et des communautés affectées par les projets.

L'étude examine tout d'abord l'engagement entre les BPD et les OSC sous l'angle des cadres des OSC. Elle note que les politiques relatives aux OSC peuvent faciliter et approfondir ces partenariats, car elles décrivent les différentes manières dont

“ Les politiques relatives aux OSC peuvent faciliter et approfondir ces partenariats, car elles décrivent les différentes manières dont les OSC peuvent s'engager à plusieurs niveaux tout en assurant la continuité et en réduisant les obstacles bureaucratiques.. ”

les OSC peuvent s'engager à plusieurs niveaux tout en assurant la continuité et en réduisant les obstacles bureaucratiques. Les OSC peuvent s'engager au niveau des projets, soit dans leur conception, leur mise en œuvre et leur suivi, soit en demandant aux BPD de rendre compte des conséquences négatives des projets par le biais de Mécanismes Indépendants de Redevabilité. Au niveau national, les BPD peuvent s'engager dans les stratégies nationales, en déterminant les priorités pour les communautés et en veillant à



ce qu'elles soient traduites dans les projets des Banques. Les OSC peuvent également s'engager auprès des BPD au niveau régional/international sur des politiques spécifiques des BPD.

La BAI et la NDB n'ont pas encore élaboré de politiques en matière d'OSC, tandis que les cadres des OSC de la BERD et de la BID sont relativement récents. La BAFD a élaboré un nouveau plan d'action pour l'engagement de la société civile. Certaines BPD s'orientent vers l'élaboration d'indicateurs qui mesurent et suivent l'engagement des OSC, car ces indicateurs permettent de mieux réussir la mise en œuvre des politiques relatives aux OSC. À la BAD, les indicateurs de l'engagement significatif prévu sont analysés au niveau des projets et son rapport 2023 sur l'engagement

des OSC documente également l'engagement des OSC sur les politiques de la BAD. La BAFD n'a pas encore élaboré de cadre de **suivi et d'évaluation** (S&E) pour l'engagement des OSC, mais pourrait désormais en avoir l'occasion grâce à un Plan d'Action revitalisé pour l'Engagement de la Société Civile. La BID est en train d'affiner un cadre d'incitations et de structures de rapport tout en peaufinant les mesures. La BERD promet d'adopter une approche proactive pour engager les OSC, reconnaissant qu'elles représentent les éléments fondamentaux du mandat de la BERD pour renforcer la démocratie multipartite. La BERD envisage des mesures incitatives pour l'engagement des OSC, notant qu'elle développera des orientations sur les mécanismes



“ L’espace civique se rétrécit dans le monde entier, et les cadres d’engagement des OSC peuvent donc garantir une approche plus uniforme de l’engagement des OSC dans les opérations et les politiques de la Banque. ”

d’engagement des OSC. La BM prenait auparavant en compte l’engagement civique dans les fiches d’évaluation, qui mesure les résultats des projets, mais elle a récemment réduit sa liste d’indicateurs pour obtenir ce qu’elle considère comme une image plus rationnelle des progrès. Toutefois, les OSC ont demandé à la BM de rétablir un indicateur pour mesurer la qualité de l’engagement civique et citoyen, qui a maintenant été adapté pour englober l’engagement des OSC au niveau du pays et du projet et pour inciter les équipes nationales à aller au-delà de la conformité. Comme l’a montré l’expérience de la BM, les mesures de l’engagement civique dans les cadres de résultats des BPD non seulement facilitent l’engagement des OSC mais, lorsqu’elles sont mesurées de

manière appropriée, ont le potentiel de renforcer l’appropriation et de rendre le développement plus efficace, inclusif et transparent. Dans l’ensemble, les BPD et les OSC ont souligné la nécessité de renforcer les capacités de toutes les parties prenantes en ce qui concerne la nature et la valeur de l’engagement des OSC. En réponse à la nécessité de renforcer les partenariats entre OSC et BPD et d’investir dans le renforcement des capacités des OSC, la BM a récemment annoncé le lancement de la CIVIC : l’Alliance pour la Société Civile et l’Innovation Sociale lors de son assemblée annuelle en 2024. La CIVIC est une facilité de financement et de soutien pour les OSC et les autres acteurs de l’économie sociale.

L’espace civique se rétrécit dans le monde



●● L'un des défis à relever est le suivant : Les OSC insistent sur la nécessité de consulter les communautés pour tous les projets en fonction des risques qu'ils présentent. ●●

entier, et les cadres d'engagement des OSC peuvent donc garantir une approche plus uniforme de l'engagement des OSC dans les opérations et les politiques de la Banque. Comme le montre l'expérience, les cadres d'engagement des parties prenantes peuvent également renforcer l'engagement entre les BPD et les OSC au niveau des pays et des projets, là où la consultation fait le plus défaut. À tous les niveaux d'engagement, les OSC ont demandé que les consultations soient diversifiées, représentatives et inclusives. La BAD, la BAfD, la BERD et la BM utilisent des comités

d'OSC pour faciliter ces engagements, bien que le comité d'OSC de la BAfD vienne d'être revitalisé.

Au niveau des projets, la BAD, la BAfD (dans une moindre mesure), la BERD et la BM ont utilisé avec succès des OSC en tant que contractants. La BID s'apprête à tester des mesures de l'engagement des OSC dans l'ensemble des projets, tandis que la BAII et la NDB pourraient développer des approches plus institutionnalisées. Par le passé, la Banque mondiale a examiné comment l'engagement des communautés pouvait améliorer l'efficacité des projets, en soulignant l'importance du développement participatif. Alors que les OSC participent à la conception des projets, une étude de la BM sur l'engagement des citoyens et des OSC a révélé que les OSC pourraient avoir de plus



grandes capacités décisionnelles dans les projets et que leur engagement pourrait être renforcé au cours de la mise en œuvre. Les OSC pourraient également jouer un rôle plus important en matière de redevabilité sociale.

Dans le même temps, les OSC du monde entier ont mis en évidence l'impact des projets sur les communautés en cas de consultation ou de diligence requise insuffisante. Le **Mécanisme Indépendant de Recours** (MIR) de la BAfD, le **Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation** (MICI) de la BID et le Panel d'Inspection de la BM, par exemple, ont enquêté sur des plaintes et, dans de nombreux cas, ont constaté l'absence de consentement significatif de la part des communautés, des problèmes de représailles et des impacts socio-économiques négatifs sur les communautés. Par ailleurs, le Mécanisme de Redevabilité de la BAD pourrait être renforcé afin d'être plus en phase avec les autres institutions sœurs et devrait reconsidérer ses conditions d'éligibilité - un problème constaté

dans de nombreuses BPD. La BAfD est en train de revoir le **Mécanisme des Personnes affectées par des Projets** (PPM). La NDB, quant à elle, est en train de mettre en place un tel mécanisme, mais les OSC ont appelé à un engagement sur cette politique et ont fait valoir qu'elle devrait être conforme aux normes internationales. Le mécanisme de redevabilité de la BERD a remplacé son ancien mécanisme en 2020 et l'a mis en conformité avec les bonnes pratiques, en garantissant un processus significatif pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action de gestion.

Dans l'ensemble, les OSC ont soulevé des questions sur l'utilisation des systèmes nationaux, où les BPD s'appuient sur les normes du pays dans lequel un projet est mis en œuvre plutôt que sur les politiques des BPD ou les pratiques internationales. En conséquence, les OSC ont plaidé pour que les BPD jouent un rôle plus important dans le suivi des approches des clients en matière d'accès à l'information

Manifestation à la Banque mondiale © International Accountability Project



et de sauvegardes environnementales et sociales. L'un des défis à relever est le suivant : Les OSC insistent sur la nécessité de consulter les communautés pour tous les projets en fonction des risques qu'ils présentent. Les OSC ont également suggéré que les mécanismes de règlement des plaintes au niveau des projets sont insuffisants pour répondre aux préoccupations des communautés, comme l'ont souligné les études de cas des projets de la BAI, de la BAfD et de la BID, entre autres. Les repréailles restent un problème dans toutes les BPD, ce qui montre pourquoi l'engagement des communautés est si important dès le départ et la nécessité de mettre en place des mécanismes indépendants de redevabilité qui ne s'appuient pas sur les plaintes au niveau du projet pour être épuisés en premier lieu. Il est donc impératif que les BPD créent des espaces sûrs pour l'engagement des OSC et des communautés auprès des directions des

BPD afin de mieux orienter les investissements dans les projets et de prévenir les risques pour la réputation. Les communautés sont également souvent confrontées à des recours inadéquats, ce qui constitue une violation de leurs droits humains selon les **Principes Directeurs des Nations unies relatifs aux Entreprises et aux Droits Humains** (UNGPs). Cette situation est souvent aggravée par le fait que les BPD se désengagent sans plan de sortie responsable.

Au niveau national, la BERD et la BM organisent des consultations dans le cadre de l'élaboration des cadres nationaux, et les OSC peuvent s'engager auprès du conseil d'administration lors de visites sur le terrain. Un examen stratégique de l'engagement des citoyens et de la redevabilité sociale de la BM datant de 2023 donne des indications sur les moyens de renforcer les efforts des pays, par le biais de groupes sectoriels tripartites BPD-gouvernement-OSC ou de conseils



International Accountability Project Manifestation à la Banque mondiale



consultatifs au niveau national, par l'utilisation d'une approche axée sur les systèmes et par le recours à la technologie numérique pour recueillir l'avis des citoyens. La BAD et la BAfD engagent également de plus en plus les OSC dans les stratégies nationales, tandis que les approches de la BAII et de la NDB en matière d'engagement des OSC au niveau national peuvent être renforcées. Le nouveau plan d'action OSC de la BID met l'accent sur la manière dont elle entend mener une formation spécifique et systématique des agents de liaison avec la société civile des bureaux nationaux pour atteindre les résultats de sa stratégie en matière de société civile et s'engage à élaborer un programme pour le personnel de la BID sur la manière d'organiser des consultations effica.

Au niveau régional/international, les OSC participent régulièrement aux réunions annuelles de la BAD, de la BERD et de la BM. À la BM, le

●● Plutôt que des exemptions, des dérogations et des vetos, les OSC ont suggéré qu'il devrait y avoir une présomption en faveur de la divulgation en raison des défis posés par l'espace civique limité dans certains pays où des projets sont entrepris et de la dépendance à l'égard des systèmes nationaux. ●●

groupe de travail du **Forum sur les Politiques de la Société Civile** (FPSC), composé uniquement d'OSC, sélectionne les propositions pour les discussions en panel, ce qui leur permet de s'approprier le programme. La BAfD et la BERD font également appel à des comités d'OSC pour les aider à élaborer les programmes des réunions annuelles. La BAII prévoit l'engagement des OSC lors des assemblées annuelles, mais



Forus Financing for Sustainable Development working group in Gaborone, Botswana 2024 © Forus

certaines OSC ont boycotté l'assemblée de 2024, invoquant un manque d'engagement significatif et des formats de réunion inadéquats. La BID a inclus des OSC dans les discussions de groupe en 2024 pour la première fois en dix ans, tandis que la NDB a organisé un déjeuner d'affaires pour les OSC lors des assemblées annuelles en 2024. Les OSC ont exigé que la BAfD les intègre en tant que partenaires lors des assemblées annuelles, plutôt que par le biais de forums distincts. Dans de nombreuses BPD, les OSC ont demandé que l'engagement des OSC lors des assemblées annuelles soit obligatoire, avec plus de temps pour planifier et préparer, un plus grand soutien logistique de la part des BPD, et suffisamment de temps pour les séances de **questions et réponses** (Q&R), avec des approfondissements sur des sujets spécifiques.

Au niveau politique, les OSC ont souvent interpellé les BPD sur leurs politiques d'accès à l'information et de sauvegarde. Toutefois, dans la plupart de ces BPD, telles que la BAfD, la BAI, la BID et la NDB, les OSC ont plaidé en faveur d'une consultation plus inclusive et plus diversifiée, et d'un soutien opérationnel accru aux processus de consultation. La plupart des BPD publient désormais sur leur site web un calendrier des politiques et stratégies soumises à consultation publique, notamment la BAD, la BAfD, la BAI, la BERD et la BM, bien que toutes les politiques ne soient pas ouvertes à la consultation au sein de la BAfD et de la BAI. Pour renforcer l'engagement des OSC, la Banque Mondiale organise des appels mensuels avec les OSC, et l'invitation est ouverte à toutes les OSC qui envoient des courriels à l'équipe chargée de la politique de la société civile de la

Banque. À ce jour, les OSC n'ont pas participé à l'élaboration des politiques de la NDB, notamment à l'élaboration de sa stratégie générale, de sa politique de sauvegarde et de la politique relative à son mécanisme de redevabilité. Dans plusieurs des BPD répertoriées, les OSC ont demandé un retour d'information plus clair sur la manière dont leurs suggestions ont été intégrées dans la politique finale.

En ce qui concerne l'accès à l'information, les OSC ont souligné la nécessité d'une divulgation claire, opportune et appropriée. Plutôt que des exemptions, des dérogations et des vetos, les OSC ont suggéré qu'il devrait y avoir une présomption en faveur de la divulgation en raison des défis posés par l'espace civique limité dans certains pays où des projets sont entrepris et de la dépendance à l'égard des systèmes nationaux. Alors que certaines BPD, telles que la BAII et la BM, intègrent des principes avec la présomption en faveur de la divulgation, les listes d'exceptions ont été très problématiques dans beaucoup de

ces banques, y compris la BAD, la BAfD, la BID et la NDB. C'est pourquoi les OSC engagées auprès de la BAfD, de la BAII, de la BID et de la NDB ont demandé que les informations soient publiées de manière proactive, avec des délais de divulgation, des formats, des canaux et des échéances. Des panels d'appel indépendants peuvent également soutenir ces demandes d'information. Les OSC ont documenté les difficultés d'accès à l'information dans les projets des BPD à travers le monde, ainsi que le décalage entre la politique et la pratique. Les OSC ont également souligné que même lorsque les documents sont disponibles, ils ne sont souvent pas accessibles

“La dépendance à l'égard des systèmes de sauvegarde nationaux a également posé des problèmes aux communautés lorsque le pays client ne respecte pas des normes raisonnables ou ne garantit pas une consultation adéquate.”





aux communautés locales, car ils sont rédigés dans un jargon technique, ne sont pas traduits dans les langues locales et ne sont pas faciles à trouver pour les personnes les plus affectées. La BERD s'est dotée d'une nouvelle politique d'accès à l'information, effective depuis le 1er janvier 2025, qui réaffirme l'engagement de la BERD en faveur de la présomption de divulgation et s'aligne sur les meilleures pratiques internationales en matière d'accès à l'information. Cette politique introduit le principe de divulgation proactive et d'accessibilité, ainsi qu'un test de préjudice, où la BERD précise le type de préjudice contre lequel chacune de ces exceptions est censée protéger.

La dépendance à l'égard des systèmes de

sauvegarde nationaux a également posé des problèmes aux communautés lorsque le pays client ne respecte pas des normes raisonnables ou ne garantit pas une consultation adéquate. Les Organisations de la Société Civile ont donc demandé que des normes obligatoires, conformes et assorties de délais soient appliquées dans les BPD et que ces dernières jouent un rôle plus important dans le suivi du client. Les défis associés à la dépendance vis-à-vis des systèmes nationaux ont été soulevés à la BAD, à la BAFD, à la BAII, à la BID et à la NDB, tandis qu'à la BM, les OSC ont souligné l'importance des garanties dans l'ensemble du portefeuille du groupe de la BM.

Dans le cas de projets cofinancés ou de

projets à moindre risque, les OSC affirment que les évaluations environnementales et sociales restent essentielles. Plutôt que de maintenir les normes minimales les plus basses, les OSC ont suggéré que celles-ci soient mieux alignées sur les bonnes pratiques internationales et les Principes Directeurs (UNGP). En outre, les OSC de la BERD et de la BID ont demandé la divulgation complète des évaluations environnementales et sociales pour les projets à faible risque (catégories B et C). À la BERD, la **Politique d'Accès à l'Information** (PAI) ne l'exige pas, mais la BERD prévoit désormais la divulgation des documents environnementaux et sociaux pour les projets de catégorie B à plus haut risque avant l'approbation du conseil d'administration.

Enfin, si la plupart des BPD ont fait des efforts pour élaborer des stratégies en matière de genre, la NDB n'a toujours pas pris de décision à ce sujet. La BAI a élaboré un plan d'action sur le genre en septembre 2024, mais les OSC affirment avoir été exclues de ce processus. Les OSC ont souligné

qu'une stratégie de genre doit être de grande envergure, avec des engagements de leadership, l'intégration du genre dans tous les aspects des opérations des BPD, et l'inclusion d'une analyse de genre pour les projets et les stratégies par pays. Elle devrait inclure des détails sur les pratiques internes et la budgétisation sensible au genre, avec des cibles spécifiques pour les projets ayant des objectifs en matière d'égalité des genres.

Cette étude de cartographie révèle les défis communs auxquels sont confrontées les OSC et les communautés travaillant dans l'ensemble des opérations des BPD, ce qui plaide en faveur d'une politique et d'une pratique plus uniformes, coordonnées et axées sur les droits humains. Elle montre comment l'engagement des OSC auprès des BPD permet non seulement de minimiser les risques, mais aussi d'obtenir un meilleur retour sur investissement. En outre, une approche fondée sur les droits humains peut orienter les BPD vers un développement plus inclusif et durable, tout en prévenant les violations. Les OSC



continuent d'exiger une réforme de l'architecture financière internationale avec une plus grande responsabilité, et l'un des moyens d'y parvenir est le dialogue au sein du FiCS. Les OSC ont demandé que la société civile soit reconnue comme un groupe d'engagement officiel au sein du FiCS et qu'un mécanisme formel soit établi entre les OSC et chaque BPD au niveau du siège et des pays afin de renforcer la stratégie globale, la gouvernance, la redevabilité, la transparence et les résultats en matière de développement des projets et initiatives liés aux BPD. Étant donné que l'espace civique est de plus en plus restreint dans de nombreux pays, les BPD devraient promouvoir et

soutenir un environnement favorable à la société civile et intégrer systématiquement l'espace civique, les droits humains et l'analyse de genre dans leurs projets. Les BPD peuvent conduire l'avenir vers la réalisation de l'Agenda 2030, mais doivent d'abord changer radicalement leur approche de l'engagement des OSC et adopter une approche du développement fondée sur les droits humains. Pour aller de l'avant, cette étude identifie les bonnes pratiques que les BPD peuvent utiliser pour renforcer l'engagement des OSC et des communautés, sur la base des principales conclusions de ce document.



Groupe de travail sur le financement du développement durable à Gaborone, Botswana 2024 © Forus



Bonnes pratiques pour les BPD en vue de renforcer l'engagement des OSC et de la communauté sur la base des principaux résultats

Mécanismes BPD-OSC

- **Mise en place d'un point focal OSC-BPD** au sein de chaque BPD.
- **Cadre d'engagement des OSC en place**, qui détaille les types d'engagement que les OSC peuvent avoir avec les BPD (au niveau du projet, du pays/de la région et au niveau international), le champ d'application, le processus et les délais pour les réunions, et les mesures de suivi et d'évaluation.
- **Élaboration d'indicateurs de l'efficacité et de la qualité de l'engagement** des OSC et des citoyens et alignement de ces indicateurs sur les structures d'incitation du personnel.
- **Description de la valeur ajoutée de l'engagement des OSC en tant que contractant**, en termes d'établissement d'un capital social, et en tant que mécanisme de redevabilité sociale dans les cadres des OSC.
- **Mise en place de comités d'OSC diversifiés et représentatifs** pour des engagements réguliers avec les BPD.
- **Élaboration de cadres d'engagement des OSC auprès des parties prenantes.**
- **Sensibilisation et renforcement des capacités du personnel interne des BPD**, ainsi que des OSC, afin d'apprendre comment l'engagement peut être plus significatif.
- **Examen des études de cas des OSC** sur l'impact des projets sur les communautés en vue d'un apprentissage interne.

Au niveau du projet

- **L'engagement des OSC au stade de la conception, de la mise en œuvre et du suivi du projet.** Consultation des communautés dès le début du projet, en particulier pour les projets à haut risque.
- **Développement d'indicateurs pour mesurer l'engagement des OSC dans les projets** (soit dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des projets, soit en termes d'efficacité et de valeur ajoutée en termes de capital social et de confiance).
- **Mise à disposition de fonds pour développer des lignes budgétaires** pour l'engagement des OSC au niveau des projets.
- **L'implication des OSC en tant que mesure de redevabilité sociale**, par exemple par le biais de fiches d'évaluation des citoyens, d'audits sociaux ou de contrôles par des tiers.
- **Renforcement du rôle de surveillance des BPD** en ce qui concerne la diligence requise en matière de droits humains et les mesures de sauvegarde des projets.
- **Adoption d'une approche de tolérance zéro à l'égard des représailles** et adoption de mesures visant à prévenir et à atténuer les représailles (par

exemple, évaluations contextuelles des risques, engagement des homologues du gouvernement sur les représailles, tenue de consultations séparées avec les communautés vulnérables, transmission des rapports de représailles à l'équipe du projet ou du pays).

- **Mise en place de Mécanismes Indépendant de Redevabilité (IAM) conformément aux pratiques internationales**, ce qui garantit que les communautés peuvent accéder aux IAM sans avoir préalablement épuisé les mécanismes de règlement des plaintes au niveau du projet.
- **Participation de la communauté à l'élaboration des plans d'action de gestion.**
- **Mise en place de cadres clairs en matière de recours**, redevabilité de l'emprunteur et renforcement du rôle de contrôle des BPD, et création de fonds de recours.
- **L'adoption de principes de sortie responsables**, garantissant que les BPD ne se retirent pas des projets sans s'assurer que les normes environnementales et sociales sont respectées, que les dommages sont réparés et que les impacts négatifs d'une sortie sont évalués et atténués.

Au niveau national

- **Création de groupes sectoriels tripartites BPD-gouvernement-OSC** ou de conseils consultatifs au niveau national.
- **Création de plates-formes de dialogue multipartites axées sur des thèmes précis et dotées d'une expertise sectorielle.**
- **Adoption d'une approche systémique** de l'engagement des OSC au niveau national.
- **Utilisation des technologies numériques pour recueillir les avis des OSC et des citoyens**, tout en soutenant la protection et la promotion de l'espace numérique.
- **Orientations pour l'implication des OSC dans les stratégies nationales et sectorielles** et tout au long du cycle national.
- **Évaluation des niveaux d'espace civique dans les stratégies nationales** et utilisation de l'analyse

de l'économie politique.

- **Fourniture d'un soutien technique et financier** aux OSC pour établir un engagement national-local des OSC.
- **Mise en place de plateformes inclusives et multipartites** pour faciliter l'engagement des OSC et du gouvernement.
- **Intégration de l'engagement des citoyens dans le soutien aux institutions gouvernementales** ayant un rôle de surveillance et de conseil.
- **Renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques** en ce qui concerne l'engagement des OSC dans le cadre des BPD.
- **Soutien des BPD pour renforcer la volonté politique** et les conditions favorables à l'engagement des OSC.



Niveau international (réunions annuelles des BPD)

- **Participation des OSC à l'élaboration des programmes des réunions annuelles.**
- **Mise en place de comités OSC** pour faciliter l'élaboration des programmes des réunions annuelles.
- **Engagement des OSC en tant que véritables partenaires** lors des réunions annuelles, avec une participation obligatoire.
- **Prévoir suffisamment de temps pour les questions-réponses**, les approfondissements et le retour d'information.
- **Mise en place de différentes formes d'engagement des OSC**, telles que des débats d'experts, des tables rondes avec les directeurs exécutifs et la direction de la BPD, et des réunions publiques.
- **Fourniture d'un soutien logistique et financier** aux OSC.
- **Création de différents moyens de participation**, y compris l'engagement virtuel.

Niveau politique

- **Élaboration de plans clairs d'engagement des parties prenantes** qui détaillent la manière dont les perspectives des OSC et des communautés seront intégrées dans les politiques.
- **Les détails des consultations sont publiés en ligne**, en prévoyant un délai suffisant pour le retour d'information, et une analyse est fournie sur la manière dont le retour d'information a été intégré.
- **Incorporation des principes d'une présomption en faveur de la divulgation** dans les politiques d'accès à l'information.
- **Publication proactive d'informations**, avec des délais de divulgation, des formats, des canaux et des calendriers.
- **Limitation des exemptions, des dérogations et des vetos** dans les politiques d'accès à l'information.
- **Mise en place de commissions indépendantes** de recours pour l'accès à l'information.
- **Mise en place de Cadres Environnementaux et Sociaux (CES)** allant au-delà de l'atténuation des risques, avec une prise en compte active de la manière d'intégrer les perspectives des communautés et des OSC.
- **Alignement des CES et des systèmes clients** sur les Principes Directeurs (UNGP).
- **Évaluation des Incidences sur l'Environnement et l'impact Social** sur tous les projets, quel que soit le risque.
- **Une approche de tolérance zéro** pour les représailles dans les CES.
- **Développement d'espaces sécurisés** pour discuter des questions de représailles.
- **Engagement à respecter les normes internationales** dans les projets cofinancés.
- **L'élaboration de stratégies en matière d'égalité des genres** qui comprennent un engagement à évaluer et à traiter les risques liés à l'égalité des genres.

Mr Pixelwala



Liste des acronymes

BAD Banque Asiatique de Développement	DAI Divulgateur et Politique d'accès à l'information (de la BAFD)	LEAF Gestion Intégrée des Pêches et des Ressources en eau des lacs Edward et Albert
AFD Agence Française de Développement	DBSA Banque de Développement de l'Afrique Australe	LHDA Autorité de développement des hauts plateaux du Lesotho
BAfD Banque Africaine de Développement	DIRCO Département des Relations Internationales et de la Coopération	LHWP Projet d'Eau des Hautes Terres du Lesotho
AIDA Association Interaméricaine pour la Défense de l'Environnement	DPF Financement de la Politique de Développement	BMD Banque Multilatérale de Développement
BAII Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures	DRS Service de Résolution des Litiges	M & E Suivi & Evaluation
PAI Politique d'accès à l'information	BERD Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement	MICI Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation de la BID
AM Mécanisme de Redevabilité	DE Directeurs Exécutifs	MIGA Agence Multilatérale de Garantie des Investissements
CRA Centre Régional pour l'Afrique	EIE Evaluation des Incidences sur l'Environnement	MP Membre du Parlement
BIC Centre d'Information Bancaire	ESAP Plan d'Action Environnemental et Social	NDB Nouvelle Banque de Développement
BWGED Groupe de Travail du Bangladesh sur la Dette Extérieure	CES Cadre Environnemental et Social	ONG Organisation Non Gouvernementale
CAO Bureau du Conseiller- Médiateur pour la Conformité	ESG Environnement, Social et Gouvernance	NGOC Centre de la BAD pour les ONG et la Société Civile
CBO Organisation à Base Communautaire	PES Politique Environnementale et Sociale	OED Département de l'Evaluation des Opérations
EC L'Engagement Citoyen	CPES Cadre de Politique Environnementale et Sociale	OZA Oxfam Afrique du Sud
PECO Pays d'Europe Centrale et Orientale	FiCS Sommet sur les Finances en Commun	PAP Personnes Affectées par le Projet
CEIU Unité de Résolution des Plaintes, d'Evaluation et d'Intégrité	FIDH Fédération Internationale des Droits de l'Homme	BPD Banque Publique de Développement
CER Centre pour les Droits Environnementaux	GBF Cadre Mondial pour la Biodiversité	PPI Politique d'Information du Public
CESA Engagement des Citoyens et Redevabilité Sociale	IAM Mécanismes Indépendant de Redevabilité	PPM Mécanisme des Personnes Affectées par le Projet
CHRD Coalition pour les Droits Humains dans le Développement	IAMNet Réseau de Mécanisme Indépendant de Redevabilité	Q & R Questions & Réponses
CIVIC Alliance pour la Société Civile et l'Innovation Sociale	IAP Projet International de Redevabilité	SCD Diagnostic Systématique par Pays
CLEAN Réseau d'Action pour l'Environnement et les Moyens de Subsistance Côtiers	BID Banque Interaméricaine de Développement	ODD Objectifs de Développement Durable
ConSocs Groupes Consultatifs de la Société Civile	IDEV Mécanisme Indépendant d'Evaluation du Développement	SEPS Plans d'Engagement des Parties Prenantes
COVID-19 Maladie à coronavirus	IDP Politique de Divulgateur de l'Information	SLC Centre Juridique Seinoli
CSCEF Cadre de Renforcement de Capacités de la Société Civile	IED Département d'Evaluation Indépendant	TLC Club des Auditeurs de Twerwaneho
CSF-NDB Forum de la Société Civile de la Nouvelle Banque de Développement	IEG Groupe d'Evaluation Indépendant	DUDH Déclaration Universelle des Droits de l'Homme
OSC Organisation de la Société Civile	SFI Société Financière Internationale	UHRC Commission Ougandaise des Droits Humains
CPF Cadre de Partenariat par Pays	IFI Institution Financière Internationale	UNGP Principes Directeurs des Nations unies relatifs aux Entreprises et aux Droits Humains
CPP Plan de Partenariat par Pays	IFP Financement de Projets d'Investissement	UPDF Force de Défense du Peuple Ougandais
CPS Stratégie de Partenariat par Pays	FMI Fonds Monétaire International	US États-Unis
CSP Document de Stratégie par Pays	IPAM Mécanisme Indépendant de Redevabilité des Projets	USAID Agence des États-Unis pour le Développement International
FPSC Forum Politique de la Société Civile	MIR Mécanisme Indépendant de Recours	BM Banque Mondiale
CSS Système de Sauvegarde par Pays	SSI Système de Sauvegardes Intégrées	GBM Groupe de la Banque Mondiale
CSSC Comité de Pilotage de la Société Civile	Lao PDR République Démocratique Populaire Lao	WRI Institut des Ressources Mondiales



1 Introduction

Le monde est confronté à des défis sans précédent, notamment la volatilité économique, le changement climatique et l'augmentation des inégalités sociales. Alors que les pays se remettent des conséquences du COVID-19, dans un contexte de montée des crises de la dette dans les pays en développement, les Banques Publiques de Développement (BPD) ont un rôle de catalyseur à jouer dans la mobilisation des ressources pour le développement durable. Cependant, pour réaliser l'Agenda 2030 pour le développement durable, les politiques doivent réorienter leurs stratégies de financement vers la résilience à long terme, en donnant la priorité aux investissements qui soutiennent les populations vulnérables et en soutenant les modèles de développement qui donnent la priorité aux droits humains.

Les BPD sont des 'institutions financières publiques initiées par les gouvernements pour poursuivre des objectifs de politique publique'.¹ De nombreux projets des BPD soutiennent la réalisation de l'Agenda 2030 pour le Développement Durable. Compte tenu

1 Finance in Common 'Why Finance in Common?' [https://financeincommon.org/why-finance-in-common#:~:text=Public%20Development%20Banks%20\(PDBs\)%20are,by%20central%20or%20local%20governments](https://financeincommon.org/why-finance-in-common#:~:text=Public%20Development%20Banks%20(PDBs)%20are,by%20central%20or%20local%20governments) (consulté le 6 février 2025).

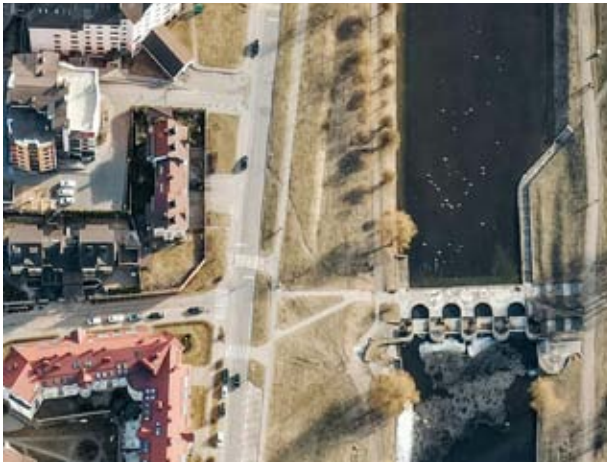


Manifestation des peuples indigènes à Bogota, Colombie © Sebastian Barros/Forus

de leur mandat public, les BPD peuvent susciter un changement social en promouvant des politiques axées sur les personnes et inclusives qui mettent l'accent sur les plus vulnérables, notamment les femmes et les enfants. Les BPD peuvent cibler les financements là où ils sont le plus nécessaires, en soutenant l'innovation et en adoptant une perspective à long terme. Étant donné que les BPD sont financées par l'argent des contribuables, la redevabilité et la transparence devraient également être au cœur de leurs opérations.

Les BPD peuvent être plus efficaces lorsqu'elles s'engagent avec des organisations de la société civile (OSC),² en utilisant leurs connaissances spécifiques du contexte et leur accès aux communautés locales pour concevoir des interventions appropriées et minimiser les risques du projet. En outre, les BPD peuvent renforcer leur engagement en faveur de l'inclusion et de l'équité sociale dans le financement du développement en adhérant aux normes relatives aux droits humains. Les BPD ont la possibilité d'être des modèles en matière d'investissement responsable et transformateur, mais trop souvent leurs intérêts sont guidés par les actionnaires plutôt que par les populations affectées par leurs projets. Les OSC demandent aux BPD de passer d'une approche descendante à une approche communautaire et fondée sur les droits humains, et ce qui nécessite un dialogue régulier,

2 Terme générique utilisé pour décrire les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les Organisations à Base Communautaire (CBO).



“ Cette étude de recherche analyse les cadres et les mécanismes d’engagement des OSC dans les sept BPD. Elle examine l’engagement des OSC au niveau des projets, des pays et au niveau régional/ international, ainsi que l’engagement des OSC dans les différentes politiques. ”

significatif et systématique avec les OSC.³ Ceci est particulièrement pertinent dans le contexte du rétrécissement de l’espace civique dans le monde, comme l’a observé Civicus.⁴

Cette étude vise à fournir une analyse de l’engagement des OSC dans sept PDB, à savoir la Banque Africaine pour le Développement (BAfD), la Banque Asiatique pour le Développement (BAD), la Banque Asiatique d’Investissement dans les Infrastructures (BAII), la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), la Banque Interaméricaine pour le Développement (BID), la Nouvelle Banque de Développement (NDB) et la Banque Mondiale (BM), afin de mettre en évidence les défis, les opportunités, les enseignements tirés et les bonnes pratiques. Plus précisément, cette étude de recherche analyse les cadres et les mécanismes d’engagement des OSC dans les sept BPD. Elle examine l’engagement des OSC au niveau des projets, des pays et au niveau régional/international, ainsi que l’engagement des OSC dans les différentes politiques.

L’étude a été commandée par Forus, un réseau mondial innovant qui donne à la société civile les moyens d’un changement social efficace. Forus rassemble 72 plateformes nationales d’Organisations Non Gouvernementales (ONG) et sept coalitions régionales d’Afrique, d’Amérique, d’Asie, d’Europe, d’Amérique latine, du Moyen-Orient et d’Afrique du Nord, d’Amérique du Nord et du Pacifique - représentant plus de 24 000 ONG sur tous les continents. Forus et les OSC partenaires travaillent avec les BPD aux niveaux national, régional et mondial pour renforcer les relations entre les OSC et les BPD et pour plaider en faveur de l’adoption par les BPD d’une approche fondée sur les droits humains. Cette étude vise à

3 S. Martinsone ‘Four ways to reimagine public development banks to nurture more equitable, sustainable and rights-based development’ Bond 6 September 2023 (consulté le 6 février 2025).

4 Civicus ‘People power under attack.’ Un rapport basé sur les données du Civicus Monitor <https://web.civicus.org/GlobalFindings2024> (2024).

aider les BPD et les OSC à comprendre les modèles de société civile au sein des institutions homologues. Bien que cette étude se concentre sur l'engagement de la société civile au sein de sept Banques Multilatérales de Développement (BMD),⁵ les banques nationales de développement peuvent également tirer profit de l'apprentissage des mécanismes OSC des BMD lorsqu'elles envisagent de développer ou de renforcer leurs relations avec les OSC aux niveaux national et local. L'étude peut également apporter des connaissances sur les expériences des OSC qui s'engagent auprès des BPD dans d'autres régions et contextes. Grâce à l'apprentissage par les pairs entre les BPD, les réseaux d'OSC et entre eux, nous espérons que cette étude pourra renforcer les relations entre les BPD et les OSC, ce qui est essentiel pour la réalisation d'un développement durable et inclusif.

Forus est actuellement le chef de file de la coordination des OSC pour le Sommet 'Finance en commun' (FiCS). Forus et les OSC partenaires ont travaillé ensemble pour demander aux BPD de veiller à ce que leurs projets et politiques contribuent à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) et à la mise en œuvre d'actions efficaces en faveur du climat et de la biodiversité, conformément à l'Accord de Paris et au Cadre Mondial pour la Biodiversité (CMB) de Kunming-Montréal. Ce rapport offre donc également l'opportunité de partager les expériences d'engagement des OSC avec les BPD lors du FiCS. L'une des demandes récurrentes des OSC lors du sommet du FiCS au cours des cinq dernières années concerne l'espace civique et le renforcement des relations entre les OSC et les BPD. Les OSC ont demandé que la société civile soit reconnue comme un groupe d'engagement officiel au sein du FiCS, et qu'un mécanisme formel soit établi entre les OSC et chaque BPD au niveau du siège et des pays afin de renforcer la stratégie globale, la gouvernance, la redevabilité, la transparence et les résultats en matière de développement des projets et initiatives liés aux BPD. Les OSC ont également exhorté les BPD à promouvoir et à soutenir un environnement favorable à la société civile et à intégrer systématiquement l'espace civique, les droits humains et l'analyse de genre.⁶ Cela peut se faire par la mise en place d'une coalition thématique du FiCS sur 'l'avancement du développement participatif et responsable par le dialogue entre les BPD et les OSC'. Cette étude met en lumière plusieurs sujets sur lesquels la coalition BPD-OSC peut réfléchir lorsqu'elle élabore des solutions pour s'attaquer aux principaux obstacles qui empêchent les BPD de remplir leur mandat en matière de développement.

5 Il convient de noter que les termes BPD, Banques Multilatérales de Développement (BMD) et Institutions Financières Internationales (IFI) sont quelque peu interchangeables. Toutefois, les BPD peuvent également comprendre des banques nationales de développement, contrairement aux BMD qui sont régionales et internationales. Les IFI peuvent également comprendre certaines institutions financières privées.

6 Forus 'Déclaration de la Société Civile : Sommet Finance en Commun - Cartagena, Colombie, 4-6 septembre 2023' <https://www.forus-international.org/en/pdf-detail/104365-civil-society-declaration-finance-in-common-summit-2023> (consulté le 6 février 2025).



2 Méthodologie

Comme indiqué précédemment, la présente étude dresse la carte de la BAD, de la BAfD, de la BAII, de la BERD, de la BID, de la NDB et de la BM. Elle s'appuie sur une analyse bibliographique des documents des BPD, des examens indépendants menés par les BPD, des déclarations des OSC, des documents de recherche/articles, des documents universitaires et des articles dans les médias/en ligne. L'étude s'appuie sur 27 entretiens⁷ avec des représentants de coalitions d'OSC et de groupes de travail, des personnes qui travaillent avec les communautés affectées par les projets, des responsables des BPD et des représentants des mécanismes de redevabilité et des départements d'évaluation des BPD.⁸ La recherche

7 Reality of Aid 'La société civile demande au groupe GBM de repenser le sens de son évolution' (2023) <https://realityofaid.org/rethink-wbg-evolution/> (consulté le 6 février 2025).

8 Toutes les BPD répertoriées dans cette étude ont été contactées pour un entretien et/ou ont eu la possibilité de fournir des réponses par courrier électronique. Des réponses ont été reçues de quatre BPD et, dans le cinquième cas, l'auteur a pu contacter des fonctionnaires du département du mécanisme de redevabilité et d'évaluation, mais pas du département des OSC. Dans deux cas, l'auteur n'a pas pu obtenir d'entretiens. Par manque de temps, un minimum d'un entretien avec une OSC a été réalisé par BPD.

●● Ce rapport se concentre principalement sur les engagements des BPD dans le secteur public, étant donné qu'il s'agit de leur mandat principal et des domaines dans lesquels les OSC se sont le plus engagées jusqu'à présent. ●●



Actions de la société civile auprès de la BAD

a tenu compte de considérations éthiques, telles que la garantie du consentement et de la confidentialité. Il convient de souligner qu'il peut exister d'autres points de vue qui ne sont pas couverts par cette recherche. Il est également important de noter que les BPD se trouvent à différents stades de développement et que, par conséquent, certaines d'entre elles peuvent ne pas avoir des politiques ou des pratiques aussi étendues que d'autres.

Ce rapport se concentre principalement sur les engagements des BPD dans le secteur public, étant donné qu'il s'agit de leur mandat principal et des domaines dans lesquels les OSC se sont le plus engagées jusqu'à présent. Toutefois, les OSC continuent de critiquer les BPD pour avoir intensifié le développement du secteur privé au détriment des communautés.⁹ Par exemple, le Groupe de la Banque Mondiale (GBM) est en train de concevoir sa feuille de route pour l'évolution - un cahier des charges pour ses opérations futures - qui inclut le renforcement de ses activités dans le secteur privé. Les Organisations de la Société Civile (OSC) ont demandé que les engagements du groupe dans le secteur privé, notamment la Société Financière Internationale (SFI), fassent l'objet d'une plus grande redevabilité, en illustrant les cas où les communautés ont subi des préjudices.¹⁰

Le Groupe de la Banque Mondiale (GBM) comprend son volet public, la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et l'Association Internationale de Développement (IDA), ainsi que son volet privé, la SFI et l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA). La Banque Mondiale, par l'intermédiaire de la BIRD et de l'IDA, prête de l'argent aux gouvernements des pays à revenu faible ou intermédiaire pour deux utilisations générales : des projets d'investissement et des réformes politiques. Alors que la BIRD et l'IDA fournissent des crédits et une assistance hors prêt financière aux gouvernements, la SFI propose des prêts et des prises de participation, des conseils et des services techniques au secteur privé. La MIGA est une institution financière internationale

9 Reality of Aid 'La société civile demande au groupe GBM de repenser le sens de son évolution' (2023) <https://realityofaid.org/rethink-wbg-evolution/> (consulté le 6 février 2025).

10 Comme ci-dessus.

qui offre une assurance contre le risque politique et des garanties de rehaussement de crédit. Le rapport se concentre donc principalement sur le secteur public de la BM, bien qu'il s'appuie occasionnellement sur des exemples pertinents du secteur privé, où la société civile a de plus en plus exigé une plus grande responsabilité en soulignant les impacts négatifs des projets du secteur privé sur les communautés.¹¹ C'est pourquoi le rapport fait le plus souvent référence à la BM plutôt qu'au GBM. Le rapport se concentre également sur la BID, plutôt que sur son bras armé pour le secteur privé, IDB Invest. Les autres BPD ne disposent pas d'entités publiques et privées distinctes et les distinguent dans leurs opérations et leurs projets. Toutefois, il est important de noter que certaines BPD, telles que la BERD et la BAI, s'adressent principalement au secteur privé. Le rapport s'appuie sur une cartographie précédente réalisée par Forus sur la BAD, la BAfD et la BID,¹² ainsi que sur une boîte à outils pour l'engagement de la société civile auprès des BPD.¹³ L'étude est destinée à informer le FiCS 2025, une initiative qui rassemble plus de 500 BPD pour travailler ensemble sur le développement durable et le changement climatique.¹⁴

Cette étude illustre les principaux résultats et formule des recommandations spécifiques dans ces domaines, tout en tirant des conclusions générales. Étant donné que les BPD se trouvent à différents stades de développement, l'étude fournit des bonnes pratiques tirées des principaux résultats de la littérature et des entretiens. Toutefois, à mesure que les BPD évoluent, il est possible d'améliorer encore ces bonnes pratiques pour faire face aux défis et aux risques émergents, ou pour renforcer l'engagement des OSC. La section suivante présente quelques-unes des raisons qui justifient l'engagement des BPD auprès des OSC.

11 Le Groupe de la Banque Mondiale (GBM) comprend son volet public, la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et l'Association Internationale de Développement (IDA), ainsi que son volet privé, la Société Financière Internationale (SFI) et l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA). La BM, par l'intermédiaire de la BIRD et de l'IDA, prête de l'argent aux gouvernements des pays à revenu faible ou intermédiaire pour deux utilisations générales : les projets d'investissement et les réformes politiques. Alors que la BIRD et l'IDA fournissent des crédits et une assistance hors prêt aux gouvernements, la SFI fournit des prêts et des financements par actions, des conseils et des services techniques au secteur privé. La MIGA est une institution financière internationale qui offre une assurance contre le risque politique et des garanties de rehaussement de crédit. C'est pourquoi le rapport se réfère principalement à la BM plutôt qu'au GBM.

12 A Lucey 'Engaging Public Development Banks : Case studies of the African Development Bank, and Inter-American Development Bank' Forus (2024) <https://www.forus-international.org/en/pdf-detail/118898-engaging-public-development-banks-study> (consulté le 6 février 2025).

13 A Lucey 'Engaging Public Development Banks : A toolkit for civil society organisations' (2024) Forus <https://www.forus-international.org/en/pdf-detail/118899-engaging-public-development-banks-a-toolkit-for-civil-society-organisations> (consulté le 6 février 2025).

14 Finance in Common "Who we are" <https://financeincommon.org/> (consulté le 6 février 2025).



3 Pourquoi un engagement entre les BPD et les OSC ?

La société civile peut apporter un regard critique sur le fonctionnement des BPD, notamment en analysant les domaines thématiques à privilégier, la manière dont les projets sont mis en œuvre, le respect des normes en matière de droits humains et la mesure dans laquelle les BPD impliquent les communautés dans la conception et la mise en œuvre des projets (ainsi que les recours en cas d'échec des projets). Les OSC peuvent jouer divers rôles directs ou indirects lorsqu'elles s'engagent auprès d'une BPD, depuis l'amélioration de la prestation de services jusqu'aux rôles plus critiques consistant à influencer la politique et à demander des comptes à la Banque.

Sans une consultation adéquate des OSC et des communautés, les BPD risquent de voir leurs projets échouer. Des projets mal conçus peuvent être à l'origine de conflits, de protestations et de préjudices pour les communautés. Cela peut à son tour nuire à la réputation d'une BPD et, en fin de compte, conduire à un désinvestissement dans un projet. Si les plaintes déposées auprès des Mécanismes Indépendants de Redevabilité (IAM) peuvent sensibiliser aux conséquences négatives des projets et inciter à agir, l'engagement des communautés et

des organisations de la société civile au stade de la conception du projet peut empêcher ces préjudices de se produire. Les violations massives des droits humains causées par les projets soulèvent également des questions politiques sur les interventions dans les États autoritaires.

Les OSC peuvent jouer un rôle particulièrement important dans le contexte des États fragiles et affectées par des conflits.¹⁵ Dans des situations de structures institutionnelles affaiblies, de pauvreté, d'exclusion et de conflits sur des ressources rares, l'engagement des OSC peut être essentiel pour garantir que le développement se fasse de manière transparente et inclusive, qu'il réponde mieux aux besoins de la communauté et qu'il soit moins susceptible d'être corrompu. En outre, l'engagement des OSC peut améliorer les résultats du développement et a le potentiel de réduire les conflits futurs ¹⁶.

Damir / IDB



Étude de cas : L'évolution de la BID vers l'implication des OSC dans les projets

En 2017, la BID a mené une étude sur les 'Leçons tirées de quatre décennies de conflits liés à des projets d'infrastructure en Amérique latine et dans les Caraïbes'.¹⁷ L'étude a révélé que, sur les 200 projets analysés dans la base de données, 36 ont été annulés en raison de conflits, tandis que 162 projets ont connu des retards et 116 des dépassements de coûts. Selon l'étude, les principaux facteurs de conflit sont une planification déficiente, un accès réduit aux ressources, l'absence d'avantages pour la communauté et l'absence de consultation adéquate. Ils ont également constaté que les conflits s'intensifiaient souvent parce que les préoccupations des communautés

15 C Malena 'Citizens at the center : A strategic review of good practices and lessons learned for renewal of World Bank support for citizen engagement and social accountability' (8 décembre 2023) <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/53d4f17646f52f82d43b7379dd004811-0090012024/original/CESA-Strategic-Review.pdf> (consulté le 6 février 2025).

16 Comme ci-dessus.

17 IDB "Lessons from four decades of infrastructure project-related conflicts in Latin America and the Caribbean" (2017) <https://publications.iadb.org/en/lessons-four-decades-infrastructure-project-related-conflicts-latin-america-and-caribbean> (consulté le 6 février 2025).

n'étaient pas résolues. L'étude a conclu qu'un engagement stratégique avec la société civile permet d'atténuer le risque de conflit associé aux opérations et aux coûts connexes. La BID a depuis élaboré une nouvelle stratégie, Groupe de la BID-Société Civile, pour relever ces défis, avec un plan d'action pour mesurer les résultats quantitatifs en termes d'efficacité, de valeur ajoutée et de contribution à la connaissance du tissu social.

Les BPD ont l'obligation morale d'investir dans des approches fondées sur les droits humains et la diligence requise. Le développement démocratisé permet aux BPD de «mieux faire le développement» en permettant aux communautés locales de choisir leur destin. Certaines BPD, à savoir l'Agence Française de Développement (AFD), la Banque Européenne d'Investissement (BEI), la Banque de Développement du Conseil de l'Europe, le Fonds International de Développement Agricole et la BERD, montrent déjà la voie en adoptant une approche du développement fondée sur les droits humains, ayant approuvé la première déclaration du FiCS 2022 sur les droits humains et l'approche fondée sur les droits humains.¹⁸ Toutefois, un rapport publié en 2023 par plus de 100 militants de la société civile, intitulé 'Démystifier le financement du développement', s'appuie sur des études de cas réalisées dans 20 pays du monde entier pour montrer que les BPD continuent d'exacerber les problèmes qu'elles sont censées résoudre. Le rapport souligne qu'une poussée vers la privatisation, en utilisant des approches extractivistes et descendantes, et avec les limites des sauvegardes sociales et environnementales des BPD, aggrave souvent les inégalités, conduisant à des violations, alimentant le changement climatique et augmentant la dette.¹⁹

En outre, un rapport de la Fédération Internationale pour les Droits Humains (FIDH) et du Réseau Bankwatch des Pays d'Europe Centrale et Orientale, intitulé 'Plus que l'argent : Les Banques Publiques de Développement doivent renforcer les garanties en matière de droits humains', analyse les cadres de durabilité environnementale et sociale utilisés par la BEI, la BERD, l'AFD et la SFI. Le rapport constate que, si ces cadres constituent une base solide pour l'exercice de la diligence requise en matière de droits humains, il subsiste d'importantes lacunes en matière de transparence et de participation du public à l'identification, à la prévention, à la gestion et à la correction des risques et des impacts en matière de droits humains.²⁰ La BERD

18 Finance in Common 'Public Development Banks statement on human rights and human rights-based approach' (8 novembre 2022) <https://financeincommon.org/public-development-banks-statement-on-human-rights-and-human-rights-based-approach> (consulté le 6 février 2025).

19 Coalition pour les Droits Humains dans le Développement 'Démystifier le financement du développement : Comment les BPD impactent le public et la planète' (2023) <https://rightsindevelopment.org/pdbs/> (consulté le 6 février 2025).

20 Fédération Internationale des Droits Humains (FIDH) & Bankwatch 'Plus que l'Argent : Les Banques Publiques de Développement doivent renforcer les garanties en matière de droits humains' (6 mai 2024) https://bankwatch.org/press_release/more-than-money-new-report-reveals-shortcomings-in-human-rights-policies-of-leading-public-development-banks (consulté le 6 février 2025).

a depuis lors adopté une nouvelle Politique Environnementale et Sociale (PES) et une nouvelle Politique d'Accès à l'Information (PAI), qui remédient à certaines de ces lacunes.

Au-delà de l'impératif moral, il existe de solides arguments commerciaux en faveur de l'engagement des OSC. Une publication intitulée 'L'analyse rentabilisation pour la Société Civile' explique pourquoi les entreprises devraient s'engager dans la société civile.²¹ Les mêmes raisons sont d'autant plus pertinentes pour les BPD qu'elles ont un mandat public. Les raisons sont adaptées de la publication et détaillées ci-dessous.

RAISONS D'ENGAGER LES OSC	RAISONS D'ÊTRE
Les libertés civiques favorisent la croissance économique	Un plus grand respect des OSC et des libertés civiques augmente les investissements financiers, facilite les réformes économiques, réduit les troubles sociaux et permet aux idées et aux ressources de se répandre à un rythme sans précédent.
Les libertés civiques favorisent l'innovation	Les institutions qui encouragent la créativité, la communication ouverte et les valeurs partagées parmi leurs employés dans le cadre de leur culture organisationnelle sont susceptibles d'être de meilleurs innovateurs que les institutions qui adhèrent à une bureaucratie et une hiérarchie stricte.
La société civile réduit le coût de la corruption	Une démocratie ouverte et transparente, dans laquelle les OSC jouissent de libertés civiques, joue un rôle important dans la réduction de la corruption, qui a un impact négatif sur la croissance économique.
Les organisations de la société civile peuvent contribuer à la durabilité des projets	La réussite d'un projet dépend de l'investissement dans le capital humain et social.
Le soutien à la société civile peut aider à gérer les risques liés aux coûts opérationnels	En fournissant des informations sur les dommages potentiels, les OSC et les mouvements sociaux réduisent le risque de coûts opérationnels importants dus à des arrêts de travail et à d'autres retards opérationnels. Les OSC peuvent obtenir un permis social d'exploitation de la part des communautés locales.
Le soutien à la société civile peut améliorer les relations	Les OSC sont importantes à la fois pour la prise de décision des investisseurs et pour la fonction de surveillance des risques des conseils d'administration des entreprises, car elles représentent des sources d'information indépendantes sur les risques Environnementaux, Sociaux et Gouvernance (ESG) importants.
Le soutien à la société civile peut améliorer les relations avec les employés	Le fait de ne pas respecter les valeurs de l'entreprise sur les questions sociales peut provoquer des réactions négatives de la part des employés. Lorsque les OSC défendent les droits humains contre un gouvernement hostile, il incombe particulièrement aux institutions d'user de leur influence pour soutenir la société civile. Il en va de leur intérêt commercial.

21 E.Rekosh & L.Khadar 'The business case for civil society' (2018) https://rightscolab.org/wp-content/uploads/2018/12/the_business_case_for_civil_society.pdf (consulté le 6 février 2025).



4 Mécanismes BPD-CSO

Cette section analyse les mécanismes et les cadres d'engagement entre les BPD et les OSC. Elle examine les structures de gouvernance des BPD et présente les principaux actionnaires des sept BPD étudiés, étant donné qu'il s'agit des principaux décideurs au niveau du conseil d'administration. Cette section identifie également les points focaux des OSC dans chaque BPD et certaines des coalitions d'OSC qui s'engagent avec ces BPD au niveau institutionnel, à la fois par le biais de comités d'OSC établis par les BPD et sélectionnés par les OSC, mais aussi par le biais de certaines coalitions qui servent de chiens de garde (plutôt que de contractants). Toutefois, il est important de reconnaître que cette liste n'est pas exhaustive et que les OSC ont des points de vue et des intérêts divers. Le tableau 1 présente vue d'ensemble de l'analyse fournie dans cette section.

4.1 Vue d'ensemble des mécanismes BPD-OSC

Tableau 1 : Vue d'ensemble des mécanismes BPD-OSC

BAD 			
Principaux actionnaires Australie, Chine, Japon, Inde et États-Unis	Cadre des OSC 1998 Politique de coopération renforcé avec les OSC (2012). Traite les OSC en tant que contractants.	Points focaux BPD-OSC Le Centre des ONG et de la Société Civile.	Exemples de coalitions d'OSC engageant des BPD au niveau institutionnel (non exhaustif) Forum des ONG sur la BAD Reality of Aid Re-course CEE Bankwatch Network
BAfD 			
Principaux actionnaires Algérie, Égypte, Japon, Nigeria et États-Unis	Cadre des OSC Cadre pour un engagement renforcé avec les OSC (2012). Intègre l'engagement des OSC mais manque d'orientations plus concrètes et d'un cadre de suivi et d'évaluation (M&E) pour contrôler l'engagement des OSC.	Points focaux BPD-OSC Un département "Genre, femmes et société civile", avec une division "Société civile et engagement communautaire" et une division "Innovation sociale" dédiée à l'engagement de la société civile.	Exemples de coalitions d'OSC engageant des BPD au niveau institutionnel (non exhaustif) Le comité OSC (<i>aligné sur la BAfD</i>) Le groupe de travail des OSC sur la BAfD CHRD BIC
BAII 			
Principaux actionnaires Chine, Inde, France, Allemagne et Russie	Cadre des OSC Pas de cadre spécifique pour les OSC. L'engagement des OSC est détaillé dans sa stratégie d'entreprise (2020).	Points focaux BPD-OSC Responsable de la société civile au sein du département des communications.	Exemples de coalitions d'OSC engageant des BPD au niveau institutionnel (non exhaustif) Forum des ONG sur la BAD Re-course Accountability Counsel
BERD 			
Principaux actionnaires La BEI, l'UE et les États-Unis. La France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni ont des parts égales.	Cadre des OSC L'approche de la BERD en matière d'engagement de la société civile (2024-2029) et le Cadre de Renforcement de la Société Civile (CSCEF). Cette approche reconnaît la nécessité de passer à une approche proactive et reconnaît la contribution unique des OSC à la construction du capital social et de la confiance et à la construction d'une démocratie multipartite.	Points focaux BPD-OSC L'Unité d'Engagement de la Société Civile utilise les fonds de coopération technique de la BERD pour renforcer les capacités. Par l'intermédiaire du comité directeur, les OSC organisent des réunions avec le Président et la Direction Générale. Le Conseil d'Administration effectue des visites de consultation dans les pays d'opérations.	Exemples de coalitions d'OSC engageant des BPD au niveau institutionnel (non exhaustif) Comité Directeur des OSC de la BERD (<i>aligné sur la BERD</i>) CEE Bankwatch Network Re-course

Principaux actionnaires
Argentine, Brésil, Japon, Mexique et États-Unis

Cadre des OSC
Groupe de la BID - Stratégie d'engagement de la société civile (2018). Le Plan d'Action prévoit de mesurer l'engagement de la société civile à l'aide de résultats quantitatifs, en termes d'efficacité, de valeur ajoutée et de contribution à la connaissance du tissu social.

Points focaux BPD-OSC
Les questions relatives à l'engagement des citoyens et de la société civile sont dirigées par la vice-présidence pour les pays depuis Washington, DC. Il existe également un point focal pour la société civile.

Exemples de coalitions d'OSC engageant des BPD au niveau institutionnel (non exhaustif)
Groupe de travail de la BID
CHRD
BIC

Principaux actionnaires
Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud

Cadre des OSC
Pas de cadre spécifique pour les OSC, mais ses stratégies (2017-2021, 2022-2026) s'engagent à renforcer les relations institutionnelles avec les OSC. La stratégie la plus récente prévoit une feuille de route pour les partenariats, avec des résultats attendus, des modes d'interaction et des plans de travail.

Points focaux BPD-OSC
La division de la communication d'entreprise.

Exemples de coalitions d'OSC engageant des BPD au niveau institutionnel (non exhaustif)
CSF de la NDB

Principaux actionnaires
France, Allemagne, Japon, Royaume-Uni et États-Unis

Cadre des OSC
Cadre stratégique pour l'intégration de l'engagement des citoyens, 2014 (à mettre à jour).
Un nouvel indicateur de 'qualité de l'engagement civique et citoyen' est inclus dans le tableau de bord opérationnel de la Banque Mondiale, dans le cadre de la mise à jour des fiches d'évaluation institutionnelles
Un fonds fiduciaire multi-donateurs dédié au financement des OSC, le Partenariat Mondial pour la Redevabilité Sociale (GPSA). Le GPSA sera remplacé par un nouvel instrument de financement et de partenariat pour la société civile, CIVIC : l'Alliance pour la Société Civile et l'Innovation Sociale.

Points focaux BPD-OSC
L'équipe de la société civile se consacre à l'engagement des OSC au siège. L'engagement direct avec le conseil d'administration a lieu lors des assemblées de printemps et annuelles, et le président organise une réunion avec les OSC lors des assemblées annuelles. Les responsables des affaires extérieures dans les pays clients sont chargés de l'engagement au niveau national.

Exemples de coalitions d'OSC engageant des BPD au niveau institutionnel (non exhaustif)
Groupe de travail sur le Forum Politique de la Société Civile (FPSC) pour les réunions annuelles (*aligné sur la BM*)
Appels mensuels ouverts pour les OSC avec l'équipe chargée de la politique de la société civile
Réunion mensuelle du groupe de travail BM-OSC sur l'engagement des citoyens
BIC
Projet Bretton Woods
Re-course



4.2 Structure de gouvernance BPD-OSC

Les structures de gouvernance (et leurs points focaux OSC) varient d'une BPD à l'autre. Les OSC opèrent également dans le cadre de réseaux formels et informels différents. L'un des plus grands défis pour assurer un engagement plus fort entre les OSC et les BPD provient d'une compréhension limitée des deux côtés : du côté des BPD, il peut y avoir un manque de conscience de la valeur ajoutée des OSC dans le renforcement des politiques et des pratiques, tandis que du côté des OSC, cela peut être dû au fait que les OSC ne savent pas comment et avec qui elles doivent s'engager.

Chaque BPD interrogée dispose d'une structure de gouvernance similaire. Le Conseil des Gouverneurs est l'organe de décision le plus élevé. Il existe également un Conseil d'Administration, où sont prises les décisions clés, et un Président de la banque, qui en assure la gestion. Il est important de noter que le conseil d'administration représente les intérêts des actionnaires et qu'il peut donc être un interlocuteur important pour les OSC. En particulier, les OSC peuvent identifier des pays et des parties prenantes spécifiques (y

compris des ministères) au sein du Conseil d'Administration qui sont ouverts à l'engagement de la société civile et les impliquer dans des projets ou des politiques spécifiques de la Banque. Par exemple, le Centre d'Information Bancaire (BIC) et l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) organisent conjointement des réunions avec diverses agences gouvernementales des États-Unis et des organisations de la société civile le premier mardi de chaque mois pour discuter des questions liées aux projets et de la politique relative aux BPD.²² Il existe également un groupe de travail des IFI composé de 20 organisations à travers les États-Unis, qui travaille avec la Banque Mondiale et d'autres organisations multilatérales, et qui est co-présidé par le BIC.²³

Comme le montre le tableau ci-dessus, les États-Unis sont un actionnaire clé de la BAD, de la BAfD, de la BERD et de la BM. Le Japon est une partie prenante clé de la BAD, de la BAfD, de la BERD, de la BID et de la BM. La Chine est un actionnaire clé de la BAD, de la BAII et de la NDB. L'Inde est un actionnaire clé de la BAD, de la BAII et de la NDB, tandis que la Russie influence la BAII et la NDB en tant qu'actionnaire clé. Le Brésil est un actionnaire clé de la BID et de la NDB, tandis que la France et l'Allemagne sont des actionnaires clés de la BAII et de la BM. La domination de certains pays en termes de prise de décision au sein de ces BPD a conduit les OSC à critiquer le fait que l'architecture financière mondiale doit être réformée et que les pays en développement dans lesquels la plupart des projets des BPD sont entrepris devraient avoir davantage leur mot à dire sur la manière dont les projets sont financés.²⁴ Forus, avec d'autres partenaires de la société civile, appelle à un changement transformateur au sein du développement mondial afin de redistribuer le pouvoir de décision, les ressources et le leadership aux communautés, en particulier dans le Sud, en les aidant à diriger et à façonner leur propre avenir en matière de développement. Cette approche va au-delà de la localisation traditionnelle et appelle à un changement fondamental de la dynamique du pouvoir - y compris avec les BPD - afin de créer des partenariats équitables fondés sur la confiance, le respect mutuel et la responsabilité.²⁵

22 Bank Information Centre (BIC) "Updates» <https://bankinformationcenter.org/en-us/updates/> (consulté le 6 février 2025).

23 IFI Working Group 'About' <https://ifiworkinggroup.org/about> (consulté le 6 février 2025).

24 Bretton Woods Project 'The lost call for international financial architecture reform in the G20' (2024) <https://www.brettonwoodsproject.org/2024/10/the-lost-call-for-international-financial-architecture-reform-in-the-g20/> (consulté le 6 février 2025).

25 Forus "Power shifts and gender justice" <https://www.forus-international.org/en/power-shifts-and-gender-justice> (consulté le 6 février 2025).



“ La BAD a maintenant élaboré un document d'introduction que les ONG peuvent utiliser pour identifier les opportunités commerciales qui s'offrent à elles. ”

4.3 Cadres BPD-OSC

4.3.1 Analyse du cadre BPD-OSC

Certaines BPD disposent de cadres d'engagement spécifiques pour les OSC et ont institutionnalisé des départements spécifiques pour les OSC. Ces cadres ont favorisé l'engagement entre les BPD et les OSC en clarifiant la valeur ajoutée des OSC, en réduisant les processus bureaucratiques et en assurant la continuité en cas de rotation du personnel. Elles ont également, dans certains cas, amélioré la conception, la mise en œuvre et le suivi des projets. Toutefois, dans d'autres cas, les politiques n'ont pas permis de déterminer une participation significative. Les cadres d'engagement des BPD-OSC et les structures institutionnelles (ou leur absence) sont examinés ci-dessous dans les sept BPD analysés dans le cadre de cette étude. Du côté des OSC, celles-ci ont rejoint des coalitions pour former des groupes de travail sur des BPD spécifiques, comme la BAfD et la BID. Il convient de noter que certaines OSC travaillent sur plusieurs BPD, plutôt que sur une en particulier. Par exemple, le groupe de travail des IFI aux États-Unis examine les projets de la BAD, de la BAfD, de la BID et du groupe de la BM. Re-course dirige la coordination de la société civile en

Europe et surveille la BAD, la BAfD, la BAI et la BM, entre autres. CEE Bankwatch Network est également un réseau européen d'OSC engagées auprès de la BAI, de la BAD, de la BERD et de la BEI. Le Accountability Counsel aide les communautés lésées par les projets des BPD à obtenir justice et plaide en faveur de normes de responsabilité plus strictes au sein des IAM.

BAD

La politique de la BAD de 1998 sur la 'Coopération entre la Banque Asiatique de Développement et les Organisations Non Gouvernementales'²⁶ établit une distinction entre l'engagement dans des relations commerciales et contractuelles avec les ONG par le biais de politiques de passation de marchés, tandis que les relations opérationnelles seraient liées aux processus de la BAD pour l'élaboration de projets, de programmes et de politiques.²⁷ Tout en tenant compte de la diversité des relations avec les ONG, la politique souligne la souveraineté des gouvernements et note 'qu'il est important d'identifier les ONG avec lesquelles la coopération ne serait pas mutuellement constructive'.²⁸ La BAD a maintenant élaboré un document d'introduction que les ONG peuvent utiliser pour identifier les opportunités commerciales qui s'offrent à elles. Ce document indique que les ONG peuvent s'adresser à la BAD de quatre manières principales : par l'intermédiaire de l'Ancre des ONG, pendant les préparatifs de la stratégie de partenariat par pays, lors des foires d'opportunités commerciales de la BAD et lorsque les politiques et stratégies de la BAD font l'objet d'un réexamen.²⁹ Plus récemment, la BAD a développé une approche pour un engagement significatif avec les OSC, qui est plus détaillée dans la section sur 'l'engagement au niveau du projet'. Cette approche est décrite dans son rapport 2023. Il convient de noter que le dernier rapport contient désormais également une analyse de la participation des OSC à l'examen des politiques, à la programmation par pays et à d'autres documents institutionnels, qui sont également analysés plus loin.³⁰ Toutefois, les OSC ont demandé à la BAD de rendre compte de son approche du développement de manière plus générale.

26 BAD 'Coopération entre la Banque Asiatique de Développement et les Organisations Non Gouvernementales' (1998) <https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/32018/adb-ngo-policy.pdf> (consulté le 6 février 2025).

27 Comme ci-dessus.

28 BAD (n 26) 17-18.

29 ADB 'Working with ADB : A primer for identifying business opportunities for NGOs' (2018) <https://www.adb.org/publications/primer-identifying-business-opportunities-ngos> (consulté le 6 février 2025).

30 ADB 'Highlights of ADB's engagement with Civil Society Organisations 2023' (2024) <https://www.adb.org/documents/highlights-ADB-engagement-civil-society-organisations-2023> (consulté le 6 février 2025).



Étude de cas : Demander à la BAD de rendre compte de son approche du développement

En 2019, Reality of Aid a produit un rapport³¹ qui évaluait la BAD au regard des principes d'efficacité de la coopération au développement.³² Alors que la BAD effectue des évaluations de l'efficacité du développement par l'intermédiaire de son Département d'Evaluation Indépendant (IED) pour évaluer ses progrès dans la réalisation de sa stratégie globale 2030, l'examen de la société civile a donné des perspectives de la société civile et des communautés affectées par les projets. Le rapport a donné des recommandations pour améliorer le système de gouvernance de la Banque, avec plus de pouvoir de vote pour les pays moins puissants, plus d'investissements dans des projets durables et inclusifs sur le plan environnemental, et des systèmes nationaux plus solides qui adhèrent aux droits humains et impliquent une plus grande participation authentique par les OSC à tous les niveaux des opérations de la BAD. En 2023, plus de 130 OSC ont signé une déclaration collective avant l'assemblée annuelle de la BAD avec des messages similaires.³³

- 31 Reality of Aid 'Asian Development Bank : (Mis)shaping development cooperation and effectiveness in Asia Pacific : A CSO review of ADBs development effectiveness' (23 novembre 2019) <https://realityofaid.org/asian-development-bank-misshaping-development-cooperation-and-effectiveness-in-asia-pacific-a-cso-review-of-adbs-development-effectiveness/> (consulté le 6 février 2025).
- 32 Il s'agit de principes élaborés par le Comité d'Aide au Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (CAD-OCDE), une organisation qui vise à encourager une coopération et un financement du développement plus efficaces et plus transparents. Le CAD de l'OCDE définit l'efficacité du développement comme 'la mesure dans laquelle les objectifs d'une intervention de développement donnée ont été atteints ou devraient l'être, compte tenu de leur importance relative'. Au fil du temps, ces principes de développement ont été énoncés comme suit : 1) l'appropriation ; 2) l'accent mis sur les résultats ; 3) les partenariats de développement inclusifs ; et 4) la transparence et la redevabilité.
- 33 Reliefweb ' Déclaration collective des OSC pour la 56e assemblée annuelle de la BAD ' (2023) <https://reliefweb.int/report/world/cso-collective-statement-56th-adb-annual-meeting> (consulté le 6 février 2025).

En 2001, la BAD a créé le réseau et le centre des ONG, qui a ensuite été rebaptisé Centre des ONG et de la Société Civile. La BAD a impliqué les OSC, notamment en intégrant l'engagement des OSC dans les réunions annuelles.³⁴ Il existe également le réseau de coopération des OSC, qui comprend environ 30 membres du personnel opérationnel appelés 'ancres OSC'. Il s'agit de points focaux pour l'engagement des OSC dans chacun des départements opérationnels, de spécialistes de la société civile dans les missions résidentes et les bureaux de représentation, et d'autres départements de la BAD. Du côté de la société civile, le FORUM ONG (initialement le groupe de travail ONG) a été créé en 1991 par 20 ONG de 16 pays qui estimaient que la BAD recevait peu d'attention par rapport à la Banque Mondiale et au Fonds Monétaire International (FMI). Il a été réorganisé en 1997 et a créé des groupes de travail régionaux représentant l'Asie centrale, la sous-région du Mékong, le Pacifique, l'Asie du Sud et l'Asie du Sud-Est. En outre, des groupes de travail distincts ont également été formés, composés d'ONG d'Europe, du Japon, d'Australie et des États-Unis.

La BAD publie des rapports annuels sur son engagement avec les OSC. Elle mesure l'engagement significatif planifié avec les OSC au niveau des projets (ce qui est discuté plus loin dans ce document), tout en documentant également l'engagement des OSC dans les stratégies nationales et les examens des politiques.³⁵ En outre, la BAD a renforcé les capacités de son personnel en matière d'engagement des OSC, notamment en organisant une formation régionale en Asie du Sud-Est et en organisant des discussions mensuelles avec les OSC.³⁶ La BAD a également élaboré un *Sourcebook for engaging CSOs in ADB operations*, qui contient des conseils, des modèles et des astuces que le personnel de la BAD et les responsables nationaux peuvent utiliser lors de la conception, de la mise en œuvre et du suivi des projets financés par la BAD.³⁷ En outre, la BAD a renforcé les capacités des OSC par le biais de partenariats stratégiques avec des réseaux d'ONG. Malgré des cadres et des mécanismes clairs pour l'engagement avec les OSC, ainsi qu'une bonne visibilité des OSC dans les opérations de la BAD, le Forum des ONG sur la BAD a soulevé des questions sur la nature réelle des consultations de la BAD. Par exemple, le Forum a décidé de boycotter

34 BAD 'La coopération de la BAD avec les ONG et la société civile' (2004) https://cdn.ymaws.com/www.istr.org/resource/resmgr/working_papers_toronto/curtis.grant. https://cdn.ymaws.com/www.istr.org/resource/resmgr/working_papers_toronto/curtis.grant.pdf (consulté le 6 février 2025).

35 BAD 'Rapports annuels sur la coopération de la BAD avec la société civile' <https://www.adb.org/documents/series/adb-cooperation-with-civil-society-annual-reports> (consulté le 6 février 2025).

36 BAD (n 30).

37 ADB A sourcebook for engaging with civil society organisations in Asian Development Bank Operations (2021) <https://www.adb.org/publications/sourcebook-engaging-csos-adb-operations> (consulté le 6 février 2025).

l'assemblée annuelle de la BAD du 13 mai 2004 en raison des frustrations quant à la manière dont les consultations sont menées à la BAD, qui, à notre avis, servent souvent à valider plutôt qu'à remettre en question le statu quo et, en tout état de cause, à renforcer le pouvoir de la Banque Asiatique de Développement et des gouvernements sur les communautés locales.³⁸

BAfD

Entre-temps, la BAfD a révisé en 2012 son cadre original de 1999 pour l'engagement des OSC, désormais appelé Cadre pour un engagement renforcé avec les OSC.³⁹ Il suggère quatre domaines dans lesquels la collaboration avec les OSC pourrait être particulièrement importante, à savoir le renforcement des capacités avec les OSC, les systèmes intégrés de sauvegarde environnementale et sociale, le Mécanisme indépendant d'examen (désormais connu sous le nom de Mécanisme Indépendant de Recours), et le travail dans les États membres fragiles. La stratégie présente une matrice pour l'engagement des OSC au niveau de l'entreprise, de la région/du comté et du projet, en fonction de la sensibilisation et de la communication, du dialogue et de la consultation, et des partenariats.

En juillet 2022, le Mécanisme Indépendant d'Évaluation du Développement (IDEV) de la Banque a procédé à une évaluation de l'engagement de la Banque auprès de la société civile entre 2012 et 2019. L'examen a formulé des recommandations visant à renforcer l'engagement de la BAfD envers les OSC. Il s'agissait notamment de renforcer la sensibilisation et la compréhension commune de l'objectif et de la valeur ajoutée potentielle de l'engagement des OSC (ce qui pourrait être réalisé par la communication de documents d'orientation et d'outils), d'élaborer un cadre de suivi et d'évaluation (M&E) et d'intégrer les résultats des OSC dans les cadres de la BAfD. Il a suggéré que la BAfD améliore l'approche des ressources pour une mise en œuvre efficace de l'engagement des OSC.⁴⁰ Un plan d'action pour l'engagement de la société civile 2024-2028 a été lancé en octobre 2024. Le plan, qui n'est pas disponible

38 Communiqué de presse du Forum des ONG sur la BAD 'Une trahison de l'Asie et du Pacifique : Boycott de la 37ème Réunion Annuelle de la Banque Asiatique de Développement' (13 mai 2004), cité dans G Curtis 'The BAD's cooperation with NGOs and civil society' (2024) https://cdn.ymaws.com/www.istr.org/resource/resmgr/working_papers_toronto/curtis.grant.pdf (consulté le 6 février 2025).

39 AfBD 'Framework for enhanced engagement with Civil Society Organisations' (2012) https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/Framework_for_Enhanced_Engagement_with_Civil_Society_Organisations-06_2015.pdf (consulté le 6 février 2025).

40 Évaluation indépendante du développement Banque Africaine de Développement 'Evaluation de la Banque Africaine de Développement avec la société civile' (2022) <https://idev.afdb.org/sites/default/files/documents/files/Girma%20Kumbi%20Presentation.pdf> (consulté le 6 février 2025).

en ligne, est censé se concentrer sur la création d'un environnement favorable aux OSC, l'intégration de l'engagement des OSC, la production de connaissances et l'amélioration du dialogue politique.⁴¹ Il reste à voir comment le plan sera mis en pratique. Cependant, la BAfD gagnerait à mettre ce document sur son site web et à fournir une plateforme transparente pour les commentaires des OSC.

Contrairement à d'autres BPD qui font participer les OSC en marge des réunions annuelles, la BAfD a organisé un forum spécifique de la société civile. Ce forum a été créé en 2000 et des réunions ont été organisées en 2011, puis chaque année.⁴² Cependant, la société civile a critiqué la Banque pour l'organisation de forums OSC continentaux et régionaux distincts, notant que la nature de ces forums ressemble souvent à des réunions de partenariat plutôt qu'à des plateformes pour un dialogue significatif et critique avec les décideurs de la Banque'.⁴³ Les OSC ont également demandé à bénéficier d'un espace formel lors des assemblées annuelles.⁴⁴

La BAfD a également mis en place un Comité des OSC, qui a été renouvelé en 2024, après avoir constaté qu'il manquait d'influence dans les décisions stratégiques, ainsi qu'en termes de redevabilité et de représentativité.⁴⁵ Les nouveaux termes de référence stipulent que le Comité doit compter 11 membres des OSC - composés de cinq représentants régionaux et cinq représentants thématiques des OSC et d'une ONG internationale. Au lieu d'avoir un nombre fixe de membres de la Banque, il a été décidé que les départements concernés de la BAfD seraient invités à collaborer à des activités stratégiques, thématiques et liées à des projets.⁴⁶ La BAfD a utilisé le comité des OSC pour solliciter les OSC afin qu'elles soumettent

41 BAfD 'Plan d'action pour l'engagement de la société civile de la Banque Africaine de Développement 2024-2028' <https://www.afdb.org/en/news-and-events/events/african-development-bank-civil-society-engagement-action-plan-2024-2028-74743> (consulté le 6 février 2025).

42 Voir BAfD 'Renouvellement du comité de la société civile de la Banque' (2023) <https://cse.afdb.org/sites/default/files/Documents/Bank-CS%20Committee%20Renewal%20Process%202023%20Final.pdf> (consulté le 6 février 2025).

43 Coalition pour les Droits Humains dans le Développement 'The importance of creating space for meaningful civil society engagement at the 2024 AfDB annual meetings' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/the-importance-of-creating-space-for-meaningful-civil-society-engagement-at-the-2024-afdb-annual-meetings/> (consulté le 6 février 2025).

44 Comme ci-dessus.

45 BAfD 'Renouvellement du Comité de la société civile de la Banque, 2023-2025' (septembre 2023) <https://cse.afdb.org/sites/default/files/Documents/Bank-CS%20Committee%20Renewal%20Process%202023%20Final.pdf> (consulté le 6 février 2024). Voir aussi BAfD 'Appel à candidatures pour le renouvellement du Comité de la société civile de la Banque' (2023) <https://cse.afdb.org/sites/default/files/Documents/Terms%20of%20Reference%20Renewal%20of%20the%20Bank-CSO%20Committee%202023-2025%20revised%20September%202023.pdf> (consulté le 6 février 2025).

46 Comme ci-dessus.

des appels à propositions sur la croissance verte et le changement climatique. À ce stade, il n'est pas clair si le comité des OSC sera utilisé à l'avenir pour s'engager dans les réunions annuelles, ou comment le comité peut être impliqué dans la conception proactive de la politique, plutôt que d'être engagé une fois qu'une politique a été rédigée. Parallèlement, il existe un groupe de travail des OSC de la BAfD, qui comprend les coalitions de la Coalition pour les Droits Humains dans le Développement (CHRD) et du Centre d'information de la Banque (BIC), et qui est distinct du comité des OSC. La BAfD a également cherché à renforcer les capacités des OSC - par exemple en signant un accord avec l'Institut de la Société Civile d'Afrique de l'Ouest en décembre 2023 qui décrit la collaboration dans le renforcement des capacités des OSC, la mobilisation des ressources, la gestion des connaissances et le plaidoyer.⁴⁷

BAII

La BAII ne dispose pas d'un cadre spécifique d'engagement des OSC. Sa stratégie d'entreprise (2020) stipule que : Des partenariats efficaces sont nécessaires lorsque toutes les parties prenantes (gouvernements, secteur privé, BMD, organisations de la société civile et autres) coopèrent et se complètent mutuellement".⁴⁸ Son site web affirme que deux événements régulièrement programmés sont organisés avec les OSC au cours de l'assemblée annuelle de la BAII - l'un avec la direction de la Banque pour un échange sur un éventail de sujets, y compris les politiques, les stratégies et les opérations, et une session distincte avec l'Unité de Résolution des Plaintes, d'Évaluation et d'Intégrité (CEIU). Cependant, les OSC ont noté que l'approche est 'contradictoire' dans la mesure où, malgré les engagements récents de la direction de la BAII à impliquer la société civile, il n'y a pas d'approche uniforme. Les OSC ont demandé à être incluses dans les discussions de groupe lors des réunions annuelles (dont elles continuent d'être exclues), plutôt que de participer à une session distincte de la société civile avec la direction, et à ce que le format des réunions annuelles soit modifié pour permettre un approfondissement et un retour d'information significatif.⁴⁹ Le principal point de contact est un responsable de la société civile au sein du département des communications. Du côté de la société civile, le Forum des ONG a étendu son travail sur la BAD à la BAII, tandis

47 BAfD ' La mission de la Banque Africaine de Développement renforce la collaboration avec la société civile au Ghana ' (2024) <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/african-development-bank-mission-strengthens-civil-society-collaboration-ghana-69981> (consulté le 6 février 2025).

48 AIIB 'Corporate strategy' (2020) 16 https://www.aiib.org/en/policies-strategies/strategies/.content/index/_download/BAII-Corporate-Strategy.pdf (consulté le 6 février 2025).

49 Re-course 'Letter to the AIIB : Concern over civil society engagement in the AIIB Annual Meeting 2024' <https://re-course.org/newsupdates/aiib-annual-meeting-2024-letter/> (consulté le 6 février 2025).



Des représentants de la Banque asiatique d'investissement et de la société civile participent au panel sur l'égalité des genres lors de la conférence Finance in Common 2025

que les organisations basées dans le Nord, telles que CEE Bankwatch Network et Re-course, cherchent à influencer la BAI ainsi que les actionnaires du Nord.

BERD

L'approche de la BERD en matière d'engagement de la société civile (2024-2029) considère la société civile comme un partenaire clé pour atténuer les risques et générer de l'impact.⁵⁰ L'approche est alignée sur le mandat de la BERD qui consiste à appliquer les principes de la démocratie multipartite et du pluralisme, tout en reconnaissant le rôle des OSC dans la promotion de la Politique Environnementale et Sociale (PES) de la Banque, dans l'engagement sur l'accès à l'information et sur le Mécanisme Indépendant de Redevabilité des Projets (IPAM). Plus précisément, l'approche souligne le rôle de la société civile dans la construction d'économies plus vertes et plus inclusives et considère la société civile comme un catalyseur clé du développement international. Elle observe au moins trois niveaux d'engagement avec la société civile, à savoir la sensibilisation, la divulgation d'informations et le dialogue et la consultation, mais reconnaît surtout la nécessité de passer d'une approche réactive qui répond aux plaintes et aux demandes d'informations, à des engagements véritablement proactifs utilisant des outils et des instruments d'engagement modernisés, tels que les réseaux sociaux. Il met en évidence l'avantage supplémentaire unique des OSC, qui génèrent du capital social et de la confiance, et facilitent un plus grand engagement dans les réformes politiques, sociales et de gouvernance.⁵¹ Elle considère la société civile comme

50 EBRD 'The EBRD's approach to civil society engagement' (2024) <https://www.ebrd.com/ebird-approach-civil-society/2024-29.pdf> (consulté le 6 février 2025).

51 Comme ci-dessus.

une voix critique et vise donc à explorer de manière cohérente et continue les possibilités de partenariats significatifs et percutants centrés sur la société civile dans le domaine de la politique et du plaidoyer, du renforcement des capacités, de la collaboration opérationnelle et du partage des connaissances et des bonnes pratiques.

Comme indiqué dans l'approche de la BERD en matière d'engagement de la société civile, la BERD engage les OSC par le biais de réunions et d'événements annuels, à la fois par des échanges de haut niveau et sur des projets spécifiques, y compris par le biais du Programme de la Société Civile lors de l'assemblée annuelle et du forum d'affaires de la BERD. Elle organise également des consultations formelles. Sur le plan opérationnel, la BERD dispose d'un Cadre de Renforcement des Capacités de la Société Civile (CSCEF). L'objectif global est de renforcer les capacités des acteurs locaux et nationaux en matière de sensibilisation et de transfert de compétences vers les bénéficiaires cibles au sein du public.

EBRD



Étude de cas : Une croissance dans les consultations de la BERD avec les OSC

En 2016, la BERD a élaboré une feuille de route pour l'engagement de la société civile (2017-2020). Dans le cadre de cette feuille de route, elle a opérationnalisé son CSCEF, qui précise comment les OSC sont engagées dans les projets de coopération technique. Cependant, au-delà de cela, elle affirme également l'importance de consultations formelles et régulières.

L'approche de la BERD à l'égard de la société civile note que pour relever les défis posés par la pandémie de COVID-19, la Banque a organisé des consultations spécifiques à chaque pays entre le Président de la BERD et les OSC. Elle a accueilli plus de 20 consultations nationales sur le COVID-19 en 2021. En raison du succès de ces engagements, elle a augmenté le nombre de consultations entre le président de la BERD et les OSC, qui est passé d'une en 2018 à trois en 2019, dix en 2021 et 12 en 2022. La BERD a mené une enquête sur l'engagement de la Banque auprès

de la société civile et a constaté que le CSCEF était un mécanisme d'engagement réussi, tandis que l'engagement au niveau d'un projet avait le plus d'impact. La prise en compte active des OSC a contribué à instaurer la confiance, tandis que l'assemblée annuelle et le dialogue ouvert ont été considérés comme "renforçant la confiance". L'équipe de l'Engagement de la Société Civile a également renforcé la collaboration interne avec d'autres équipes de la Banque et a signé des protocoles d'accord pour améliorer la mise en œuvre des projets avec Save the Children, Oxfam et le Partenariat pour la Passation de Contrats Ouverts. En outre, le nombre total de consultations de la BERD avec les OSC (y compris les consultations sur les stratégies sectorielles et nationales, les réunions du président et les réunions du conseil d'administration) a augmenté. Au total, 14 consultations ont eu lieu en 2018, 13 en 2019, 35 en 2021, 22 en 2022 et 49 en 2023 et 2024.⁵²

Le CSCEF présente les actions recommandées pour atteindre ses objectifs stratégiques.⁵³ En ce qui concerne le soutien à la société civile par le biais de mécanismes significatifs (objectif stratégique 1), elle vise à utiliser le CSCEF pour renforcer davantage les OSC, mais déclare également qu'elle engagera les OSC en tant qu'experts et partenaires de mise en œuvre tout en établissant des partenariats avec des partenaires internationaux et nationaux pour renforcer les liens au niveau de la base. La BERD a mis en place un comité directeur composé de représentants d'OSC sélectionnés par la société civile, qui constitue une plateforme de collaboration sur le programme de la société civile lors des assemblées annuelles, afin de soutenir les processus de consultation pour les documents institutionnels de la BERD, les stratégies nationales et sectorielles, et de fournir un espace sûr pour la discussion des préoccupations de la société civile. Les OSC siégeant au comité directeur représentent non seulement un domaine thématique, mais aussi les OSC de la région dont elles sont originaires et leurs réseaux d'OSC au sens large. Le comité directeur a notamment pour mission de soutenir la BERD dans le cadre du processus de consultation sur les stratégies nationales et sectorielles et d'organiser le programme des OSC lors de l'assemblée annuelle de la BERD. Actuellement, les membres du comité directeur diffusent des informations aux OSC de leurs réseaux et transmettent toute information pertinente à la BERD. La Banque s'engage également à étendre la diffusion au-delà du bulletin d'information des OSC de la BERD et des affichages sur le web et les médias sociaux, pour inclure également des webinaires en présentiel et hybrides, et renforcer la représentation des OSC lors des événements phares.⁵⁴

52 Communication personnelle avec la BERD, janvier 2025.

53 BERD (n 50).

54 Comme ci-dessus.

Dans l'objectif stratégique 2 (répondre aux crises mondiales là où elles affectent les régions de la BERD en s'engageant avec la société civile), la nouvelle approche s'engage à promouvoir l'échange de connaissances et les partenariats avec les OSC pour faire face aux crises mondiales.⁵⁵ Elle propose d'accroître la participation des communautés au relèvement après une catastrophe, notamment en créant des mécanismes pour un engagement communautaire efficace et une prise de décision collective, et en soutenant les OSC pour s'attaquer à l'inclusion économique et sociale des réfugiés. En ce qui concerne l'objectif stratégique 3 (développer un espace civique sûr et ouvert), l'approche vise à favoriser les mécanismes de consultation de la BERD, à sensibiliser la société civile par le biais des rapports externes et internes de la BERD, et à travailler avec d'autres BPD pour plaider en faveur d'un espace sûr pour l'engagement civil. La BERD s'est déjà efforcée de sensibiliser d'autres institutions sœurs à l'importance de l'engagement des OSC et a organisé en février 2021 un atelier visant à renforcer les capacités du personnel à cet égard.⁵⁶ La BERD a également développé un outil de formation en ligne gratuit pour les clients sur l'engagement significatif des parties prenantes.⁵⁷

Enfin, pour mettre en œuvre l'objectif stratégique 4 (renforcer les incitations internes de la Banque en faveur de l'engagement, de l'efficacité et de la redevabilité de la société civile), l'approche de la BERD à l'égard de la société civile stipule qu'elle élaborera des orientations sur les mécanismes d'engagement de la BERD auprès des OSC, notamment : (1) faciliter les réunions entre la société civile et le Président, le Conseil d'Administration et le personnel de la BERD ; (2) assurer la sécurité de la société civile et la protéger contre les représailles ; (3) gérer les plaintes et les demandes de la société civile ; (4) assurer des consultations inclusives et accessibles ; et (5) gérer le CSCEF de la BERD et les partenariats stratégiques avec la société civile.⁵⁸ Elle s'engage à faire participer la société civile aux stratégies nationales et sectorielles et aux opérations bancaires, à encourager les OSC à fournir des conseils et des avis d'experts, et à développer la capacité institutionnelle de la BERD en matière d'engagement de la société civile et des parties prenantes. La BERD a donc réfléchi à la manière de créer des espaces sûrs pour l'engagement avec les OSC.

55 Communication personnelle avec la BERD, janvier 2025.

56 EBRD (n 50).

57 EBRD 'Community Engagement for EBRD Stakeholders E-Learning Course' <https://ebrdelearning.com/community-engagement-ebrd-stakeholders-e-learning-course> (consulté le 6 février 2025).

58 EBRD (n 50).

BID

À la BID, l'engagement s'est renforcé depuis un changement de direction, au cours duquel Ilan Goldfajn a été élu président de la BID en 2022.⁵⁹ La stratégie d'engagement Groupe de la BID-Société civile sur le site web de la BID, qui a remplacé la 'Stratégie de promotion de la participation des citoyens aux activités de la Banque' de 2004 et a été approuvée en 2018.⁶⁰ La stratégie est complétée par un plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie d'Engagement du Groupe de la BID et de la Société Civile pour les Opérations et les Initiatives (2019-2021).⁶¹ La stratégie prévoit de renforcer la participation de la société civile aux forums annuels de la BID (où la société civile a été incluse dans les discussions pour la première fois depuis 2024), de renforcer et d'affiner le rôle des groupes consultatifs de la société civile, et d'encourager les forums pour l'innovation sociale et les connaissances thématiques. Elle permet un plus grand engagement de la société civile dans les stratégies nationales et l'intégration d'une perspective de genre. Elle prévoit d'actualiser les lignes directrices relatives aux consultations publiques avec la BID et à la formation des équipes de la BID. Il prévoit également que l'engagement avec les OSC sera mesuré en termes d'efficacité, de valeur ajoutée et de contribution à la connaissance du tissu social.⁶² Le plan d'action note que la stratégie d'engagement du Groupe de la BID auprès de la société civile doit être intégrée à d'autres politiques afin d'aligner les incitations et les structures d'établissement de rapports, et appelle à un ajustement des indicateurs et des mesures.⁶³ En 2019, la société civile a créé un groupe de travail sur la BID composé de plus de 60 organisations, dont le CHRD et le BIC.

La coalition formalisée a connu quelques succès notables, comme le montre l'étude de cas ci-dessous :

59 Bank Information Centre "What should Mr Goldfajn prioritize as the new leader of the Inter-American Development Bank" (2022) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/ilan-goldfajn-has-been-elected-as-the-new-idb-president/> (consulté le 6 février 2025).

60 IDB 'IDB Group - Civil society engagement strategy' <https://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=EZSHARE-581988153-23> (consulté le 6 février 2025).

61 BID "Plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie d'engagement de la société civile du groupe de la BID pour les opérations et les initiatives" (2018) <https://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=EZSHARE-2116190867-64> (consulté le 6 février 2025).

62 BID (n 60).

63 BID (n 61).



Étude de cas : Comment une coalition formalisée d'OSC au sein de la BID a réformé la politique de la Banque

La société civile a créé un groupe de travail sur la BID composé de plus de 60 organisations. Ce groupe est dirigé par la Coalition pour les Droits Humains dans le Développement et a été créé en 2019. La Coalition a été formée après que différentes organisations qui s'étaient engagées dans le cadre d'une coalition informelle ont décidé qu'elles avaient besoin d'une approche plus structurée. Depuis la formation de la Coalition, le groupe a écrit des lettres à la BID à de nombreuses reprises pour plaider en faveur d'une plus grande inclusion - à travers ses politiques de sauvegarde et d'accès à l'information, ainsi que lors de ses réunions annuelles. Grâce à ces engagements systématiques, la société civile note des améliorations dans l'intégration des recommandations dans le Cadre de Politique Environnementale et Sociale (CPES), l'intégration de la société civile dans la réunion annuelle de 2024 en tant que groupe de discussion (pour la première fois en dix ans), un meilleur engagement dans les projets de la BID et des mesures pour rendre opérationnel l'engagement dans le CPES de ne pas tolérer les représailles, y compris la production d'une note technique sur les représailles à l'intention du personnel de la banque.⁶⁴

NDB

La NDB ne dispose pas d'un cadre d'engagement de la société civile. Cependant, sa première stratégie générale (2017-2021) indique que

La Banque a l'intention de s'engager avec les ONG et de bénéficier de leurs connaissances et de leur expérience ... tout en évitant d'introduire des critères de prêt politisés et de perdre en flexibilité et en

64 Bank Information Center 'Forming coalitions to advocate for bank reforms' https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/0f63d77e-db0f-4f13-b99f-1cab98412189_Forming+coalitions+to+advocate+for+bank+reforms.docx.pdf (consulté le 6 février 2025).

rapidité. Une plus grande ouverture aux ONG, et plus largement à la société civile, encouragera le débat public sur les activités de la Banque, ce qui améliorera la qualité de ses opérations et renforcera sa crédibilité institutionnelle. Les partenariats avec les ONG peuvent, par exemple, aider la NDB et ses clients à élargir leurs connaissances sur la manière d'intégrer des critères de durabilité dans les projets d'infrastructure, en tenant compte des perspectives locales et des normes sectorielles.⁶⁵

La dernière stratégie générale de la NDB (2022-2026) indique qu'elle renforcera les relations institutionnelles avec les OSC, tandis que son approche des partenariats de manière plus générale sera guidée par une feuille de route claire, avec des résultats attendus, des modes d'interaction et des plans de travail.⁶⁶ Toutefois, il convient de noter que les OSC n'ont pas été incluses dans l'élaboration de cette stratégie, malgré les demandes d'implication.⁶⁷ La division des communications de la NDB s'occupe de l'engagement des OSC auprès des cadres supérieurs. La société civile a engagé la NDB depuis sa création et a formé le Forum de la Société Civile de la Nouvelle Banque de Développement (CSF-NDB) en mars 2018. En outre, les OSC se sont spécifiquement engagées auprès du Centre régional pour l'Afrique (CRA) de la NDB. La société civile a également appelé plus largement à un engagement formalisé avec les pays des BRICS par le biais d'une approche Track 3, connue sous le nom de Civil BRICS.⁶⁸ Le groupe a également inclus la NDB comme sujet lors du programme Civil BRICS et dans les déclarations des OSC. À la suite de la réunion annuelle de 2024, les OSC ont formulé des recommandations en faveur de réunions trimestrielles et d'un délai suffisant pour permettre aux OSC de planifier et d'organiser la logistique de leur participation à la réunion annuelle, afin de s'assurer que la participation est significative, solide, accessible, diversifiée, inclusive et qu'elle se déroule sur la base d'agendas participatifs. Les OSC ont également appelé à des réunions plus régulières entre la NDB et les OSC, car cela permettrait de renforcer l'engagement significatif des OSC conformément à la stratégie générale 2022-2026. Le CSF-NDB a principalement fonctionné avec des membres de la société civile sud-africaine, et quelques membres régionaux, tels qu'Afrodad, African Monitor, le Réseau pour la Justice Economique, et le Centre Juridique Seingoli au Lesotho.

65 NDB 'NDB's General Strategy: 2017-2021' 31 <https://www.ndb.int/wp-content/uploads/2017/08/NDB-Strategy.pdf> (consulté le 6 février 2025).

66 NDB "New Development Bank General Strategy for 2022-2026" p 27 https://www.ndb.int/wp-content/uploads/2022/07/NDB_StrategyDocument_Eversion-1.pdf (consulté le 6 février 2025).

67 Communication personnelle avec CSF-NDB.

68 Afrodad 'Civil BRICS (Brésil-Russie-Inde-Chine et Afrique du Sud) Recommandations politiques soumises à l'examen du Sommet officiel des BRICS qui se tiendra en Afrique du Sud les 25-27 Juillet 2018' (2018) <https://www.afrodad.org/sites/default/files/publications/Civil-BRICS-Policy-Recommendations.pdf> (consulté le 6 février 2025).

BM

Le cadre stratégique de la BM pour l'intégration de l'engagement des citoyens (EC) a été élaboré en 2014 et est guidé par cinq principes : 1) il est axé sur les résultats ; 2) il implique un engagement tout au long du cycle opérationnel ; 3) il cherche à renforcer les systèmes nationaux ; 4) il est adapté au contexte ; et 5) il est progressif.⁶⁹ Le cadre détaille la manière dont les citoyens peuvent jouer un rôle dans différents domaines, notamment dans le diagnostic systématique du pays (SCD), qui est utilisé pour élaborer le cadre de partenariat national (CPF) et complète le plan de développement national du gouvernement et les autres plans des bailleurs de fonds pour déterminer les priorités du pays, le CPF lui-même, le dialogue politique, les prêts en faveur de la politique de développement, le retour d'information des bénéficiaires : L'engagement des citoyens dans le financement des projets d'investissement, et son Programme pour les résultats. Il suggère également comment les OSC peuvent être impliquées dans les services de conseil et d'analyse, ainsi que dans les programmes de subventions. Le cadre indique également comment les OSC peuvent être impliquées par l'intermédiaire de la SFI et de la MIGA

En 2024, la BM a entamé son processus de reconstitution des ressources de l'IDA21 (son effort périodique de collecte de fonds pour soutenir les prêts et les subventions à des conditions très favorables). La BM a également finalisé sa feuille de route sur l'évolution, un plan décrivant les réformes prévues pour mieux répondre aux défis mondiaux actuels tels que le changement climatique, les pandémies et la fragilité, en faisant évoluer sa mission, ses opérations et l'allocation de ses ressources de manière plus efficace. Dans les deux processus, la BM a souligné l'importance de l'engagement de la société civile. Entre avril et juillet 2024, la BM a organisé un forum IDA mondial et huit forums IDA régionaux avec plus de 800 organisations représentées dans le monde. Les organisations se sont engagées sur les orientations stratégiques et le cadre politique d'IDA21 et les mesures proposées, sur la question de la dette et sur le rétrécissement de l'espace civique.⁷⁰ La BM a maintenant l'intention de modifier le cadre stratégique de l'Engagement Citoyen (EC) datant de 2014 et d'élaborer un plan opérationnel pour soutenir les régions dans le renforcement de la mise en œuvre des approches au niveau du portefeuille pour renforcer les systèmes nationaux pour l'engagement civique et citoyen.⁷¹

69 World Bank, "Strategic Framework for Mainstreaming Citizen Engagement in World Bank Group Operations" (2014) <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/7da5be74-e363-5d09-84eb-7517a3828dc8> (consulté le 6 février 2025).

70 Association Internationale de Développement, 'Rapport des Directeurs Exécutifs de l'Association Internationale de Développement au Conseil des Gouverneurs : Ending poverty on a livable planet - Delivering impact with urgency and ambition. Draft for comments' Obtenu par communication personnelle avec la BM.

71 Comme ci-dessus.



Étude de cas : Les efforts de la Banque Mondiale pour mesurer les OSC dans leur cadre de résultats

Le cadre stratégique de la BM pour l'intégration de l'engagement citoyen met l'accent sur le suivi et la communication systématiques des activités d'engagement citoyen dans le cadre des opérations soutenues par la BM, en visant une approche davantage axée sur les résultats. Ces efforts ont eu un certain impact positif - en 2018, un rapport du Groupe d'évaluation indépendant de la BM a constaté que l'intégration de l'engagement citoyen (EC) avait amélioré son importance, mais que le suivi de la conformité se limitait aux normes minimales, et que le retour d'information donné n'était pas contrôlé ou suivi.⁷² Comme l'a confirmé une évaluation externe, le personnel de la BM en faveur du programme d'EC a été entravé par des contraintes temporelles et financières, et par l'absence de financement fiable et spécifique pour le contrôle de l'EC et le soutien au suivi. La coordination stratégique entre l'agenda de l'EC et le Cadre Environnemental et Social (CES) de la BM était également limitée.⁷³

Puis, en 2023, la BM a entrepris un examen stratégique de dix ans d'Engagement Citoyen et de Redevabilité Sociale (CESA).⁷⁴ Bien que l'examen ait été partagé pour ce rapport et que le rapport ait impliqué une certaine consultation avec les OSC pour développer les principales conclusions, certaines OSC ont exprimé des inquiétudes

72 World Bank Group "The Evolution of Citizen Engagement Activities in the World Bank Group" (2018) <https://ieg.worldbankgroup.org/evaluations/engaging-citizens-better-development-results> (consulté le 6 février 2025).

73 Accountability Research Centre 'How do World Bank staff perceive the institutional environment for building citizen engagement into projects' (2021) <https://accountabilityresearch.org/publication/how-do-world-bank-staff-perceive-the-institutional-environment-for-building-citizen-engagement-into-projects/> (consulté le 6 février 2025).

74 Malena (n 15).

quant au fait que l'examen n'est pas publié en ligne ou largement disponible.⁷⁵ L'examen a révélé que la BM avait réussi à répondre aux exigences de l'organisation en matière d'engagement des citoyens, mais que cela ne constituait pas une référence adéquate pour un engagement significatif et efficace.⁷⁶ Elle a constaté la nécessité d'une approche plus stratégique, plus systémique et plus partenariale, et a formulé des recommandations visant à améliorer, par l'engagement des citoyens, la qualité et les résultats des projets, à renforcer les systèmes nationaux de CESA, à soutenir les conditions favorables au CESA et à garantir un système d'appui institutionnel au CESA qui soit adapté à l'objectif visé. Ces recommandations sont développées plus loin. Au niveau institutionnel, cependant, il convient de noter que l'examen suggère, entre autres, de mettre à jour et d'élargir les orientations opérationnelles sur le CESA, de renforcer l'engagement des pays, d'accroître les possibilités d'apprentissage et de développement des capacités, et d'augmenter le financement du CESA.

En avril 2024, la BM a publié sa nouvelle fiche d'évaluation de l'entreprise qui suit les résultats par rapport à 22 indicateurs - une fraction des 150 indicateurs qu'elle avait l'habitude d'utiliser. La BM affirme que la nouvelle fiche d'évaluation fournit une image simplifiée et claire des progrès, mais les OSC ont souligné le fait qu'un indicateur de l'engagement civique avait été omis.⁷⁷ Les OSC se sont également inquiétées du fait que la BM revienne sur ses engagements en matière de renforcement de l'engagement citoyen, en s'appuyant principalement sur son cadre environnemental et social (CES) pour favoriser l'engagement des OSC. Comme le soulignent les OSC, le cadre environnemental et social est un outil de risque qui ne favorise guère la capacité d'agir pertinemment pour obtenir de bons résultats avec les projets.⁷⁸ Un groupe d'OSC a ensuite demandé à la Banque Mondiale d'ajouter un indicateur de 'Qualité de l'Engagement des Citoyens et de la Redevabilité Sociale' dans les fiches d'évaluation.⁷⁹ Elles ont également remis en question le fait que la Banque mesure la réduction de la pauvreté plutôt que la transformation économique, qu'elle évalue le genre et qu'elle évalue les résultats équitables et

75 R Nadelman "Is the WB rolling back commitments to citizen engagement, again?" (2024) <https://www.brettonwoodsproject.org/2024/07/is-the-world-bank-rolling-back-commitments-to-citizen-and-civil-society-engagement-again/> (consulté le 6 février 2025).

76 Malena (n 15).

77 Balkan Civil Society Development Network 'A call to the WB for inclusion of a civic engagement indicator in the Corporate Scorecard' (2024) <https://balkanncsd.net/a-call-to-the-world-bank-for-inclusion-of-a-civic-engagement-indicator-in-the-corporate-scorecard/> (consulté le 6 février 2025).

78 Nadelman (n 75).

79 Comme ci-dessus.

écologiquement durables.⁸⁰

À la suite de ces engagements, les fiches d'évaluation de la Banque Mondiale comprennent désormais un indicateur de la 'Qualité de l'Engagement Civique et Citoyen', ajouté au Tableau de Bord de l'Efficacité et de l'Efficiences Organisationnelles. Le nouvel indicateur diffère de l'ancien en faisant le lien entre le niveau du projet et celui du pays (au lieu de se concentrer uniquement sur le niveau du projet).⁸¹ Les OSC ont toutefois continué à s'interroger sur l'absence d'indicateurs permettant de suivre les effets négatifs des projets et de savoir comment/si ces effets ont été traités. Cet indicateur inclurait des détails sur les plaintes déposées auprès des Mécanismes Indépendants de Redevabilité de l'institution, des mécanismes de réclamation de l'entreprise et des mécanismes de réclamation au niveau du projet, et indiquerait également comment ces réclamations et préoccupations ont été traitées.⁸² Les OSC affirment qu'une telle responsabilité est nécessaire pour internaliser, intégrer et tirer les leçons du travail passé.

En 2012, la BM a créé le fonds fiduciaire multi-donneurs, le Partenariat Mondial pour la Redevabilité Sociale (GPSA). Le GPSA est un fonds fiduciaire dédié au financement de subventions et au renforcement des capacités des organisations de la société civile.⁸³ En 2025, la BM lancera le mécanisme qui succédera au GPSA, CIVIC : l'Alliance pour la Société Civile et l'Innovation Sociale, en tant que nouveau mécanisme dédié pour systématiser et transformer l'engagement du GBM avec la société civile en fournissant une assistance technique aux équipes opérationnelles du GBM et un financement direct aux OSC et aux autres acteurs de l'économie sociale pour favoriser l'équité et faire passer des solutions innovantes à l'échelle. La plateforme Green Accountability du GPSA démontre actuellement la preuve de concept et la promesse de CIVIC. Green Accountability travaille par l'intermédiaire d'un consortium de réseaux d'OSC de premier plan dans le Sud (la Commission Huairou, un réseau de plus de 5 000 OSC du Sud dirigées par des femmes, et South-South North - un partenaire expert dans

80 Bretton Woods Project 'New WB Corporate Scorecard : overlooking client priorities and ignoring development impact' (2024) https://www.brettonwoodsproject.org/2024/10/new-world-bank-corporate-scorecard-overlooking-client-priorities-and-ignoring-development-impact/?utm_source=emailmarketing&utm_medium=email&utm_campaign=observer__autumn_2024_out_now&utm_content=2024-10-17 (consulté le 6 février 2025).

81 Association Internationale de Développement (n 70).

82 S. Amoako, Stephanie 'Disparu en Action : La responsabilité est notablement absente de la nouvelle fiche d'évaluation des entreprises du Groupe de la Banque Mondiale' <https://www.brettonwoodsproject.org/2024/12/missing-in-action-accountability-is-noticeably-absent-from-the-world-bank-groups-new-corporate-scorecard/> (consulté le 6 février 2025).

83 WB 'Global Partnership for Social Accountability (GPSA)' <https://thegpsa.org/> (consulté le 6 février 2025).

le renforcement des capacités et des communautés de pratique) et l'Institut des Ressources Mondiales (WRI) pour canaliser le financement du niveau mondial au niveau local et intégrer verticalement les points de vue des citoyens et les solutions communautaires dans les politiques et programmes nationaux pour lutter contre le changement climatique et intégrer la transparence, la redevabilité et la participation dans le financement du changement climatique.⁸⁴

Le comité ONG-BM de la BM a été formé pour la première fois en 1982, mais la société civile a continué à demander un engagement plus substantiel, qui s'est développé depuis. La BM dispose d'une petite équipe dédiée à l'engagement des OSC au siège et les responsables des affaires extérieures dans les pays clients sont chargés de l'engagement au niveau national.⁸⁵ Le Forum Politique de la Société Civile (FPSC) se tient parallèlement aux réunions de printemps (avril) et annuelles (octobre) du FMI et du Groupe de la Banque mondiale.⁸⁶ Le groupe de travail du FPSC est un groupe élu de représentants des OSC qui servent d'interlocuteurs de la société civile auprès des équipes de la société civile du GBM et du FMI (à noter qu'ils ne sont les interlocuteurs des OSC que pour les réunions annuelles et non pour d'autres engagements plus larges). Ce groupe de travail a un mandat de deux ans.⁸⁷ Les sessions de la FPSC sont lancées par le biais d'un appel à propositions ouvert, que la BM et le FMI organisent pour examen, et qui sont ensuite sélectionnées par un groupe de huit représentants d'OSC, sur la base de la pertinence, de l'opportunité, du partenariat et de la force. La BM organise également des réunions mensuelles avec les OSC, auxquelles ces dernières peuvent participer en envoyant un courriel à l'équipe chargée de la politique de la société civile, et publie une lettre d'information mensuelle destinée aux OSC.⁸⁸ L'engagement direct avec le conseil d'administration a lieu lors des assemblées de printemps et annuelles, et le président organise une réunion publique avec les OSC lors des assemblées annuelles.

84 WB 'Green Accountability Initiative' <https://thegpsa.org/greenaccountability/#civic> (consulté le 6 février 2025).

85 Nadelman (n 75).

86 World Bank, "Civil Society Policy Forum : Annual Meetings 2024" <https://www.worldbank.org/en/events/2024/06/26/civil-society-policy-forum-annual-meetings-2024> (consulté le 6 février 2025).

87 Banque Mondiale 'Société civile' <https://www.worldbank.org/en/about/partners/civil-society/civil-society-policy-forum> (consulté le 6 février 2025).

88 Comme ci-dessus.

4.4 Résumé et recommandations sur les cadres BPD-OSC

Bonnes pratiques basées sur les résultats-clés

- **Mise en place d'un** point focal OSC-BPD au sein de chaque BPD.
- **Cadre d'engagement des OSC** en place, qui détaille les types d'engagement que les OSC peuvent avoir avec les BPD (au niveau du projet, du pays/de la région et au niveau international), le champ d'application, le processus et les délais pour les réunions, et les mesures de suivi et d'évaluation.
- **Élaboration d'indicateurs de l'efficacité** et de la qualité de l'engagement des OSC et des citoyens et alignement de ces indicateurs sur les structures d'incitation du personnel.
- **Description de la valeur** ajoutée de l'engagement des OSC en tant que contractant, en termes d'établissement d'un capital social, et en tant que mécanisme de redevabilité sociale dans les cadres des OSC.
- **Mise en place de** comités d'OSC diversifiés et représentatifs pour des engagements réguliers avec les BPD.
- **Élaboration de cadres d'engagement** des OSC auprès des parties prenantes.
- **Sensibilisation et renforcement des** capacités du personnel interne des BPD, ainsi que des OSC, afin d'apprendre comment l'engagement peut être plus significatif.
- **Examen des études de** cas des OSC sur l'impact des projets sur les communautés en vue d'un apprentissage interne.

Comme nous l'avons vu plus haut, cinq des sept BPD étudiées disposent de cadres spécifiques pour l'engagement des OSC. Cela a facilité l'engagement entre les OSC et les BPD, mais diffère selon la manière dont les ONG sont perçues et engagées. Par exemple, la BAD considère principalement les ONG comme des contractants. En revanche, la BERD considère les OSC comme les éléments constitutifs d'une démocratie multipartite et souligne l'importance de développer un espace civique sûr et ouvert. La BERD évoque également le rôle des OSC dans la facilitation d'un plus grand engagement dans les réformes politiques, sociales et de gouvernance. Ainsi, ces BPD évaluent l'engagement 'significatif' des OSC de différents points de vue. Le cadre de la BM est complet, précisant qu'elle engagera les OSC dès le stade de la conception du projet (lorsqu'elle s'engage avec les pays sur leur Diagnostic Systématique du Pays (SCD) et leur Cadre de Partenariat du Pays (CPF), à travers les politiques et les projets), mais les OSC ont affirmé qu'elle fonde cet engagement sur des normes minimales et qu'elle ne dispose d'aucun mécanisme de suivi. La méthodologie de ses nouvelles fiches d'évaluation

de l'organisation comprend désormais un indicateur sur la 'qualité de l'engagement citoyen et civique' résultant du plaidoyer des OSC, mais il manque des indicateurs sur l'impact négatif des projets, ce qui limite la possibilité de tirer des leçons des erreurs passées. La BID a inclus des mécanismes d'engagement des OSC dans sa dernière stratégie et son plan d'action pour les OSC et mesure l'engagement significatif en termes d'efficacité, de valeur ajoutée et de contribution à la connaissance du tissu social, mais il est peut-être trop tôt pour dire si son utilisation des indicateurs est appropriée. Pour la BERD, la valeur ajoutée des OSC est perçue en termes de capital social et en tant qu'experts pouvant contribuer aux processus politiques et aux projets. Il convient également de noter que la BERD précise qu'elle passera d'une approche réactive à une approche proactive en ce qui concerne l'engagement des OSC. La BERD s'est engagée à élaborer des orientations sur l'engagement des OSC qui peuvent être utilisées à la fois par la société civile et par les fonctionnaires de la BERD, orientations que les fonctionnaires d'autres BPD pourraient éventuellement utiliser pour élaborer leurs propres lignes directrices. La nécessité de lignes directrices plus claires et de cadres de suivi et d'évaluation a été évoquée pour la BAfD. À la BAII et à la NDB, les OSC ont demandé un engagement plus formel. Dans les institutions où il n'existe pas de mécanisme d'engagement formel, les réseaux d'OSC ont formé des coalitions pour engager ces BPD - par exemple, le Forum des ONG a été créé pour surveiller le fonctionnement de la BAD, qui s'est étendu pour englober également la BAII. La BAfD a récemment revitalisé son comité des OSC, qui, selon les OSC, n'était pas représentatif, tandis que la BERD dispose également d'un comité de la société civile pour faciliter les engagements.

Les recommandations suivantes sont formulées :

Pour les BPD

- **Élaborer une stratégie formalisée** d'engagement entre les BPD et les OSC si elle n'existe pas, en s'appuyant sur les efforts déjà déployés par les BPD.
- **Veiller à ce que** les cadres d'engagement BPD-OSC (ou les lignes directrices correspondantes) détaillent les types d'engagement que les OSC peuvent avoir avec les BPD (au niveau du projet, du pays/de la région et au niveau international), la portée, le processus et le calendrier des réunions, ainsi que les mesures de suivi et d'évaluation.
- **Élaborer des mesures d'engagement** significatif avec les OSC, en étroite consultation avec ces dernières, et mettre au point des structures d'incitation pour les fonctionnaires des BPD en termes d'engagement avec les OSC.
- **Évaluer l'espace civique dans** les cadres nationaux et s'engager avec les OSC sur l'impact de cet espace sur les décisions et les projets des BPD.

- **Former les fonctionnaires des BPD** à la valeur ajoutée de la société civile et renforcer leur capacité à impliquer les OSC. Cela devrait aller au-delà des risques de manquement à la diligence requise, et s'étendre à leur potentiel de création de confiance et de capital social.
- **Veiller à ce que** les engagements avec les OSC soient significatifs, accessibles et fondés sur des agendas participatifs. Cela signifie également qu'il faut donner aux OSC suffisamment de temps pour s'organiser avant les réunions et veiller à ce que la participation des OSC ne soit pas entravée dans certains pays.

Pour les OSC

- **Développer des réseaux formalisés** et des points focaux pour l'engagement, là où ils n'existent pas.
- **Fournir des informations aux BPD** sur la valeur ajoutée de l'engagement des OSC et sur les différents domaines dans lesquels les OSC peuvent s'engager, ainsi que sur ce qu'un engagement significatif signifie pour les OSC.
- **Documenter des études de cas** pour mettre en évidence les cas où l'engagement des OSC auprès des BPD a permis d'obtenir de meilleurs résultats en matière de développement.
- **Évaluer les lignes directrices** existantes sur la consultation des BPD pour l'engagement des OSC afin de mettre en évidence les bonnes pratiques et de suggérer des améliorations le cas échéant.
- **Développer et partager les** bases de données des OSC entre les coalitions d'OSC et les BPD sur les questions thématiques et fournir de manière proactive aux points focaux des BPD les bases de données des OSC afin de garantir que les consultations sont diverses et inclusives.
- **Sensibiliser les BPD au** rétrécissement de l'espace civique dans certaines parties du monde.
- **Renforcer les capacités des** communautés et des OSC locales/nationales pour qu'elles s'engagent dans les BPD.



5 Engagement des BPD auprès des OSC au niveau des projets, des pays et au niveau international

5.1 Vue d'ensemble de l'engagement des BPD auprès des OSC au niveau des projets, des pays et au niveau international

Dans l'idéal, les OSC devraient être impliquées à tous les niveaux : projet, pays et régional/international. Cette section analyse l'engagement des OSC auprès des sept BPD à chacun de ces niveaux. Le tableau 2 donne un aperçu de cet engagement.

Tableau 2 : Vue d'ensemble de l'engagement du BPD auprès des OSC au niveau du projet, du pays et de la région/internationale

BAD 	Projet Les OSC se sont engagées en tant que contractants dans le cadre des ONG. Les OSC ont soulevé des questions relatives aux projets lors des réunions annuelles et dans le cadre de leurs activités de plaidoyer. Le Centre des ONG et de la Société Civile de la BAD (NGOC) publie des rapports annuels qui tiennent compte de l'engagement significatif avec la société civile (niveau opérationnel). L'engagement avec le Mécanisme de Redevabilité de la BAD (AM) a été difficile en raison des conditions d'éligibilité. En outre, les OSC sont préoccupées par l'indépendance structurelle.	Pays Les OSC sont invitées à s'engager plus récemment dans les stratégies nationales. Qui dépendent du pays.	Régional/ international Panel spécifique d'OSC lors des réunions annuelles, réunions avec la direction de la BAD, panels d'apprentissage avec les partenaires. Les OSC ont soulevé la question du rétrécissement de l'espace civique.
BAfD 	Projet Les OSC ont plus récemment été engagées pour mettre en œuvre des projets, mais leur nombre est limité. Moins d'engagement dans la conception et le suivi des projets. Les OSC ont soumis diverses plaintes au Mécanisme Indépendant de Recours (MIR), ce qui a donné lieu à diverses recommandations adressées au client, mais les victimes manquent de solutions, qui sont limitées par l'utilisation des systèmes nationaux.	Pays Les OSC sont invitées à s'engager plus récemment dans les stratégies nationales. Qui dépendent du pays.	Régional/ international Pas de panel spécifique pour les OSC lors des réunions annuelles, participation problématique.
BAII 	Projet Manque d'engagement significatif au niveau du projet et absence de lignes directrices à cet égard. Son MIR (Mécanisme Indépendant de Recours) avec le Mécanisme des Personnes Affectées par les Projets (le PPM) comporte des restrictions en matière d'éligibilité.	Pays Pas de bureaux nationaux. Pas d'engagement au niveau national.	Régional/ international L'engagement lors des réunions annuelles est limité.

Projet

Le Cadre de Renforcement des Capacités de la Société Civile (CSCEF) de la BERD prévoit l'utilisation des fonds techniques de la BERD pour la formation et le soutien aux OSC (collaboration opérationnelle). Sa nouvelle approche de la société civile souligne l'importance de s'engager sur des projets spécifiques au niveau opérationnel. La Politique du Mécanisme Indépendant de Redevabilité des Projets (IPAM) est largement conforme aux bonnes pratiques et garantit un processus significatif pour l'élaboration des plans d'action de gestion. Garantir la réparation des préjudices reste toutefois un défi.

Pays

Le Comité Directeur de la société civile soutient les consultations sur les stratégies par pays.

**Régional/
international**

Le Comité Directeur de la société civile contribue à la préparation du programme de la société civile lors des assemblées annuelles de la BERD.

BID **Projet**

L'engagement dans des projets était auparavant limité en raison de l'absence de lignes directrices, de cadres et de mesures. La stratégie de la société civile vise à renforcer le programme de formation de la société civile et des capacités institutionnelles et à piloter des projets pour générer des connaissances et des données sur la valeur ajoutée de la participation citoyenne. Le Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation de la BID (MICI) a des problèmes d'éligibilité. Le MICI a remporté quelques victoires en formulant des recommandations pour remédier à la situation et élaborer des plans de sortie.

Pays

La stratégie identifie les Groupes Consultatifs de la Société Civile (ConSocs) comme un outil clé pour l'engagement au niveau national, mais ils doivent être renforcés en termes de participation et de représentation. Le plan d'action s'engage à développer une stratégie de communication sur les bonnes pratiques des secteurs et des pays du groupe de la BID avec la société civile.

**Régional/
international**

Mise en place d'un panel spécifique d'OSC parallèlement aux réunions annuelles en 2024.

NDB **Projet**

Les OSC n'ont pas été impliquées dans la conception et la mise en œuvre des projets. Le Forum de la Société Civile (CSF) de la NDB a supervisé des projets (centrale électrique au charbon de Medupi et projet d'eau des hauts plateaux du Lesotho) pour illustrer les difficultés. La NDB est en train de créer un Mécanisme de Redevabilité (AM).

Pays

La NDB s'appuie sur les stratégies nationales pour l'orientation. Bon engagement avec le Centre Régional pour l'Afrique (CRA) au niveau national/régional

**Régional/
international**

La NDB a organisé un déjeuner d'affaires pour les OSC lors des réunions annuelles de 2019 et 2024.

Projet

Les OSC sont engagées au niveau opérationnel. Quelques protocoles d'accord avec des ONG. L'engagement des citoyens sera mesuré dans le nouveau tableau de bord de l'entreprise. Les OSC ont recommandé que le panel d'inspection soit doté de plus de pouvoirs de contrôle, du pouvoir de recommander la suspension d'un projet et de recommandations sur les mesures correctives. La Société Financière Internationale SFI a mené des consultations sur une approche corrective.

Les OSC sont directement financées par le Partenariat Mondial pour la Redevabilité Sociale (GPSA).

Pays

Les OSC ont participé au Cadre National de Partenariat (CPF), au Diagnostic Systématique du Pays (SCD) et aux mises à jour économiques nationales.

**Régional/
international**

Les OSC sont impliquées dans les réunions annuelles par le biais du Forum Politique de la Société Civile (CSPF), organisé par le groupe de travail du CSPF.

Les OSC sont régulièrement consultées par le groupe de travail de la BM sur l'engagement des citoyens.

5.2 Au niveau du projet

5.2.1 Analyse au niveau du projet

Au niveau des projets, les OSC peuvent impliquer les BPD dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des projets, en impliquant les communautés dans les projets ou en aidant les communautés à déposer des plaintes auprès des mécanismes de réclamation au niveau du pays ou de la banque. De nombreuses organisations préconisent la constitution d'une base de données sur les projets qui ont eu des conséquences négatives, car cela représente une occasion de démontrer aux fonctionnaires et aux actionnaires de la Banque qu'il est plus rentable d'investir avec une diligence requise appropriée pour éviter les risques avant que les projets ne soient mis en œuvre. Cependant, les OSC devraient idéalement être impliquées dans la conception des projets, car cela peut permettre des approches plus axées sur les droits humains et les personnes. Les OSC ont également engagé les BPD sur les sauvegardes environnementales et sociales associées aux projets, en citant les défis des systèmes nationaux. Certains de ces efforts sont également décrits plus loin dans la section consacrée à l'engagement des BPD et des OSC en matière de politiques.

L'un des risques réels associés à l'engagement des OSC au niveau des projets concerne les représailles. Une étude de la Coalition pour les Droits Humains dans le Développement (CHRD), intitulée 'Confiance trahie : Pourquoi les banques de développement ne devraient pas compter sur leurs clients pour faire face aux risques de représailles' a examiné les représailles dans le contexte des projets de développement et a constaté que, dans la plupart des cas, le client joue un rôle direct dans ces attaques, car il donne la priorité à l'argent plutôt qu'à une

consultation sérieuse et évite de divulguer les risques possibles. Dans les contextes répressifs, les clients peuvent même profiter de l'occasion pour faire taire les dissidents par l'intermédiaire d'organismes publics.⁸⁹ Ce point est détaillé plus loin dans le contexte de l'engagement des OSC dans les politiques de sauvegarde. La question des représailles est également illustrée dans les études de cas documentées dans les BPD analysées dans ce rapport ci-dessous, les Mécanismes Indépendants de Redevabilité (IAM) validant souvent ces graves préoccupations.

BAD

La politique de la BAD en matière d'ONG prévoit d'engager les OSC dans les projets en tant que contractants, comme mentionné précédemment. La BAD a publié des rapports depuis 2016, qui mettent en évidence sa coopération et illustrent que l'engagement au fil des ans s'est approfondi, passant de la consultation dans la mise en œuvre des projets à l'engagement dans la conception et le suivi des projets, en particulier sur l'utilisation d'approches participatives à la base pour aider les groupes pauvres et vulnérables.⁹⁰

Sanjog Manadhar - Militants pour le climat au Népal



Étude de cas : L'approche de la BAD en matière d'engagement significatif avec les OSC au niveau des projets

Le rapport de la BAD sur la coopération avec la société civile 2023 détaille la manière dont elle utilise son nouvel indicateur d'engagement significatif avec les OSC.⁹¹ Il décrit quatre approches de la participation : 1) la production et le partage d'informations ; 2) la consultation ; 3) la collaboration ; et 4) le partenariat, montrant une profondeur

89 Coalition pour les Droits Humains dans le Développement, "Confiance trahie : Pourquoi les Banques de Développement ne devraient pas compter sur leurs clients pour faire face aux risques de représailles" <https://rightsindevelopment.org/misplaced-trust/> (consulté le 6 février 2025).

90 BAD (n 30).

91 BAD (n 30).

d'engagement entre faible, moyenne et élevée. L'engagement planifié et significatif est détaillé dans le tableau 3 ci-dessous. En 2023, 43 projets (59 %) prévoyaient un engagement significatif des OSC. Sur ces 43 projets, 36, soit 84 %, ont donné lieu à un engagement significatif des OSC. Le rapport documente également la façon dont les OSC ont contribué à la réalisation des priorités stratégiques de la BAD, en donnant des exemples de projets spécifiques à travers ces priorités.

Tableau 3 : Indicateurs de la BAD relatifs à l'engagement planifié et significatif dans le cadre de ses approches⁹²

Approche	Définition	Traitement des projets	Mise en œuvre du projet
Production et partage d'informations	Les informations sont générées par la BAD/ le bénéficiaire/le client et partagées avec les OSC ; générées indépendamment par les OSC et partagées avec la BAD/le bénéficiaire/le client, ou produites conjointement.	Production et partage conjoints d'informations en vue d'atteindre des objectifs communs (par exemple, une meilleure compréhension).	Production et partage conjoints d'informations en vue d'atteindre des objectifs communs (par exemple, une meilleure compréhension).
Consultation	La contribution des OSC est demandée et prise en compte dans le cadre d'un processus décisionnel inclusif pour les politiques, les programmes ou les projets.	Les points de vue des OSC sont intégrés dans la conception (par exemple, utilisation de méthodes participatives).	Retour d'information régulier de la part des OSC, intégré au cours de la mise en œuvre (par exemple, utilisation de méthodes participatives).
Collaboration	Les OSC et la BAD/le bénéficiaire/le client travaillent conjointement, mais les OSC ont un contrôle limité sur la prise de décision et les ressources.	Influence des OSC sur l'organe de conception du projet et accord sur le rôle des OSC dans la mise en œuvre du projet.	Représentation significative des OSC au sein de l'organe de mise en œuvre du projet et participation aux activités de mise en œuvre.
Partenariat	Les OSC participent au processus de prise de décision et/ou exercent un contrôle sur les ressources par le biais d'un accord formel ou informel de collaboration en vue d'atteindre des objectifs communs.	Protocole d'accord ou accord de partenariat négocié, incluant le cofinancement et la gestion ; ou les OSC assument un niveau élevé de propriété ou de responsabilité.	Mise en œuvre d'un protocole d'accord ou d'un accord de partenariat, y compris le financement et la gestion ; ou les OSC assument un niveau élevé de propriété ou de responsabilité.

92 Le tableau complet détaillant l'engagement à différents niveaux se trouve à la p. 26 du rapport annuel 2023 de la BAD. Voir BAD (n 30).

En ce qui concerne le Mécanisme de Redevabilité de la BAD (AM), la réparation pour les communautés affectées au sein de la BAD a été lente et limitée. Cela s'explique en partie par les difficultés de suivi, le manque de capacités et la diversité des cadres politiques.⁹³ La BAD dispose désormais d'une page web qui donne une ventilation rapide des plaintes reçues par le panel de vérification de la conformité, plainte a été jugée inéligible.⁹⁴

Les OSC ont critiqué le Mécanisme de Redevabilité (AM). Le Accountability Counsel (Conseil de Redevabilité) note que le Mécanisme de Redevabilité de la BAD est 'terriblement en retard sur les bonnes pratiques et doit être réformé de toute urgence'. Il a indiqué qu'il avait comparé la politique de la BAD en matière de AM à celle de ses institutions sœurs afin de démontrer comment la BAD pouvait mieux s'aligner sur les bonnes pratiques.⁹⁵ Voici quelques-unes de ses lacunes fondamentales :

- **Le Bureau du Facilitateur** de Projets Spéciaux de la BAD n'est pas indépendant de la direction et doit rendre compte au Président.
- **La BAD exige que** les communautés s'engagent avec le département opérationnel responsable du projet avant d'accéder au Mécanisme de Redevabilité (AM).
- **La BAD ne consulte** pas les communautés sur le Plan d'Action de Gestion avant l'approbation du conseil d'administration.

Le Accountability Counsel a également soumis des recommandations concernant le Mécanisme de Redevabilité (AM) au Conseil d'Administration de la BAD.⁹⁶ Ils ont fait valoir que les critères d'éligibilité de la BAD posaient problème car ils exigeaient un engagement préalable de bonne foi avec la direction. De nombreuses communautés craignent des représailles de la part des acteurs de la Banque qui causent des dommages environnementaux et sociaux. En outre, le droit des communautés à être représentées est limité, car elles ne disposent que d'un nombre restreint de personnes pouvant les conseiller.

Le Forum des ONG affirme que les mécanismes de règlement des plaintes au niveau

93 Oxfam Australie 'Safeguarding or disregarding ? Community experiences with the ADB's Safeguard Policies' (2007) <https://www.oxfam.org.au/wp-content/uploads/2011/08/OAus-SafeguardingADB Policies-0107.pdf> (consulté le 6 février 2025).

94 Mécanisme de Redevabilité de la BAD <https://www.adb.org/who-we-are/accountability-mechanism/compliance-review-function> (consulté le 6 février 2025).

95 Accountability Counsel 'Banque Asiatique de Développement' <https://www.accountabilitycounsel.org/institution/asian-development-bank/#our-advocacy> (consulté le 6 février 2025).

96 Accountability Counsel 'Reforms needed at the ADB's Accountability Mechanism' (2024) <https://www.accountabilitycounsel.org/wp-content/uploads/june-2024-reforms-needed-at-adbs-accountability-mechanism-1.pdf> (consulté le 6 février 2025).

des projets de la BAD ne sont pas efficaces parce qu'ils ne sont pas vraiment accessibles aux communautés, qu'ils ne protègent pas les plaignants contre les réactions négatives et les représailles, et qu'ils n'ont pas accès à des voies de recours. Actuellement, la politique du Mécanisme de Redevabilité (AM) (paragraphe 144) stipule qu'il n'est pas nécessaire de s'engager dans les mécanismes de règlement des plaintes au niveau du projet pour y avoir recours, mais que cela est encouragé.⁹⁷ Le FORUM demande donc que la politique du AM stipule explicitement que la participation aux mécanismes locaux de règlement des plaintes n'est pas une condition préalable à la participation au Mécanisme de Redevabilité (AM).⁹⁸ La difficulté d'obtenir réparation a conduit le FORUM à mener une campagne en faveur de la suppression de l'immunité de la BAD, en citant des exemples d'affaires portées devant les tribunaux nationaux pour la SFI.⁹⁹ Les OSC ont également fait remarquer que le mécanisme de redevabilité de la BAD échouera parce que la fermeture de l'espace civique permettra de multiplier les cas de représailles à l'encontre de ceux qui s'expriment.¹⁰⁰

BAfD

À la BAfD, les OSC n'ont pas participé de manière significative à la conception des projets et les communautés ont donc eu recours au Mécanisme Indépendant de Recours (MIR) de la BAfD en raison de la mise en œuvre de projets sans consultation ni consentement significatifs (voir ci-dessous). Toutefois, certains progrès ont été accomplis en matière de financement des OSC pour la mise en œuvre des projets, ce qui est positif pour la promotion de l'appropriation locale et de la durabilité. Par exemple, au Soudan, la BAfD a accordé à Zenab for Women in Development Africa un financement pour le changement climatique afin d'établir un modèle de diversification des revenus des cultures et des semences en renforçant la résilience de 200 femmes petites exploitantes agricoles et de 100 jeunes âgés de 15 à 34 ans (50 hommes / 50 femmes) grâce à l'énergie propre (solaire), à une plus grande productivité agricole et à une meilleure diversification économique. Ce projet devrait bénéficier à 1 400 membres de familles d'agriculteurs et démontrer une bonne pratique qui peut être utilisée pour améliorer la résilience climatique d'autres petits exploitants agricoles à travers le Soudan sur le long

97 Mécanisme de Redevabilité de la BAD (2012) <https://www.adb.org/documents/accountability-mechanism-policy-2012> (consulté le 6 février 2025).

98 Forum des ONG sur la BAD 'Commentaires du Forum des ONG sur la BAD : Cadre du Mécanisme de Conformité avec les Garanties' (2019) <https://www.forum-adb.org/post/ngo-forum-on-adb-comments-safeguard-compliance-and-accountability-mechanism-framework> (consulté le 6 février 2025).

99 Forum des ONG sur la BAD "Est-ce que le Mécanisme de Redevabilité de la BAD fonctionne ?" <https://www.forum-adb.org/post/does-adb-s-accountability-mechanism-work> (consulté le 6 février 2025).

100 Coalition pour les Droits Humains dans le Développement 'From the streets to the halls : Calls to protect civic space echoed in the ADB annual meeting' (2024) <https://rightsinddevelopment.org/news/adb-annual-meeting-civic-space-georgia/> (consulté le 6 février 2025).

terme.¹⁰¹ Ce projet illustre les avantages de l'utilisation des OSC en termes de réduction des coûts. En tant que projet destiné à 300 femmes et jeunes, il a eu des répercussions sur l'amélioration des conditions de vie de 1 400 membres d'exploitations agricoles. Néanmoins, bien que cet engagement soit positif, les OSC devraient être consultées plus directement au stade de la préparation du projet.

Le fait de ne pas consulter les communautés de manière adéquate peut obliger les BPD à investir du temps et de l'argent supplémentaires au stade ultérieur du recours. Le 28 mars 2024, le Mécanisme Indépendant de Recours (MIR) de la BAfD a publié deux rapports sur deux cas distincts (le Projet Multinational de Gestion Intégrée des Pêches et des Ressources en eau des Lacs Edward et Albert, ou LEAF, et le Projet d'Irrigation de Wadelai) qui ont révélé que la Banque n'était pas conforme à son propre système de sauvegarde en Ouganda. Ces rapports ont révélé que la Banque n'avait pas mené de consultations sérieuses, n'avait pas garanti le consentement, n'avait pas examiné de manière adéquate les impacts socio-économiques sur les communautés et n'avait pas agi de manière suffisante pour faire face aux représailles. L'une de ces études de cas est détaillée ci-dessous.

Pêcheurs sur le lac Edward 256One



Étude de cas : Le Projet Multinational de Gestion Intégrée des Pêches et des Ressources en eau des Lacs Edward et Albert de la BAfD

Le Projet de Gestion Intégrée des Pêches et des Ressources en eau des Lacs Edward et Albert (LEAF) a été approuvé en 2015 et s'est achevé en 2021. Le projet visait à réduire la pauvreté, à améliorer l'accès des communautés locales de pêcheurs à des moyens de subsistance durables et à assurer une gestion durable des ressources naturelles. Cependant, une opération de répression menée par les Forces de Défense du Peuple

101 AfDB 'Building climate resilience through youth and women farmers' <https://cse.afdb.org/en/node/79> (consulté le 6 février 2025).

Ougandais (UPDF) a entraîné la destruction d'équipements de pêche, de bateaux et de maisons sous le prétexte de réprimer la pêche illégale. Plusieurs pêcheurs ont été abattus alors qu'ils tentaient d'échapper aux attaques, et des cas de violence sexiste et sexuelle ont également été signalés. En octobre 2021, une OSC ougandaise, le Twerwaneho Listeners' Club (TLC), a déposé une plainte auprès du Mécanisme Indépendant de Recours (MIR) au nom de la communauté après de nombreuses tentatives d'engagement de la direction de la BAfD, qui a été jugée éligible.

Le MIR a publié un rapport de conformité en juillet 2023, notant que le projet n'avait pas fait l'objet d'une consultation significative et transparente avec les communautés affectées, y compris les femmes, et que la Banque ne s'était pas assurée d'un large soutien de la part des communautés. Elle n'a pas non plus respecté les Cadres Environnementaux et Sociaux ni divulgué les documents relatifs au projet. En outre, le rapport de conformité a constaté que le projet avait entraîné la perte de revenus et de moyens de subsistance et que le système de gestion des plaintes ne fonctionnait pas. Il n'a pas non plus pris en compte les aspects sexospécifiques du projet. En ce qui concerne le recours à la force et aux représailles, il a conclu à un usage excessif de la force sans diligence requise. Il convient de noter qu'elle a vivement encouragé la mise en place d'un mécanisme indépendant chargé d'enquêter sur ces allégations ou la saisine d'un mécanisme approprié ayant le pouvoir d'enquêter, tel que la Commission Nationale Ougandaise des Droits Humains (UHRC). L'affaire a par la suite été renvoyée à la Commission Nationale Ougandaise des Droits Humains, mais les organisations de la société civile ont soulevé des questions quant à l'indépendance et à l'inaction de la UHRC. Le Mécanisme Indépendant de Recours (MIR) a confirmé que la BAfD a la responsabilité de trouver une solution pour les victimes du projet - ce qui était peu probable puisque le projet LEAF était déjà clôturé - et a exhorté la BAfD à ordonner à la direction d'assurer une réparation appropriée.¹⁰²

102 Voir la Coalition pour les Droits Humains dans le Développement "Un pas vers la justice : Le rapport du Mécanisme de responsabilisation de la BAfD confirme des violations des droits de l'homme dans deux projets en Ouganda" <https://rightsindevelopment.org/news/a-step-towards-justice-accountability-mechanisms-report-confirms-human-rights-violations-in-two-african-development-bank-projects-in-uganda/> (consulté le 6 février 2025). MIR 'Lakes Edward and Albert Integrated Fisheries and Water Resources Management Project (LEAF)' <https://t.co/sg9f6O8gp3> (consulté le 6 février 2025) ; AfDB 'Management Response to the Compliance Review Report of the Independent Review Mechanism Relating to Multinational : Gestion intégrée des ressources halieutiques et hydriques des lacs Edward et Albert (LEAF II) (Numéro de plainte : RQ2021/4) AHAI/RDGE/SNSC' <https://irm.afdb.org/sites/default/files/project-file/Final%20approved%20-%20Management%20Response%20-%20IRM%20Compliance%20Review%20Report%20-%20LEAF%20II%20Project%20002.pdf> (consulté le 6 février 2025).

Bien que ce cas ait permis de reconnaître les droits des victimes et de faire prendre conscience que les pays ne respectent pas toujours les normes établies par la BPD ou les bonnes pratiques internationales, il illustre également les limites de ces mesures, puisque l'efficacité d'un Mécanisme Indépendant de Redevabilité (IAM) est limitée par la capacité de la direction à contraindre le client à agir ou à lui offrir un recours.¹⁰³ Elle montre également que le fait de faire porter la responsabilité sur le pays emprunteur, en particulier dans les contextes autoritaires, limite les droits des victimes à des mesures correctives.

La société civile a donc fait valoir à la BAfD que les mécanismes de règlement des plaintes au niveau des projets ne devraient pas rester sous la seule responsabilité de l'emprunteur. Elle a insisté pour que le mécanisme soit divulgué aux communautés locales avant l'évaluation du projet, que la BAfD garantisse la sécurité juridique et physique des personnes exposées à des représailles, et que la BAfD veille à ce que le mécanisme de règlement des plaintes au niveau du projet soit géré par un personnel indépendant n'ayant aucun lien avec le projet, afin d'être plus indépendant.¹⁰⁴ Il a également noté que le cadre de sauvegarde de la BAfD devrait explicitement exiger de l'emprunteur qu'il fournisse aux parties prenantes de multiples moyens d'accès et d'utilisation de ce mécanisme (c'est-à-dire une adresse électronique, un numéro de téléphone et un SMS) et a souligné que toutes les communautés devraient toujours, à tout moment, avoir un accès direct à un mécanisme global de règlement des plaintes, quels que soient les mécanismes locaux disponibles.¹⁰⁵ Ce mécanisme devrait également permettre un recours conformément aux Principes Directeurs des Nations unies relatifs aux Entreprises et aux Droits Humains (UNGPs).

BAII

La BAII note que les clients doivent procéder à une consultation publique significative et à l'engagement des parties prenantes au cours des étapes de préparation et de mise en œuvre du projet.¹⁰⁶ Cependant, la BAII ne dispose pas de lignes directrices à ce sujet

103 Coalition pour les Droits Humains dans le Développement (n 19).

104 Both Ends 'Public Consultation on AfDB Integrated Safeguards System Joint Submission of comments and recommendations' (mai 2022) https://www.bothends.org/uploaded_files/document/220515_Joint_Submission_of_comments_and_recommenda.pdf (consulté le 6 février 2025).

105 Comme ci-dessus.

106 AIIB 'Civil society engagement' <https://www.aiib.org/en/how-we-work/civil-society-engagement/overview/index.html> (consulté le 6 février 2025).

et ne considère pas cela comme la norme.¹⁰⁷ Plus généralement, la BAI a été critiquée pour son manque d'engagement significatif auprès des communautés affectées par les projets et de la société civile locale, ce qui conduit à un 'manque de confiance et à un risque accru lors de la mise en œuvre du projet'.¹⁰⁸ L'un des plus grands défis soulevés par les OSC est qu'en 2018, la BAI a approuvé une proposition visant à déléguer le pouvoir d'approbation des projets par la direction de la Banque, plutôt que par son Conseil d'Administration.¹⁰⁹ Les OSC ont noté que cela menaçait les engagements à respecter les normes internationales et les bonnes pratiques. Les seuils de délégation des projets sont basés sur les montants financiers et sur le fait qu'il s'agit du premier projet dans un secteur ou un pays, mais les OSC ont fait remarquer que cela n'était pas significatif et ont demandé au Conseil d'Administration de faire de la délégation l'exception et non la norme. Au minimum, elles ont demandé que les projets les plus risqués soient examinés par le conseil d'administration, ainsi que ceux qui impliquent des combustibles fossiles. Ces projets devraient également être examinés au regard des normes environnementales et sociales et être détaillés sur le site web.¹¹⁰ Urgewald gère une base de données, (AIIB watch), qui documente les conflits liés à l'environnement et aux droits humains découlant des projets d'infrastructure financés par la BAI. La base de données illustre plus de 30 cas où la BAI n'a pas respecté ses propres normes de sauvegarde.¹¹¹

107 X (Baker) Lu 'Increasing resilience by engaging civil society : Lessons Learned from International Financial Institutions' (2021) <https://www.saisperspectives.com/2021-issue/2021/2/1/increasing-resilience-through-civil-society-organisation-engagement-lessons-learned-from-international-financial-institutions> (consulté le 6 février 2025).

108 Recours (n 49).

109 Re-course 'Statement : CSOs call on AIIB Board to stop delegating project approvals' (2024) <https://re-course.org/newsupdates/csos-call-on-aiib-board-to-stop-delegating-project-approvals/> (consulté le 6 février 2025).

110 Comme ci-dessus.

111 AIIB : 'Environmental and social track record' <https://www.urgewald.org/en/aiib-watch> (consulté le 6 janvier 2025).



Étude de cas : Le barrage de Rogun au Tadjikistan

Au Tadjikistan, plusieurs BPD (dirigées par la BM et comprenant la BAI et la BID) se réunissent pour financer le barrage de Rogun. La société civile est préoccupée par de nombreux problèmes, le plus important étant que 7 000 personnes ont déjà été déplacées par le projet, alors que l'on estime à 43 000 le nombre de personnes supplémentaires qui devront être réinstallées une fois le projet achevé. Le Tadjikistan a déjà dépensé 4 milliards de dollars pour le projet, mais il a besoin de 6,4 milliards de dollars pour l'achever, ce qui mettra le Tadjikistan sous pression fiscale. Le projet aura également un impact destructeur sur l'environnement et n'est pas respectueux du climat. Selon les Organisations de la Société Civile, d'autres projets renouvelables basés sur l'énergie solaire et éolienne pourraient être construits **cinq fois plus rapidement et trois fois moins cher que le barrage de Rogun**. Le risque de corruption est également élevé et il n'y a pas de véritable consultation. Le plan d'engagement des parties prenantes est inadéquat.¹¹² Les OSC ont envoyé plusieurs lettres aux BPD concernées. Voir par exemple ici. Le Forum des ONG sur la BAD publie l'Observateur de la BAI, dans lequel il a détaillé les impacts négatifs de ce projet. Le 2 octobre 2024, la société civile a rencontré des responsables de la BAI lors de la 9e réunion annuelle du Conseil des gouverneurs. La société civile a également publié une brochure spéciale sur le projet et un site web de suivi du projet.

Lors de la réunion avec le Conseil des Gouverneurs, Jin Liqun, président de la BAI, a résumé la discussion entre le public et les banquiers : «Je comprends les préoccupations que vous soulevez, et j'ai l'intention d'approcher la BM et le gouvernement du Tadjikistan pour qu'ils travaillent ensemble afin de trouver des

¹¹² Forum des ONG sur la BAD ' Pourquoi les banques de développement ne devraient pas financer le méga-barrage de Rogun au Tadjikistan, si elles se soucient vraiment des gens et de l'environnement 'BAI Observer Vol 2 (2024) 2 <https://www.forum-adb.org/post/aiibobservvol2> (consulté le 6 février 2025).

moyens de réduire les impacts négatifs de la centrale hydroélectrique de Rogun - ou au moins de les compenser entièrement. Nous ne pouvons pas nous permettre de construire des barrages aussi destructeurs pour la nature et les populations qu'ils l'étaient il y a 30 ans.»¹¹³

Le Mécanisme des Personnes Affectées par les Projets (PPM) de la BAII est entré en vigueur le 31 mars 2019. Si les OSC ont reconnu que la BAII est relativement jeune, des inquiétudes ont été exprimées quant aux préjudices causés par ses projets, avec déjà cinq plaintes soumises au Mécanisme des Personnes Affectées par les Projets (PPM) (dont aucune n'a été acceptée), et 34 plaintes instituées auprès d'autres Banques Multilatérales de Développement (BMD) pour des projets cofinancés (qui ne sont pas éligibles dans le cadre du PPM).¹¹⁴ Les OSC ont qualifié le mécanisme de "quasi-indépendant" et ont soulevé les questions des barrières à l'entrée prohibitives, de l'exclusion d'une grande partie du portefeuille de la BAII et de l'absence d'une approche axée sur les communautés.¹¹⁵ Il est actuellement en cours de révision.¹¹⁶ Les OSC se sont engagées sur le PPM pendant des années avant et pendant cette révision, en faisant diverses soumissions.¹¹⁷ Ces apports ont amené le Mécanisme des Personnes Affectées par les Projets (PPM) à instruire des cas de projets cofinancés, lever les restrictions sur les procédures judiciaires ou arbitrales parallèles et s'autosaisir des enquêtes. Les OSC ont également été tenues d'engager des mécanismes de règlement des plaintes dirigés par les clients avant de s'adresser au PPM, ce qui constitue un défi dans un espace civique restreint et dans l'incapacité de choisir leurs propres représentants. Des problèmes de représailles se sont également posés. Les contributions des OSC formulent des recommandations sur les mesures correctives (notant que le PPM devrait être en mesure de recommander des mesures correctives dans le rapport d'examen de la conformité et que la direction devrait s'engager à prendre des mesures claires

113 Rivers without Boundaries 'Civil society organisations and bankers discuss the Rogun HPP Project completion' (2024) <https://www.transrivers.org/2024/3955/> (consulté le 6 septembre 2025).

114 R. Goyal '34 Civil Society Organisations submit joint recommendations on how to strengthen AIIB's Project-Affected People's Mechanism' Accountability Counsel 25 septembre 2024 <https://www.accountabilitycounsel.org/2024/09/34-civil-society-organisations-submit-joint-recommendations-on-how-to-strengthen-aiibs-project-affected-peoples-mechanism/> (consulté le 6 septembre 2025).

115 Comme ci-dessus.

116 AIIB 'Public consultations : AIIB's PPM Policy Review' <https://www.aiib.org/en/how-we-work/public-consultations/project-affected-people-mechanism-policy-review/index.html> (consulté le 6 février 2025).

117 Pour un aperçu historique de ces soumissions, voir Accountability Council 'Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures (BAII) | Project-Affected People's Mechanism (PPM)' <https://www.accountabilitycounsel.org/institution/asian-infrastructure-investment-bank-aiib-project-affect-peoples-mechanism-ppm/#documents> (consulté le 6 février 2025).

assorties d'un calendrier pour remettre la BAI en conformité et obtenir réparation pour les communautés affectées), l'apprentissage institutionnel et la capacité du PPM à recommander la suspension des projets.¹¹⁸

Centrale électrique de Bhola / AIIB



Étude de cas : L'utilisation de preuves et de bonnes pratiques basées sur des projets pour informer l'examen de la redevabilité de la BAI

Le Mécanisme des Personnes Affectées par les Projets (PPM) a été établi pour la première fois en 2017. À l'époque, le Forum des ONG a mené des consultations sous-régionales sur le PPM, tirant des enseignements d'autres institutions sœurs et des pratiques internationales, et invitant la BAI à faire les choses différemment. Le Forum des ONG a également commencé à assurer le suivi des projets sur le terrain. La centrale électrique de Bhola, au Bangladesh, est particulièrement préoccupante. Le Groupe de Travail du Bangladesh sur la Dette Externe (BWGED) et CLEAN (Réseau d'Action pour l'Environnement et les Moyens de Subsistance Côtiers), en collaboration avec le Forum des ONG, ont mené des études sur les impacts socio-environnementaux de la centrale et sur les violations potentielles des normes nationales et internationales. Le Forum des ONG et CLEAN ont déposé une plainte en avril 2022 et ont fait part de leurs principales préoccupations, à savoir l'absence de divulgation d'informations et de consultation sérieuse, la coercition, la fraude et l'intimidation en matière d'acquisition de terres, ainsi que l'impact sur l'environnement et la perte de moyens de subsistance.¹¹⁹

La plainte a été jugée irrecevable en raison de l'article 5.1.8 du PPM, qui stipule ce qui suit :

118 Goyal (n 114).

119 Cas du Forum des ONG <https://www.forum-adb.org/aiib> (consulté le 6 février 2025).

“Les requérants n’ont pas fait d’efforts de bonne foi pour résoudre les problèmes avec la Gestion Globales des Risques (GRM) au niveau du projet et avec la direction, ou n’ont pas indiqué à la satisfaction du PPM pourquoi ils n’ont pas été en mesure de le faire.” Cependant, comme le fait remarquer le Forum des ONG, les communautés affectées ont demandé l’anonymat par crainte de représailles, y compris l’acaparement de terres, qui a été décrit en détail. Selon le Forum des ONG, ‘ce jugement d’inéligibilité illustre clairement un profond manque de compréhension du contexte local culturel, politique et économique de la zone du projet Bhola IPP de la part du PPM et de l’Unité de Résolution des Plaintes, d’Évaluation et d’Intégrité (CEIU)’. En outre, il a fallu dix mois et 29 jours au PPM pour décider de l’inéligibilité, dépassant ainsi la limite de 35 jours prévue par les délais indicatifs pour le traitement des soumissions dans le cadre des procédures du PPM. Le Forum des ONG a donc qualifié ce cas de «ce qu’il ne faut PAS faire» lorsque des plaintes parviennent au PPM et a qualifié le PPM de système défaillant. Un certain nombre d’autres recommandations ont été formulées dans une soumission à la BAII, et il reste à voir si ces considérations seront prises en compte dans le cadre de l’examen actuel.¹²⁰

BERD

Au niveau des projets, la BERD engage les OSC par le biais du Cadre de Renforcement des Capacités de la Société Civile (CSCEF), qui a identifié quatre domaines thématiques d’intervention, à savoir la transparence et la bonne gouvernance, l’énergie et les ressources durables, le genre et l’inclusion économique, et la transition numérique. Le CSCEF de la BERD prévoit d’utiliser les fonds techniques de la BERD pour la formation et le soutien aux capacités de la société civile en termes de connaissances techniques, de compétences en matière de sensibilisation et de gestion de projets, de gouvernance et de capacité organisationnelle. Conformément à sa nouvelle approche, entre 2017 et 2020, l’équipe de l’Engagement de la Société Civile (CSE) a mené à bien 31 projets de coopération technique d’une valeur totale de 7 millions d’euros. Dans l’ensemble, 13 768 parties prenantes et 661 acteurs de la société civile ont bénéficié de la feuille de route au cours de cette période.¹²¹

Lors des consultations sur les examens de la Politique d’Accès à l’Information (PAI) et de la Politique Environnementale et Sociale (PES) de la BERD en 2023 et 2024, qui sont abordés

120 NGO Forum on ADB ‘s Comments on the AIIB Project-affected People’s Mechanism (PPM)’ (1 August 2024) <https://www.forum-adb.org/post/ngo-forum-on-adb-s-comments-on-the-aiib-project-affected-people-s-mechanism-ppm> (consulté le 6 février 2025).

121 BERD (n 50).

plus loin, une soumission conjointe de plus de 60 OSC a appelé la BERD à rechercher de manière proactive des informations auprès des détenteurs de droits par le biais de visites régulières sur le terrain et d'un engagement avec les membres de la communauté, les travailleurs et d'autres détenteurs de droits, et à mettre en œuvre des mesures anti-rétorsion efficaces pour protéger les personnes qui s'expriment.¹²² Une OSC a également souligné que les investissements de la BERD en Ukraine dans le secteur agroalimentaire ont contribué à la montée en puissance de grandes entreprises agricoles qui monopolisent désormais le marché, ce qui laisse penser que ce développement n'a pas été inclusif ou positif pour les communautés et les entreprises locales.¹²³

La nouvelle Politique Environnementale et Sociale (PES) de la BERD exige de ses clients qu'ils s'engagent de manière significative avec les communautés et les OSC dans tous leurs projets.¹²⁴ En particulier, l'Exigence Environnementale et Sociale 10 précise la nature de l'engagement des parties prenantes.¹²⁵ Pour les projets à haut risque, l'équipe environnementale et sociale de la BERD s'engage également directement avec les OSC au cours du processus d'évaluation et de suivi.

Le mécanisme de redevabilité de la BERD, le Mécanisme Indépendant de Redevabilité des Projets (IPAM), a été créé en 2020 et a remplacé le Mécanisme de Plainte pour les Projets, ce qui rend le mécanisme largement conforme aux pratiques internationales. Il comprend également plusieurs dispositions positives, telles que celles garantissant un processus significatif pour l'élaboration des plans d'action de gestion.¹²⁶ Parmi les autres améliorations majeures, citons le retrait du Mécanisme de Redevabilité du niveau opérationnel de la Banque et l'adoption d'une position de non-tolérance à l'égard des représailles. Les informations relatives aux plaintes déposées par l'IPAM doivent désormais être prises en compte avant que la BERD ne procède à des investissements supplémentaires et, outre l'exigence de

122 Déclaration commune de la société civile sur le projet de garanties de " <https://bankwatch.org/wp-content/uploads/2024/05/Civil-society-joint-statement-on-the-EBRDs-draft-safeguards.pdf> la BERD (consulté le 6 février 2025).

123 CEE Bankwatch Network 'Civil society urges the EBRD to adopt responsible policies and reaffirm its commitment to promoting democracy' (2024) https://bankwatch.org/press_release/civil-society-urges-the-ebd-to-adopt-responsible-policies-and-reaffirm-its-commitment-to-promoting-democracy (consulté le 6 février 2025).

124 BERD " Politique environnementale et sociale " (2024) <https://www.ebrd.com/environmental-and-social-policy-esp-2024> (consulté le 6 février 2025).

125 EBRD 'Environmental and social requirement 10 : Stakeholder engagement' (2024) <https://www.ebrd.com/sites/Satellite?c=Content&cid=1395324228120&d=&pagename=BERD%2FContent%2FDownloadDocument> (consulté le 6 février 2025).

126 Accountability Counsel "Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) | Mécanisme Indépendant de Redevabilité des Projets (IPAM)" <https://www.accountabilitycounsel.org/institution/european-bank-for-reconstruction-and-development/> (consulté le 6 février 2025).

rapports de suivi réguliers, la politique de l'IPAM autorise explicitement le mécanisme à signaler au conseil d'administration tout problème de mise en œuvre ou toute question de non-conformité en suspens.¹²⁷ Dans une analyse de l'IPAM de la BERD réalisée par une OSC, le rapport a constaté que la compatibilité de l'IPAM avec les normes en matière de droits humains semblait reposer sur des bases solides et qu'il fonctionnait avec un haut niveau d'indépendance.¹²⁸ Cependant, le rapport indique que les plaintes auprès de l'IPAM sont limitées aux communautés affectées par le projet et aux organisations qui ont engagé les communautés affectées par le projet et qui peuvent expliquer pourquoi les communautés affectées par le projet ne déposent pas la plainte elles-mêmes. Selon l'analyse de cette OSC, cela limite les ONG travaillant sur les questions environnementales aux niveaux local et national, où les plaintes ne peuvent être examinées que dans le cadre de la fonction de conformité de l'IPAM. De plus, l'accès au mécanisme nécessite un engagement avec la direction de la BERD ou le client, ce qui peut constituer un obstacle important. Il convient de noter que la Politique Environnementale et Sociale (PES) de la BERD met désormais l'accent sur une approche de tolérance zéro à l'égard des représailles, précisant qu'elle évaluera les risques et travaillera avec les clients pour empêcher les représailles 'en tenant compte en priorité de la sécurité et de la sûreté des plaignants'.¹²⁹ L'analyse des OSC indique également que le rôle de l'IPAM dans la résolution des déséquilibres de pouvoir entre les parties, qui réduisent la capacité des détenteurs de droits à participer efficacement au processus de résolution des problèmes, n'est pas clair. Le rapport constate en outre que, malgré une approche de tolérance zéro à l'égard des représailles, les procédures d'évaluation de ces risques et de mise en œuvre de mesures d'atténuation et de réparation restent trop générales et manquent de détails.

BID

À la BID, la participation des citoyens à la conception et à l'exécution des activités et des projets de la Banque a été soulignée dans sa dernière stratégie de promotion de la participation des citoyens. Cependant, en 2016, une évaluation de la BID a révélé que seule la moitié des

127 Accountability Counsel, CEE Bankwatch Network & SOMO 'Communiqué de presse : La Banque Européenne de Développement renforce considérablement son mécanisme de réclamation - Le mécanisme réformé est désormais plus indépendant' *Accountability Counsel* 9 mai 2019 <https://www.accountabilitycounsel.org/2019/05/press-release-european-development-bank-significantly-strengthens-its-grievance-mechanism-reformed-mechanism-now-more-independent/> (consulté le 6 février 2025).

128 Réseau CEE Bankwatch 'Tenir la BEI et la BERD pour responsables : Est-ce que les mécanismes de plainte sont efficaces ?' (2024) <https://bankwatch.org/publication/holding-the-eib-and-ebrd-accountable-are-their-grievance-mechanisms-effective> (consulté le 6 février 2025).

129 CEE Bankwatch Network (n 128) 10.

organisations de la société civile interrogées étaient satisfaites de la participation de la BID aux consultations publiques pour des projets spécifiques.¹³⁰ La BID a constaté que l'absence d'une vision commune au sein de la BID, l'absence de cadres harmonisés et le manque d'outils de systématisation du travail de la BID avec les OSC signifiaient que 'les activités et les initiatives avec la société civile se voyaient allouer des ressources au coup par coup sans que des critères de mesure soient appliqués pour déterminer leur efficacité, perdant ainsi en durabilité et en impact.¹³¹ La BID s'est par la suite efforcée de renforcer l'engagement des OSC par le biais de sa nouvelle stratégie d'engagement. Au-delà de la perspective du risque, la stratégie de la société civile de la BID note l'importance de l'engagement de la société civile pour la durabilité, l'innovation sociale et les résultats, et s'engage à une plus grande consultation dans la conception des projets.¹³² La stratégie vise désormais à renforcer le Programme de Formation de la Société Civile et des Capacités Institutionnelles et à piloter des projets visant à générer des connaissances et des données sur la valeur ajoutée de la participation des citoyens aux questions de transparence, sur la participation des citoyens et les possibilités d'innovation sociale, ainsi que sur la transformation numérique et les changements prospectifs dans la participation des citoyens. Il propose également d'utiliser des outils analytiques tels que WeConnect pour faciliter les enquêtes d'opinion publique.¹³³

Le Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation de la BID est connu sous son acronyme espagnol, MICI. Cependant, la BID a été accusée de manquer de transparence, ce qui fait qu'il est difficile pour les communautés de s'engager dans le MICI. Lors de l'assemblée annuelle de la BID, un membre du groupe de travail de la BID a cité une étude menée par le Accountability Counsel, qui a analysé plus de 230 plaintes déposées auprès du MICI entre 2010 et 2023, établissant que dans 31 % des cas, ces plaintes étaient dues à un manque de transparence et de participation.¹³⁴

Le Accountability Counsel a été très actif dans l'engagement du MICI entre 2009 et 2014 sur son projet de lignes directrices pour la phase de consultation et le projet de termes de référence pour la liste d'experts en facilitation de processus, en faisant un certain nombre

130 IDB 'IDB External Feedback System 2016 Report' (2017) <https://publications.iadb.org/en/idb-external-feedback-system-2016-report> (consulté le 6 février 2025).

131 IDB 'IDB Group-Civil Society : Engagement Review 2014-2015' (2016) <https://publications.iadb.org/en/idb-group-civil-society-engagement-review-2014-2015> (consulté le 6 février 2025).

132 BID (n 60).

133 Comme ci-dessus.

134 Coalition for Human Rights in Development 'Civil society representatives make their voices heard at the IDB group annual meetings' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/civil-society-representatives-makes-their-voices-heard-at-idb-group-2024-annual-meetings/> (consulté le 6 février 2025).

de soumissions.¹³⁵ En 2018, le Accountability Counsel et ses partenaires ont soumis des commentaires sur le projet de lignes directrices pour la phase de consultation élaboré par le MICI afin de normaliser son approche de la phase de consultation conformément à ses exigences politiques et de garantir une gestion éthique, transparente et efficace des dossiers.¹³⁶ Les lignes directrices approuvées en 2018 intègrent une grande partie des commentaires du Accountability Counsel. Cela inclut, sans s'y limiter, des changements reflétant le fait que, lors d'un processus de phase de consultation, les parties doivent recevoir un traitement impartial et équitable, par opposition à un traitement égal.

En 2021, le Bureau d'Évaluation de la Banque Interaméricaine de Développement a publié son rapport d'évaluation du MICI.¹³⁷ Il examine comment certaines restrictions d'éligibilité ont créé la confusion parmi les plaignants potentiels ou ont autrement restreint l'accès au MICI. Le rapport critique plusieurs facteurs qui minent l'indépendance du MICI. Il décrit également comment les cas soumis à un examen de conformité n'aboutissent trop souvent pas à des mesures correctives permettant de remédier aux préjudices subis par les communautés locales. En 2023, alors que la BID entamait le processus de révision de sa stratégie institutionnelle, le Accountability Counsel, qui gère une base de données de toutes les plaintes déposées auprès des bureaux de redevabilité des institutions financières internationales, a publié un article sur la manière dont les leçons tirées des affaires du MICI éclairent la nécessité de donner la priorité à l'impact sur les communautés.¹³⁸ Tout d'abord, le Accountability Counsel a noté que la BID n'entend pas la majorité des préjudices signalés dans le cadre de ses projets, car seuls 20 % des plaintes déposées auprès du MICI sont susceptibles d'être examinées. Les OSC soutiennent que, pour que la stratégie de la BID soit couronnée de succès, elle doit connaître les problèmes auxquels ses projets sont confrontés. Deuxièmement, l'article note que même lorsque les plaintes sont entendues et justifiées, les projets sont souvent dépourvus de recours. L'article souligne également que la BID peut

135 Ces soumissions peuvent être consultées à l'adresse suivante : Accountability Counsel, Inter-American Development Bank (IDB) | Independent Consultation and Investigation Mechanism (MICI) 'Institutional documents' <https://accountabilitycounsel.org/institution/inter-american-development-bank/#documents> (consulté le 6 février 2025).

136 Accountability Counsel 'Comments on the Draft Guidelines for the Consultation Phase and the Draft Terms of Reference for the Roster of Process Facilitation Experts' (2018) <https://www.accountabilitycounsel.org/wp-content/uploads/2019/02/3-22-2018-comments-on-draft-guidelines-and-tors-final.pdf> (consulté le 6 février 2025).

137 BID "Bureau de surveillance et d'évaluation : Evaluation du Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation (MICI)" (2021) <https://publications.iadb.org/publications/english/document/Evaluation-of-the-Independent-Consultation-and-Investigation-Mechanism-MICI-2021.pdf> (consulté le 6 février 2025).

138 Accountability Counsel 'How lessons from MICI cases can inform the IDB's strategy review' (2023) <https://www.accountabilitycounsel.org/2023/11/how-lessons-from-mici-cases-can-inform-idbs-strategy-review/> (consulté le 6 février 2025).

améliorer son financement en prévoyant et en prévenant mieux les préjudices fréquemment évoqués (à savoir les préjudices liés à la consultation et à la divulgation, à l'environnement et à la santé des communautés). Pour avoir un impact plus important, l'article exhorte la BID à améliorer ses efforts pour écouter les communautés.

San Mateo Ixtatán, Guatemala / Simon Burchell



Étude de cas : le MICI demande un plan de sortie responsable pour un projet hydroélectrique de la BID au Guatemala

Dans la municipalité de San Mateo Ixtatán, au nord-ouest du Guatemala, IDB Invest a fourni 13 millions de dollars américains à une société appelée Energía y Renovación SA pour développer deux barrages hydroélectriques. La population locale, composée essentiellement de communautés autochtones, a commencé à protester pacifiquement contre le projet. La région avait été fortement militarisée et les opposants au projet ont fait l'objet de diverses représailles : diffamation, harcèlement, criminalisation, détentions arbitraires, fusillades, tortures et meurtres. Les communautés ont déposé une plainte auprès du MICI de la BID en août 2018, soutenues par l'Association interaméricaine pour la Défense de l'Environnement (AIDA), la Plateforme internationale contre l'impunité et le gouvernement plurinational ancestral des nations autochtones Akateko, Chuj, Q'anjob'al et Popti'.

Trois ans plus tard, le MICI a établi que la Banque avait violé de nombreuses politiques. Les raisons invoquées étaient les suivantes : caractérisation inadéquate de la population, qui niait l'existence de peuples autochtones ; absence d'identification des incidences différenciées selon le sexe sur les femmes ; absence d'identification et de gestion adéquates des incidences environnementales par le client ; absence d'information et de consultation adéquates des communautés ; et absence de suivi adéquat des risques de conflits locaux pouvant résulter de la mise en œuvre des projets. Elle a formulé 29 recommandations pour le projet, y compris des

recommandations pour l'avenir. La BID a créé un précédent historique en décidant de se retirer du projet, tout en élaborant un plan de sortie responsable.¹³⁹ Le plan d'action proposé établit que IDB Invest créera un plan de transition traduit dans les langues maternelles des communautés affectées, ainsi qu'une évaluation d'impact différenciée selon le genre, et un investissement pour promouvoir l'inclusion financière et l'autonomisation des femmes dans la région. Elle contient également des actions visant à renforcer l'unité de sauvegarde environnementale et sociale de IDB Invest dans le domaine des peuples indigènes, ainsi qu'à établir une politique de tolérance zéro à l'égard de la violence sexiste. L'étude de cas illustre comment une plainte relative à un projet peut conduire à un changement de politique. Cependant, des solutions concrètes pour la communauté doivent encore être mises en place et montrent les limites des Mécanismes Indépendants de Redevabilité.

NDB

Les OSC n'ont pas été impliquées dans le suivi, la conception et la mise en œuvre des projets à la NDB. Cependant, en 2021, le Forum de la Société Civile (CSF) de la NDB a pris la décision stratégique de commencer à assurer le suivi des projets. En termes de suivi de projet, le CSF de la NDB a examiné le projet de charbon Medupi et la phase II du projet d'eau des hautes terres du Lesotho (LHWP). Afrodad a également élaboré un document sur 'Le rôle du bureau régional de la NDB dans la facilitation du financement des BRICS en Afrique', en se concentrant sur la NDB dans la région de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) et en utilisant la phase II du LHWP comme étude de cas.¹⁴⁰ Lors du lancement du document, le groupe a engagé le Centre Juridique Seinoli (SLC) et, ensemble, le CSF de la NDB a continué à démontrer les défis des systèmes nationaux.

139 AIDA "Indigenous victory as development bank withdraws investment and drafts exit plan following rights violation in Guatemala" (2022) <https://aida-americas.org/en/press/indigenous-victory-as-development-bank-withdraws-investment-and-drafts-exit-plan> (consulté le 6 février 2025). Dans Coalition for Human Rights in Development 'Wearing blinders : How banks are ignoring reprisal risks' (2023) <https://rightsindevelopment.org/wearing-blinders/> (consulté le 6 février 2025).

140 Afrodad 'The role of the New Development Bank's regional office in facilitating BRICS finance in Africa' (2022) <https://afrodad.org/sites/default/files/publications/The-Role-of-the-New-Development-Bank-Africa-Regional-Center-in-Facilitating-BRICS-Finance-in-Africa.pdf> (consulté le 6 février 2025).



Etude de cas : Les défis des systèmes nationaux à la NDB

Le forum de la Société Civile (CSF) de la NDB a soulevé les défis liés à l'utilisation des systèmes nationaux à la NDB, citant leurs engagements avec les communautés affectées par le LHWP et la station de charbon de Medupi. Le LHWP a eu de graves répercussions socio-économiques, culturelles et environnementales sur les communautés d'accueil. Les femmes et les jeunes filles ont été confrontées à des problèmes de violence sexiste, ont été exclues des consultations et n'ont pas été prises en compte dans les plans de réinstallation. Les compensations ont également été insuffisantes, sans fondement juridique, et les biens des communautés ont été expropriés sans compensation. Il n'existe pas encore de mécanisme de redevabilité au sein de la NDB, et ces victimes n'ont donc aucun recours. Le Centre Juridique Seinoli (SLC), en collaboration avec le CSF de la BAfD, plaide pour que la Lesotho Highlands Development Authority (LHDA) développe une stratégie de genre et de sauvegarde et continuera à plaider auprès du Parlement d'Afrique du Sud et du Royaume du Lesotho, ainsi qu'auprès de la NDB et de la BAfD sur l'impact des projets sur les communautés et sur les politiques de sauvegarde, ainsi que sur l'accès à l'information. Le CSF de la NDB s'est également penché sur l'impact de la pollution de la station de charbon de Medupi sur la santé des communautés. L'accès à l'information au Lesotho est délicat car aucune loi n'encourage cet accès, et les informations sur les projets de la NDB ne sont pas accessibles au public. La NDB affirme que les informations sont détenues par le Lesotho, alors qu'Eskom a demandé (et réussi) à ce que le National Consultative Advisory Forum en Afrique du Sud la considère comme exemptée du respect des normes minimales d'émission, abdiquant ainsi toute responsabilité. Le site web de la NDB indique maintenant que

*le prêt, destiné à l'installation de cette nouvelle technologie, a expiré.*¹⁴¹

Dès 2017, les OSC des BRICS ont soulevé la question des systèmes nationaux à la NDB, notant dans leur analyse que la NDB n'énonce pas les critères ou les processus par lesquels ces systèmes seront évalués. Le Cadre Environnemental et Social (CES) indique que la NDB effectue des examens environnementaux et sociaux avec la diligence requise et qu'elle appliquera, projet par projet, un cadre approprié fondé sur les risques, mais il n'est pas tout à fait clair sur ce qu'est ce cadre fondé sur les risques et sur la manière dont il sera appliqué. Les informations recueillies sur le projet Medupi et le LHWP illustrent ces difficultés dans la pratique.

La politique de la NDB en matière de Mécanisme Indépendant de Redevabilité (IAM) a été soumise au Conseil d'Administration en 2022. Les OSC n'ont pas été consultées, bien que cela n'ait pas été exclu par la NDB.¹⁴² Comme nous le verrons plus loin, les OSC se sont efforcées d'influencer cette politique par le biais d'une recherche fondée sur des données probantes.

Bien que les OSC ne soient pas impliquées dans la conception et le suivi des projets, la NDB a identifié sa politique d'évaluation¹⁴³ comme un moyen clé d'engagement avec les OSC au niveau des projets.¹⁴⁴ Cette politique a été approuvée par le conseil d'administration en 2022 et sa stratégie d'évaluation pour 2024-2026¹⁴⁵ prend en compte les OSC sous trois aspects. Le premier élément est l'impact, pour lequel la NDB examine plusieurs dimensions, à savoir l'égalité des genres, l'environnement, l'engagement des communautés et l'inégalité. Le deuxième élément concerne les critères d'évaluation des partenariats que la Banque a été en mesure de mettre en œuvre. Cela inclut les OSC. Le manuel d'évaluation évalue la manière dont la Banque a écouté les bénéficiaires lors de la conception des projets. Le troisième élément concerne l'évaluation de la performance de la NDB et de celle du gouvernement. De manière positive, une évaluation des projets d'énergie renouvelable et de la transmission associée sur le site au Brésil suggère que les OSC ont été consultées au

141 Rapport de la réunion annuelle du CSF-NDB 'Communication personnelle avec le CSF-NDB' (2024).

142 CSF-NDB " Déjeuner d'affaires entre la NDB et les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales " (31 août 2024).

143 NDB 'Evaluation policy' (2024) https://www.ndb.int/wp-content/uploads/2024/04/NDB_IEO_Evaluation-Policy-.pdf (consulté le 6 février 2025).

144 Déjeuner d'affaires de la NDB avec les OSC (2024).

145 NDB "Evaluation strategy" (2023) <https://www.ndb.int/wp-content/uploads/2023/12/IEO-Evaluation-Strategy-2024-2026.pdf> (consulté le 6 février 2025).

cours de cette évaluation, mais ne fournit pas d'autres détails.¹⁴⁶ Cependant, l'implication des OSC dans l'évaluation est une mesure réactive plutôt que proactive.

BM

La Banque Mondiale a modifié à plusieurs reprises son approche de la participation des OSC aux projets. En 1973, un examen interne a révélé que les "dimensions sociales" étaient importantes pour l'efficacité du développement, mais qu'elles étaient principalement axées sur l'atténuation des préjudices et la réduction du risque de réputation.¹⁴⁷ Ensuite, un rapport sur l'agriculture a montré que la réussite des projets était liée à la participation active des agriculteurs à la planification, à la conception et à la mise en œuvre. Dans les années 1980, la Banque a mis en place des politiques de non-préjudice, mais leur portée était limitée ; puis, en 1985, son rapport intitulé *"Putting people first"* a mis l'accent sur les personnes affectées par les projets de développement.¹⁴⁸ Un autre rapport du Département d'Evaluation des Opérations (OED) publié à peu près à la même époque a mis en évidence le lien entre l'efficacité des projets et la participation aux projets de développement agricole et rural. La Banque Mondiale a ensuite lancé le Participatory Development Learning Group en 1990 et le *Participation Sourcebook* en 1993-1996, qui encourageaient le développement participatif.¹⁴⁹ La Banque Mondiale a également mis l'accent sur les cadres de développement axés sur la communauté afin de permettre aux communautés d'avoir accès aux ressources et à la prise de décision, en les considérant comme des partenaires plutôt que comme des bénéficiaires.

Toutefois, il a été avancé qu'entre 2005 et 2012, le soutien institutionnel à la participation, à la redevabilité sociale et à la gouvernance axée sur la demande a régressé.¹⁵⁰ Une évolution positive s'est produite lorsque Jim Yong Kim est devenu président de la Banque Mondiale en 2013 : l'engagement des citoyens a été officiellement pris en compte dans le suivi des projets. Comme indiqué précédemment, le cadre d'engagement des citoyens a permis d'intégrer l'engagement des OSC dans les projets, avec plus de 90 % des projets incluant une certaine forme d'engagement entre 2016 et 2023.¹⁵¹ Toutefois, il se peut que cela ne reflète qu'un engagement minimal, plutôt qu'un engagement significatif.

146 New Development Bank, Independent Evaluation Office 'Federative Republic of Brazil Renewable Energy Projects and Associated Transmission : Project Performance Evaluation - Final report' (décembre 2023) <https://www.ndb.int/wp-content/uploads/2024/02/Brazil-Report-PPE-final-version.pdf> (consulté le 6 février 2025).

147 Nadelman (n 75).

148 Nadelman (n 75) ; MM Cernea (ed) *Putting people first* 2nd ed (1985).

149 Nadelman (n 75).

150 Comme ci-dessus.

151 Comme ci-dessus.

À cet égard, l'examen par les OSC des documents relatifs au projet d'intervention d'urgence COVID-19 de la Banque Mondiale, réalisé en 2021, a permis de déterminer si la Banque Mondiale préparait et mettait en œuvre des Plans d'Engagement des Parties Prenantes (SEPs) de grande qualité et de constater qu'elle pourrait faire davantage pour prendre en compte les points de vue des groupes marginalisés. Elle pourrait faire davantage pour inclure des informations sur les projets accessibles et en temps utile (par exemple en incluant les SEPs dans les langues locales) et pour créer des mécanismes de règlement des plaintes adaptées à la culture. Pour soutenir la mise en œuvre complète des SEPs, les emprunteurs devraient inclure des budgets par poste avec des ressources adéquates pour soutenir toutes les activités planifiées dans le cadre des SEPs.¹⁵² Comme indiqué précédemment, la nouvelle fiche d'évaluation de l'entreprise prend en compte la qualité de l'engagement des citoyens et des OSC au niveau du pays et du projet, mais cette nouvelle méthodologie devra être testée et affinée le cas échéant.

La BM soutient principalement les OSC par le biais d'un financement indirect accordé aux gouvernements et par un financement direct limité dans des situations nationales particulières, notamment dans les contextes fragiles. Les OSC ont constamment fait pression pour obtenir un financement plus direct, ce qui a conduit à la création du Partenariat Mondial pour la Redevabilité Sociale (GPSA) en 2012. CIVIC : l'Alliance pour la Société Civile et l'Innovation Sociale devrait être le successeur du GPSA en tant que fonds fiduciaire multi-donateurs pour soutenir directement les OSC et les acteurs de l'économie sociale, visant à institutionnaliser les approches participatives et à mieux intégrer l'innovation dans les approches de la Banque. CIVIC se concentrera sur le climat, la santé, le genre et la jeunesse. Les OSC auront ainsi l'occasion de mener leurs propres projets.¹⁵³

La stratégie de la BM à l'égard de la société civile fait état d'une collaboration opérationnelle pour la mise en œuvre des activités du projet.¹⁵⁴ Certains de ces efforts sont détaillés en ligne. Par exemple, une publication sur l'engagement des parties prenantes de la BM en Afrique donne des détails sur certains de ses engagements avec la société civile, comme la création d'une plateforme dédiée à la société civile au Ghana.¹⁵⁵ Il s'agissait notamment d'approfondir la compréhension par les OSC des opérations nationales de

152 K Gallagher "How can the World Bank improve stakeholder engagement in COVID-19 Fast Track Facility projects and beyond" (2021) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/help-or-harm-in-times-of-emergency-report/> (consulté le 6 février 2025).

153 Association Internationale de Développement (n 70).

154 WB (n 69).

155 WB "Stakeholder engagement in Africa : Civil Society Organisations and members of parliament" <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/918401560845948149/stakeholder-engagement-in-africa-civil-society-organisations-and-members-of-parliament> (consulté le 6 février 2025).

la BM (politiques, projets et programmes), de renforcer la capacité des OSC à suivre et à évaluer les projets et programmes de la BM, d'établir une plateforme de la société civile de la BM plus formellement structurée, et de donner le ton général pour une collaboration plus forte et un plaidoyer efficace. Au Malawi, le financement de la BM a aidé les OSC à former les communautés au suivi et au plaidoyer pour la transparence sur les processus de passation des marchés publics dans le domaine de l'éducation. Au Sénégal, le financement de la BM a permis la création de neuf comités locaux pour aider au déploiement d'un projet d'adaptation au climat, tandis que les OSC ont également soutenu la réinstallation de 30 000 personnes pour la construction de la route à péage Dakar-Diamniadio.¹⁵⁶ À Madagascar, la BM a travaillé avec des Membres du Parlement pour les sensibiliser aux projets d'accords de prêt pour divers projets financés.¹⁵⁷

L'examen stratégique de l'Engagement des Citoyens et de la Redevabilité Sociale (CESA), intitulé 'Les citoyens au centre', a révélé que la Banque Mondiale avait fait de grands progrès dans l'implication des citoyens dans la conception des projets, mais que cette implication diminuait au cours de la mise en œuvre.¹⁵⁸ L'examen a souligné que l'engagement des citoyens et des OSC au niveau des projets était essentiel pour obtenir des résultats efficaces en matière de développement et pouvait contribuer à des objectifs plus larges d'autonomisation des citoyens, de renforcement des relations entre les citoyens et l'État, et de gouvernance plus transparente et plus redevable. Il pourrait également servir de base à la mise en place de mécanismes 'verticalement intégrés' de plus haut niveau.

Dans sa première conclusion, l'examen a montré que, si les citoyens sont presque toujours consultés d'une manière ou d'une autre, ils ne disposent pas de capacités décisionnelles suffisantes, par exemple en matière de gestion ou de passation de marchés, d'évaluation, de participation aux organes de décision ou de budgétisation participative. L'étude a conclu que des ressources et des compétences étaient nécessaires pour permettre au personnel de la Banque Mondiale de mieux appliquer les approches. L'examen a permis de tirer des enseignements opérationnels pour permettre aux citoyens d'avoir leur mot à dire dans la prise de décision. Il s'agit notamment d'un engagement précoce et régulier, qui ferme la boucle du retour d'information, d'une définition explicite de la participation, d'une volonté d'inclure les groupes traditionnellement marginalisés et de fournir de meilleurs mécanismes de prise de décision aux citoyens. L'examen a également révélé que certains projets n'étaient pas identifiés comme nécessitant la participation des citoyens par le système de suivi de la Banque Mondiale.

156 Comme ci-dessus.

157 Comme ci-dessus.

158 Malena (n 15).



Deuxièmement, l'étude a également révélé que seule une minorité de projets soutenus par la Banque Mondiale pratiquent la redevabilité sociale, notamment en utilisant des fiches d'évaluation des communautés, des fiches de rapport des citoyens et des audits sociaux. La redevabilité sociale fait également défaut au niveau de l'offre ou du pays. L'examen a montré que le contrôle par des tiers, effectué par des OSC, était un moyen important d'évaluer les réponses de l'engagement des citoyens et que les approches en matière de redevabilité sociale constituaient également une mesure importante de lutte contre la corruption. Troisièmement, l'étude a souligné la nécessité d'inclure dans les projets une plus grande analyse de l'économie politique et du pouvoir. Quatrièmement, elle a souligné la nécessité d'une approche plus cohérente et véritablement inclusive des différents programmes, tels que le CESA et le Cadre Environnemental et Social (CES), et d'une approche plus cohérente et réellement inclusive, prenant en compte les divers agendas tels que le CESA et le Cadre Environnemental et Social, et plus axée sur le client de ces agendas. Cinquièmement, l'étude a montré qu'il était possible d'améliorer la qualité, le suivi et la communication des indicateurs du CESA, ainsi que la communication des résultats sur le site. Enfin, l'examen a souligné la nécessité d'inclure des fonds de projet dédiés au CESA, d'améliorer les ressources humaines et les capacités des équipes de la BM et de renforcer la collaboration avec les OSC.

En termes de recours pour les projets, la BM a été la première parmi les BPD à mettre en place un Mécanisme Indépendant de Redevabilité (IAM), le Panel d'inspection, en 1992, après avoir essuyé de vives critiques sur la manière dont les projets géraient la réinstallation. Cela a créé un précédent pour la réception des plaintes des communautés affectées par les projets.¹⁵⁹

159 Nadelman (n 75).



Étude de cas : Enseignements tirés des projets de la Banque Mondiale impliquant une réinstallation

La société civile s'est interrogée sur l'efficacité du Panel d'inspection, qui n'a enquêté que sur 32 des 89 demandes impliquant une réinstallation involontaire depuis sa création.¹⁶⁰ Sur ce nombre, 21 concernaient des réinstallations forcées et, dans plusieurs cas, la Banque Mondiale avait sous-estimé le nombre de personnes à déplacer.

La Banque Mondiale a toutefois procédé à un examen des projets entre 1994 et 2014, et souligne sept enseignements qui peuvent être partagés avec d'autres BPD, à savoir : ¹⁶¹

- *Les risques de réinstallation involontaire doivent être évalués de manière exhaustive avant le début d'un projet.*
- *Une consultation et une participation significatives doivent constituer un élément essentiel des programmes de réinstallation involontaire.*
- *Si la politique de réinstallation de la Banque est utilisée, un cadre de politique de réinstallation ou un plan d'action de réinstallation doit être préparé.*
- *Les projets de réinstallation doivent faire l'objet d'une supervision active afin d'identifier et de résoudre correctement les problèmes.*
- *L'indemnisation des personnes affectées par le projet doit être effectuée en temps voulu et doit être assortie d'une méthode solide d'évaluation du montant de l'indemnisation.*

160 L Udall 'Unacceptable means : The inspection panel actions on WB forcible resettlement' (2024) <https://digitalcommons.wcl.american.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1023&context=accountability-perspectives> (consulté le 6 février 2025).

161 World Bank "Emerging Lessons Series No 1 : Involuntary Resettlement, Inspection Panel, April 2016" (2016) <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/1338b6ac-0ba1-5383-8f20-dfb6685cb11b> (consulté le 6 février 2025).

- *Un mécanisme de recours local doit être disponible et accessible aux personnes concernées.*
- *L'objectif de rétablissement des moyens de subsistance est d'autant plus efficace qu'il existe un soutien transitoire, une aide au développement et des alternatives à la réinstallation.*

Malgré ces recommandations, la mise en œuvre de ces mesures dans la pratique pose encore des problèmes.

Les OSC ont recommandé que le Panel d'inspection soit doté de plus de pouvoirs, par exemple pour une surveillance accrue, le pouvoir de recommander la suspension d'un projet, et qu'il soit en mesure de formuler des recommandations sur les mesures correctives.¹⁶² En 2020, le Conseil de la BM a approuvé une résolution visant à établir le Mécanisme de Redevabilité de la BM (AM) qui abrite le Panel d'inspection chargé d'effectuer des examens de conformité et un Service de Règlement des Litiges (DRS) nouvellement créé.¹⁶³ Malgré l'engagement ferme de la BM de 'ne pas tolérer les représailles', certains l'ont accusée de négliger les risques que prennent les citoyens et de ne pas faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre fin aux représailles. Les recommandations ont notamment porté sur l'intégration d'évaluations contextuelles des risques, l'engagement proactif des homologues gouvernementaux sur la position de la BM à l'égard des représailles, l'adaptation de la conception et de la mise en œuvre des projets pour prévenir et atténuer les représailles - par exemple en organisant des consultations séparées avec les parties prenantes vulnérables, et l'élaboration d'un protocole strict et explicite pour transmettre immédiatement les rapports de représailles à un niveau supérieur à celui du pays ou de l'équipe de projet.¹⁶⁴

Le Groupe de la Banque mondiale (GBM) a également mis en place un mécanisme de redevabilité, appelé Compliance Advisor Ombudsman (CAO) – (Conseiller/médiateur pour la Conformité), pour traiter les questions environnementales et sociales soulevées par les projets entrepris par la Société Financière Internationale (SFI) et l'Agence Multilatérale de Garantie de l'Investissement (MIGA). Il convient de noter que la SFI a fait l'objet de plusieurs poursuites judiciaires au fil des ans. Dans l'affaire *Budha Ismail Jam contre la SFI*, une communauté de pêcheurs indiens a tenté de tenir la SFI pour responsable de la pollution

162 Udall (n 160).

163 World Bank "Board approves resolutions to establish the World Bank Accountability Mechanism, add tools to the Panel" (2020) <https://www.inspectionpanel.org/news/board-approves-resolutions-establish-world-bank-accountability-mechanism-add-tools-panel> (consulté le 6 février 2025).

164 Malena (n 15).

environnementale causée par la centrale électrique au charbon Tata Mundra Ultra Mega dans le Gujarat, en Inde. Le CAO a critiqué le projet, mais la SFI n'a pas agi. En 2019, la Cour Suprême des États-Unis a rejeté la notion de longue date selon laquelle la SFI est à l'abri des poursuites judiciaires, bien que la plainte des communautés ait finalement été rejetée en appel. Toutefois, l'affaire a mis en lumière ces pratiques et la SFI a procédé à certaines réformes, notamment en ce qui concerne les garanties environnementales et sociales.¹⁶⁵ En 2024, un tribunal américain a approuvé un règlement historique pour des familles de paysans du Honduras, qui avaient été victimes de violences de la part d'agents armés de la Corporación Dinant dans le cadre d'un projet d'huile de palme, dans le cadre de l'affaire *Juana Doe v International Finance Corporation (Société Financière Internationale SFI)*. **C'est la première fois qu'une institution financière internationale accepte de fournir une solution pour mettre fin à un procès intenté par une communauté lésée.**¹⁶⁶

Priscila Dramisino



Étude de cas : Plaidoyer en faveur d'un fonds de recours dans les BPD

En 2019, le groupe de la BM a décidé de lancer un examen externe de la redevabilité environnementale et sociale de la SFI et de la MIGA, y compris du rôle et de l'efficacité du CAO. Comme l'a noté la BM, l'examen reflète l'attention constante que les conseils d'administration accordent à des fonctions de responsabilité efficaces

165 L Clarke "Supreme Court rejects World Bank coal case" (2022) <https://www.eenews.net/articles/supreme-court-rejects-world-bank-coal-case/> (consulté le 6 février 2025).

166 Earthrights International "Historic settlement in case alleging international finance corporation abetted murder in Honduras" (2024) https://earthrights.org/media_release/historic-settlement-in-case-alleging-international-finance-corporation-abetted-murder-in-honduras/ (consulté le 6 février 2025).

et efficaces'.¹⁶⁷ Au cours des consultations, les OSC ont formulé une série de recommandations qui peuvent servir de guides pour plaider en faveur d'approches correctives auprès des banques.¹⁶⁸ Il convient de noter que les Principes Directeurs des Nations unies de l'UNGP stipulent que ceux qui contribuent aux préjudices devraient contribuer à la réparation, et fournissent des principes directeurs, tels que la nécessité d'aligner les cadres sur les droits humains, de définir les types de réparation, d'avoir des processus spécifiques pour la réparation, et de garantir l'accès à la réparation après l'achèvement d'un projet.¹⁶⁹

L'Accountability Counsel travaille depuis longtemps avec des partenaires pour plaider en faveur de la facilitation des recours en tant qu'objectif clé d'un processus de Mécanisme Indépendant de Redevabilité (IAM). Après avoir déjà soumis des propositions à la BAI, à la BAfD et à la BERD sur les voies de recours, Accountability Counsel et plusieurs partenaires mondiaux ont soumis des recommandations à la SFI et à la MIGA. Ces recommandations s'appuient sur des expériences de projets concrets recueillies par les organisations. D'une manière positive, les cas montrent que les contrôles de conformité ont parfois (mais pas toujours) débouché sur des plans d'action correctifs. Toutefois, ces plans d'action corrective ont été entravés par un manque de ressources. Ils recommandent donc la création d'un fonds de réparation.¹⁷⁰ La FIDH et Bankwatch ont également demandé que les BPD fournissent des informations sur les sources potentielles de financement des mesures correctives, telles que les fonds de réparation, les systèmes d'assurance, les accords de séquestre, les fonds fiduciaires, les fonds d'urgence, les garanties conditionnelles et les lettres de crédit.

Des problèmes se sont également posés lors de la sortie des BPD, sans plan de sortie responsable. Il est inquiétant de constater que, selon un rapport du CAO, au cours des dix

167 World Bank "Review team conducting the external review of IFC/MIGA E&S Accountability, including CAO's role and effectiveness " (2019) <https://www.worldbank.org/en/about/leadership/brief/review-team> (consulté le 6 février 2025).

168 Centre for International Environmental Law 'Joint CSO Statement calls on IFC and MIGA to strengthen its new approach to Remedial Action Policy' (2023) <https://www.ciel.org/news/joint-cso-statement-calls-on-ifc-and-miga-to-strengthen-its-new-approach-to-remedial-action-policy/> (consulté le 6 février 2025).

169 Nations unies "Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme" (2011) https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/publications/guidingprinciplesbusinesshr_en.pdf (consulté le 6 février 2025).

170 Accountability Counsel "Remedy requires real resources" <https://www.accountabilitycounsel.org/institution/inadequate-remedy-for-environmental-and-social-harms/#our-advocacy> (consulté le 6 février 2025).

dernières années, **la SFI et ses clients ont accéléré la sortie de 41 % des investissements dans la dette faisant l'objet de plaintes déposées auprès de son mécanisme de redevabilité, le CAO, alors même que la procédure de plainte était en cours. La plupart de ces sorties (88 %) ont été qualifiées de 'sorties précoces', et pourtant il n'y a pas eu d'approche systématique pour remédier aux préjudices subis.**¹⁷¹ Les OSC ont donc également plaidé pour que les BPD élaborent des politiques de sortie responsables. Par exemple, le Accountability Counsel a noté que la SFI n'applique les principes de sortie responsable qu'aux investissements où la SFI se retire, mais pas si le client se retire prématurément ou rembourse son prêt par anticipation. Il a donc exhorté la SFI à élaborer des plans concrets pour répondre aux préoccupations environnementales et sociales dans tous les projets.¹⁷²

Dans une tournure récente des événements, la BM et la BAD ont publié un Cadre de Confiance Mutuelle totale en octobre 2024, qui stipule que les politiques et procédures du prêteur principal s'appliquent complètement et uniquement, et que les plaintes seraient limitées au Mécanisme Indépendant de Redevabilité (IAM) du prêteur principal. Le Accountability Counsel a fait part de ses inquiétudes concernant ce cadre, qui pourrait conduire à l'application de normes environnementales et sociales moins strictes dans certaines circonstances. En outre, il a expliqué comment le cadre compromet l'accès des communautés à la justice, puisque les communautés peuvent déposer une plainte auprès d'un IAM particulier parce qu'elles lui font davantage confiance ou parce qu'elles pensent qu'une institution a plus de lacunes à mettre en évidence. Elles peuvent également vouloir déposer plusieurs plaintes afin de tenir chaque BPD responsable de son rôle dans le projet et d'avoir plus de chances d'obtenir réparation.¹⁷³

171 CAO Advisory Note. Responsible exit : Insights from CAO cases' (décembre 2023) <https://www.cao-ombudsman.org/resources/responsible-exit-insights-cao-cases> (consulté le 6 février 2025). Accountability Counsel 'Why IFC's practice of irresponsibly exiting projects must stop' (2024) <https://www.accountabilitycounsel.org/2024/01/why-ifcs-practice-of-irresponsibly-exiting-projects-must-stop/> (consulté le 6 février 2025).

172 A Saldinger 'IFC's new "responsible exit" policy : Milestone or a missed opportunity ?' (2024) <https://www.devex.com/news/ifc-s-new-responsible-exit-policy-milestone-or-a-missed-opportunity-108532> (consulté le 6 février 2025).

173 Amoako (n 82).

5.2.2 Résumé et recommandations au niveau du projet

Bonnes pratiques basées sur les résultats clés

- **L'engagement des OSC** au stade de la conception, de la mise en œuvre et du suivi du projet. Consultation des communautés dès le début du projet, en particulier pour les projets à haut risque.
- **Développement d'indicateurs pour mesurer** l'engagement des OSC dans les projets (soit dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des projets, soit en termes d'efficacité et de valeur ajoutée en termes de capital social et de confiance).
- **Mise à disposition de** fonds pour développer des lignes budgétaires pour l'engagement des OSC au niveau des projets.
- **L'implication des OSC** en tant que mesure de redevabilité sociale, par exemple par le biais de fiches d'évaluation des citoyens, d'audits sociaux ou de contrôles par des tiers.
- **Renforcement du rôle de** surveillance des BPD en ce qui concerne la diligence requise en matière de droits humains et des mesures de sauvegarde des projets.
- **Adoption d'une approche de** tolérance zéro à l'égard des représailles et adoption de mesures visant à prévenir et à atténuer les représailles (par exemple, évaluation des risques contextuels, engagement des homologues gouvernementaux sur la question des représailles, organisation de consultations séparées avec les communautés vulnérables et transmission des rapports de représailles à l'équipe du projet ou du pays).
- **Mise en place de** Mécanismes Indépendants de Redevabilité (IAM) conformément aux pratiques internationales, ce qui garantit que les communautés peuvent accéder aux IAM sans avoir au préalable épuisé les mécanismes de réclamation au niveau du projet.
- **Participation de la communauté** à l'élaboration des plans d'action de gestion.
- **Mise en place de** cadres clairs en matière de recours, redevabilité de l'emprunteur et renforcement du rôle de contrôle des BPD, et création de fonds de recours.
- **L'adoption de principes de** sortie responsables, garantissant que les BPD ne se retirent pas des projets sans s'assurer que les normes environnementales et sociales sont respectées, que les dommages sont réparés et que les impacts négatifs d'une sortie sont évalués et atténués.

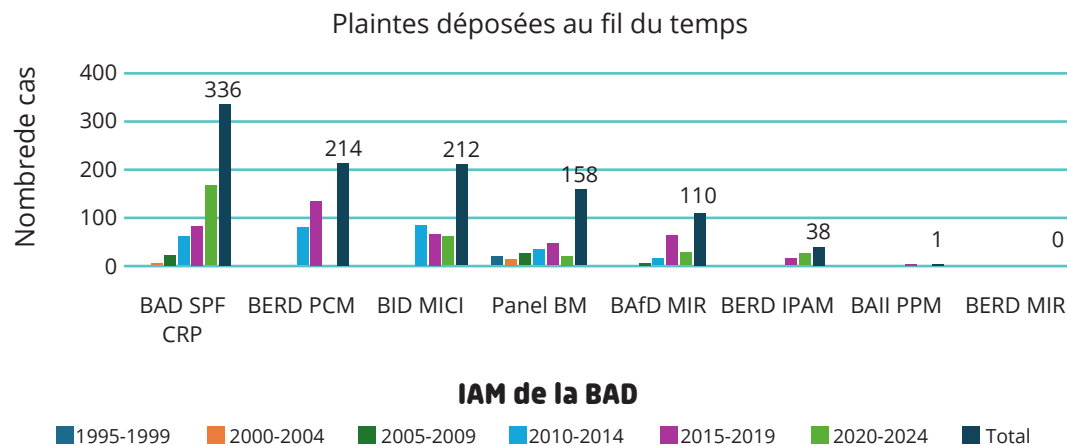
Les BPD ont adopté différentes approches pour impliquer les OSC au niveau des projets. Par exemple, la politique de la BAD en matière de société civile engage les OSC en tant que contractants (au niveau opérationnel), ce que la BAfD a également fait plus récemment. La BERD engage également les OSC au niveau opérationnel par l'intermédiaire du Cadre de Renforcement des Capacités de la Société Civile (CSCEF), mais les OSC ont fait valoir que l'implication de la communauté au niveau du projet était faible. À la BAII et à la BID, l'engagement au niveau des projets a été limité en raison de l'absence de lignes directrices, bien que la BID ait pris des mesures dans le cadre de sa stratégie en faveur de la société civile pour renforcer le programme de formation de la société civile et des capacités institutionnelles. En outre, elle a désormais l'intention de piloter des projets visant à générer des connaissances et des données sur la valeur ajoutée de la participation citoyenne. La NDB, en revanche, n'a pas encore fait participer les OSC aux projets, alors que les OSC ont pris l'initiative de contrôler elles-mêmes les projets.

À la BM, les OSC participent à la conception des projets, mais pourraient être davantage impliquées dans leur mise en œuvre. En outre, les OSC pourraient avoir davantage leur mot à dire dans la prise de décision. Elles pourraient également jouer un rôle plus important dans les mesures de redevabilité sociale. Pour améliorer l'engagement des OSC, la BM pourrait inclure des fonds dédiés au projet pour l'Engagement des Citoyens et la Redevabilité Sociale (CESA), améliorer les ressources humaines et les capacités des équipes de la BM, et renforcer la collaboration avec les OSC.

Les plaintes déposées auprès des mécanismes de redevabilité illustrent les préjudices causés par les projets qui n'investissent pas avec la diligence approfondie requise. Toutefois, les critères d'indépendance et d'éligibilité varient d'une BPD à l'autre. La base de données de la Accountability Console montre que 1 080 plaintes ont été déposées dans les sept BPD étudiées dans le cadre de ce rapport. Au total, 78,7 % des plaintes ont été classées sans résultat, tandis que 21,8 % seulement ont été jugées recevables.¹⁷⁴ Le graphique ci-dessous illustre le nombre de plaintes déposées au fil du temps dans les différentes BPD étudiées dans le cadre de cette étude. Il montre que des plaintes continuent d'être déposées dans toutes les BPD, indépendamment de l'éligibilité, et suggère la nécessité de continuer à investir avec la diligence approfondie requise.

174 Accountability Console 'Complaints' <https://www.accountabilityconsole.com/complaints/visualize/?iam=5&iam=8&iam=17&iam=26&iam=6&iam=4&iam=27&iam=3> (consulté le 6 février 2025).

Graphique 1 : Plaintes déposées au fil du temps auprès de la BAD, de la BAfD, de la BAI, de la BERD, de la BID, de la NDB et de la BM (jusqu'en 2024).¹⁷⁵



Ainsi, la réalité est que les BPD n'ont pas connaissance de nombreux problèmes liés aux projets et que les victimes ne peuvent pas accéder à des voies de recours. Les plaintes déposées auprès de ces mécanismes illustrent également les limites des systèmes nationaux qui ne sont pas conformes aux normes internationales en matière de droits humains et au risque de représailles.

La BM a été la première à mettre en place un mécanisme de redevabilité et les bonnes pratiques sont désormais partagées par le biais du Réseau des Mécanismes Indépendants de Redevabilité (IAMnet).¹⁷⁶ Les OSC ont fait part de leurs préoccupations concernant le mécanisme de redevabilité de la BAD et de la BAI, tandis que le mécanisme de redevabilité de la BERD, qui a été créé en 2020 pour remplacer un mécanisme antérieur, a été largement aligné sur les bonnes pratiques. Les OSC ont soumis avec succès des plaintes et le Mécanisme Indépendant de Recours (MIR) de la BAfD et le Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation (MICI) de la BID et ont obtenu quelques victoires en affirmant les préoccupations des OSC. La NDB est toujours en train d'élaborer son mécanisme de redevabilité (et a consulté des institutions sœurs mais pas les OSC) et pourrait s'inspirer

¹⁷⁵ Adaptation par l'auteur de Accountability Console (n 174). La BERD note un total de 40 cas à ce jour, comme discuté dans le cadre d'une communication personnelle.

¹⁷⁶ World Bank, "The Independent Accountability Mechanisms Network (IAMnet)", <https://accountability.worldbank.org/en/iamnet> (consulté le 6 février 2025).

d'un bon document d'orientation élaboré par plusieurs OSC.¹⁷⁷ L'un des thèmes récurrents est qu'il est encore difficile d'obtenir réparation pour les victimes. À cet égard, le Bureau des Droits de l'Homme de l'ONU a également publié un rapport sur la manière dont les BPD peuvent améliorer leurs réponses en matière de recours.¹⁷⁸ Il a également élaboré les Principes Directeurs des Nations unies de l'UNGDP, auxquels les BPD feraient bien d'adhérer.¹⁷⁹ Comme le montre la récente affaire *Juana Doe contre la Société Financière Internationale*, les BPD ne sont pas totalement à l'abri des poursuites judiciaires, qui sont coûteuses et risquent d'entacher leur réputation. Les sorties prématurées posent également un problème, et les BPD devraient toutes élaborer des plans de sortie responsables.

Les recommandations suivantes sont formulées :

Pour les BPD

- **Élaborer des mesures pour** analyser l'engagement significatif des OSC dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des projets.
- **Ne pas se contenter** de considérer les OSC comme des contractants. Développer des mesures qui prennent en compte l'expertise des OSC dans le renforcement du capital social et de la confiance, qui garantissent que les communautés sont consultées de manière adéquate dans la conception du projet afin de minimiser les risques, et que la durabilité, le développement inclusif et l'innovation sont promus.
- **Créer des espaces sûrs** pour l'engagement des OSC au niveau du projet et garantir une approche de tolérance zéro à l'égard des représailles. Élaborer des évaluations contextuelles des risques, engager de manière proactive les homologues du gouvernement sur la question des représailles, et élaborer un protocole pour faire remonter les plaintes de représailles au niveau du projet et du pays.
- **Élaborer des lignes directrices** pour aligner les clients sur les bonnes pratiques. Cela concerne l'engagement des OSC au niveau du projet, l'utilisation des systèmes nationaux dans la conduite de la diligence requise en matière de droits humains, et la structuration et le fonctionnement d'un mécanisme

177 Accountability Counsel et others 'Good Policy Paper : Guiding practice from the policies of the Independent Accountability Mechanisms' (décembre 2021) <https://accountabilitycounsel.org/wp-content/uploads/2021/12/good-policy-paper-final.pdf> (consulté le 6 février 2025).

178 Office of the United Nations Commissioner for Human Rights (OHCHR) 'Remedy in development finance : Guidance and practice' (2022) <https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-03/Remedy-in-Development.pdf> (consulté le 6 février 2025).

179 Nations unies (n 169).

efficace de règlement des plaintes au niveau du projet sur la base des Principes Directeurs des Nations unies de l'UNGP.

- **Mettre les mécanismes de** redevabilité en conformité avec les normes internationales et les bonnes pratiques, notamment en permettant aux communautés d'accéder à ce mécanisme sans avoir au préalable épuisé les mécanismes de réclamation au niveau du projet.
- **Faire participer les OSC** et les communautés à l'élaboration des plans d'action de gestion.
- **Engager des discussions avec** les institutions sœurs et les OSC sur le droit de recours, tout en affirmant une plus grande responsabilité des BPD dans la garantie du droit de recours par la mise en place d'un fonds de recours.

Pour les OSC

- **Promouvoir une approche de** la conception des projets axée sur les droits humains et les communautés au sein des BPD.
- **Continuer à surveiller les** conséquences négatives des projets mis en œuvre sans la diligence requise, illustrant ainsi les coûts du désinvestissement.
- **Proposer des indicateurs pour** mesurer la valeur ajoutée de l'engagement des communautés/OSC dans les BPD au niveau des projets.
- **Travailler avec les BPD** pour s'assurer que des conseils sont donnés au client sur les mécanismes efficaces de réclamation des projets basés sur les Principes Directeurs des Nations unies de l'UNGP, avec une approche de tolérance zéro à l'égard des représailles.
- **Souligner la nécessité de** renforcer le rôle de contrôle des BPD dans l'utilisation des systèmes nationaux.
- **Plaider pour que les** BPD garantissent un recours. Recueillir les points de vue de la communauté sur ce que constitue le droit de recours et s'en servir pour influencer les discussions.
- **Continuer à plaider en** faveur de plans de sortie responsables, en documentant les cas où les communautés n'ont pas eu accès à des voies de recours à la suite d'un désinvestissement.
- **Sensibiliser aux défis spécifiques** à chaque pays en matière d'espace civique.

5.3 Au niveau des pays

5.3.1 Analyse au niveau des pays

Au niveau national, les OSC peuvent s'engager auprès des bureaux nationaux, notamment en participant à des consultations tout au long des cycles de projet et en se joignant aux processus d'engagement des parties prenantes autour des stratégies nationales et sectorielles. Les BPD utilisent les stratégies nationales pour fixer leurs priorités au niveau national. Notez que le terme peut varier légèrement - à la BAfD, il s'agit d'un Document de Stratégie par Pays (CSP), tandis qu'à la BAD, il s'agit d'une Stratégie de Partenariat Pays (CPS). Ces stratégies sont souvent alignées sur la stratégie institutionnelle de la BPD et sur le programme de développement national du pays. Certaines banques, comme la BAD, détaillent les calendriers des prochaines stratégies de partenariat avec les pays sur leur site web.¹⁸⁰ Les OSC peuvent également s'engager auprès des gouvernements nationaux et les sensibiliser.

BAD

Certaines BPD impliquent de plus en plus les OSC dans les stratégies nationales. Par exemple, la BAD note qu'en 2023, les OSC du Cambodge, de Géorgie, de la République Démocratique Populaire Lao (RDP Lao) et de l'Ouzbékistan ont pris part à des activités de consultation dans le cadre de la formulation de nouvelles stratégies de partenariat-pays (CPS) qui guideront les opérations de la BAD dans ces pays pendant cinq ans¹⁸¹. Dans le rapport 2022, il est indiqué que la société civile a participé à l'élaboration de la stratégie de partenariat avec le Timor-Oriental et à l'évaluation de la gouvernance dans trois domaines thématiques : la gestion des finances publiques, la passation des marchés publics et la lutte contre la corruption. Cette approche a été testée dans le cadre de l'évaluation de la gouvernance pour la République kirghize et est maintenant déployée dans les évaluations et les Stratégies de Partenariat par Pays (CPS) suivantes. En 2023, la BAD a consulté des OSC en Azerbaïdjan, au Bhoutan, au Cambodge et en Géorgie lors de la préparation des évaluations de la gouvernance des pays.¹⁸² Ces efforts illustrent le fait que les OSC peuvent être utilisées pour améliorer la compréhension du contexte politique, social et économique et constituent un bon argument commercial en faveur de l'engagement des OSC au niveau national. Lors d'un examen de l'engagement des OSC en 2022, la BAD a constaté que la formation de groupes sectoriels

180 ADB "Where we work" <https://www.adb.org/where-we-work/documents/country-strategies-programs-under-preparation> (consulté le 6 février 2025).

181 ADB (n 30).

182 Comme ci-dessus.

tripartites BAD-gouvernement-OSC au niveau du pays, s'ils n'existent pas, ou d'un groupe consultatif des OSC pour la mission résidente de la BAD, pourrait contribuer à améliorer l'interaction régulière entre le gouvernement et les OSC au niveau du pays.¹⁸³

BAfD

À la BAfD, la Banque s'appuie sur des stratégies décennales, avec lesquelles les OSC peuvent s'engager pendant qu'elles sont en cours d'élaboration, mais le principal point d'entrée est le Document de Stratégie par Pays (CSP). Les OSC peuvent également s'engager sur des projets spécifiques ou des journées portes ouvertes. Si l'engagement dans les stratégies nationales a été limité par le passé, la situation semble s'améliorer. Par exemple, la société civile a participé à l'élaboration d'une stratégie nationale au Burkina Faso en 2023¹⁸⁴ et au Lesotho en 2024.¹⁸⁵ En octobre 2024, la BAfD a organisé une journée portes ouvertes pour les OSC en Zambie afin d'apporter un éclairage sur le CSP.¹⁸⁶ Au Ghana, la BAfD s'est engagée avec les OSC pour solidifier leurs relations au niveau régional. Un accord a été signé entre la Banque et l'Institut de la Société Civile d'Afrique de l'Ouest en décembre 2023, donnant lieu à un plan d'action pour 2024 qui décrit la collaboration dans le renforcement des capacités des OSC, la mobilisation des ressources, la gestion des connaissances et le plaidoyer.¹⁸⁷ Un examen du Mécanisme Indépendant d'Evaluation du Développement (IDEV) de la BAfD (2012-2019) a suggéré que la BAfD renforce l'engagement des OSC dans le dialogue politique aux niveaux national et régional en élaborant des orientations pour l'engagement des OSC dans le dialogue politique, en mettant en place des dispositions institutionnelles et en systématisant les journées portes ouvertes au niveau des OSC.¹⁸⁸ À ce jour, la BAfD ne semble pas avoir élaboré d'orientations et l'engagement diffère selon les pays.

183 Asian Development Bank (ADB) 'Working together for development results : Lessons from ADB and Civil Society Organisation engagement in South Asia' (2022).

184 BAfD 'Intégrer la perspective communautaire dans la revue de performance du portefeuille pays du Burkina Faso' (2023) <https://cse.afdb.org/pages/news/integrating-community-perspective-performance-review-burkina-fasos-country-portfolio> (consulté le 6 février 2025).

185 AfDB "Lesotho CSOs shape African Development Bank's new country strategy" (2024) <https://www.afdb.org/en/news-and-events/lesotho-csos-shape-african-development-banks-new-country-strategy-70238> (consulté le 6 février 2025).

186 BAfD "Journée portes ouvertes des organisations de la société civile en Zambie" (2024) <https://www.afdb.org/en/news-and-events/events/zambia-civil-society-organisations-open-day-74977> (consulté le 6 février 2025).

187 BAfD "La mission de la Banque Africaine de Développement renforce la collaboration avec la société civile au Ghana" (2024) <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/african-development-bank-mission-strengthens-civil-society-collaboration-ghana-69981> (consulté le 6 février 2025).

188 Bank Information Centre 'Central Asia civil society guide on influencing World Bank country strategies' (2019) <https://re-course.org/wp-content/uploads/2021/11/Central-Asia-Civil-Society-Guide-on-Influencing-WB-Country-Strategies-1.pdf> (consulté le 6 février 2025).



Étude de cas : Engager les communautés dans la stratégie par pays du Burkina Faso pour la BAfD

En mai 2023, la société civile a été invitée à participer à l'examen de l'offre provisoire du Burkina Faso. Il y a 21 projets actifs au Burkina Faso, y compris des projets de construction d'infrastructures pour les populations vulnérables et des projets visant à réduire le chômage des jeunes dans les zones rurales. Le dialogue a renforcé le partenariat entre la BAfD et la société civile dans la mise en œuvre des projets et a conduit à la création d'un comité tripartite Banque-Gouvernement-Société civile chargé du contrôle et du suivi des projets et programmes financés par la Banque au Burkina Faso.¹⁸⁹

BAII

La BAII ne prévoit pas d'engagement dans les stratégies nationales et n'a pas de bureaux dans les pays. La BAII étant encore relativement nouvelle, elle a justifié son engagement auprès des OSC lors des réunions annuelles sur le site comme étant un 'pas modeste' vers la collaboration.¹⁹⁰ Ses engagements de haut niveau, spécifiés dans sa stratégie d'entreprise, sont mis en œuvre par le biais de plans d'activité et de budgets annuels.

BERD

L'approche de la BERD à l'égard de la société civile prévoit que le Comité de Pilotage de la Société Civile (CSSC) soutiendra les consultations sur les stratégies par pays. Ce comité a été créé en janvier 2024. Rédigé avant la création du CSSC, le Guide de la Société Civile de la BERD indique qu'elle entreprend des missions de stratégie par pays au cours desquelles elle

189 BAfD (n 184).

190 AIIB 'The two-way street: CSO engagement and infrastructure development' (2019) <https://www.aiib.org/en/news-events/media-center/blog/2019/The-Two-Way-Street-CSO-Engagement-and-Infrastructure-Development.html> (consulté le 6 février 2025).

s'engage avec la société civile.¹⁹¹ La BERD note que ce retour d'information est intégré dans le projet de stratégie par pays, qui peut être téléchargé en anglais et dans la langue locale et qui est ouvert aux commentaires pendant 45 jours calendaires. Elle indique également qu'elle organise, dans la mesure du possible, des ateliers de consultation spécifiques avec les OSC dans les bureaux résidents. Il y a également des visites de consultation du conseil d'administration dans les pays d'opération, où la délégation du conseil d'administration s'engage avec les OSC, ainsi que des visites du Président dans les pays d'opération.

Malgré cela, la société civile s'est exprimée sur certaines stratégies nationales. Par exemple, les OSC ont noté que la stratégie 2022 pour l'Égypte présente une évaluation plus réaliste de la situation des droits humains en Égypte que l'évaluation et la stratégie précédentes. Cependant, elles ont qualifié le langage utilisé par la BERD sur les droits humains et l'État de droit de trop diplomatique et ont insisté sur le fait que la stratégie devrait inclure des réformes nécessaires des lois répressives, des protections contre le harcèlement des défenseurs des droits humains, et des politiques qui favorisent l'existence d'une société civile égyptienne indépendante. Les OSC ont également remis en question la déclaration de la BERD selon laquelle il n'est pas du ressort de la Banque de 'prescrire des priorités, des actions ou des indicateurs spécifiques dans la sphère politique'.¹⁹² Cependant, la BERD envisage maintenant d'introduire une période de commentaires publics avant la consultation, au cours de laquelle la société civile peut partager des commentaires écrits sur la stratégie précédente, qui peuvent être utilisés pour informer la nouvelle stratégie.¹⁹³

BID

Comme la BERD, la stratégie de la BID note que la création de groupes consultatifs de la société civile (ConSoc) a été un outil clé pour le renforcement des capacités et la consolidation des relations de la Banque avec les OSC du pays. Toutefois, elle souligne la nécessité d'une participation et d'une représentativité plus solides des communautés des zones périurbaines et rurales au sein des ConSoc et, plus généralement, de la composition des ConSoc.¹⁹⁴ Il note également que l'engagement des OSC a contribué à la compréhension du tissu social aux niveaux régional et national. Le plan d'action de la BID souligne la nécessité d'une formation

191 BERD "Travailler avec la BERD : un guide pour les organisations de la société civile" <https://www.ebrd.com/documents/comms-and-bis/pdf-working-with-the-ebrd.pdf> (consulté le 6 février 2025).

192 Human Rights Watch " Réponse conjointe à la stratégie 2022-27 de la BERD pour l'Égypte " (2022) <https://www.hrw.org/news/2022/04/18/joint-response-ebrds-2022-27-strategy-egypt> (consulté le 6 février 2025).

193 Communication personnelle avec la BERD.

194 IDB (n 60).

spécifique et systématique des agents de liaison avec la société civile des bureaux nationaux pour atteindre les objectifs de sa stratégie en faveur de la société civile et s'engage à élaborer un programme pour le personnel de la BID sur la manière d'organiser des consultations efficaces. Elle a également proposé de renforcer l'utilisation d'outils analytiques pour recueillir les perceptions de la société civile. Le plan d'action définit plusieurs indicateurs pour mesurer l'efficacité de l'engagement, ce qui inclut le développement d'une stratégie de communication sur le secteur du groupe de la BID et les bonnes pratiques au niveau des pays avec la société civile, entre autres.¹⁹⁵

NDB

La NDB s'appuie principalement sur les plans de développement nationaux pour l'orientation, plutôt que sur les stratégies spécifiques par pays de la NDB. Néanmoins, le processus suivi n'a pas toujours été clair pour la société civile. Un rapport commandé par Oxfam et rédigé par le Centre pour les Droits Environnementaux (CER) note que

Le CER n'a pas été en mesure de localiser le Plan de Partenariat par Pays (CPP) pour l'Afrique du Sud, les études ou analyses thématiques utilisées pour préparer ces plans, les études complémentaires menées par les partenaires de développement et les groupes de réflexion, le document du cadre de partenariat national, la réserve de projets nationaux ou le résumé des projets faisant l'objet d'une assistance technique.¹⁹⁶

Le Forum de la Société Civile (CSF) de la NDB a continué à plaider pour leur inclusion dans l'élaboration des stratégies régionales et nationales, soulevant la question pour la première fois en octobre 2018.¹⁹⁷ Malgré cela, le Centre Régional pour l'Afrique (CRA) de la NDB s'est montré ouvert à l'engagement de la société civile à de multiples occasions, le CSF-NDB s'engageant avec le CRA depuis sa création.¹⁹⁸ En décembre 2024, des représentants des OSC du CSF-NDB ont rencontré le CRA pour discuter de domaines d'intérêt mutuel, notamment l'institutionnalisation de l'engagement des OSC, un plus grand engagement communautaire au niveau du pays et la sensibilisation des communautés.¹⁹⁹ Une cartographie pour le CSF-NDB a été réalisée en 2024 pour le compte de Forus, afin d'évaluer les engagements potentiels entre la NDB et la société civile au Brésil, en Russie, en Inde et en Chine. A ce jour,

195 IDB (n 61).

196 Centre for Environmental Rights 'Briefing Paper : Information disclosure and grievance mechanisms of the New Development Bank' (2021) <https://www.oxfam.org.za/wp-content/uploads/2021/08/oxfam-ndb-report.pdf> (consulté le 6 février 2025).

197 CSF-NDB 'Rapport de la réunion de la NDB, 30 octobre 2018' (2018), obtenu par communication personnelle.

198 Comme ci-dessus.

199 Réunion des représentants du CSF-NDB le 4 décembre 2024.

il semble que les OSC en dehors de l'Afrique australe ne se soient pas engagées avec les autres centres régionaux de la NDB.²⁰⁰

BM

La stratégie d'engagement des citoyens de la Banque Mondiale indique que la société civile et les membres du Parlement sont impliqués dans le cadre du CPF et du SCD, des mises à jour économiques par pays et de la préparation des projets. Elle cite également la collaboration opérationnelle pour la mise en œuvre des activités du projet.²⁰¹ Il convient également de noter que la stratégie d'engagement des citoyens, qui est complétée par le rapport 2018 du Groupe d'évaluation indépendant intitulé 'Engager les citoyens pour de meilleurs résultats en matière de développement', et la note technique 2019 intitulée 'Intégrer l'engagement des citoyens à travers l'approche de l'engagement des pays', suggère d'utiliser l'approche de l'engagement des pays de la Banque pour comprendre le contexte local et les facteurs de l'économie politique qui influent sur l'engagement des citoyens. Cependant, les OSC ont suggéré que la BM développe une évaluation de l'espace civique en tant que composante de l'outil du Document de Stratégie du Pays (CSP) qui devrait être prise en compte lors de la décision de financer des projets.²⁰²

Les OSC ont également fait valoir que les bureaux nationaux de la BM ne sont pas toujours réactifs ou conscients de l'obligation de consulter la société civile.²⁰³ Dans une analyse d'un projet en Gambie, 'Renforcer la résilience et libérer le potentiel productif du financement de la politique de développement (DPF)', la société civile a déploré un engagement incohérent avec les bénéficiaires communautaires du DPF, une divulgation et un accès inadéquats à l'information et l'exclusion des OSC dans les comités de suivi, d'évaluation et de reddition de comptes. Les communautés ne connaissaient pas non plus les mécanismes de recours disponibles et il n'y avait pas d'unité de mise en œuvre du projet.²⁰⁴

Dans l'examen stratégique du CESA, intitulé 'Les citoyens au centre', l'une des

200 Communication personnelle et engagement avec l'auteur de l'étude de cartographie pour le CSF-NDB. Document interne, diffusion externe interdite.

201 Banque Mondiale (n 155).

202 C Donaldson et autres 'Civic space : The missing element in the World Bank's country engagement approach' Oxfam (2022) <https://accountabilityresearch.org/publication/civic-space-the-missing-element-in-the-world-banks-country-engagement-approach/> (consulté le 6 février 2025).

203 Bank Information Centre 'Central Asia civil society guide on influencing World Bank country strategies' (2019) <https://re-course.org/wp-content/uploads/2021/11/Central-Asia-Civil-Society-Guide-on-Influencing-WB-Country-Strategies-1.pdf> (consulté le 6 février 2025).

204 Bank Information Centre 'The Gambia Boosting Resilience and Unlocking Productive Potential DPF1 with Cat DDO' (2023) <https://bankinformationcenter.org/en-us/project/the-gambia-boosting-resilience-and-unlocking-productive/> (consulté le 6 février 2025).

principales priorités pour améliorer l'engagement des citoyens était l'utilisation des systèmes nationaux.²⁰⁵ L'examen souligne que ces approches sont susceptibles de produire des résultats évolutifs et durables en matière de développement, mais qu'elles peuvent également améliorer les relations entre les citoyens et l'État et garantir un gouvernement plus réactif et plus responsable. L'étude a révélé que plusieurs projets et programmes de la Banque Mondiale utilisent une approche systémique du CESA, qui relie le local au national. À cet égard, l'étude a montré que les solutions organiques et ascendantes étaient les plus bénéfiques. Un nombre croissant de projets de la BM ont cherché à s'appuyer sur les systèmes nationaux pour institutionnaliser le CESA par le biais de systèmes centralisés de retour d'information des citoyens. Dans certains cas, les projets de la BM ont conduit à des systèmes nationaux plus solides pour des formes plus profondes du CESA. L'étude a également identifié la technologie numérique comme une opportunité de systématiser et d'approfondir l'engagement des citoyens et les pratiques de redevabilité sociale. Bien que ces technologies soient de plus en plus utilisées, elles ne peuvent pas remplacer l'engagement hors ligne. Une approche hybride a été recommandée, mais surtout, l'étude a souligné la nécessité de protéger et de promouvoir l'espace numérique.²⁰⁶

L'examen stratégique a montré qu'un moyen efficace de renforcer le CESA consistait à soutenir les institutions existantes, en particulier celles qui ont des objectifs en matière de redevabilité et de supervision.²⁰⁷ Toutefois, il a été constaté que le soutien aux institutions gouvernementales n'était pas forcément approprié dans tous les contextes. L'engagement des citoyens varie également beaucoup d'un pays à l'autre, et l'on pourrait faire davantage pour intégrer une approche systémique au niveau national. L'étude souligne qu'il existe une grande marge de manœuvre pour améliorer l'intégration du CESA tout au long du cycle du Cadre de Partenariat National (CPF), et une opportunité pour un plus grand engagement du CESA dans la production des produits du CPF. Elle recommande à la BM de fournir davantage d'orientations sur l'intégration du CESA dans le cycle du CPF, par exemple en décrivant comment mener une analyse du CESA, en identifiant des points d'entrée pour le contenu du CESA dans différentes sections des produits du CPF et en fournissant des exemples de pratiques de consultation au cours du cycle du CPF, des exemples de questions de recherche, ainsi qu'une liste de bases de données de recherche du CESA et d'outils de diagnostic proposés. Il existe également un potentiel d'expansion des initiatives liées au CESA dans les activités de conseil et d'analyse de la Banque mondiale. L'étude a également

205 Malena (n 15).

206 Comme ci-dessus.

207 Comme ci-dessus.

souligné le potentiel de la BM à soutenir des plateformes inclusives et multipartites.²⁰⁸ En outre, l'étude recommande d'accorder une attention particulière aux domaines dans lesquels le CESA est susceptible d'avoir le plus grand impact, tels que l'action climatique, la lutte contre la corruption, la fragilité et les conflits.

L'examen susmentionné a également souligné que les conditions favorables au CESA sont essentielles à l'obtention de résultats. Elle a constaté la nécessité d'une analyse plus approfondie du contexte et de l'économie politique au niveau des pays et des projets et a appelé la BM à investir davantage dans ce domaine, tout en soutenant de manière proactive les conditions pour la société civile. Elle a constaté qu'un manque de volonté politique de la part des acteurs étatiques et des OSC constituait un défi pour les contextes nationaux et a suggéré que la BM renforce de manière proactive la volonté politique pour le CESA. Elle a également suggéré de renforcer les capacités des acteurs étatiques et non étatiques en matière de CESA. Il est important de noter que l'étude a révélé que les approches du CESA peuvent contribuer à des objectifs plus larges de renforcement de la confiance, d'amélioration des relations entre l'État et la société et de renouvellement du contrat social. Ceci est particulièrement utile dans les contextes fragiles et touchés par des conflits.

5.3.2 *Résumé et recommandations au niveau national*

Bonnes pratiques basées sur les résultats clés

- **Création de groupes sectoriels** tripartites BPD-gouvernement-OSC au niveau national ou de conseils consultatifs.
- **Création de plates-formes de** dialogue multipartites axées sur des thèmes précis et dotées d'une expertise sectorielle.
- **Adoption d'une approche systémique** de l'engagement des OSC au niveau national.
- **Utilisation des technologies numériques** pour recueillir les avis des OSC et des citoyens, tout en soutenant la protection et la promotion de l'espace numérique.
- **Orientations pour l'implication des** OSC dans les stratégies nationales et sectorielles et tout au long du cycle national.
- **Évaluation des niveaux d'espace** civique dans les stratégies nationales et utilisation de l'analyse de l'économie politique.

208 Comme ci-dessus.

- **Fourniture d'un soutien technique** et financier aux OSC pour établir un engagement national-local des OSC.
- **Mise en place de** plateformes inclusives et multipartites pour faciliter l'engagement des OSC et du gouvernement.
- **Intégration de l'engagement des** citoyens dans le soutien aux institutions gouvernementales ayant un rôle de surveillance et de conseil.
- **Renforcement des capacités des** acteurs étatiques et non étatiques en ce qui concerne l'engagement des OSC dans le cadre des BPD.
- **Soutien des BPD pour** renforcer la volonté politique et les conditions favorables à l'engagement des OSC.

Traditionnellement, la Banque Mondiale est l'une des principales institutions à impliquer les OSC au niveau national, et son cadre de la société civile définit l'engagement par le biais des Stratégies de Partenariat par Pays (CPS), du Diagnostic Systématique par Pays (SCD) et des mises à jour économiques nationales. La BAFD et la BAD impliquent de plus en plus les OSC au niveau national. À la BAD, les OSC de certains pays ont participé à des évaluations de la gouvernance, à savoir la gestion des finances publiques, les passations de marchés publics et la lutte contre la corruption, ce qui constitue un bon argument commercial en faveur de l'engagement des OSC. La BAII n'étant pas présente dans certains des pays où elle opère, il est difficile pour les OSC de s'engager de cette manière. À la NDB, les OSC ont plaidé pour leur inclusion dans l'élaboration de la stratégie nationale de l'Afrique du Sud, mais elles n'ont malheureusement pas été incluses. À la BERD, le Comité de Pilotage de la Société Civile est chargé de faciliter les engagements au niveau national, tandis que la BID souligne également le rôle des ConSoc comme outil d'engagement. Cependant, les OSC ont remis en question l'approche politique de la BERD, qui suggère qu'il n'est pas du ressort de la Banque de prescrire des priorités, des actions ou des indicateurs spécifiques aux pays qu'elle finance. Elles ont également soulevé la question du rétrécissement de l'espace civique de manière plus générale.

Les recommandations suivantes sont formulées :

Aux BPD

- **Élaborer des lignes directrices** pour la consultation des OSC au niveau national, renforcer les liens entre les OSC locales et nationales et former le personnel des BPD et des pays à la nécessité de la consultation.
- **Envisager des mécanismes, tels** que des comités tripartites ou des groupes consultatifs, pour faciliter les discussions au niveau national ainsi que la mise en œuvre et l'évaluation des stratégies nationales.

- **Prendre en considération les** évaluations de l'espace civique dans les pays avant d'accepter le financement d'un projet et fournir des espaces sûrs pour les engagements des OSC au niveau national, où l'espace civique se rétrécit.
- **Utiliser les technologies numériques** pour améliorer le retour d'information des OSC et des citoyens, tout en soutenant la protection et la promotion de l'espace numérique.
- **Intégrer l'engagement des citoyens** dans le soutien aux institutions gouvernementales ayant un rôle de surveillance et de conseil (le cas échéant).
- **Fournir des ressources pour** sensibiliser les OSC nationales et locales.
- **Améliorer la divulgation d'informations** pour faciliter l'engagement des parties prenantes.
- **Organiser régulièrement des dialogues** multipartites au niveau national et promouvoir le rôle des OSC dans la redevabilité sociale.
- **Développer les capacités des** acteurs étatiques et non étatiques en ce qui concerne les activités du CESA.
- **Renforcer la volonté politique** et les conditions favorables à l'engagement des OSC et des citoyens.

Aux OSC

- **Continuer à plaider en** faveur de l'inclusion dans les stratégies de partenariat par pays.
- **Dans les cas où** les OSC ne sont pas impliquées dans la consultation au niveau national, mettre en évidence les bonnes pratiques des institutions sœurs.
- **Soutenir les BPD pour** qu'ils sensibilisent les OSC au niveau national, en mettant l'accent sur le rétrécissement de l'espace civique dans le monde.
- **Fournir une formation aux** OSC nationales et communautaires sur la manière d'impliquer les BPD.
- **Renforcer les liens entre** les OSC locales et nationales.

5.4 Niveau international (réunions annuelles des BPD)

Au niveau international, les OSC peuvent engager les Cadres Supérieurs dans le cadre de réunions annuelles ou de consultations plus régulières, ou elles peuvent s'engager sur des politiques institutionnelles spécifiques. Les OSC se sont souvent engagées sur les politiques d'accès à l'information et de sauvegarde.

5.4.1 Analyse au niveau international (réunions annuelles des BPD)

BAD

Une brochure intitulée 'Participation de la Société Civile à l'Assemblée Annuelle du Conseil des Gouverneurs de la Banque Asiatique de Développement' fait l'éloge de l'implication de la société civile dans les réunions de la BAD, en soulignant que

En 2015, plus de 850 OSC et ONG ont été accréditées pour participer à la réunion annuelle, en provenance de plus de 30 pays membres. Le nombre le plus élevé de participation d'OSC a eu lieu à Manille, en 2012, avec 395 représentants d'OSC présents.²⁰⁹

Toutefois, les OSC sont censées prendre en charge leurs propres frais de voyage et dépenses.

Le programme des OSC est divisé en trois parties : 1) Réunion avec des membres des Cadres Supérieurs de la BAD. C'est l'occasion pour les OSC de poser des questions aux Cadres Supérieurs, traditionnellement représentée par le Président de la BAD, sur les politiques et les opérations de la BAD. 2) Tables rondes de la société civile. Ces débats sont organisés en collaboration avec les OSC et portent sur le développement ou sur des sujets opérationnels spécifiques en rapport avec les activités de la BAD. 3) Apprentissage avec les partenaires. Dans ce cadre, les OSC, le secteur privé et le personnel de la BAD partagent des solutions innovantes, des points de vue et des expériences sur des thèmes clés du développement, mettant ainsi en valeur le travail des OSC dans le domaine du développement. Le NGOC organise également des événements pour les jeunes.²¹⁰

La première consultation régionale avec la société civile a eu lieu en 1994. Le FORUM des ONG a été particulièrement actif dans la contestation de la BAD en marge des assemblées annuelles, notamment en boycottant l'assemblée annuelle en 2001, puis en participant à la toute première session de panel des assemblées annuelles en 2004. Depuis lors, diverses

209 ADB 'Civil Society participation at the Annual Meeting of the Board of Governors of the Asian Development Bank' (2016) <https://www.adb.org/publications/civil-society-participation-adb-annual-meeting> (consulté le 6 février 2025).

210 Comme ci-dessus.

OSC se sont engagées dans et autour des assemblées annuelles en utilisant plusieurs approches - de la participation active aux panels aux discussions, aux campagnes et aux actions interpellant les décideurs. Toutefois, l'engagement lors des Forums Annuels reste limité en ce sens que les questions posées à la direction sont traitées et que la représentation des OSC est essentiellement régionale, au lieu d'inclure des communautés et des OSC plus locales, souvent en raison des coûts liés à la participation.²¹¹

En 2024, des OSC de l'intérieur et de l'extérieur des salles de l'assemblée annuelle de la BAD ont demandé à la Banque de répondre aux appels à la détérioration et au rétrécissement de l'espace civique et l'ont qualifié de menace pour le développement.²¹² La Banque a déclaré qu'elle 'surveillait' la situation mais qu'elle ne pouvait pas la commenter car il s'agit d'une 'question politique'. La société civile, cependant, affirme que les lois répressives dans les pays clients affectent négativement ses opérations et son engagement pour un engagement significatif. Elle affirme en outre que cela entraîne des risques pour les communautés et l'environnement. Alors que les OSC réclamaient les normes les plus élevées en matière de garanties dans les projets, une coalition de près de 60 organisations a choisi les réunions annuelles pour demander une révision complète et un remaniement immédiat du Cadre Environnemental et Social (CES).²¹³

BAII

Comme indiqué précédemment, la BAII n'a eu qu'un engagement minimal avec les OSC au niveau des projets et n'a pas de bureaux nationaux. Les OSC ont assisté aux réunions annuelles depuis 2016 mais n'ont pas été impliquées dans les discussions de groupe. Les OSC ont noté que la structure hiérarchique de la session de gestion des OSC restreint le dialogue ouvert et limite les échanges.²¹⁴ Pour la réunion annuelle de 2024, les OSC ont noté que l'inclusion de seulement deux créneaux pour les OSC, annoncée six semaines avant l'événement, leur a laissé peu de temps pour se préparer. Elles ont également noté que l'événement se tenait en Ouzbékistan, un pays catégorisé comme ayant un espace civique fermé, et ont appelé la BAII à élaborer des protocoles pour assurer la protection et la sécurité des OSC participant aux événements. En outre, les OSC ont proposé que la Banque s'engage à créer des tables rondes entre la Société Civile et les Directeurs Exécutifs

211 CHRD (n 100).

212 Comme ci-dessus.

213 NGO Forum on ADB 'Collective Civil Society Statement on ESF Draft: Calling for an overhaul and immediate redrafting' (13 mai 2024) <https://www.forum-adb.org/post/forumesfsubmission> (consulté le 6 février 2025).

214 Re-course (n 49).

(DE) de la BAII lors de la réunion annuelle.²¹⁵ D'autres OSC sont allées encore plus loin en boycottant complètement les assemblées annuelles, déclarant qu'il s'agissait d'une 'réponse symbolique au refus de la BAII de reconnaître un engagement significatif de la société civile dans le cadre du format de l'Assemblée Annuelle'.²¹⁶

BAfD

À la BAfD, les OSC du Forum de la Société Civile de la BAfD et des OSC ont participé aux forums régionaux et continentaux annuels des OSC. Ces forums ont été séparés des assemblées annuelles. Cependant, la société civile a critiqué cette plateforme, notant que 'la nature de ces forums ressemble souvent à des réunions de partenariat plutôt qu'à des plateformes pour un dialogue significatif et critique avec les décideurs de la Banque'.²¹⁷ Le Comité des OSC a été revitalisé en 2024 après qu'il a été constaté que le Comité manquait d'influence dans les décisions stratégiques, ainsi qu'en termes de redevabilité et de représentativité. Il n'y avait pas non plus d'outils de suivi.²¹⁸ Le nouveau comité contrôlera la mise en œuvre de la stratégie d'engagement des OSC, sur la base d'un cadre axé sur les résultats, et servira d'interlocuteur entre la Banque et la communauté des OSC au sens large.

Dans le même temps, la société civile a demandé à plusieurs reprises la participation des OSC aux assemblées annuelles officielles de la BAfD. Par exemple, en 2016, 48 OSC africaines ont envoyé une lettre au Président de la BAfD pour demander plus d'espace pour l'engagement de la société civile et une réforme du Forum des OSC.²¹⁹ En 2018, les OSC ont appelé la Banque à améliorer la participation de la société civile et des communautés à la sélection, à la conception et à la mise en œuvre des projets, et ont souligné la nécessité de consultations plus larges sur les politiques clés de la Banque, telles que la stratégie en matière de genre, le système de sauvegarde sociale et environnementale, et le mécanisme de redevabilité²²⁰

215 Comme ci-dessus.

216 NGO Forum on ADB " NGO Forum on ADB announces boycott of AIIB Annual Meeting over lack of civil society engagement " (26 septembre 2024) <https://www.forum-adb.org/post/ngo-forum-on-adb-announces-boycott-of-aiib-annual-meeting-over-lack-of-civil-society-engagement> (consulté le 6 février 2025).

217 Coalition pour les Droits Humains dans le Développement (n 43).

218 Comme ci-dessus.

219 Coalition for Human Rights and Development " African CSOs urge AfDB to strengthen civil society involvement " (2016) <https://rightsindevelopment.org/news/african-csos-urge-afdb-to-strengthen-civil-society-engagement/> (consulté le 6 février 2025).

220 Coalition pour les Droits Humains dans le Développement 'Communiqué commun : La BAfD devrait ouvrir l'espace à la société civile et aux communautés' (2023) <https://rightsindevelopment.org/news/joint-statement-afdb-should-open-spaces-for-civil-society-and-communities/> (consulté le 6 février 2025).

C'est ce qu'encore souligné une lettre signée par 46 organisations africaines, qui craignaient que les communautés directement touchées par les activités financées par la BAfD, ainsi que les OSC, ne puissent pas participer à sa 58e assemblée annuelle en 2023.²²¹ Elles se sont inquiétées du fait que la Banque ait décidé de tenir son assemblée annuelle en Égypte, où l'espace civique est fermé. Les organisations ont également soulevé des questions sur les processus d'examen des politiques de la BAfD, qui, selon elles, manquent de transparence et offrent un espace limité à la participation de la société civile.

En février 2024, avant les assemblées annuelles de 2024, la société civile a écrit une lettre à la BAfD exigeant une participation significative, y compris des sessions thématiques dirigées par les OSC, une table ronde des OSC avec les directeurs exécutifs de la BAfD, et une réunion publique des OSC avec la Haute Direction de la BAfD.²²² Une autre soumission suggérait que la Banque crée un Forum Politique de la Société Civile (CSPF), similaire à celui que la BM utilise dans ses assemblées de printemps et annuelles, ou le programme de la société civile dans les sessions de la BAD.²²³ Ces suggestions n'ont pas été mises en œuvre. La société civile s'est rendue à Nairobi pour assister aux réunions de 2024, mais une quinzaine de représentants de la société civile qui font partie du groupe de travail de la société civile sur la BAfD, ont été confrontés à des menaces de sécurité et n'ont pas été autorisés à participer.²²⁴ En juin 2024, les OSC ont émis des recommandations clés à la Banque, notamment celle d'assurer leur représentation aux assemblées annuelles.²²⁵

BERD

À la BERD, le premier Comité de Pilotage de la Société Civile (CSSC) a été nommé en janvier 2024. Le CSSC est composé de 13 ONGI et OSC et a été choisi sur la base de leur représentativité géographique et thématique, ainsi que des priorités stratégiques. Il s'agit d'une plateforme de collaboration supplémentaire qui permet de préparer le programme de la société civile lors des assemblées annuelles de la BERD. La société civile a prévenu que l'engagement avec les OSC devrait être obligatoire et que le CSSC ne devrait pas remplacer

221 Banque Mondiale (n 86).

222 Coalition pour les Droits Humains dans le Développement (n 43).

223 IFI Working Group "How can the AfDB better engage with civil society at its Annual Meetings ?" (2024) <https://ifiworkinggroup.org/blog/how-can-the-afdb-better-engage-with-civil-society-> (consulté le 6 février 2025).

224 Coalition for Human Rights and Development "Civil society groups expelled from AfDB annual meetings" (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/afdbam2024-civil-society-expelled/> (consulté le 6 février 2025).

225 Coalition for Human Rights and Development 'Civil Society's key demands to the African Development Bank' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/civil-societys-key-demands-to-the-african-development-bank/> (consulté le 6 février 2025).

la consultation publique.²²⁶ En réponse, la BERD a réaffirmé avec force son engagement en faveur de la démocratie multipartite et a renforcé son approche du développement fondée sur les droits, telle qu'elle figure dans les nouvelles Politiques Environnementales et Sociales (PES), Politique d'Accès à L'information (PAI) et l'Engagement de la Société Civile (CSE) de la BERD. En outre, lors de l'assemblée annuelle de la BERD en Arménie, les OSC ont soulevé des questions sur le rétrécissement de l'espace civique dans la région de la BERD et ont exigé une réaffirmation claire de l'engagement de la BERD en faveur de la démocratie multipartite.²²⁷

BID

Comme indiqué précédemment, la stratégie de la BID prévoit que les ConSocs s'engagent au niveau national et sectoriel. Elle s'engage également à transférer des connaissances lors des réunions annuelles de la BID et à optimiser et affiner la consultation publique. Elle propose également de personnaliser et d'intensifier les collaborations avec la société civile.²²⁸ Avant l'élection d'Ilan Goldfajn à la présidence de la BID en 2022, la Banque était fermée à l'examen de la société civile. Pour la première fois en dix ans, la société civile a été invitée à jouer un rôle lors de l'assemblée annuelle 2024 de la BID, où des représentants d'une trentaine d'organisations de défense de l'environnement et des droits humains et de communautés affectées, qui faisaient partie du groupe de travail de la BID, ont été invités à participer.²²⁹ La société civile a envoyé de manière proactive des listes d'OSC à inviter afin d'améliorer la participation, mais les commentaires ont été contrôlés et les participants n'ont pas eu droit à une séance de questions-réponses.²³⁰

NDB

À la NDB, la société civile a engagé la NDB par le biais de forums de la société civile en 2017 et 2018, qui ont été organisés à la demande de la société civile. Les OSC ont engagé les responsables de la NDB lors de la première réunion annuelle de la NDB en 2016, avec une plus grande participation à la deuxième réunion annuelle en Inde en 2017, et à la quatrième réunion annuelle en Afrique du Sud en 2019. Lors de la réunion de 2019, la société civile a été invitée à participer à un événement plénier. En 2024, la NDB a organisé un déjeuner

226 A Hawser " Civil society organisations urge EBRD for more human rights action " (2024) <https://www.thebanker.com/Civil-society-organisations-urge-BERD-for-more-human-rights-action-1706257585> (consulté le 6 février 2025).

227 BERD (n 123).

228 BID (n 60).

229 Coalition pour les Droits Humains dans le Développement (n 134).

230 Centre d'Information Bancaire (n 64).

d'affaires pour les OSC lors de la neuvième réunion annuelle, qui s'est tenue au Cap, en Afrique du Sud. La réunion a été bien représentée par 18 membres du personnel de la Banque, un représentant du Département sud-africain des Relations Internationales et de la Coopération (DIRCO) et huit OSC. Toutefois, comme indiqué précédemment, les OSC ont par la suite demandé à la NDB de leur laisser suffisamment de temps pour planifier et organiser la logistique de leur participation à l'assemblée annuelle et de veiller à ce que l'engagement des OSC soit significatif, solide, accessible, diversifié, inclusif et organisé sur la base d'agendas participatifs.²³¹ Le Forum de la Société Civile (CSF) de la NDB a également essayé d'étendre ses engagements avec les OSC dans d'autres pays des BRICS.

BM

À la BM, la société civile, à savoir le groupe de travail du Forum Politique de la Société Civile (CSPF), coordonne le Forum lors des réunions annuelles. Le groupe de travail du CSPF sélectionne les débats d'experts à partir d'un appel à propositions ouvert. En 2024, cela comprenait une séance de discussion ouverte avec le Président du Groupe de la Banque (diffusée en direct), une table ronde en personne avec le Conseil des Directeurs Exécutifs, une séance d'introduction au Groupe de la Banque pour les représentants des OSC qui découvrent les réunions, une séance virtuelle sur le Cadre Environnemental et Social de la BM et une vue d'ensemble de CIVIC.²³² Cela n'a pas empêché la société civile de faire entendre des voix critiques sur la nécessité de réformer la BM, en particulier ses politiques économiques. La BM a été critiquée pour l'importance qu'elle accorde au financement privé et à la déréglementation, ce qui, selon les OSC, pourrait ne pas servir l'intérêt public, manquer de transparence et ne pas accorder suffisamment d'attention aux droits humains.²³³ Des appels ont également été lancés en faveur d'un examen indépendant de la réforme de la BM et pour que la Banque passe de l'assainissement budgétaire à la fourniture aux pays en développement de la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour atteindre les objectifs en matière de climat et de développement.²³⁴ Après les assemblées annuelles de 2024, certaines OSC ont critiqué la Banque Mondiale, estimant qu'elle ne proposait que peu

231 CSF-NDB 'CSO recommendations on the basis of the business lunch between NDB and Civil Society Organisations and Non-Government Organisations on the sidelines of the 9th Annual Development Bank Meeting, 29-31 August 2024, Cape Town South Africa' (2024), obtenu par communication personnelle.

232 Banque Mondiale (n 86).

233 Bretton Woods Project "Development to the rescue of finance - the Bank's "cascade" approach" (2017) <https://www.brettonwoodsproject.org/2017/07/development-rescue-finance-banks-cascade-approach/> (consulté le 6 février 2025).

234 Comme ci-dessus.

de réformes de fond malgré les nombreux processus et examens en cours.²³⁵

Les OSC ont également plaidé en faveur d'un engagement plus significatif lors du FiCS, à laquelle plus de 500 BPD devraient participer en 2025.



Étude de cas : Les OSC obtiennent un siège significatif au FiCS

Le sommet annuel *Finance in Common Summit* (FiCS) rassemble des BPD du monde entier pour aligner les flux financiers sur l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris pour le changement climatique. Cet événement est l'occasion de renforcer les partenariats, d'améliorer les normes et les bonnes pratiques, et de rendre les stratégies plus durables. Les OSC ont demandé à être incluses de manière significative au FiCS.²³⁶ Au fil des ans, la participation des OSC au FiCS a évolué. En 2023, les OSC ont été invitées à s'exprimer lors de 14 événements. Deux de ces sessions, "Collaboration des BPD avec la société civile et inclusion des droits humains" et "Renforcement des relations entre les OSC et les BPD", ont été dirigées par des OSC. Avant le FiCS, les OSC ont préparé la déclaration de la société civile de 2023 sur le FiCS, signée par une centaine d'organisations et comprenant des recommandations relatives aux droits humains, à l'espace civique, au financement du développement, au changement climatique, au développement durable et à la

235 Bretton Woods Project 'Annual Meetings 2024 Wrap-up - Don't look back : BWI plough down path of reforms lacking evidence and willingness to engage with broader UN-led reform processes' (2024) https://www.brettonwoodsproject.org/publications/world-bank-and-imf-annual-meetings-2024/?utm_source=emailmarketing&utm_medium=email&utm_campaign=bretton_woods_news_lens_14_november_2024&utm_content=2024-11-14 (consulté le 6 février 2025).

236 M Buenaventura Goldman 'Opinion – Influencing the architects of finance : How civil society can impact Development Banks' Forus 30 septembre 2023 <https://www.forus-international.org/en/custom-page-detail/106076-opinion-influencing-the-architects-of-finance-how-civil-society-can-impact-public-development-banks> (consulté le 6 février 2025).



Groupe de travail sur le financement du développement durable à Gaborone, Botswana 2024 © Forus

biodiversité. Les OSC ont fait part de leurs préoccupations concernant la qualité et l'inclusion du financement du développement, le genre, les défis liés à la création d'espaces sûrs pour une participation significative, et les moyens de renforcer les garanties environnementales et sociales. Elles se sont également interrogées sur la transparence et le contrôle démocratique des nouvelles solutions financières, telles que les droits de tirage spéciaux, les financements mixtes et les obligations vertes. Les OSC ont appelé à une augmentation des financements concessionnels et ont souligné la nécessité de clauses d'endettement. En prévision du sommet du FiCS de 2025, les OSC ont de nouveau été invitées à envoyer des propositions de tables rondes, ce qui offre une occasion cruciale d'entamer des dialogues plus approfondis. En outre, depuis 2021, les OSC se sont engagées avec le secrétariat du FiCS à créer un groupe de travail/coalition de dialogue BPD-OSC. Des progrès ont également été réalisés en ce qui concerne le groupe de travail sur les droits humains, créé en 2022 avec la participation des BPD et des OSC.

5.4.2 Synthèse et recommandations au niveau international (réunions annuelles des BPD)

Bonnes pratiques basées sur les résultats clés

- **Participation des OSC** à l'élaboration des programmes des réunions annuelles.
- **Mise en place de** comités OSC pour faciliter l'élaboration des programmes des réunions annuelles.
- **Engagement des OSC en** tant que véritables partenaires lors des réunions annuelles, avec une participation obligatoire.
- **Prévoir suffisamment de temps** pour les questions-réponses, les approfondissements et le retour d'information.
- **Mise en place de** différentes formes d'engagement des OSC, telles que des débats d'experts, des tables rondes avec les Directeurs Exécutifs et la direction de la BPD, et des réunions publiques.
- **Fourniture d'un soutien logistique** et financier aux OSC.
- **Création de différents moyens** de participation, y compris l'engagement virtuel.

Au niveau régional/international, certaines BPD prévoient un espace spécifique pour la participation de la société civile aux réunions annuelles. La BAD organise des réunions entre les OSC et les cadres supérieurs de la BAD, dispose d'un panel de la société civile et présente les solutions innovantes des OSC. La Banque Mondiale a également créé le Forum Politique de la Société Civile (CSPF) parallèlement aux réunions annuelles, qui sont organisées conjointement avec le groupe de travail du CSPF. À la BERD, le Comité Directeur nouvellement constitué, le Comité de Pilotage de la Société Civile (CSSC), soutiendra le développement du programme de la société civile. À la BID, après plus de dix ans où l'engagement de la société civile dans les assemblées annuelles était très limité, les assemblées annuelles de 2024 ont fourni plus d'espace pour la participation des OSC. Parallèlement, la NDB a organisé un déjeuner d'affaires avec les OSC en marge des assemblées annuelles de 2019 et 2024. En 2023, les OSC ont boycotté l'assemblée annuelle de la BAI, tandis que d'autres ont fait état de difficultés liées à un dialogue restreint, à l'impossibilité de se préparer en raison d'une communication tardive et à l'organisation de l'événement dans un pays où l'espace civique est fermé. À la BAfD, les OSC ont demandé à être incluses dans les assemblées annuelles plutôt que d'avoir un forum OSC distinct. Elles ont également rencontré des difficultés pour participer à certaines assemblées annuelles. Dans les différentes BPD, telles que la BAI, la BAfD et la BERD, les OSC ont soulevé la question du rétrécissement de l'espace civique.

Les recommandations suivantes sont formulées.

Aux BPD

- **Rendre obligatoire la participation** des OSC aux réunions annuelles.
- **Impliquer les OSC dans** l'élaboration du programme de la réunion annuelle.
- **Offrir des possibilités de** tables rondes avec le Conseil d'Administration de la BPD.
- **Envisager différents modèles de** groupes de travail/comités de la société civile pour animer les plateformes de la société civile lors des réunions annuelles et veiller à ce qu'ils soient aussi représentatifs et diversifiés que possible.
- **Veiller à ce que** les OSC disposent d'un temps suffisant pour préparer et organiser leur participation aux réunions annuelles et faciliter le soutien logistique dans les pays où l'espace civique est fermé.
- **Prévoir suffisamment de temps** pour les questions et réponses.
- **Inclure divers moyens de** participation active, y compris l'engagement virtuel.

Aux OSC

- **Élaborer des lignes directrices** pour les groupes de travail/comités des OSC afin de faciliter l'engagement des BPD lors des réunions annuelles et veiller à ce qu'elles soient aussi diversifiées et représentatives que possible.
- **S'engager avec les communautés** pour s'assurer que leurs principales préoccupations sont exprimées lors des réunions annuelles et/ou travailler avec les BPD pour s'assurer que les communautés sont représentées lors des réunions annuelles.
- **Continuer à mettre en** évidence l'impact du rétrécissement de l'espace civique sur l'engagement des OSC auprès des BPD, en soulignant l'impact négatif sur les opérations des BPD.
- **Se coordonner pour aligner** les messages, tout en présentant la diversité des OSC comme un atout.
- **Proposer de manière proactive** des thèmes pour les tables rondes.
- **Mener des recherches fondées** sur des données probantes pour étayer les affirmations formulées lors des débats d'experts.



6 Engagement des BPD et des OSC dans l'ensemble des politiques : Accès à l'information, sauvegardes environnementales et sociales, et genres

Les OSC peuvent engager les BPD par le biais de leurs politiques institutionnelles. Pour les OSC, certaines des politiques les plus importantes peuvent être les politiques d'accès à l'information et les politiques de sauvegarde, bien que d'autres soient également pertinentes, notamment en matière de genre. L'accès à l'information est important parce que les BPD ont un mandat public et le devoir de partager l'information, ce qui est un droit humain fondamental tel qu'il est inscrit dans l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations unies (DUDH).²³⁷ L'accès à la transparence peut améliorer la gouvernance, la transparence et la redevabilité et permettre aux communautés de recueillir

237 Assemblée Générale de l'ONU, Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, 217 A (III), 10 décembre 1948.

des informations sur les projets en cours. Les politiques de sauvegarde, quant à elles, sont importantes pour s’assurer que les projets n’ont pas d’impact économique et social négatif sur les communautés. Elles peuvent également promouvoir la bonne gouvernance, la transparence et la redevabilité. En outre, elles peuvent offrir des possibilités de consultation de la société civile, éclairer la conception du projet, minimiser les risques et protéger les intérêts des communautés. Elles peuvent également permettre d’économiser de l’argent, car les coûts de désinvestissement d’un projet peuvent être plus importants que le respect des garanties environnementales et sociales. Cette section analyse l’engagement des OSC auprès de chacune des sept BPD étudiées dans le cadre de ces politiques. Le tableau 4 donne un aperçu de cette analyse.

Tableau 4 : Aperçu de l’engagement des BPD et des OSC dans les différentes politiques

BAD  ADP ADRIEN DEVELOPMENT BANK		
Première question politique PAI mise à jour pour la dernière fois en 2019 avec des efforts pour améliorer la divulgation claire, opportune et appropriée. De multiples soumissions ont été faites par les OSC, y compris des engagements en matière de traduction, la nomination d'un point focal pour le traitement des demandes, la suppression des exemptions, des dérogations et des vetos, un panel d'appel indépendant et des exigences strictes en matière de divulgation d'informations sur les intermédiaires financiers, y compris les tiers, et lors de l'utilisation du système de sauvegarde du pays (CSS).	Question politique n°2 Cadre Environnemental et Social (CES) mis à jour en 2024. Application des systèmes nationaux, mais pas automatique ou obligatoire. Conditions flexibles problématiques, y compris dans l'application des systèmes de l'emprunteur. Les normes ne sont pas limitées dans le temps, obligatoires et conformes. Dilution des règlements grâce à l'approche hiérarchique de l'atténuation et à l'approche commune applicable au cofinancement.	Genre Plan opérationnel pour la priorité 2 : Accélérer les progrès en matière d'égalité entre les genres (2019-2024). L'une des politiques les plus fortes parmi les BPD. La politique de sauvegarde est critiquée par les OSC, qui la jugent peu soucieuse de l'égalité entre les genres.
BaFD 		
Première question politique La dernière mise à jour du PAI date de 2013. Critiques des OSC sur le manque d'engagement des OSC sur la politique. Liste d'exceptions problématique. Informations sur l'emprunteur souvent non divulguées, pas de traductions dans les langues locales, pas de plans d'engagement des parties prenantes, informations limitées sur le IAM. Pas de comité d'appel indépendant.	Question politique n°2 Mise à jour du CES en 2023. Critiques des OSC sur le manque d'engagement des OSC, l'absence de transparence et de redevabilité, les cadres problématiques des emprunteurs. Pas de différenciation en fonction du genre. Certaines formulations sur les représsailles - limitées sur les mesures de mise en œuvre.	Genre Stratégie en matière de genre (2021-2025). Une étape importante, mais des lacunes dans les domaines du genre et du changement climatique, des minorités sexuelles et de genre, de la violence sexuelle basée sur le genre (SGBV), l'exploitation, l'abus et le harcèlement sexuels (EAHS) et le personnel. La politique de sauvegarde est généralement faible en ce qui concerne le genre.

Première question politique

Politique d'Information du Public (PIP) adoptée en 2018. Les OSC ont soumis des contributions, qui saluent la présomption de la politique en faveur de l'accès à l'information, mais critiquent le processus de consultation limité et soulignent la nécessité d'un plus grand engagement communautaire et d'un langage plus axé sur les droits humains.

Question politique n°2

Politique CES adoptée en 2016. Seuls quelques membres du personnel du siège se consacrent au CES. Absence de mécanismes de redevabilité obligatoires, approche axée sur l'atténuation des risques.

Genre

Un plan d'action sur le genre a été adopté en septembre 2024, mais les OSC n'ont pas participé à son élaboration. Le CES ne fait aucune mention de l'égalité des genres.

Première question politique

PAI approuvée en 2024, pour une entrée en vigueur en janvier 2025. Deux nouveaux principes : Divulgence proactive et test de préjudice. Liste limitée révisée d'exceptions, suppression de la disposition relative à la dérogation négative.

Question politique n°2

Politique Environnementale et Sociale (PES) approuvée en 2024. Les changements de politique comprennent la clarification de l'engagement de la BERD en faveur des droits de l'homme, le renforcement des exigences en matière de droits humains pour les clients, le renforcement de l'évaluation des risques contextuels et l'alignement sur les normes internationales en matière de droits humains (UNGP). Des exigences supplémentaires en matière d'évaluation et de gestion des risques liés aux représailles, ainsi qu'un engagement renforcé à évaluer et à traiter les risques liés à l'égalité des sexes. La PES comprend des dispositions relatives à la protection des enfants et à la reconnaissance des minorités sexuelles et de genre. Le PES 10 détaille l'engagement des parties prenantes

Genre

Stratégie pour l'égalité des chances 2021-25 (2021) ; Stratégie pour la promotion de l'égalité des genres 2021-2025 (2021). L'une des politiques les plus fortes parmi les BPD.

Première question politique

Mise à jour de la politique du PAI en 2024. Critiques concernant la participation des OSC au processus de consultation. Les OSC ont mis l'accent sur l'exception 'largement rédigé' concernant les informations sur les pays, qui permet à ces derniers de s'opposer à la publication de pratiquement toutes les informations figurant sur le site.

Question politique n°2

Le CES a été approuvé en 2020. Plus de 60 recommandations des OSC désormais intégrées dans une liste d'exclusion comprenant un engagement à ne pas tolérer les représailles ; des exigences renforcées pour le suivi et la supervision de la BID et la diligence requise ; des rôles et responsabilités plus clairs pour la BID et les emprunteurs ; des protections spécifiques pour les groupes marginalisés, qui comprennent la garantie que ces populations ont accès aux bénéfices du projet ; des exigences renforcées pour l'identification des risques et des impacts E&S. Le Cadre de Politique Environnementale et Sociale (PES) comprend désormais une politique de sauvegarde autonome sur l'engagement des parties prenantes. Les OSC ont demandé une approche plus institutionnalisée des représailles. Des améliorations sont nécessaires en ce qui concerne limites des engagements, le pouvoir discrétionnaire de la BID d'exiger le respect des engagements et le transfert explicite des responsabilités au client.

Genre

Pas de politique spécifique en matière de genre. La question de l'égalité des genres est abordée dans le cadre de sa politique environnementale et sociale, norme 9 (2021). Des améliorations sont nécessaires en termes de mandat, de personnel et de suivi et d'évaluation. La politique d'investissement de la BID est globalement moins bonne.

NDB

Première question politique

Aucune consultation des OSC sur les politiques à ce jour. Pas d'engagement dans les stratégies générales quinquennales de la NDB (2017 et 2021). Le CES a été créé en 2016. Une politique révisée de divulgation des informations a été élaborée en 2017. Les OSC ont demandé une plus grande divulgation des informations, que la NDB explique comment elle met la politique en pratique en s'assurant que le client divulgue les informations sur les documents du CES, la présomption en faveur de la divulgation et un engagement plus actif des communautés dans la conception du projet.

Question politique n°2

Les OSC se sont engagées dans le mécanisme de redevabilité (qui n'a pas encore été mis en place). Les OSC ont demandé des consultations avec les parties prenantes, y compris les communautés affectées par les projets, l'accessibilité des informations sur le mécanisme, la garantie que la procédure de plainte comporte un minimum d'obstacles à l'entrée et qu'elle soit opérationnelle dans le cas des projets cofinancés. Les OSC ont demandé l'élaboration d'une politique en matière de représailles.

Genre

Pas de politique des genres. La stratégie générale mentionne le genre en termes d'augmentation du nombre de femmes dans sa structure organisationnelle.

Première question politique

L'accès à l'information a été lancé en 2010. Présomption en faveur de la divulgation, mais listes d'exceptions problématiques. Les experts ont demandé un protocole de rédaction. Les OSC ont demandé que les documents soient plus accessibles aux communautés (par exemple, traduits dans les langues locales, dépourvus de jargon technique). Les OSC ont demandé à la BM d'inclure des informations supplémentaires, telles que le manuel des opérations et des informations sur la mise en œuvre.

Question politique n°2

Le CES a été publié en 2018. S'applique uniquement au Financement de Projets d'Investissement (IFP) et non du Financement de la Politique de Développement (DPF). Met l'accent sur une conformité minimale. Les OSC ont fait valoir qu'il y avait eu une dilution des garanties.

Genre

Nouvelle stratégie 2024-2030 en matière d'égalité entre les genres. Inquiétudes quant à la mesure du genre dans les Fiches d'Evaluation de l'entreprise, limitée à l'inclusion financière.

La Fondation Hewlett a financé une consultation mondiale avec la société civile afin d'étayer la stratégie en matière d'égalité entre genres. La stratégie pour l'égalité entre les genres préconise des partenariats plus solides avec les organisations de la société civile.

6.1 Analyse de l'engagement des OSC dans les politiques

BAD

La BAD publie sur son site Internet son calendrier des politiques et stratégies soumises à des consultations publiques. Elle fournit un résumé des modifications apportées après le processus de consultation et produit un rapport sur les réactions des parties prenantes.²³⁸ Les OSC se sont principalement engagées dans le cadre de la politique d'accès à l'information (PAI) de la BAD²³⁹ et de son cadre environnemental et social (CES).²⁴⁰ La PAI de la BAD, précédemment appelée politique de communication publique, est entrée en vigueur en 2019. Selon la BAD, la nouvelle politique comporte un nouveau principe primordial de divulgation claire, opportune et appropriée. Ce principe a été conçu pour répondre aux critiques passées, telles que l'absence d'engagement formel en faveur de la divulgation d'informations, l'absence de délai global pour répondre aux demandes, l'exclusion de catégories entières de documents de l'accès public, les motifs limités de divulgation d'informations dans l'intérêt

238 Voir par exemple BAD "Cadre Environnemental et Social révisé" <https://www.adb.org/who-we-are/safeguards/safeguard-policy-review-en> (consulté le 6 février 2025) ; ADB « Schedule of policies and strategies subject to public consultations » <https://www.adb.org/who-we-are/about/policy-review> (consulté le 6 février 2025).

239 BAD "Politique d'Accès à l'Information" <https://www.adb.org/documents/access-information-policy> (consulté le 6 février 2025).

240 BAD (n 238).

public et les motifs limités d'introduction de recours.²⁴¹ Cependant, le processus de révision a été critiqué. Le Forum des ONG a fait de multiples soumissions à la BAD sur sa politique,²⁴² avec la dernière soumission faite en 2018, qui comprenait des engagements de traduction, la nomination d'un point focal pour le traitement des demandes, la suppression des exemptions, des dérogations et des vetos, un panel d'appel indépendant sans compromis et des exigences strictes en matière de divulgation d'informations sur les intermédiaires financiers, y compris les tiers, et lors de l'utilisation du système de sauvegarde par pays (CSSP).²⁴³ Les détails de la mise en œuvre de la politique et des exigences en matière de divulgation sont fournis dans le manuel des opérations de la BAD.²⁴⁴

La politique de sauvegarde de la BAD s'appelait à l'origine la Politique de Sauvegarde de 2009 et il est désormais d'utiliser la proposition de CES. Il convient de noter que ce cadre prévoit des dispositions de sauvegarde dans trois domaines : l'environnement, la réinstallation involontaire et les Peuples Autochtones. Si la BAD estime que l'application de systèmes de sauvegarde nationaux aux projets de développement réduit les coûts de transaction, renforce l'appropriation par les pays et contribue à assurer la viabilité à long terme des efforts de développement, il convient de noter que le site précise que 'L'utilisation des systèmes de sauvegarde nationaux n'est ni automatique ni obligatoire. Les systèmes de sauvegarde nationaux ne peuvent pas être utilisés pour des projets que la BAD considère comme très complexes ou sensibles'.²⁴⁵

241 BAD (n 239).

242 FORUM ONG sur la "Politique d'Accès à l'Information" de <https://www.forum-adb.org/pcp> la BAD (consulté le 6 février 2025).

243 Both Ends & ONG FORUM sur la BAD 'Soumission conjointe du Forum des ONG sur la BAD et de Both ENDS. Commentaires sur le second projet de Politique des Communications Publiques (sera renommé en tant que Politique d'Accès à l'Information 'PAI')' (6 avril 2018) https://89860407-3dfc-4c56-ada8-a42a9756a280.usrfiles.com/ugd/898604_3e7dbcd1894146dd96dd89687ac2b03a.pdf (consulté le 6 février 2025).

244 Manuel des opérations de la BAD, <https://www.adb.org/documents/operations-manual> (consulté le 6 février 2025).

245 ADB 'Who we are : Safeguards' <https://www.adb.org/who-we-are/safeguards> (consulté le 6 février 2025).



Étude de cas : Les consultations de la BAD sur le CES

Contexte : Le CES de la BAD fait actuellement l'objet d'une révision.²⁴⁶ Pour préparer cette révision, la BAD a entrepris 18 études analytiques et a tenu des consultations approfondies avec les pays en développement qui sont membres.²⁴⁷ Les OSC se sont engagées dans le processus de révision pendant plus de deux ans et ont participé à des réunions en ligne et en personne. Les OSC ont félicité la Banque pour avoir organisé 84 événements de consultation en ligne, dix consultations dans les pays et sept consultations sur les projets avec les personnes directement concernées.²⁴⁸ Cependant, lors des assemblées annuelles de 2024, la société civile a rédigé une déclaration collective exigeant une révision du cadre proposé pour le CES.²⁴⁹ La déclaration allègue que de nombreuses contributions n'ont pas été incluses de manière significative et a fait valoir que le Bureau des sauvegardes de la BAD n'avait pas expliqué comment les contributions des OSC avaient été prises en compte dans le document d'orientation. Le document ne s'engageait pas à respecter le principe 'Do no harm' (ne pas nuire) et contenait des termes flexibles. La société civile a donc réclamé des normes obligatoires, conformes et assorties de délais. Elle a également soutenu que la flexibilité dans l'application des systèmes d'emprunt devait être supprimée du CES.

Le Forum des ONG sur la BAD a noté que :

246 Parmi les suggestions les plus innovantes issues des consultations, citons l'intégration du changement climatique, l'intégration des exigences relatives au consentement libre, préalable et éclairé des Peuples Autochtones, ainsi qu'une proposition visant à inclure une norme spécifique sur l'engagement des parties prenantes, la divulgation d'informations et les mécanismes de recours en cas de griefs.

247 OHCH 'Memorandum comments on the review and update of the BAD Safeguard Policy Statement' (2021) https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Issues/Development/IFD/BAD_SPS_29April2021.pdf (consulté le 6 février 2025).

248 Forum des ONG sur la BAD (n 213).

249 Comme ci-dessus.

Notre analyse de ce livre blanc du CES révèle une politique qui cherche à diluer les réglementations contraignantes des normes SPS 2009 à travers l'approche de la hiérarchie d'atténuation, permettant aux emprunteurs de contourner les Evaluations des Incidences sur l'Environnement (EIE) et les Evaluations des Impacts Sociaux (EIS) avant l'approbation du conseil d'administration pour les projets à risque élevé et moyen. L'environnement et les communautés locales sont ainsi directement menacés par toutes les opérations des projets de la BAD ²⁵⁰ parce que le document n'identifie pas le cycle de projet de la BAD et ne peut donc pas garantir comment et quand l'approche abordera les préjudices liés au projet.²⁵¹ En outre, le document utilise un nouveau terme : L'approche commune applicable au cofinancement de projets entre la BAD et d'autres BMD. Comme il ne s'engage pas à respecter les normes les plus strictes en matière de sauvegarde et qu'il parle plutôt d'une approche commune, cela pourrait se traduire par des normes moins strictes que d'habitude lorsque les projets sont financés.²⁵² Le CES doit être examiné par le Conseil d'Administration de la BAD d'ici fin novembre 2024 et un résumé des commentaires des parties prenantes figure sur son site web.²⁵³

BAfD

Le site web de la BAfD publie également des consultations, dont certaines sont ouvertes, tandis que d'autres sont fermées.²⁵⁴ Cependant, les dates des politiques ouvertes aux commentaires semblent être déjà passées, comme la deuxième révision du Mécanisme d'Évaluation Indépendant en 2014, et aucune politique récente n'a été ajoutée. Malgré cela, les OSC ont émis des critiques sur les politiques de la BAfD en matière de Divulgence et d'Accès à l'Information (DAI) et de Système de Sauvegardes Intégrées (SSI). La politique DAI de la BAfD est entrée en vigueur en 2013.²⁵⁵ Lors d'un examen en 2010, la société civile a fait part de ses inquiétudes quant au manque de transparence de la BAfD concernant

250 EIN Press Wire ' Le Réseau du Forum des ONG et ses alliés demandons des comptes à la Banque Asiatique de Développement lors de la crise de l'espace civique en Géorgie " (2024) <https://www.8newsnow.com/business/press-releases/ein-presswire/708861228/ngo-forum-network-and-allies-demand-accountability-from-the-asian-development-bank-amid-georgias-civic-space-crisis/> (consulté le 6 février 2025).

251 Forum des ONG sur la BAD (n 213).

252 Comme ci-dessus.

253 BAD (n 238).

254 BAfD 'Consultations' <https://www.afdb.org/en/consultations> (consulté le 6 février 2025).

255 BAfD 'Politique d'Accès à l'Information : En vigueur depuis le 3 février 2013' (2013)

l'engagement avec un groupe de parties prenantes plus large.²⁵⁶ En outre, bien que la politique exige que la Banque divulgue tout ce qui ne figure pas sur la liste des exceptions, l'International Accountability Project a constaté qu'en pratique, la Banque n'a pas respecté le droit à l'information des communautés dans plusieurs domaines, y compris le niveau de divulgation des informations sur les risques environnementaux et sociaux spécifiques au projet et leur atténuation, ainsi que la divulgation des informations sur les sauvegardes environnementales et sociales applicables qui ont été déclenchées par le projet.²⁵⁷

La Politique d'Accès à l'Information a été examinée par le personnel de la BAfD en 2022 (mais pas mise à jour), en analysant la période 2012-2021.²⁵⁸ L'examen a été généralement positif, avec très peu de suggestions d'amélioration et constatant que la politique s'alignait sur les Politiques d'Accès à l'Information d'autres BPD. En 2020, 453 demandes ont été formulées et seules deux ont été rejetées.²⁵⁹ Le nombre de documents divulgués de manière proactive sur le site web de la Banque a augmenté de manière significative, passant de 700 en 2013 à 3 795 en 2020.²⁶⁰ L'examen a toutefois mis en évidence des moyens de renforcer l'engagement avec les OSC et les communautés concernées, en préconisant la révision de la stratégie et de la politique de communication externe, qui sont distinctes mais apparentées.²⁶¹ L'examen a recommandé la création d'un mécanisme de recours externe indépendant pour traiter les recours contre les refus de demandes, étant donné que seuls quatre recours ont été déposés depuis 2013. Le retard dans la mise en place d'un panel de recours a été attribué à un manque de ressources. Le rapport recommande également une évaluation indépendante de la politique. Parmi les questions épineuses figurent l'exigence de la DAI de divulguer simultanément certains documents relatifs aux opérations lorsqu'ils sont transmis au conseil d'administration pour approbation, la difficulté de trouver les documents et le renforcement des capacités du personnel. Le rapport indique également

256 E Jika & J Medallo 'The African Development Bank must strengthen its information disclosure practices and policies to center communities in the development process' Medium 23 September 2021 <https://accountability.medium.com/the-african-development-bank-must-strengthen-its-information-disclosure-practices-and-policies-to-cdd598b7aea6> (accessed 6 February 2025).

257 Comme ci-dessus.

258 BAfD 'Rapport sur la revue de la mise en œuvre de la Politique d'Accès à l'Information (DAI) 2012-2021' (2022) <https://www.afdb.org/en/documents/report-implementation-review-disclosure-and-access-information-dai-policy-2012-2021> (consulté le 6 février 2025).

259 T McIntosh 'AfDB issues positive report on Access to Information Policy, but finds some issues' Eye on Global Transparency 12 juillet 2022 <https://eyeonglobaltransparency.net/2022/07/12/afdb-issues-positive-report-on-access-to-information-policy-but-finds-some-issues/> (consulté le 6 février 2025).

260 Comme ci-dessus.

261 Comme ci-dessus.

que la politique doit bénéficier d'une plus grande visibilité interne et externe et qu'une politique de communication devrait être élaborée.

En 2019, une étude sur le SSI de la BAfD a révélé qu'elle était au niveau des meilleures normes internationales, mais que certaines composantes pouvaient être renforcées, comme le genre. L'étude note des divergences entre les systèmes nationaux et les politiques de la Banque en termes de : 1) l'engagement des parties prenantes (divulgence d'informations, implication des OSC) ; 2) l'identification et l'implication des groupes vulnérables ; 3) les dates limites, les compensations et les cadres de droits ; 4) l'intégration du genre ; 5) le cadre institutionnel et organisationnel ; 6) le mécanisme de règlement des plaintes ; 7) la gestion environnementale sur le site de réinstallation ; et 8) le suivi et l'évaluation (M&E).²⁶²

La politique a ensuite été mise à jour en 2023, à la suite de cet examen. La nouvelle politique cherchait à combler les lacunes des stratégies antérieures de la BAfD, notamment en ce qui concerne la santé et la sécurité des communautés, la violence basée sur le genre, les Peuples Autochtones, l'inclusion des groupes marginalisés et l'engagement des parties prenantes.²⁶³ Cependant, la société civile a adressé une lettre à la Banque en 2022, arguant que le processus n'avait pas été aussi ouvert qu'elle l'aurait souhaité.²⁶⁴ En particulier, la lettre notait que :

Les OSC craignent qu'au moment où l'apport extérieur est sollicité, les décisions aient déjà été prises tant sur la structure que sur le contenu des politiques, faisant de toute consultation un simple exercice de contrôle plutôt qu'une véritable opportunité d'influencer les politiques.

Elle a également noté que les consultations n'étaient pas à la hauteur de celles organisées par les institutions homologues.

Bien que la nouvelle politique en matière de Système de Sauvegardes Intégrées (SSI) comprenne des dispositions sur les représailles (garantissant que les personnes puissent s'exprimer en toute sécurité sur certains projets), la société civile a exhorté la Banque à souligner l'importance de l'engagement de la société civile auprès de ses clients et à

262 IDEV de la BAfD 'Évaluation du système de garanties intégrées de la BAfD - IDEV' (2020) https://idev.afdb.org/sites/default/files/Evaluations/2020-03/Integrated%20Safeguards%20System%20-%20Summary%20report_En_0.pdf (consulté le 6 février 2025).

263 Centre d'Information Bancaire 'Comprendre la Banque Africaine de Développement : Un guide pour les OSC et les communautés ' (2023) https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/6fb2dfb3-b0a3-4b21-b9a0-1b7ba96c9117_AfDB_Guide_English.pdf (consulté le 6 février 2025).

264 Civil Society Working Group on AfDB "African Development Bank review plans leave civil society concerned and disappointed" https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/f6f39ce5-a50f-4270-a30d-51e60a61853c_CSO+statement+on+ISS+review+.pdf (consulté le 6 février 2025).



promouvoir le développement mené par les communautés et les approches fondées sur les droits de l'homme. Elle a également demandé à la Banque de renforcer la transparence et la redevabilité et de prendre des mesures pour évaluer, prévenir et répondre aux représailles.²⁶⁵ En particulier, la soumission a fait des recommandations sur la mise en œuvre et l'approche commune des cadres d'emprunteurs, exhortant la Banque à développer un rôle de suivi spécifique et à renforcer sa capacité à mettre en œuvre le SSI, à faire des différenciations sur le genre, à adopter une approche intégrée, systématique et cohérente pour l'inclusion des groupes marginalisés, y compris les personnes handicapées et les enfants, et à respecter les normes et les définitions internationales sur le changement climatique. Elle a également exhorté la Banque à aligner le SSI sur le cadre du MIR et à veiller à ce que des mécanismes de réclamation efficaces soient mis à la disposition des travailleurs. Elle a également noté que la Banque devrait contrôler l'efficacité et les résultats des mécanismes de règlement des plaintes au niveau des projets. La soumission a également formulé des recommandations sur les lacunes en matière de biodiversité. Elle a suggéré l'élaboration d'une politique autonome pour les personnes autochtones. La soumission a également noté que le projet de mise à jour du SSI ne tient pas compte de la manière dont les représailles peuvent constituer un risque pour les activités de la BAfD de manière plus générale, plutôt que de se limiter à l'engagement des parties prenantes et à la main d'œuvre. Le SSI ne s'exprime pas non plus sur les mesures que la BAfD devrait prendre pour lutter contre les représailles. Enfin, la soumission a appelé à un plus grand engagement des parties prenantes et à une plus grande divulgation.

265 Les deux extrémités (n 104).



Étude de cas : Appel à une plus grande redevabilité des BPD en matière de représailles

Un problème commun à toutes les BPD est celui des représailles.²⁶⁶ Les OSC ont élaboré divers rapports illustrant les défis posés par les représailles et appelant à une plus grande responsabilisation des BPD. Par exemple, un rapport intitulé 'Glass half full' (Le verre à moitié plein), rédigé par 11 organisations²⁶⁷ en 2016, a examiné 758 plaintes déposées au cours des 21 dernières années auprès de 11 IAM et a constaté que sur l'ensemble des 684 plaintes conclues (plaintes clôturées ou en cours de suivi), moins de la moitié (43 %) ont été jugées recevables.²⁶⁸ Un peu moins de 20 % des plaintes clôturées ont donné lieu à un règlement négocié avec succès (8 %) ou à un rapport de conformité rendu public (11,5 %). En outre, la direction de la BPD n'a produit des plans d'action que dans 7 % des cas. Les auteurs affirment donc que les communautés lésées par les projets ne bénéficient souvent pas d'une réparation adéquate. L'une des principales raisons est que, sans garanties de protection adéquates, le risque de représailles peut empêcher les gens de déposer des plaintes auprès des IAM. Le rapport souligne la nécessité pour les BPD de poursuivre un modèle de développement fondé sur les droits humains. Alors que les mécanismes de redevabilité constituent un soutien 'vital mais rudimentaire' pour ces communautés, le rapport formule des

266 Coalition pour les Droits Humains dans le Développement (n 89) ; Coalition pour les Droits Humains dans le Développement (n 139).

267 Accountability Counsel ; Both ENDS ; Centre for International Environmental Law (CIEL) ; Central and Eastern European Bankwatch Network ; Centre for Human Rights and Global Justice, New York University School of Law ; Centre for Research on Multinational Corporations (SOMO) ; Counter Balance ; Foundation for the Development of Sustainable Policies (FUNDEPS) ; Inclusive Development International (IDI) ; Natural Justice ; et Program on International & Comparative Environmental Law, American University Washington College of Law.

268 Centre for International Environmental Law 'Glass half full : The state of accountability in development finance (Jan 2016)' (2016) <https://www.ciel.org/reports/glass-half-full-the-state-of-accountability-in-development-finance-jan-2016/> (consulté le 6 février 2025).

recommandations visant à renforcer le système actuel, tout en appelant à la mise en place d'un nouveau système de redevabilité. Dans le cadre de ce nouveau système, les BPD assumeraient une plus grande responsabilité à l'égard de leur personnel et de leurs clients en prenant des décisions contraignantes et en ne se prévalant plus de l'immunité devant les tribunaux nationaux.

Comme indiqué précédemment, en 2023, une étude de la Coalition pour les Droits Humains dans le Développement a révélé que la plupart des clients jouent un rôle direct dans les attaques de représailles, car ils donnent la priorité à l'argent plutôt qu'à une consultation sérieuse et évitent de divulguer les risques éventuels. Dans les contextes répressifs, les clients peuvent même profiter de l'occasion pour faire taire les dissidents par l'intermédiaire d'organismes publics. L'étude analyse 38 études de cas de représailles dans 27 pays et constate que dans tous les cas sauf deux, les clients des banques de développement ont joué un rôle direct dans les attaques. Dans ces 38 cas, les clients auraient été liés à l'assassinat d'au moins 135 personnes.²⁶⁹ Le rapport recommande aux BPD de cesser de déléguer l'évaluation des risques de représailles à leurs clients et les exhorte à élaborer des protocoles et des lignes directrices. Certaines BPD ont suivi cette recommandation. Par exemple, en 2023, la BAfD a élaboré une boîte à outils contre les représailles sur la base de consultations avec diverses organisations de la société civile.²⁷⁰

BAII

La BAII publie également des politiques ouvertes à la consultation sur son site web. Toutefois, il n'existe pas de lignes directrices en matière de consultation et cette approche ne semble pas uniforme. Le site Web de la BAII semble résumer les contributions des OSC sur certaines politiques, telles que sa Politique d'Information Publique (PPI) qui a été adoptée en 2018,²⁷¹ qui a noté des développements positifs dans la présomption de divulgation complète de toutes les informations en possession de la BAII, mais qui, selon les OSC, nécessitait des engagements plus importants avec les communautés dans les entreprises de la BAII et un langage plus axé sur les droits humains, en mettant davantage l'accent sur la possibilité d'accéder aux documents décrits dans le CES. Les OSC ont également critiqué le processus de consultation, le jugeant inadéquat.²⁷² Les OSC affirment également qu'elles n'ont pas été

269 Comme ci-dessus.

270 MIR de la BAfD " Boîte à outils anti-rétorsion " (2023) <https://irm.afdb.org/en/documents/anti-retaliation-toolkit-en> (consulté le 6 février 2025).

271 BAII 'Politique d'accès à l'information publique' (2018) <https://www.aiib.org/en/policies-strategies/public-information/introduction/index.html> (consulté le 6 février 2025).

272 Comme ci-dessus.

activement impliquées dans tous les examens des politiques. Par exemple, en 2018, des OSC d'Asie, d'Europe et d'Amérique latine ont organisé une sortie virtuelle de la consultation de la BAII sur la stratégie énergétique de 2018,²⁷³ affirmant qu'il n'y avait pas de temps pour un engagement significatif.²⁷⁴ Les OSC ont noté que la participation de la société civile était très limitée, avec une notification préalable insuffisante, un manque de volonté de répondre aux questions, et d'autres critiques.²⁷⁵ Les OSC ont demandé à la BAII de s'engager à publier un résumé des commentaires reçus, à divulguer publiquement des informations sur le calendrier prévu pour la révision et le processus d'approbation de la mise à jour de la stratégie du secteur de l'énergie, et à publier une version révisée de la mise à jour de la stratégie du secteur de l'énergie ouverte à une période de commentaires publics avant l'approbation du Conseil d'administration. Il n'y a pas eu non plus d'engagement significatif dans le plan d'action sur le climat ou le cadre de redevabilité.²⁷⁶ Une victoire importante pour la société civile a été la confirmation par la BAII du président de la BAII, Jin Liqun, qu'elle ne financerait plus aucun projet lié au charbon en 2020, bien que la stratégie énergétique n'ait pas été mise à jour pour refléter cet état de fait.²⁷⁷

L'une des principales politiques au sujet desquelles les OSC ont exprimé leurs préoccupations est le Cadre Environnemental et Social (CES), que la BAII a adopté en 2016.²⁷⁸ Les OSC ont noté que le CES de la BAII, qui ne compte que quelques membres du personnel dédiés basés au siège, est nettement insuffisant.²⁷⁹ Le CES de la BAII prévoit que les projets proposés contiennent des résumés des impacts environnementaux et sociaux, et que leurs

273 AIIB 'Energy sector strategy : Sustainable energy for tomorrow' (2018) https://www.aiib.org/en/policies-strategies/strategies/sustainable-energy-asia/.content/index/_download/2022-BAII-Energy-Sector-Strategy_Draft-for-Consultation.pdf (consulté le 6 février 2025).

274 AIIB 'Civil Society Groups dismiss Asian Infrastructure Investment Bank's online consultations as neither meaningful nor inclusive' (2018) <https://www.no-burn.org/csos-dismiss-aiib-online-consultations/> (consulté le 6 février 2025).

275 Forum des ONG sur la BAII 'Re : Consultations virtuelles organisées par la BAII sur la mise à jour de la stratégie du secteur de l'énergie' (2022) <https://www.forum-adb.org/post/re-virtual-consultations-hosted-by-aiib-on-the-energy-sector-strategy-update> (consulté le 6 février 2025).

276 Forum des ONG sur la BAD (n 216).

277 Dialogue Terre "AIIB's new no-coal pledge puts spotlight on China's overseas energy investment" (2020) <https://dialogue.earth/en/energy/aiibs-new-no-coal-pledge-china-overseas-energy-investment/> (consulté le 6 février 2025).

278 BAII 'Cadre Environnemental et Social' (2016) <https://www.aiib.org/en/policies-strategies/framework-agreements/environmental-social-framework.html> (consulté le 6 février 2025).

279 Business and Human Rights Resource Centre 'Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB) holds consultations on its environmental & social framework, NGOs say process is "grossly inadequate"' (2015) <https://www.business-humanrights.org/en/ultimate-notizie/asian-infrastructure-investment-bank-aiib-holds-consultations-on-its-environmental-social-framework-ngos-say-process-is-grossly-inadequate/> (consulté le 6 février 2025).

clients mènent des consultations significatives avec les personnes affectées par le projet.²⁸⁰ Toutefois, il a été critiqué parce qu'il ne respecte pas l'engagement de 'ne pas nuire' et qu'il ne prévoit pas de mécanismes de redevabilité obligatoires. En outre, le CES adopte une approche d'atténuation des risques, plutôt que de considérer les avantages des résultats des politiques environnementales et sociales dans les résultats à long terme des projets, et ne respecte pas les bonnes pratiques internationales.²⁸¹

BERD

À l'instar des autres BPD, la BERD répertorie sur son site Internet les politiques et stratégies en cours d'examen.²⁸² Les OSC se sont engagées sur les cadres de la BERD relatifs à la Politique d'Accès à l'Information (PAI)²⁸³ et à la Politique Environnementale et Sociale (PES)²⁸⁴, qui ont tous deux fait l'objet d'un examen en 2023 et 2024. La BERD a tenu compte de ces commentaires.²⁸⁵ La PAI et la PES ont été approuvés par le conseil d'administration de la BERD le 22 octobre 2024 et sont entrés en vigueur en janvier 2025.²⁸⁶

Lors des consultations sur le PAI, les OSC ont fait remarquer que la PAI était trop restrictive, avec de nombreuses exceptions permettant de refuser des demandes d'information. Elles ont également critiqué la PAI pour l'absence d'une instance de recours indépendante en cas de refus.²⁸⁷ La nouvelle politique stipule que les appels sont soumis au Comité d'appel en matière d'information, composé du secrétaire général, du conseiller général et d'un autre membre du

280 Banque Asiatique de Développement 'Guide Communautaire vers la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures : Une ressource d'action pour les personnes affectées par un projet financé par la BAI' (2020) https://www.inclusivedevelopment.net/wp-content/uploads/2020/05/wzw-community-guide-to-the-aiib-participants_compressed.pdf (consulté le 6 février 2025).

281 Centre de Ressources sur les Entreprises et les Droits Humains (n 279)

282 EBRD 'Have your say on the EBRD's work' <https://www.ebrd.com/strategies-and-policies/have-your-say.html> (consulté le 6 février 2025).

283 BERD "Politique d'Accès à l'Information" <https://www.ebrd.com/documents/strategy-and-policy-coordination/access-to-information-policy.pdf> (consulté le 6 février 2025).

284 BERD (n 124).

285 EBRD 'Consultation on the review of Environmental and Social Policy (ESP) 2019 and Access to Information Policy (AIP) 2019' <https://ebrd.com/esp-aip-overview.html> (consulté le 6 février 2025).

286 BERD "Politique d'Accès à l'Information" (2024) ; BERD "Politique Environnementale et Sociale" (2024) <https://www.ebrd.com/environmental-and-social-policy-esp-2024> (consulté le 6 février 2025).

287 T McIntosh 'CSOs urge EBRD to be more transparent : Existing policies criticized as 'insufficient' Eye on Global Transparency 14 juin 2024 <https://eyeonglobaltransparency.net/2024/06/14/csos-urge-ebrd-to-be-more-transparent-existing-policies-criticized-as-insufficient/> (consulté le 6 février 2025).

Comité Exécutif de la Banque désigné par le Président.²⁸⁸ L'un des principaux changements apportés à la politique d'accès à l'information comprend un principe d'accès à l'information et de divulgation proactive visant à renforcer l'engagement de la BERD à divulguer des informations de manière accessible et conviviale et à promouvoir les efforts de la Banque en vue d'un engagement significatif des parties prenantes. La politique introduit également le principe d'un test de préjudice, selon lequel les exceptions à la divulgation sont limitées aux informations pour lesquelles la Banque a déterminé qu'il existe un préjudice raisonnablement prévisible de la divulgation qui l'emporterait sur les avantages. En outre, la disposition relative à la dérogation négative a été supprimée de la PAI afin de mieux concilier la protection des intérêts légitimes des clients/actionnaires de la BERD et son engagement en faveur de la transparence et de la redevabilité. En outre, la PAI stipule que la BERD s'engagera auprès d'un large éventail de parties prenantes, y compris les personnes et les communautés affectées par le projet, les groupes de la société civile et les membres du public.²⁸⁹



Son Tung Tran

Étude de cas : Remettre en question la divulgation des projets à la BERD pour influencer la nouvelle politique

Le International Accountability Project a analysé 195 projets de la BERD divulgués entre le 1er novembre 2017 et le 30 novembre 2018. Il est important de noter que cette étude a été réalisée avant l'adoption du PES 2024 et de la PAI, mais qu'elle a été utilisée pour influencer ces discussions politiques. L'étude a révélé que les divulgations sur les projets n'étaient pas à la hauteur du droit à l'information des communautés,

érigeant des obstacles importants à l'accès à l'information et à la participation

288 BERD (n 286).

289 Comme ci-dessus.

significative des communautés affectées par les projets. Plus précisément, elle a constaté que la BERD ne divulguait pas suffisamment les incidences et les risques environnementaux et sociaux dans le cadre de l'ancienne politique : les politiques de sauvegarde de l'environnement, les plans d'atténuation des incidences sur l'environnement, les évaluations complètes des incidences sur l'environnement et les plans d'engagement des parties prenantes n'étaient généralement pas divulgués par la BERD.²⁹⁰

Dans son analyse, le rapport de l'International Accountability Project a montré que seuls 32 des 158 projets (20 %) fournissaient une vue d'ensemble des impacts environnementaux et sociaux négatifs susceptibles de résulter d'un projet proposé.²⁹¹ Les informations sur la manière dont les garanties environnementales et sociales (normes de performance) ont été déclenchées pour un projet étaient également insuffisantes, en particulier dans les projets où il y avait des intermédiaires financiers. Seuls 5 des 158 projets (3 % de l'ensemble des données) ont divulgué des systèmes de gestion environnementale et/ou sociale permettant de traiter et d'atténuer les incidences négatives. Des résumés non techniques des évaluations des incidences environnementales et sociales n'ont été divulgués que pour 13 projets sur 158 (8 %), et le texte intégral des évaluations des incidences environnementales et sociales n'a été mis à disposition que pour 5 projets sur 158 (3 %). En outre, seuls 10 projets sur 158 (6 %) ont divulgué les plans d'engagement des parties prenantes.²⁹² Le rapport mentionne également l'environnement restrictif dans lequel la société civile et les communautés peuvent s'engager.

Lors des consultations sur les examens du PAI et de la PES de la BERD en 2023 et 2024, une soumission conjointe de plus de 60 OSC a noté que la BERD pourrait être plus transparente dans son approche de l'évaluation des risques des projets et qu'elle devrait améliorer son approche de la divulgation des informations environnementales et sociales pour les projets à risque moyen et faible (catégorie B), qui constituent la majeure partie du portefeuille de

290 International Accountability Project "In practice : Information disclosure at the EBRD" (2023) https://accountabilityproject.org/wp-content/uploads/2019/03/In-Practice_-Information-Disclosure-at-BERD.pdf (consulté le 6 février 2025).

291 Il est important de noter quelques mises en garde : seuls 12 de ces projets ont été classés dans la catégorie A (risque élevé), dans laquelle la BERD divulgue régulièrement des informations, et seuls 75 % des projets étaient actifs.

292 Comme ci-dessus.

projets de la BERD.²⁹³ Ils ont fait valoir que la BERD devrait publier régulièrement des rapports de suivi environnemental et social pour tous les projets afin de garantir une diligence requise permanente et de faciliter un engagement significatif des parties prenantes. Ils ont également appelé la BERD à partager la responsabilité des mesures correctives, qui incombe actuellement au client. La politique de sauvegarde de la BERD propose également un mécanisme de réclamation au niveau de la direction, ce qui, selon les OSC, affaiblirait les mécanismes existants de la BERD, y compris le Mécanisme Indépendant de Redevabilité des Projets (IPAM).²⁹⁴ Des commentaires distincts des OSC ont également complété cette soumission, soulevant des préoccupations concernant la transparence pour les projets impliquant des intermédiaires financiers. À cet égard, ces OSC ont appelé la BERD à publier la documentation environnementale et sociale pour tous les investissements, avec des exigences de suivi plus importantes, l'engagement des parties prenantes et des efforts pour lutter contre les représailles.²⁹⁵

Les réactions des parties prenantes ont influencé plusieurs changements de politique. Par exemple, la nouvelle Politique Environnementale et Sociale (PES) 2024 de la BERD a clarifié son propre engagement à respecter les normes internationalement reconnues en matière de droits humains dans les projets qu'elle finance, ainsi que son approche intégrée des droits humains dans le cadre de ses processus d'évaluation et de suivi environnementaux et sociaux. Elle a également détaillé des exigences renforcées en matière de droits humains pour les clients, en se référant aux Principes Directeurs de l'UNGP, et en incluant un cadre de diligence requise en matière de droits humains dans l'évaluation des projets. Le PES 2024 a également renforcé l'évaluation des risques contextuels, en veillant à ce que les risques liés aux droits humains soient pris en compte avant l'approbation du projet.²⁹⁶ En outre, le PES 2024 introduit plusieurs définitions, notamment sur les représailles, concernant les abus et l'exploitation, l'égalité entre les genres et les droits humains. Il adopte également une approche de tolérance zéro à l'égard des représailles en renforçant les exigences des clients pour atténuer et traiter les risques. La BERD est également devenue la première banque à inclure les risques numériques dans ses politiques, exigeant des clients qu'ils traitent ces questions.²⁹⁷ En outre, la BERD a renforcé son engagement à évaluer et à traiter les risques liés au genre, y compris la violence, le harcèlement et la discrimination fondés sur le genre, couvrant les minorités sexuelles et de genre. La nouvelle Politique Environnementale et Sociale (PES) renforce l'engagement

293 Déclaration commune de la société civile sur le projet de garanties de la BERD (n 122).

294 Comme ci-dessus.

295 McIntosh (n 287).

296 BERD (n 124).

297 Communication personnelle avec la BERD, janvier 2025.

de la BERD en faveur d'une participation transparente et inclusive des parties prenantes. Il contient également des engagements financiers visant à garantir des fonds pour des actions correctives qui sauvegarderont les droits des personnes déplacées et des lignes directrices améliorées pour l'engagement avec les personnes vulnérables.²⁹⁸ Toutefois, la BERD a fait valoir qu'il n'était pas pratique d'appliquer les exigences environnementales et sociales à tous les projets, compte tenu de leur volume et de leur portée.²⁹⁹

La politique en matière de PES exige désormais que la BERD publie les documents environnementaux et sociaux pour les projets de catégorie B à plus haut risque dans le cadre de la documentation relative à l'évaluation du projet (avant l'approbation du Conseil d'Administration et un plan d'engagement des parties prenantes), ainsi qu'un résumé non technique avec une description du Plan d'Action Environnemental et Social, y compris toute action pertinente pour les personnes affectées et les communautés locales. Pour les projets de catégorie A, la BERD publiera désormais un Plan d'Action Environnemental et Social (ESAP), basé sur la pertinence en termes de risques et de périodes d'achèvement, et résumant les risques, les impacts et les bénéfices environnementaux et sociaux, ainsi que les réalisations de l'ESAP.³⁰⁰ En réponse aux préoccupations exprimées sur le site concernant la mise en place d'un mécanisme de réclamation au niveau de la Banque, la BERD a affirmé que ce mécanisme ne remplacerait pas l'IPAM mais qu'il formaliserait la pratique de gestion des réclamations en vigueur depuis des années et en améliorerait l'efficacité.³⁰¹ La BERD affirme également que la principale responsabilité en matière de recours incombe aux clients, mais le PES précise qu'il incombe à la BERD de s'assurer que des mesures correctives sont en place et mises en œuvre de manière efficace par les clients.

BID

À la BID, la société civile s'est engagée sur sa politique d'accès à l'information (PAI) et son Cadre de Protection Environnementale et Sociale (CPES).³⁰² Toutefois, ces politiques ont été revues avant le changement d'administration de la BID, qui a redéfini les priorités de l'engagement des OSC. La BID fait désormais référence à la consultation publique sur son site web, déclarant qu'en 2023, elle a mené le processus de consultation le plus large de son

298 Comme ci-dessus.

299 BERD (n 124).

300 Comme ci-dessus.

301 Communication personnelle avec la BERD, janvier 2025.

302 BID "Cadre de Protection Environnementale et Sociale" (2020) <https://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=EZSHARE-110529158-160> (consulté le 6 février 2025).

histoire sur sa stratégie institutionnelle.³⁰³ Le PAI de la BID a été revu en 2019, puis en 2022 et la nouvelle politique a été approuvée en juin 2024.³⁰⁴ Lors des premières consultations, la société civile a accusé la Banque d'avoir organisé des consultations limitées, sur invitation uniquement.³⁰⁵ En outre, certains ont affirmé que la plus grande lacune de la politique était l'exception pour les informations spécifiques au pays, qu'aucune autre BPD ne possède, selon eux. La société civile a fait remarquer que l'exception 'largement rédigée' concernant les informations spécifiques à un pays signifiait que les pays pouvaient s'opposer à la publication de pratiquement n'importe quelle information, ce qui rendait difficile l'accès des OSC aux informations sur les projets spécifiques à un pays.³⁰⁶

Lors de la dernière révision en 2022, un groupe d'organisations de la société civile a fait des propositions à la BID, qui comprenaient un engagement sur l'accès à l'information en tant que droit humain fondamental, des recommandations pour la mise en œuvre, des engagements pour une divulgation maximale de l'information, et éviter une formulation ambiguë pour ne pas avoir différentes interprétations. La lettre recommandait également à la Banque de préciser les informations à publier de manière proactive, les délais de divulgation, les formats, les canaux et les échéances. Elle demandait également la protection des données et la possibilité d'adresser des demandes d'information anonymes. Elle a en outre demandé à la Banque de préciser que la décision finale en matière de gestion de l'information lui appartient, de rendre les exceptions plus précises et d'établir des critères clairs pour leur application, et d'incorporer le critère de l'intérêt public dans l'évaluation du préjudice. Elle a également suggéré une plateforme pour publier les demandes d'information et leurs réponses, des données ouvertes, un langage simple, des formats accessibles et la possibilité d'utiliser l'information. En outre, il a demandé un mécanisme de demande d'information et un mécanisme d'examen, ainsi qu'un système d'indicateurs de transparence et d'efficacité de l'utilisation de l'information.³⁰⁷

En 2023, un groupe de la société civile a écrit une lettre à la BID soulignant que les consultations dans le PAI n'avaient pas été 'significatives, solides, accessibles, diversifiées ou

303 IDB "Public consultation process" <https://www.iadb.org/en/who-we-are/institutional-strategy/public-consultation-process> (consulté le 6 février 2025).

304 BID 'Politique d'Accès à l'Information' (2024) <https://www.iadb.org/document.cfm?id=EZIDB0000576-908968382-778> (consulté le 6 février 2025).

305 Centre d'Information Bancaire 'IDB policy review overlooks the most important barrier to access to information' (2020) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/idb-policy-review-overlooks-the-most-important-barrier/> (consulté le 6 février 2025).

306 Comme ci-dessus.

307 Coalition pour les Droits Humains dans le Développement 'Recommandations et commentaires de la société civile sur le projet de Politique d'Accès à l'Information' (2022) <https://rightsindevelopment.org/news/civil-society-organisations-make-recommendations-to-the-draft-of-the-inter-american-development-banks-access-to-information-policy/> (consulté le 6 février 2025).

inclusives, et qu'elles n'étaient pas non plus organisées sur la base d'agendas participatifs'.³⁰⁸ Ils ont également affirmé que les informations importantes pour l'engagement n'avaient pas été partagées à temps et qu'il n'y avait pas eu de réceptivité aux préoccupations soulevées. Ils ont fait valoir que la BID ne pouvait pas se contenter de compter le nombre d'organisations incluses dans la consultation, mais qu'elle devait plutôt examiner comment leur contribution avait fait la différence dans des résultats mesurables, tout en s'adressant à la société civile critique et indépendante, aux groupes marginalisés et aux personnes affectées par les projets du groupe de la BID - y compris celles qui avaient demandé à l'Office Indépendant de Reddition des Comptes, le MICI, de procéder à une enquête. Le groupe de travail a continué à dialoguer avec la BID sur les questions de représentation et d'inclusion, notamment lors des réunions annuelles, ainsi que plus régulièrement sur des questions thématiques. Le nouveau PAI a été approuvé en juin 2024. On ne sait pas encore exactement combien de recommandations de la société civile ont été intégrées.

Le Cadre de Politique Environnementale et Sociale (CPES) de la BID a été approuvé en 2020. Lors des engagements initiaux des consultations de la Banque sur le CPES, la société civile a fait valoir que les consultations de la Banque n'étaient pas significatives et inclusives. Elle a mis en avant plusieurs facteurs pour expliquer cette situation, notamment une logistique et une coordination inopportunes, l'absence d'un ordre du jour convenu, un manque de diversité et d'ouverture et un manque de clarté sur la manière dont la BID prendrait en compte les recommandations nécessaires.³⁰⁹ La société civile a présenté des observations sur le premier et le deuxième projet en 2020, ce qui a permis de critiquer encore davantage les consultations en raison de l'absence d'un véritable dialogue avec la société civile.³¹⁰

Comme indiqué précédemment, en résultat du plaidoyer continu, la société civile constate aujourd'hui que plus de 60 recommandations ont été incorporées pour mettre la politique en conformité avec les normes internationales.³¹¹ Il s'agit notamment d'une

308 International Rivers 'Civil Society Organisations continue to call for more effective consultation processes from the Inter-American Development Bank' (2023) <https://www.internationalrivers.org/news/civil-society-organisations-continue-to-call-for-more-effective-consultation-processes-from-the-inter-american-development-bank%E2%82%AC%82%80/> (consulté le 6 février 2025).

309 Bank Information Centre 'Why were IDB consultations on the Environmental and Social Policy Framework neither inclusive, nor meaningful, nor effective' (2020) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/idb-consultations-on-the-environmental-and-social-policy/> (consulté le 6 février 2025).

310 Accountability Counsel 'CSO's recommendations & comments on the IDB Environmental & Social Policy Framework - 2nd Draft' <https://www.accountabilitycounsel.org/wp-content/uploads/2020/11/8-2020-csos-recommendations-on-idb-espf-2nd-draft.pdf> (consulté le 6 février 2025).

311 Centre d'Information Bancaire (n 64).

liste d'exclusion, d'un engagement à ne pas tolérer les représailles, d'un renforcement des exigences en matière de suivi, de supervision et de diligence requise de la part de la BID, de rôles et de responsabilités plus clairs pour la BID et les emprunteurs, de protections spécifiques pour les groupes marginalisés, notamment en veillant à ce que ces populations aient accès aux avantages du projet, d'exigences renforcées en matière d'identification des risques et des impacts E&S, de l'adoption de normes en matière de travail des enfants et du fait que les compensations en matière de biodiversité ne constituent pas une mesure d'atténuation acceptable dans les cas d'habitats critiques. Le CPES comprend désormais une politique de sauvegarde autonome sur l'engagement des parties prenantes. Cette nouvelle politique fait également référence à l'accord régional sur l'accès à l'information, la participation du public et la justice en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes (accord d'Escazu) et aux exigences en matière de représailles. L'accord d'Escazu est le premier instrument juridiquement contraignant au monde à inclure des dispositions relatives aux défenseurs des droits humains dans le domaine de l'environnement. Il s'agit également du premier accord environnemental négocié par les populations d'Amérique latine et des Caraïbes.³¹²

Toutefois, les OSC ont plaidé pour une approche plus institutionnalisée de l'évaluation du risque de représailles, avec des mesures préventives et des réponses aux événements lorsqu'ils se produisent.³¹³ La société civile a plaidé pour une évaluation plus contextuelle des risques dans le processus de diligence requise, un meilleur engagement des parties prenantes dans la conception des projets afin de prévenir et d'atténuer les risques, un protocole pour répondre rapidement aux rapports de représailles, et plus de personnel et de ressources pour traiter la question des représailles.³¹⁴ Les critiques en cours comprennent la limitation de nombreux engagements, le pouvoir discrétionnaire de la Banque d'exiger la conformité, et le transfert explicite des responsabilités au client.³¹⁵

312 CEPAL 'Authorities and experts highlight the Escazú Agreement's importance for guaranteeing human rights in Latin America and the Caribbean' (2020) <https://www.cepal.org/en/pressreleases/authorities-and-experts-highlight-escazu-agreements-importance-guaranteeing-human> (consulté le 6 février 2025).

313 Bank Information Centre "How can the IDB Group effectively implement its commitment not tolerate reprisals in its projects and operations" (2022) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/how-can-the-idb-group-effectively-implement-its-commitment/> (consulté le 6 février 2025).

314 Comme ci-dessus.

315 Bank Information Centre 'What are the main weaknesses of the IDB Invest's new Environmental and Social Sustainability Policy' (2020) https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/8865bf7d-4755-4811-ac72-e3989de4c09c_1.+Sustainability_Policy-English.pdf (consulté le 6 février 2025).

NDB

À la NDB, les OSC n'ont pas été impliquées dans l'élaboration ou la révision des politiques, et les possibilités de consultation ne sont pas publiées sur son site Internet. Les OSC ont demandé à participer à l'élaboration des première et deuxième stratégies générales de la NDB, mais cette suggestion n'a pas été retenue. Cependant, les OSC ont rencontré des représentants de la NDB lors de la première réunion annuelle à Shanghai, peu après l'adoption du cadre environnemental et social (CES)³¹⁶. Les OSC (par l'intermédiaire du groupe civil des BRICS) ont fait des propositions sur la manière dont le cadre environnemental et social pourrait être amélioré, notamment en établissant des critères de durabilité plus clairs et des exigences de diligence requise pour la sélection, la supervision et la mise en œuvre des projets.³¹⁷

La politique de la NDB en matière de CES comprend une liste d'exclusion sociale des activités que la NDB ne finance pas, ainsi qu'un engagement de haut niveau en faveur du CES et des Principes Directeurs. Comme d'autres BPD, la NDB met l'accent sur la responsabilité du client dans la réalisation d'évaluations environnementales et sociales et dans le respect des exigences clés en matière de réinstallation involontaire et d'indemnisation, ainsi que des attentes des Peuples Autochtones. La NDB est responsable de la diligence requise pour ces évaluations, mais cette information n'est pas disponible sur son site web. Toutefois, la Politique d'Accès à l'Information souligne l'importance de consultations sérieuses avec les communautés, de fournir des informations accessibles en temps opportun et de veiller à ce que ces informations tiennent compte de l'égalité entre les genres.³¹⁸ La NDB a également créé récemment un département Environnement, Social et Gouvernance (ESG).

Les OSC ont testé l'engagement de la NDB en matière de divulgation d'informations dans le cadre du CES. En 2018, Oxfam Inde a réalisé une étude sur "Le droit de savoir"³¹⁹ qui a analysé la politique provisoire de divulgation de l'information de la NDB³²⁰ qui a été publiée en juillet 2016, et sa Politique de Divulgation de l'Information (IDP) de dix pages qui a été publiée en juin 2017. Le document a comparé cette politique aux efforts d'accès à l'information de la BAfD, de la BAD, de la BID et de la BM, et a formulé des recommandations pour la mettre en conformité avec les bonnes pratiques. Au-delà de l'amélioration des outils de divulgation de l'information, le document souligne la nécessité pour la NDB de créer un

316 NDB 'Environment and Social Framework' (2016) <https://www.ndb.int/wp-content/uploads/2017/02/ndb-environment-social-framework-20160330.pdf> (consulté le 6 février 2025).

317 Afrodad (n 68).

318 NDB (n 316).

319 Oxfam India 'The right to know - The NDB's Information Disclosure Policy in a comparative context' (2018) <https://www.oxfamindia.org/workingpaper/6096> (consulté le 6 février 2025).

320 NDB (n 316).

espace permettant à la société civile d'apporter sa contribution lors de l'élaboration et/ou de l'examen des principaux documents et processus opérationnels et liés aux projets.³²¹

Puis, en 2022, le Centre pour les Droits Humains de l'Université de Pretoria et Oxfam Afrique du Sud (OZA) ont lancé un document de discussion intitulé 'Améliorer la Pratique de la Nouvelle Banque de Développement en matière de divulgation d'informations.'³²² Ces documents recommandent la mise en place d'un mécanisme permettant l'accès à l'information et invitent la NDB à expliquer comment elle met en pratique la section 23 du Cadre Environnemental et Social. Cet article stipule que

La NDB s'engage à travailler avec le client pour s'assurer que les documents sociaux et environnementaux sont mis à disposition en temps voulu, dans un lieu accessible, et sous une forme et dans une langue compréhensible pour les personnes affectées et les autres parties prenantes, y compris le grand public, afin qu'elles puissent contribuer de manière significative à la conception et à la mise en œuvre du projet.³²³

La NDB s'est engagée à divulguer des informations dans le cadre de la Politique de Divulgence des Informations (IDP) de 2022, mais les OSC ont demandé une présomption en faveur de la divulgation et de la clarté sur la manière dont les projets sont classés. Elles ont également soulevé la question du respect de la politique de divulgation de l'information et demandé un engagement plus actif des communautés à des stades plus précoces de la conception des projets. .

321 Oxfam Inde (n 319).

322 Oxfam Afrique du Sud, Centre for Human Rights Pretoria & CSF-NDB 'Discussion paper : Transparency and Accountability Series Discussion Paper 1 : Enhancing the New Development Bank's practice of information disclosure : A civil society perspective' (2022) <https://www.oxfam.org.za/wp-content/uploads/2022/06/oxfam-ndb-accountability-discussion-paper-1-web.pdf> (consulté le 6 février 2025).

323 NDB (n 316) 10.



Étude de cas : Utiliser la recherche fondée sur des données probantes pour influencer de manière proactive la politique des BPD

Les OSC se sont engagées auprès de la NDB depuis sa création. Cela leur a permis de plaider pour que la NDB, en tant qu'institution relativement jeune, adopte des politiques et des cadres conformes à d'autres institutions sœurs et aux bonnes pratiques. L'une des demandes des OSC ressortant des réunions avec le CRA de la NDB en 2018 a été la création d'un mécanisme de redevabilité. En 2022, les OSC engagées dans le Forum de la Société Civile de la NDB ont publié un document intitulé 'Pourquoi la nécessité d'un Mécanisme Indépendant de Redevabilité (IAM) à la NDB ?'³²⁴ Ce document appelle à des consultations sur le développement d'un IAM, qui sollicite les contributions de différentes parties prenantes, y compris les Personnes Affectées par le Projet (PAP), les OSC et d'autres groupes communautaires. Le document demande également à la NDB d'informer toutes les PAP de ce mécanisme en rendant toutes les politiques et tous les documents facilement accessibles. Il demande également à la NDB de s'assurer que la procédure de plainte comporte un minimum de barrières à l'entrée et que sa compétence est suffisamment large pour couvrir toutes les plaintes concernant toutes les activités. Le document propose que les règles de recevabilité n'exigent pas des plaignants qu'ils épuisent d'abord d'autres mécanismes de réclamation et que le IAM de la NDB soit opérationnel dans le cas de projets cofinancés. Il propose également que la NDB développe une stratégie pour gérer le risque de représailles.³²⁵

324 Oxfam South Africa, Centre for Human Rights & CSF-NDB 'Discussion paper: Transparency and Accountability Series: Discussion Paper 2: Why the need for an independent accountability mechanism at the New Development Bank?' (2022) <https://www.oxfam.org.za/wp-content/uploads/2022/06/oxfam-ndb-accountability-discussion-paper-2-web.pdf> (accessed 6 February 2025).

325 Comme ci-dessus.

Lors du lancement du document, un représentant du siège de la NDB a accepté de partager ces documents avec d'autres membres du personnel concernés, tout en mettant leurs politiques, procédures et documents à la disposition du public.³²⁶ En 2024, la NDB a confirmé que la feuille de route pour le IAM avait été présentée au Conseil d'Administration en 2022 et que la NDB était proche d'une politique finalisée. La NDB a tenu des discussions avec ses pairs et a utilisé son statut d'observateur au sein du Réseau du IAM (IAMnet) pour recueillir des informations supplémentaires sur la mise en place de tels mécanismes. Les recommandations des OSC à la NDB à la suite de leur déjeuner d'affaires lors des réunions annuelles en 2024 ont conseillé à la NDB de mener des consultations publiques sur cette politique.³²⁷ Le CRA de la NDB a également rencontré des représentants du Forum de la Société Civile (CSF) de la NDB en décembre 2024, où ils ont accepté d'engager la société civile plus régulièrement pour discuter des préoccupations soulevées par les OSC et les communautés affectées.

BM

Par le passé, la société civile a constaté des lacunes dans l'engagement de la BM en matière de politiques, notamment l'absence d'ajustement adéquat de son cadre en fonction de ses recommandations, l'abaissement des normes lors des examens et l'absence d'indication des options politiquement réalisables.³²⁸ La structure et le processus de consultation ainsi que la capacité de la Banque à démontrer qu'elle a intégré les contributions par le biais de mécanismes de retour d'information ont également fait l'objet de controverses.³²⁹ La politique d'accès à l'information de la BM remonte à 2010. Elle présentait la BM comme un leader en matière de transparence parmi les BPD et mettait à disposition toutes les informations qui ne figuraient pas sur la liste des exceptions. Toutefois, elle a amélioré son processus de consultation au fil du temps.

En 2017, la BM a publié un rapport sur la consultation, la participation et la divulgation d'informations, qui illustre les bonnes pratiques pouvant être partagées avec d'autres. Il identifie les leçons suivantes :

- L'identification de toutes les parties prenantes et l'engagement avec les

326 M Buenaventura Goldman 'Forus presentation on the CSF of the NDB, given at the CSF of the NDB's annual meeting on 24 July 2024'.

327 Recommendations du CSO (n 231).

328 A Ebrahim & S Hertz 'Accountability in complex organisations : World Bank responses to civil society' (2007) https://www.hbs.edu/ris/Publication%20Files/08-027_18c99232-358f-456e-b619-3056cb59e915.pdf (consulté le 6 février 2025).

329 Comme ci-dessus.

représentants appropriés sont essentiels pour établir une consultation et une participation significatives.

- La divulgation de toutes les informations essentielles relatives au projet, y compris les risques et les incidences potentiels, en temps opportun et de manière accessible, constitue le fondement d'une participation efficace et significative.
- Il est essentiel que les consultations soient accessibles en temps voulu, qu'elles utilisent des outils de communication adaptés à la culture et qu'elles tiennent dûment compte du contexte local.
- La consultation et la participation doivent être continues, favoriser la communication dans les deux sens et répondre de manière adéquate au retour d'information des communautés concernées.
- Il est important de prendre en compte les objectifs des différentes exigences en matière de consultation dans le cadre des politiques de sauvegarde de la BM.

Néanmoins, les OSC ont continué à critiquer la Politique d'Accès à l'Information parce qu'elle ne rend pas toujours les documents accessibles dans les langues des personnes qui sont censées en bénéficier.³³⁰ Les OSC ont également demandé que les documents soient plus accessibles, par exemple en permettant l'utilisation de lecteurs d'écran et de la langue des signes, et en publiant des documents de projet faciles à lire et dépourvus de jargon technique. Bien qu'il existe des dossiers d'information standard pour chaque projet, les OSC ont souligné la nécessité d'inclure des informations supplémentaires, telles que le manuel des opérations, qui comprend des informations sur l'emplacement du projet et les plans de mise en œuvre. Ils devraient également inclure des informations supplémentaires sur la mise en œuvre du projet. Enfin, comme dans d'autres BPD, les listes d'exceptions continuent de poser problème. C'est pourquoi les experts ont proposé un protocole de rédaction (dans lequel les informations à diffusion restreinte sont masquées).³³¹

330 BIC "Quel est l'avenir de l'accès à l'information à la Banque mondiale ?" (2020).

331 Comme ci-dessus.



Étude de cas : Élaboration de lignes directrices en matière de consultation au sein de la Banque mondiale

À la suite du rapport de la BM sur la consultation, mentionné ci-dessus, la BM a fait des efforts pour renforcer ses consultations. Elle a publié des lignes directrices en matière de consultation en 2019. Ces lignes directrices soulignent que les consultations doivent être 'menées au début du processus, lorsque les objectifs et les approches des politiques, des stratégies nationales, des programmes ou des études thématiques sont encore à l'étude. Normalement, les consultations commencent après l'approbation du plan d'engagement et de consultation par la direction et le Conseil d'Administration'.³³² Les lignes directrices encouragent l'engagement de plusieurs parties prenantes, mais notent que le processus de consultation varie. Elles s'engagent à fournir un retour d'information aux parties prenantes consultées sur la manière dont leur contribution a été prise en compte afin de boucler la boucle du retour d'information.

Malgré cela, l'engagement des OSC dans les politiques de la BM reste problématique. En 2018, la BM a publié son cadre environnemental et social (CES).³³³ Toutefois, ce cadre a été largement jugé inacceptable parce que la Banque avait gaspillé sa responsabilité'.³³⁴ Le cadre environnemental et social n'est appliqué qu'au financement de projets d'investissement (IFP) plutôt qu'au financement des politiques de développement (DPF), qui est le plus utilisé, ce

332 World Bank "The World Bank Consultation Guidelines" (2019) 5 <https://pubdocs.worldbank.org/en/248301574182372360/World-Bank-consultations-guidelines.pdf> (consulté le 6 février 2025).

333 World Bank "The World Bank Environmental and Social Framework" (2017) <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/837721522762050108-0290022018/original/ESFFramework.pdf> (consulté le 6 février 2025).

334 Udall (n 160).

qui a entraîné des sauvegardes plus limitées. Il met également l'accent sur le respect minimal des principes de non-agression, au lieu de garantir un impact positif sur les communautés. Le Cadre Economique et Social (CES) cite également les consultations par le biais de plans d'engagement des parties prenantes et de mécanismes de règlement des griefs comme ses principaux moyens d'engagement, ce qui relève davantage de la gestion des risques que de l'engagement proactif des communautés.³³⁵ Dans leurs soumissions à la BM sur le CES, les OSC ont souligné l'importance de ne pas diluer les sauvegardes existantes, d'assurer une harmonisation vers le haut (selon les normes existantes les plus élevées), de confirmer que les politiques s'appliquent à toutes les activités de la BM et que les politiques de sauvegarde sont contraignantes et suffisamment détaillées pour permettre au Panel d'Inspection d'examiner leur mise en œuvre.³³⁶ Les OSC ont également demandé que des processus de consultation soient organisés avant le financement des projets.³³⁷

Au cours du processus de révision, la BM a répondu qu'elle ne pouvait pas exiger de la Banque ou des emprunteurs qu'ils respectent les droits humains, car cela risquerait de faire de la Banque un tribunal des droits humains. Elle a également suggéré que les normes relatives aux droits humains ne pouvaient pas être référencées car tous les États membres de la Banque n'avaient pas ratifié tous les traités relatifs aux droits humains.³³⁸ Cependant, les OSC ont exhorté la Banque à prendre en compte la riche jurisprudence développée par les tribunaux des droits humains, qui comprennent que les droits humains sont des droits fondamentaux du droit coutumier.

En 2021, la BM a demandé aux OSC de contribuer à sa rétrospective du Financement de la Politique de Développement (DPF). Les OSC n'ont été invitées qu'à contribuer au résumé et n'ont pas été impliquées dans la méthodologie ou la conception de l'examen, ce qui les a amenées à conclure que 'les processus de "consultation" sont principalement utilisés pour

335 Projet Bretton Woods (n 80).

336 World Bank, "World Bank Safeguards Review : Overview of CSO concerns" <https://consultations.worldbank.org/content/dam/sites/consultations/doc/migration/OnePageSynthesisofCSOInitialCommentsPaper.pdf> (consulté le 6 février 2025).

337 Projet Bretton Woods "Adequate disclosure, public review, and consultation for environmental and social impacts before World Bank Group financing decisions" (2024) <https://www.brettonwoodsproject.org/2024/04/adequate-disclosure-public-review-and-consultation-for-environmental-and-social-impacts-before-world-bank-group-financing-decisions/> (consulté le 6 février 2025).

338 Human Rights Watch 'Submission on overarching human rights provisions in the World Bank's Environmental and Social Framework' (2016) <https://www.hrw.org/news/2016/03/15/submission-overarching-human-rights-provisions-world-banks-environmental-and-social> (consulté le 6 février 2025).

légitimer des décisions largement prises et des voies largement déterminées'.³³⁹ Parmi les principales critiques adressées au DPF figurent les déséquilibres de pouvoir souvent inhérents à la relation créancier-emprunteur et la nécessité d'entreprendre des actions préalables (à savoir, des réformes institutionnelles et structurelles) comme conditions préalables à l'octroi de prêts au titre du DPF. La société civile a fait valoir que les prescriptions en matière de politique de libre marché ont restreint l'espace politique national et accru la pauvreté et l'inégalité.³⁴⁰ Elle a suggéré que le DPF négligeait les risques sociaux et environnementaux et que les projets étaient décidés à huis clos.³⁴¹

6.1.1 Pleins feux sur le genre

La société civile a de plus en plus demandé aux BPD d'accorder plus d'attention à la question du genre dans leurs projets, en illustrant la façon dont les projets ont sapé les moyens de subsistance et la santé des femmes, des hommes et des minorités sexuelles.³⁴² L'adoption d'une stratégie en matière d'égalité des genres comporte de multiples aspects, notamment l'engagement des dirigeants, l'intégration de la dimension de genre dans tous les aspects des opérations des BPD, la réalisation d'une analyse de genre pour les projets et les stratégies nationales, le renforcement des pratiques internes et la garantie d'une budgétisation tenant compte de la dimension de genre, avec des cibles spécifiques pour les projets ayant des objectifs d'égalité entre les genres.

Dans un rapport 2023 de Gender Action, 12 politiques de genre de la BPD ont été notées, la BAD et la BERD recevant les notes les plus élevées, et la BM les plus faibles.³⁴³ Ces résultats figurent dans le tableau ci-dessous. La méthodologie complète figure à l'annexe 1 du rapport de Gender Action. Il convient toutefois de noter que, depuis la publication du rapport, la Group de la Banque Mondiale (GBM) a publié sa nouvelle et dernière stratégie 2024-2030

339 Eurodad 'CSOs issue joint statement following World Bank's "inadequate" consultations on global development policies' (2021) https://www.eurodad.org/csos_issue_joint_statement_following_world_bank_s_inadequate_consultations_on_global_development_policies (consulté le 6 février 2025).

340 Bretton Woods Project 'What is World Bank Development Policy Financing' (2021) <https://www.brettonwoodsproject.org/2021/03/what-is-world-bank-development-policy-financing/> (consulté le 6 février 2025).

341 Projet Bretton Woods (n 340). Voir également Eurodad 'Flawed conditions : L'impact de la conditionnalité de la Banque Mondiale sur les pays en développement' (2019) <https://www.eurodad.org/flawed-conditions> (consulté le 6 février 2025).

342 Gender Action 'Unmet gender promises : Making IFI policies and projects deliver on gender equal rights' (2020) https://genderaction.org/docs/Unmet_Gender_Promises_Report.pdf (consulté le 6 février 2025).

343 Gender Action 'IFI's rhetorical gender and climate promises' (2023) <https://www.genderaction.org/pdf/IFIs-Rhetorical-Gender-Climate-Promises.pdf> (consulté le 6 février 2025).

en matière de genre,³⁴⁴ , qui comporte des améliorations significatives. La Fondation Hewlett a financé une consultation mondiale avec la société civile pour informer cette stratégie, qui préconise des partenariats plus solides avec les OSC.³⁴⁵ La BAII a également publié un plan d'action sur le genre³⁴⁶ après la publication de l'analyse, mais les OSC ont déploré le fait qu'elles n'aient pas été incluses dans son élaboration. Elles ont également noté que le CES de la BAII ne prend pas en compte le genre.³⁴⁷ La NDB et la BAII sont incluses dans l'analyse de l'action sur le genre, étant donné que la NDB n'a pas de politique sur le genre et que celle de la BAII n'a pas été publiée au moment où l'analyse a été réalisée.³⁴⁸

Comme le montre l'étude Gender Action, la BAD, la BAfD, la BERD, la BID et la BM disposent de politiques/stratégies/cadres spécifiques en matière de genre. La BAD utilise le plan opérationnel de la BAD pour la priorité 2 : Accélérer les progrès en matière d'égalité entre les genres (2019-2024).³⁴⁹ L'étude estime qu'il s'agit de l'une des politiques les plus solides parmi les BPD. Toutefois, la politique de sauvegarde a été critiquée par les OSC comme étant aveugle au genre.³⁵⁰ La BAfD dispose d'une stratégie en matière de genre (2021-2025),³⁵¹ , que l'étude ci-dessous considère comme assez bonne, mais qui présente des lacunes en matière de genre et de changement climatique, de minorités sexuelles et de genre, de Violence Sexuelle Basée sur le Genre (VSBG) et d'Exploitation, Abus et Harcèlement Sexuels (EAHS), et de dotation en personnel. La politique de sauvegarde de la BAfD est généralement faible en matière de genre.

344 World Bank "World Bank Groups Gender Strategy 2024-2030" (2024) <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099061124182033630/pdf/BOSIB17e6952570c51b49812a89c05be6a4.pdf> (consulté le 6 février 2025).

345 HV Sahni "How consultations informed the 2024-2030 World Bank Group Gender Strategy" WB (2024) <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099062824185710058/p1796631f0834804d1a1791f651a1ed3a9c> (consulté le 6 février 2025).

346 BAII " Plan d'action sur le genre " (2024) <https://www.aiib.org/en/about-aiib/who-we-are/infrastructure-for-tomorrow/gender-infrastructure/BAII-Gender-Action-Plan.pdf> (consulté le 6 février 2025).

347 Comme ci-dessus.

348 Adapté de Gender Action (n 343).

349 BAD " Priorité opérationnelle 2 : Accélérer les progrès en matière d'égalité des genres (2019) <https://www.adb.org/documents/strategy-2030-op2-gender-equality> (consulté le 6 février 2025).

350 Forum des ONG sur la BAD (n 213).

351 BAfD 'La stratégie du Groupe de la Banque africaine de Développement en matière de genre 2021-2025' (2020) https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/strategy-documents/african_development_bank_group_gender_strategy_-_2021-2025.pdf (consulté le 6 février 2025).

La BERD a élaboré la Stratégie pour l'égalité des chances 2021-25³⁵² et une Stratégie pour la promotion de l'égalité entre genres 2021-2025³⁵³ et est considérée par l'étude comme ayant une bonne approche de genre sur le papier. La BERD a déclaré que, plutôt que d'être considérées comme des documents distincts, ces stratégies sont liées entre elles et exécutées conjointement. Selon la BERD, la séparation de ces documents est la principale raison pour laquelle certains domaines ont été jugés faibles.³⁵⁴ La BID n'a pas de politique spécifique en matière d'égalité des genres, mais elle en fait état dans la norme 9 de son cadre de politique environnementale et sociale (CPES).³⁵⁵ Elle est considérée comme faible en termes de mandat, de personnel et de suivi et d'évaluation, mais pour le reste, ses notes sont adéquates ou bonnes pour d'autres politiques. La NDB n'a pas de politique en matière de genre, mais le Forum de la Société Civile (CSF) de la NDB a partagé les politiques et stratégies en matière de genre de la BAfD et de la Banque de Développement de l'Afrique Australe (DBSA) avec la BAfD et a plaidé pour l'adoption d'une stratégie en matière de genre.³⁵⁶ L'étude ci-dessous montre que la BM avait l'une des politiques les plus faibles en matière de genre. Bien que la nouvelle politique ait apporté des améliorations, les OSC ont laissé entendre que la stratégie finirait par être diluée dans un nombre limité d'indicateurs dans ses nouvelles Fiches d'évaluation.³⁵⁷ En particulier, les OSC ont souligné que 'l'inclusion financière' n'est pas un indicateur suffisant du genre et qu'une approche plus holistique est nécessaire pour mesurer les résultats, en saisissant les points forts de la nouvelle stratégie qui comprennent la valorisation des services publics, la reconnaissance des différentes formes de l'économie de soins, et la promotion des droits des femmes.

Un résumé des évaluations de genre pour les banques étudiées dans ce rapport est détaillé ci-dessous.

352 BERD ' La stratégie pour l'égalité des chances 2021-2025 ' (2021) <https://www.ebrd.com/equality-of-opportunity-strategy-2021-25.pdf> (consulté le 6 février 2025).

353 BERD ' Promotion de l'égalité des sexes 2021-2025 ' (2021) <https://www.ebrd.com/gender-strategy.html> (consulté le 6 février 2025).

354 Communication personnelle avec la BERD, janvier 2025.

355 BID (n 302).

356 Communication personnelle avec CSF-NDB.

357 Bretton Woods Project 'World Bank fails to incorporate key elements of new gender strategy in IDA21 policy package and Corporate Scorecard' (2024) https://www.brettonwoodsproject.org/2024/10/world-bank-fails-to-incorporate-key-elements-of-new-gender-strategy-in-ida21-policy-package-and-corporate-scorecard/?utm_source=emailmarketing&utm_medium=email&utm_campaign=bretton_woods_news_lens_14_november_2024&utm_content=2024-11-14 (consulté le 6 février 2025).

BPD	BAD	BAfD	BAfD	BERD	BERD	BID	BM
Documents d'orientation sur l'égalité des genres	Plan opérationnel pour la priorité 2 : Accélérer les progrès en matière d'égalité entre les genres, 2019-20204 (2019)	Politique d'égalité entre les genres (2001)	Stratégie en matière de genre 2021-2025 (2021)	Stratégie pour l'égalité des chances 2021-25 (2021)	Stratégie pour la promotion de l'égalité entre les genres 2021-2025 (2021)	Cadre de politique environnement-ale et sociale de la BID, norme 9 (2021)	Stratégie en matière d'égalité entre les genres 20162023) (2015)
Objectifs	Fort	Adéquat	Adéquat	Faible	Adéquat	Fort	Adéquat
Priorités	Fort	Fort	Adéquat	Adéquat	Faible	Adéquat	Adéquat
Mandat	Faible	Adéquat	Fort	Faible	Adéquat	Faible	Faible
Genre et changement climatique	Fort	Faible	Faible	Fort	Adéquat	Faible	Faible
Genre, environnement et biodiversité	Fort	Adéquat	Faible	Faible	Faible	Faible	Faible
Mécanismes	Fort	Fort	Fort	Fort	Fort	Adéquat	Adéquat
Personnel	Adéquat	Faible	Adéquat	Adéquat	Fort	Faible	Faible
Suivi et évaluation du genre	Adéquat	Adéquat	Adéquat	Adéquat	Adéquat	Faible	Adéquat
Minorités sexuelles et de genre	Adéquat	Faible	Faible	Adéquat	Adéquat	Fort	Faible
SGBV et EAHS	Fort	Faible	Faible	Adéquat	Fort	Fort	Fort
Travail de soins non rémunéré	Fort	Fort	Faible	Fort	Fort	Adéquat	Adéquat
Pourcentage fort	64%	27%	18%	26%	36%	27%	9%
Pourcentage adéquat	27%	36%	36%	45%	45%	27%	45%
Pourcentage de faiblesse	9%	36%	45%	27%	18%	45%	45%

6.2 Résumé et recommandations au niveau politique

Bonnes pratiques basées sur les résultats clés

- **Élaboration de plans clairs** d'engagement des parties prenantes qui détaillent la manière dont les perspectives des OSC et des communautés seront intégrées dans les politiques.
- **Les détails des consultations** sont publiés en ligne, en prévoyant un délai suffisant pour le retour d'information, et une analyse est fournie sur la manière dont le retour d'information a été intégré.
- **Incorporation des principes d'une** présomption en faveur de la divulgation dans les politiques d'accès à l'information.
- **Publication proactive d'informations, avec** des délais de divulgation, des formats, des canaux et des calendriers.
- **Limitation des exemptions, des** dérogations et des vetos dans les politiques d'accès à l'information.
- **Mise en place de** commissions d'appel indépendantes pour l'accès à l'information.
- **Mise en place de** CES allant au-delà de l'atténuation des risques, avec une prise en compte active de la manière d'intégrer les perspectives des communautés et des OSC.
- **Alignement des CES et** des systèmes clients sur les UNGP.
- **Evaluations des Incidences sur** l'Environnement et sur Social sur tous les projets, quel que soit le risque.
- **Une approche de tolérance** zéro pour les représailles dans les CES.
- **Développement d'espaces sécurisés pour** discuter des questions de représailles.
- **Engagement à respecter les** normes internationales dans les projets cofinancés.
- **L'élaboration de stratégies en** matière d'égalité entre les genres qui comprennent un engagement à évaluer et à traiter les risques liés à l'égalité entre les genres

La BAD, la BAfD, la BAII, la BERD et la BM publient les détails de toutes les consultations publiques sur leur site web, bien que les informations sur les consultations de la BAfD soient obsolètes. En 2023, la BID a entamé le plus grand processus de consultation publique de son histoire, concernant sa nouvelle stratégie. Une évaluation de cette nouvelle approche doit encore être réalisée. Toutefois, dans bon nombre de ces BAfD, telles que la BAfD, la BAII, la BID et la NDB, les OSC ont plaidé en faveur de consultations plus inclusives et diversifiées, avec un plus grand soutien opérationnel aux processus de consultation. Les OSC ont également rencontré des

difficultés pour faire intégrer leurs commentaires dans les projets de politiques révisés et ont affirmé que l'engagement n'était pas significatif.

Si certaines BPD, telles que la BM et la BAI, intègrent des principes avec une présomption en faveur de la divulgation, les listes d'exceptions ont été très problématiques dans l'ensemble de ces banques, y compris la BAD, la BAfD, la BERD, la BID et la NDB. Dans les pays où l'accès à l'information n'est pas réglementé, il est difficile d'accéder aux informations relatives aux clients, comme dans le cas du LHWP. C'est pourquoi les OSC ont demandé que les informations soient publiées de manière proactive (y compris à la BAfD, à la BAI, à la BID et à la NDB), avec des délais de divulgation, des formats, des canaux et des échéances. Les OSC ont demandé que le BPD joue un rôle plus important en veillant à ce que les informations soient rendues publiques lorsqu'elles sont dans l'intérêt du public et qu'elles sont susceptibles de causer un préjudice. Les OSC ont également demandé la mise en place de commissions d'appel indépendantes sur l'accès à l'information à la BAfD et à la BERD, et d'une commission sans compromis à la BAD.

En ce qui concerne les sauvegardes, les OSC ont demandé des sauvegardes contraignantes qui s'appliquent quel que soit le contexte national et qui sont ancrées dans le langage des droits humains. La BAD, la BAI, la BAI, la BID et la NDB ont soulevé les problèmes liés à la dépendance vis-à-vis des systèmes nationaux, tandis qu'à la BM, les OSC ont souligné l'importance des garanties dans l'ensemble du portefeuille du groupe de la BM. Les OSC ont également demandé une plus grande consultation sur les évaluations des sauvegardes et, idéalement, sur la conception des projets afin d'atténuer les risques et de s'assurer que les projets sont conçus pour bénéficier aux communautés dans l'ensemble des BPD. Elles ont demandé que tous les projets, quelle que soit leur classification de risque, fassent l'objet d'une évaluation environnementale et sociale (c'est ce qu'ont demandé les OSC à la BERD et à la BID).

Dans le rapport intitulé 'Plus que de l'argent', les OSC ont noté que

Les normes environnementales et sociales ... ne sont pas établies de manière isolée, mais plutôt dans des contextes juridiques, historiques, sociaux et culturels particuliers où les conditions affectant les droits humains peuvent varier considérablement. Pour maintenir la conformité, les conditions relatives aux droits humains doivent faire l'objet d'évaluations préalables et continues, les emprunteurs doivent avoir la capacité de gérer et de faire respecter les droits humains dans des contextes spécifiques, et les détenteurs de droits doivent avoir toutes les possibilités de faire valoir leurs droits.³⁵⁸

358 Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) & CEE Bankwatch Network 'More than money : Les banques publiques de développement doivent renforcer les garanties en matière de droits humains (2024) 20 https://bankwatch.org/press_release/more-than-money-new-report-reveals-shortcomings-in-human-rights-policies-of-leading-public-development-banks (consulté le 6 février 2025).

Les représailles, mentionnées tout au long de ce document, posent également des défis importants aux projets et sapent la capacité des OSC à s'engager dans les sauvegardes environnementales et sociales. Les OSC qui travaillent avec la BAfD, la BERD et la BID ont demandé instamment aux BPD d'adopter une approche de tolérance zéro à l'égard des représailles. Les OSC ont également demandé aux BPD de veiller à ce que les communautés aient accès à des voies de recours. Enfin, les OSC ont demandé que les projets cofinancés soient également soumis au même niveau d'examen.

Les recommandations suivantes sont formulées :

Aux BPD

- **Élaborer des lignes directrices** claires en matière de consultation qui intègrent les points de vue des OSC et des communautés dans l'élaboration des politiques.
- **Fournir un retour d'information** pour montrer comment les contributions des OSC aux politiques ont été prises en compte.
- **Veiller à ce que** les politiques d'accès à l'information intègrent des principes de présomption en faveur de la divulgation.
- **Divulguer l'information de manière** proactive, avec des périodes de divulgation, des formats, des canaux et des calendriers.
- **Limiter les exemptions, les** dérogations et les vetos en faveur de l'intérêt public.
- **Mettre en place des** commissions d'appel indépendantes sur l'accès à l'information.
- **Veiller à ce que** les CES s'efforcent d'intégrer activement les perspectives communautaires.
- **Veiller à ce que** les normes du CES des pays soient alignées sur les Principes Directeurs de l'UNGP et procéder à une diligence requise en matière de droits humains.
- **Réaliser des CES pour** tous les projets, quelle que soit la classification des risques.
- **Adopter une approche de** tolérance zéro à l'égard des représailles et créer des espaces sûrs pour l'engagement des OSC et de la BPD qui n'exposent pas les communautés à des représailles.
- **Veiller à ce que** des politiques soient élaborées pour aligner les projets cofinancés sur les Principes Directeurs de l'UNGP.

Aux OSC

- **Souligner l'importance des politiques** d'accès à l'information incorporer des principes avec la présomption en faveur de la divulgation, en continuant à documenter les défis de l'accès à l'information.
- **Plaider pour que les** BPD mettent en place des commissions d'appel indépendantes pour les demandes d'information, là où elles n'existent pas.
- **Travailler avec les coalitions** pour demander à toutes les BPD d'aligner leurs cadres du CES sur les Principes Directeurs de l'UNGP.
- **Continuer à documenter les** exemples de violation de la politique par les projets, à différents niveaux de classification des risques.
- **Collaborer avec d'autres coalitions** pour que les BPD soient tenues de respecter les normes internationales.



7 Conclusion

Cette étude a analysé l'engagement des OSC auprès de la BAD, de la BAfD, de la BAI, de la BERD, de la BID, de la NDB et de la BM. Elle a examiné les cadres et les mécanismes d'engagement des OSC, l'engagement des OSC au niveau des projets, des pays et au niveau régional/international, ainsi que l'engagement des OSC dans le cadre des politiques des BPD. L'étude montre qu'un engagement proactif, formalisé et significatif avec les OSC peut conduire à des projets plus efficaces et à des résultats plus axés sur les personnes et le développement. Les OSC peuvent soutenir la conception et la mise en œuvre des projets, les rendant plus durables et les faisant appartenir à la communauté, ce qui réduit les risques et évite aux BPD d'investir dans des projets qu'ils sont ensuite contraints d'abandonner. Les BPD devraient pouvoir s'assurer que les projets sont entrepris de manière responsable et devraient adopter une approche du développement fondée sur les droits humains.

Cette étude a montré que, bien que les BPD aient fait des efforts significatifs pour améliorer leur coopération avec les OSC, de nombreuses lacunes subsistent. Les OSC ont été incluses dans les accords institutionnels lors des réunions annuelles, et avec certaines BPD dans le développement des stratégies nationales, mais au niveau des projets, les communautés ne

sont toujours pas consultées de manière significative. Ce sont ces mêmes communautés qui sont parfois laissées à l'abandon, souvent sans aucune solution. Les BPD vantent régulièrement les mérites des systèmes nationaux, qui garantissent une utilisation et une affectation plus efficaces des fonds, respectent la souveraineté d'un pays et les principes de non-ingérence, et soutiennent des initiatives alignées sur les priorités de développement nationales. Cependant, comme l'expérience l'a montré dans le monde entier, la force d'une BPD dépend du maillon le plus faible de la chaîne et, dans certains pays où l'espace civique est limité, les systèmes nationaux posent des problèmes importants aux communautés en matière d'accès à l'information ou de respect des normes internationales en matière de garanties.

Ce sont là quelques-unes des raisons pour lesquelles certaines OSC ont appelé à un processus intergouvernemental de l'ONU visant à revoir et à transformer les institutions financières internationales et à remanier l'architecture financière internationale.³⁵⁹ Le FiCS peut constituer un espace supplémentaire utile pour renforcer le dialogue sur les perspectives des communautés et des OSC concernant les projets et les politiques des BPD. Grâce à l'engagement des OSC au sein du FiCS, les BPD peuvent améliorer leur compréhension des droits humains, de l'égalité des genres et de l'impact des opérations des BPD sur les résultats en matière de développement, et mettre l'accent sur ces questions. Pour les communautés, les résultats qui reflètent l'égalité et l'inclusion peuvent, par exemple, être plus importants que la compréhension des bénéfices ou des indicateurs du PIB. En engageant les communautés et les OSC dans la conception des projets, les BPD peuvent également commencer à contrôler le nombre de projets menés à bien sans que les plaintes qui en résultent ne conduisent à un désinvestissement. Plus important encore, elles peuvent commencer à illustrer la manière dont leurs projets atteignent les populations marginalisées et vulnérables.

Au cours des cinq dernières années, les OSC ont demandé la mise en place d'un mécanisme formel pour les OSC au sein du FiCS afin de renforcer la stratégie globale, la gouvernance, la redevabilité, la transparence et les résultats en matière de développement des projets et initiatives liés aux BPD. Elles ont également demandé que les OSC soient incluses en tant que groupe d'engagement officiel au sein du FiCS, que les BPD promeuvent et soutiennent un environnement favorable à la société civile et que les BPD intègrent systématiquement l'espace civique, les droits humains et l'analyse de genre. Depuis 2020, Forus travaille avec le Secrétariat de la FiCS et d'autres BPD sur une initiative visant à renforcer les relations entre les BPD et les OSC et est maintenant impatient de lancer une nouvelle coalition thématique de la FiCS intitulée 'Faire progresser le développement participatif et responsable grâce au

359 MENAFEM " Réflexion sur les assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale 2024 " (2024) https://menafemmovement.org/reflection-on-imf-world-bank-annual-meetings-2024/?utm_source=emailmarketing&utm_medium=email&utm_campaign=bretton_woods_news_lens_14_november_2024&utm_content=2024-11-14 (consulté le 6 février 2025).

dialogue entre les BPD et les OSC'. La coalition cherche à fournir un espace pour favoriser les synergies et la coopération pour des interventions de développement plus inclusives, participatives et responsables. Forus appelle les BPD à se joindre à la société civile pour créer cette nouvelle coalition au sein de laquelle les BPD et les OSC peuvent travailler ensemble pour établir des relations plus fiables et transparentes et coopérer dans des domaines d'intérêt commun. De cette manière, les BPD et les OSC peuvent agir ensemble en tant que leaders du changement nécessaire pour surmonter les défis actuels de l'architecture financière qui entravent la capacité des gouvernements à protéger les personnes et la planète. En travaillant ensemble, l'approche descendante actuelle peut être transformée en un modèle où les opérations menées par les communautés et fondées sur les droits humains sont la norme, et non l'exception.

7.1 Résumé des recommandations

7.1.1 Aux BPD

Mécanismes BPD-OSC

- **Élaborer une stratégie formalisée** d'engagement entre les BPD et les OSC si elle n'existe pas, en s'appuyant sur les efforts déjà déployés par les BPD.
- **Veiller à ce que** les cadres d'engagement BPD-OSC (ou les lignes directrices correspondantes) détaillent les types d'engagement que les OSC peuvent avoir avec les BPD (au niveau du projet, du pays/de la région et au niveau international), la portée, le processus et le calendrier des réunions, ainsi que les mesures de suivi et d'évaluation.
- **Élaborer des mesures d'engagement** significatif avec les OSC, en étroite consultation avec ces dernières, et mettre au point des structures d'incitation pour les fonctionnaires de la BPD en termes d'engagement avec les OSC.
- **Évaluer l'espace civique dans** les cadres nationaux et s'engager avec les OSC sur l'impact de cet espace sur les décisions et les projets des BPD.
- **Former les fonctionnaires des** BPD à la valeur ajoutée de la société civile et renforcer leur capacité à engager les OSC. Cela devrait aller au-delà des risques de manquement à la diligence requise, et s'étendre à leur potentiel d'instauration de la confiance et du capital social.
- **Veiller à ce que** les engagements avec les OSC soient significatifs, accessibles et fondés sur des agendas participatifs. Cela signifie également qu'il faut donner aux OSC suffisamment de temps pour s'organiser avant les réunions et veiller à ce que la participation des OSC ne soit pas entravée dans certains pays.

Au niveau du projet

- **Élaborer des mesures pour** analyser l'engagement significatif des OSC dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des projets.
- **Ne pas se contenter** de considérer les OSC comme des contractants. Développer des mesures qui prennent en compte l'expertise des OSC dans le renforcement du capital social et de la confiance, qui garantissent que les communautés sont consultées de manière adéquate dans la conception du projet afin de minimiser les risques, et que la durabilité, le développement inclusif et l'innovation sont promus.
- **Créer des espaces sûrs** pour l'engagement des OSC au niveau des projets et garantir une approche de tolérance zéro à l'égard des représailles.
- **Élaborer des lignes directrices** pour aligner les clients sur les bonnes pratiques. Cela concerne l'engagement des OSC au niveau du projet, l'utilisation des systèmes nationaux dans la conduite de la diligence requise en matière de droits humains, et la structuration et le fonctionnement d'un mécanisme efficace de règlement des griefs au niveau du projet sur la base des Principes Directeurs de l'UNGP.
- **Mettre les mécanismes de** redevabilité en conformité avec les normes internationales et les bonnes pratiques, notamment en permettant aux communautés d'accéder à ce mécanisme sans avoir au préalable épuisé les mécanismes de réclamation au niveau du projet.
- **Faire participer les OSC** et les communautés à l'élaboration des plans d'action de gestion.
- **Engager des discussions avec** les institutions sœurs et les OSC sur le droit de recours, tout en affirmant une plus grande responsabilité des BPD dans la garantie du droit de recours par la mise en place d'un fonds de recours.

Au niveau national

- **Élaborer des lignes directrices** pour la consultation des OSC au niveau national, renforcer les liens entre les OSC locales et nationales et former le personnel des BPD et des pays à la nécessité de la consultation.
- **Envisager des mécanismes, tels** que des comités tripartites ou des groupes consultatifs, pour faciliter les discussions au niveau national ainsi que la mise en œuvre et l'évaluation des stratégies nationales.
- **Prendre en considération les** évaluations de l'espace civique dans les pays avant d'accepter le financement d'un projet et fournir des espaces sûrs pour les engagements des OSC au niveau national, où l'espace civique se rétrécit.

- **Utiliser les technologies numériques** pour améliorer le retour d'information des OSC et des citoyens, tout en soutenant la protection et la promotion de l'espace numérique.
- **Intégrer l'engagement des citoyens** dans le soutien aux institutions gouvernementales ayant un rôle de surveillance et de conseil (le cas échéant).
- **Fournir des ressources pour** sensibiliser les OSC nationales et locales.
- **Améliorer la divulgation d'informations** pour faciliter l'engagement des parties prenantes.
- **Organiser régulièrement des dialogues** multipartites au niveau national et promouvoir le rôle des OSC dans la redevabilité sociale.
- **Développer les capacités des** acteurs étatiques et non étatiques en ce qui concerne les activités du CESA.
- **Renforcer la volonté politique** et les conditions favorables à l'engagement des OSC et des citoyens.

Niveau international (réunions annuelles des BPD)

- **Rendre obligatoire la participation** des OSC aux réunions annuelles.
- **Impliquer les OSC dans** l'élaboration du programme de la réunion annuelle.
- **Offrir des possibilités de** tables rondes avec le Conseil d'Administration des BPD.
- **Envisager différents modèles de** groupes de travail/comités de la société civile pour animer les plateformes de la société civile lors des réunions annuelles et veiller à ce qu'ils soient aussi représentatifs et diversifiés que possible.
- **Veiller à ce que** les OSC disposent d'un temps suffisant pour préparer et organiser leur participation aux réunions annuelles et faciliter le soutien logistique dans les pays où l'espace civique est fermé.
- **Prévoir suffisamment de temps** pour les questions et réponses.
- **Inclure divers moyens de** participation active, y compris l'engagement virtuel.

Niveau politique

- **Élaborer des lignes directrices** claires en matière de consultation qui intègrent les points de vue des OSC et des communautés dans l'élaboration des politiques.
- **Fournir un retour d'information** pour montrer comment les contributions des OSC aux politiques ont été prises en compte.
- **Veiller à ce que** les Politiques d'Accès à l'Information intègrent des principes de présomption en faveur de la divulgation.

- **Divulguer l'information de manière** proactive, avec des périodes de divulgation, des formats, des canaux et des calendriers.
- **Limiter les exemptions, les** dérogations et les vetos en faveur de l'intérêt public.
- **Mettre en place des** commissions d'appel indépendantes sur l'accès à l'information.
- **Veiller à ce que** les CES s'efforcent d'intégrer activement les perspectives communautaires.
- **Veiller à ce que** les normes du CES des pays soient alignées sur les Principes Directeurs de l'UNGP et procéder à une diligence requise en matière de droits humains.
- **Réaliser des CES pour** tous les projets, quelle que soit la classification des risques.
- **Adopter une approche de** tolérance zéro à l'égard des représailles et créer des espaces sûrs pour l'engagement des OSC et des BPD qui n'exposent pas les communautés à des représailles.
- **Veiller à ce que** des politiques soient élaborées pour aligner les projets cofinancés sur les Principes Directeurs de l'UNGP.

7.1.2 Aux OSC

Mécanismes BPD-OSC

- **Développer des réseaux formalisés** et des points focaux pour l'engagement, là où ils n'existent pas.
- **Renforcer les communications numériques** sur l'engagement entre les BPD et les OSC, par exemple au moyen de bulletins d'information et de consultations virtuelles et en personne avec les OSC.
- **Fournir des informations aux** BPD sur la valeur ajoutée de l'engagement des OSC et sur les différents domaines dans lesquels les OSC peuvent s'engager, ainsi que sur ce qu'un engagement significatif signifie pour les OSC.
- **Documenter des études de** cas pour mettre en évidence les cas où l'engagement des OSC auprès des BPD a permis d'obtenir de meilleurs résultats en matière de développement.
- **Évaluer les lignes directrices** existantes sur la consultation des BPD pour l'engagement des OSC afin de mettre en évidence les bonnes pratiques et de suggérer des améliorations le cas échéant.

- **Développer et partager les** bases de données des OSC entre les coalitions d'OSC et les BPD sur les questions thématiques et fournir de manière proactive aux points focaux des BPD les bases de données des OSC afin de garantir que les consultations sont diverses et inclusives.
- **Sensibiliser les BPD au** rétrécissement de l'espace civique dans certaines parties du monde.
- **Renforcer les capacités des** communautés et des OSC locales/nationales pour qu'elles s'engagent dans les BPD.

Au niveau du projet

- **Promouvoir une approche de** la conception des projets axée sur les droits humains et les communautés au sein des BPD.
- **Continuer à surveiller les** conséquences négatives des projets mis en œuvre sans la diligence requise, illustrant ainsi les coûts du désinvestissement.
- **Proposer des indicateurs pour** mesurer la valeur ajoutée de l'engagement des communautés/OSC dans les BPD au niveau des projets.
- **Travailler avec les BPD** pour s'assurer que des conseils sont donnés au client sur les mécanismes efficaces de règlement des plaintes du projet basés sur les Principes Directeurs de l'UNGP, avec une approche de tolérance zéro à l'égard des représailles.
- **Souligner la nécessité de** renforcer le rôle de contrôle des BPD dans l'utilisation des systèmes nationaux.
- **Plaider pour que les** BPD garantissent le droit de recours. Recueillir les points de vue de la communauté sur ce que constitue le droit de recours et s'en servir pour influencer les discussions.
- **Continuer à plaider en** faveur de plans de sortie responsables, en documentant les cas où les communautés n'ont pas eu accès à des voies de recours à la suite d'un désinvestissement.
- **Sensibiliser aux défis spécifiques** à chaque pays en matière d'espace civique.

Au niveau national

- **Continuer à plaider en** faveur de l'inclusion dans les stratégies de partenariat par pays.
- **Dans les cas où** les OSC ne sont pas impliquées dans la consultation au niveau national, mettre en évidence les bonnes pratiques des institutions sœurs.
- **Soutenir les BPD pour** qu'elles sensibilisent les OSC au niveau national, en mettant l'accent sur le rétrécissement de l'espace civique dans le monde.

- **Fournir une formation aux** OSC nationales et communautaires sur la manière d'impliquer les BPD.
- **Renforcer les liens entre** les OSC locales et nationales.

Réunions annuelles

- **Élaborer des lignes directrices** pour les groupes de travail/comités des OSC afin de faciliter l'engagement des BPD lors des réunions annuelles et veiller à ce qu'elles soient aussi diversifiées et représentatives que possible.
- **S'engager avec les communautés** pour s'assurer que leurs principales préoccupations sont exprimées lors des réunions annuelles et/ou travailler avec les BPD pour s'assurer que les communautés sont représentées lors des réunions annuelles.
- **Continuer à mettre en** évidence l'impact du rétrécissement de l'espace civique sur l'engagement des OSC auprès des BPD, en soulignant l'impact négatif sur les opérations des BPD.
- **Se coordonner pour aligner** les messages, tout en présentant la diversité des OSC comme un atout.
- **Proposer de manière proactive** des thèmes pour les tables rondes.
- **Effectuer des recherches fondées** sur des données probantes pour étayer les affirmations formulées lors des débats d'experts.

Niveau politique

- **Souligner l'importance des politiques** d'accès à l'information incorporer des principes avec la présomption en faveur de la divulgation, en continuant à documenter les défis de l'accès à l'information.
- **Plaider pour que les** BPD mettent en place des commissions d'appel indépendantes pour les demandes d'information, là où elles n'existent pas.
- **Travailler avec les coalitions** pour demander à toutes les BPD d'aligner leurs cadres du CES sur les Principes Directeurs de l'UNGP.
- **Continuer à documenter les** exemples de violation de la politique par les projets, à différents niveaux de classification des risques.
- **Collaborer avec d'autres coalitions** pour que les BPD soient tenues de respecter les normes internationales.

Bibliographie

- Accountability Console 'Plaintes' <https://www.accountabilityconsole.com/complaints/visualize/?iam=5&iam=8&iam=17&iam=26&iam=6&iam=4&iam=27&iam=3> (consulté le 6 février 2025)
- Accountability Counsel 'Banque Asiatique de Développement' <https://www.accountabilitycounsel.org/institution/asian-development-bank/#our-advocacy> (consulté le 6 février 2025)
- Accountability Counsel 'Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures (BAII) | Mécanisme des Personnes Affectées par les Projets (PPM)' <https://www.accountabilitycounsel.org/institution/asian-infrastructure-investment-bank-aiib-project-affect-peoples-mechanism-ppm/#documents> (consulté le 6 février 2025).
- Accountability Counsel 'Commentaires sur le projet de lignes directrices pour la phase de consultation et le projet de mandat pour la liste des experts en facilitation de processus' (2019) <https://www.accountabilitycounsel.org/wp-content/uploads/2019/02/3-22-2018-comments-on-draft-guidelines-and-tors-final.pdf> (consulté le 6 février 2025)
- Accountability Counsel 'Recommandations et commentaires des OSC sur le cadre de politique environnementale et sociale de la BID - 2e version' (2020) <https://www.accountabilitycounsel.org/wp-content/uploads/2020/11/8-2020-csos-recommendations-on-idb-espf-2nd-draft.pdf> (consulté le 6 février 2025)
- Accountability Counsel 'Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD) | Projet de Mécanisme Indépendant de Redevabilité' (IPAM) <https://www.accountabilitycounsel.org/institution/european-bank-for-reconstruction-and-development/> (consulté le 6 février 2025).
- Accountability Counsel 'Comment les leçons tirées des cas du MICI peuvent éclairer la révision de la stratégie de la BID' (2023) <https://www.accountabilitycounsel.org/2023/11/how-lessons-from-mici-cases-can-inform-idbs-strategy-review/> (consulté le 6 février 2025)
- Accountability Counsel 'Banque Interaméricaine de Développement (BID) Mécanisme de Consultation et d'Investigation (MICI) : Documents institutionnels' <https://accountabilitycounsel.org/institution/inter-american-development-bank/#documents> (consulté le 6 février 2025)
- Accountability Counsel 'Réformes nécessaires au mécanisme de redevabilité de la BAD'(2024) <https://www.accountabilitycounsel.org/wp-content/uploads/june-2024-reforms-needed-at-adbs-accountability-mechanism-1.pdf> (consulté le 6 février 2025).
- Accountability Counsel 'Remédier nécessite de vraies ressources' <https://www.accountabilitycounsel.org/institution/inadequate-remedy-for-environmental-and-social-harms/#our-advocacy> (consulté le 6 février 2025)
- Accountability Counsel 'Pourquoi la pratique de la SFI consistant à se retirer de manière irresponsable des projets doit cesser' (2024) <https://www.accountabilitycounsel.org/2024/01/why-ifcs-practice-of-irresponsibly-exiting-projects-must-stop/> (consulté le 6 février 2025)
- Accountability Counsel, Bank Information Centre, Centre for International Environmental Law (CIEL), Centre for Research on Multinational Corporations (SOMO), Community Empowerment and Social Justice Network (CEMSOJ), Gender Action, Green Advocates International (Liberia), Inclusive Development International, International Accountability Project (IAP), Jamaa Resource Initiatives & urgewald eV 'Bon document d'orientation : Pratique directrice tirée des politiques des mécanismes indépendants de redevabilité' (2021) <https://accountabilitycounsel.org/wp-content/uploads/2021/12/good-policy-paper-final.pdf> (consulté le 6 février 2025)
- Accountability Counsel, CEE Bankwatch Network & SOMO 'Communiqué de presse : La Banque européenne de développement renforce considérablement son mécanisme de réclamation - Le mécanisme réformé est désormais plus indépendant' *Accountability Counsel* 9 mai 2019 <https://www.accountabilitycounsel.org/2019/05/press-release-european-development-bank-significantly-strengthens-its-grievance-mechanism-reformed-mechanism-now-more-independent/> (consulté le 6 février 2025)
- Accountability Research Centre 'Comment le personnel de la Banque mondiale perçoit-il l'environnement institutionnel pour intégrer l'engagement citoyen dans les projets ?' (2021) <https://accountabilityresearch.org/publication/how-do-world-bank-staff-perceive-the-institutional-environment-for-building-citizen-engagement-into-projects/> (consulté le 6 février 2025)
- BAD *Un guide pour collaborer avec les organisations de la société civile dans les opérations de la Banque Asiatique de Développement* (2021) <https://www.adb.org/publications/sourcebook-engaging-csos-adb-operations> (consulté le 6 février 2025).
- BAD 'Politique d'Accès à l'Information' (2018) <https://>

- www.adb.org/documents/access-information-policy (consulté le 6 février 2025).
- BAD 'Mécanisme de redevabilité' <https://www.adb.org/who-we-are/accountability-mechanism/compliance-review-function> (consulté le 6 février 2025).
- BAD 'Politique du Mécanisme de redevabilité' (2012) <https://www.adb.org/documents/accountability-mechanism-policy-2012> (consulté le 6 février 2025).
- BAD 'Participation de la société civile à la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs de la Banque Asiatique de Développement' (2016) <https://www.adb.org/publications/civil-society-participation-adb-annual-meeting> (consulté le 6 février 2025).
- BAD 'Coopération entre la Banque Asiatique de Développement et les Organisations Non Gouvernementales' (1998) <https://www.adb.org/documents/cooperation-between-asian-development-bank-and-nongovernment-organisations> (consulté le 6 février 2025).
- BAD 'Coopération de la BAD avec la société civile - Rapports Annuels' <https://www.adb.org/documents/series/adb-cooperation-with-civil-society-annual-reports>
- BAD 'Manuel des opérations'(2023) <https://www.adb.org/documents/operations-manual> (consulté le 6 février 2025).
- BAD 'Priorité opérationnelle 2 : Accélérer les progrès en matière d'égalité des genres'(2019) <https://www.adb.org/documents/strategy-2030-op2-gender-equality> (consulté le 6 février 2025).
- BAD 'Cadre environnemental et social révisé' <https://www.adb.org/who-we-are/safeguards/safeguard-policy-review-en> (consulté le 6 février 2025).
- BAD 'Liste des politiques et stratégies soumises à la consultation publique' <https://www.adb.org/who-we-are/about/policy-review> (consulté le 6 février 2025).
- BAD 'La coopération de la BAD avec les ONG et la société civile' (2004) https://cdn.ymaws.com/www.istr.org/resource/resmgr/working_papers_toronto/curtis.grant.pdf (consulté le 6 février 2025)
- BAD 'Là où nous travaillons' <https://www.adb.org/where-we-work/documents/country-strategies-programs-under-preparation> (consulté le 6 février 2025)
- BAD 'Qui nous sommes : Garanties' <https://www.adb.org/who-we-are/safeguards> (consulté le 6 février 2025)
- BAD 'Travailler ensemble pour le développement : les leçons de l'engagement de la BAD et des organisations de la société civile en Asie du Sud' (2022)
- BAD 'Travailler avec les BAD : un guide pour identifier les opportunités commerciales pour les ONG' (2018) <https://www.adb.org/publications/primer-identifying-business-opportunities-ngos> (consulté le 6 février 2025).
- BAfD 'Plan d'action pour l'engagement de la société civile de la Banque Africaine de Développement 2024-2028' (2024) <https://www.afdb.org/en/news-and-events/events/african-development-bank-civil-society-engagement-action-plan-2024-2028-74743> (consulté le 6 février 2025).
- BAfD 'La mission de la Banque africaine de Développement renforce la collaboration avec la société civile au Ghana'(2024) <https://www.afdb.org/en/news-and-events/press-releases/african-development-bank-mission-strengthens-civil-society-collaboration-ghana-69981> (consulté le 6 février 2025).
- BAfD 'Renforcer la résilience climatique grâce aux jeunes agriculteurs et aux agricultrices' (2022) <https://cse.afdb.org/en/node/79> (consulté le 6 février 2025).
- BAfD 'Consultations' <https://www.afdb.org/en/consultations> (consulté le 6 février 2025)
- BAfD 'Cadre pour un engagement renforcé avec les organisations de la société civile' (2012) https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Policy-Documents/Framework_for_Enhanced_Engagement_with_Civil_Society_Organisations-06_2015.pdf (consulté le 6 février 2025).
- BAfD 'Intégrer la perspective communautaire dans la revue de performance du portefeuille pays du Burkina Faso' (2023) <https://cse.afdb.org/pages/news/integrating-community-perspective-performance-review-burkina-faso-country-portfolio> (consulté le 6 février 2025).
- BAfD 'Les organisations de la société civile du Lesotho façonnent la nouvelle stratégie pays de la Banque Africaine de Développement' (2024) <https://www.afdb.org/en/news-and-events/lesotho-csos-shape-african-development-banks-new-country-strategy-70238> (consulté le 6 février 2025).
- BAfD 'Réponse de la direction au rapport d'examen de conformité du mécanisme d'examen indépendant relatif à la société multinationale : Gestion intégrée des pêches et des ressources en eau des lacs Edward et Albert (LEAF II) (Numéro de plainte : RQ2021/4) AHAI/RDGE/SNSC' (2024) <https://t.co/UF3tg1pov> (consulté le 6 février 2025)
- BAfD 'Renouvellement du comité de la société civile de la Banque, 2023-2025' (septembre 2023) <https://cse.afdb.org/sites/default/files/Documents/Bank-CS%20Committee%20Renewal%20Process%202023%20Final.pdf> (consulté le 6 février 2024).
- BAfD 'La stratégie du Groupe de la Banque Africaine de Développement en matière de genre 2021-2025' (2020) https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/strategy-documents/african_

- development_bank_group_gender_strategy_-_2021-2025.pdf (consulté le 6 février 2025).
- BAfD 'Journée portes ouvertes des organisations de la société civile en Zambie' (2024) <https://www.afdb.org/en/news-and-events/events/zambia-civil-society-organisations-open-day-74977> (consulté le 6 février 2025).
- Afrodad 'Recommandations politiques civiles des BRICS (Brésil-Russie-Inde-Chine et Afrique du Sud) soumises à l'examen du sommet officiel des BRICS qui se tiendra en Afrique du Sud du 25 au 27 juillet 2018' (2018) <https://www.afrodad.org/sites/default/files/publications/Civil-BRICS-Policy-Recommendations.pdf> (consulté le 6 février 2025)
- Afrodad 'Le rôle du bureau régional de la Nouvelle Banque de Développement dans la facilitation du financement des pays du BRICS en Afrique' (2022) <https://afrodad.org/sites/default/files/publications/The-Role-of-the-New-Development-Bank-Africa-Regional-Center-in-Facilitating-BRICS-Finance-in-Africa.pdf> (consulté le 6 février 2025)
- AIDA 'Victoire des autochtones alors que la banque de développement se retire de l'investissement et élabore un plan de sortie suite à la violation des droits au Guatemala (2022)' <https://aida-americas.org/en/press/indigenous-victory-as-development-bank-withdraws-investment-and-drafts-exit-plan> (consulté le 6 février 2025)
- BAII 'Engagement de la société civile' <https://www.aiib.org/en/how-we-work/civil-society-engagement/overview/index.html> (consulté le 6 février 2025)
- BAII 'Stratégie d'entreprise' (2020) https://www.aiib.org/en/policies-strategies/strategies/.content/index/_download/BAII-Corporate-Strategy.pdf (consulté le 6 février 2025).
- BAII 'Stratégie pour le secteur de l'énergie : L'énergie durable pour demain' (2018) https://www.aiib.org/en/policies-strategies/strategies/sustainable-energy-asia/.content/index/_download/2022-BAII-Energy-Sector-Strategy_Draft-for-Consultation.pdf (consulté le 6 février 2025).
- BAII 'Cadre environnemental et social' (2016) <https://www.aiib.org/en/policies-strategies/framework-agreements/environmental-social-framework.html> (consulté le 6 février 2025).
- BAII 'Plan d'action sur le genre'(2024) <https://www.aiib.org/en/about-aiib/who-we-are/infrastructure-for-tomorrow/gender-infrastructure/BAII-Gender-Action-Plan.pdf> (consulté le 6 février 2025).
- BAII 'Politique d'accès à l'information publique' (2018) <https://www.aiib.org/en/policies-strategies/public-information/introduction/index.html> (consulté le 6 février 2025).
- BAII 'La voie à double sens : engagement des OSC et développement des infrastructures' (2019) <https://www.aiib.org/en/news-events/media-center/blog/2019/The-Two-Way-Street-CSO-Engagement-and-Infrastructure-Development.html> (consulté le 6 février 2025).
- Banque Asiatique de Développement (BAD) 'Faits marquants de l'engagement de la BAD auprès des organisations de la société civile 2023' (2024) <https://www.adb.org/documents/highlights-adb-engagement-civil-society-organisations-2023> (consulté le 6 février 2025).
- Réseau de développement de la société civile des Balkans 'Appel à la Banque Mondiale pour l'inclusion d'un indicateur d'engagement civique dans les Fiches d'Evaluation des entreprises' (2024) <https://balkanecd.net/a-call-to-the-world-bank-for-inclusion-of-a-civic-engagement-indicator-in-the-corporate-scorecard/> (consulté le 6 février 2025)
- BIC 'Guide de la société civile d'Asie centrale pour influencer les stratégies nationales de la Banque Mondiale' (2019) <https://re-course.org/wp-content/uploads/2021/11/Central-Asia-Civil-Society-Guide-on-Influencing-WB-Country-Strategies-1.pdf> (consulté le 6 février 2025)
- BIC 'Former des coalitions pour plaider en faveur de réformes bancaires' https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/0f63d77e-db0f-4f13-b99f-1cab98412189_Forming+coalitions+to+advocate+for+bank+reforms.docx.pdf (consulté le 6 février 2025)
- BIC 'Comment le groupe de la BID peut-il mettre en œuvre efficacement son engagement à ne pas tolérer de représailles dans ses projets et opérations ?' (2022) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/how-can-the-idb-group-effectively-implement-its-commitment/> (consulté le 6 février 2025)
- BIC 'La Gambie : Renforcer la résilience et libérer le potentiel productif DPF1 avec Cat DDO' (2023) <https://bankinformationcenter.org/en-us/project/the-gambia-boosting-resilience-and-unlocking-productive/> (consulté le 6 février 2025)
- BIC 'Comprendre la Banque Africaine de Développement : Un guide pour les OSC et les communautés' (2023) https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/6fb2dfb3-b0a3-4b21-b9a0-1b7ba96c9117_AfDB_Guide_English.pdf (consulté le 6 février 2025)
- BIC 'Mises à jour' <https://bankinformationcenter.org/en-us/updates/> (consulté le 6 février 2025)
- BIC 'Quelles sont les principales faiblesses de la nouvelle politique de durabilité environnementale et sociale de la BID Invest ?' (2020) https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/8865bf7d-4755-4811-ac72-e3989de4c09c_1.+Sustainability_Policy-English.pdf (consulté le 6 février 2025)
- BIC 'Quelles devraient être les priorités de M. Goldfajn en tant que nouveau dirigeant de la Banque Interaméricaine de Développement' (2022)

- <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/ilan-goldfajn-has-been-elected-as-the-new-idb-president/> (consulté le 6 février 2025)
- BIC 'Quels ont été les principaux enseignements de BIC des réunions de printemps 2024 de la Banque Mondiale ?' (2024) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/what-were-bics-main-takeaways-from-the-2024-world/> (consulté le 6 février 2025)
- BIC 'Pourquoi les consultations de la BID sur le Cadre de Politique Environnementale et Sociale n'ont-elles été ni inclusives, ni significatives, ni efficaces ?' (2020) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/idb-consultations-on-the-environmental-and-social-policy/> (consulté le 6 février 2025)
- Both Ends 'Consultation publique sur le système de garanties intégrées de la BAFD Soumission conjointe de commentaires et de recommandations, mai 2022' (2022) https://www.bothends.org/uploaded_files/document/220515_Joint_Submission_of_comments_and_recommendat.pdf (consulté le 6 février 2025).
- Both Ends & ONG FORUM sur la BAD 'Soumission conjointe du Forum des ONG sur la BAD et de Both ENDS. Commentaires sur la 2e version de la Politique de communication publique (qui sera renommée Politique d'accès à l'information (PAI)' (6 avril 2018) https://89860407-3dfc-4c56-ada8-a42a9756a280.usrfiles.com/ugd/898604_3e7dbcd1894146dd96dd89687ac2b03a.pdf (consulté le 6 février 2025).
- Projet Bretton Woods 'Une divulgation, un examen public et une consultation adéquats des impacts environnementaux et sociaux avant les décisions de financement du Groupe de la Banque Mondiale'. (2024) <https://www.brettonwoodsproject.org/2024/04/adequate-disclosure-public-review-and-consultation-for-environmental-and-social-impacts-before-world-bank-group-financing-decisions/> (consulté le 6 février 2025)
- Projet Bretton Woods 'Assemblées annuelles 2024 : Conclusion - Ne pas regarder en arrière : les institutions de Bretton Woods ouvrent la voie à des réformes sans preuve ni volonté de s'engager dans des processus de réforme plus larges menés par l'ONU' (2024) https://www.brettonwoodsproject.org/2024/10/dont-look-back-bwis-plough-down-path-of-reforms-lacking-evidence-and-willingness-to-engage-with-broader-un-led-reform-processes/?utm_source=emailmarketing&utm_medium=email&utm_campaign=annual_meetings_2024_wrapup&utm_content=2024-10-30 (consulté le 6 février 2025).
- Projet Bretton Woods 'Le développement au secours de la finance - L'approche en cascade de la Banque' (2017) <https://www.brettonwoodsproject.org/2017/07/development-rescue-finance-banks-cascade-approach/> (consulté le 6 février 2025)
- Projet Bretton Woods 'Nouvelle fiche d'évaluation de la Banque Mondiale : négliger les priorités des clients et ignorer le développement' (2024) impact https://www.brettonwoodsproject.org/2024/10/new-world-bank-corporate-scorecard-overlooking-client-priorities-and-ignoring-development-impact/?utm_source=emailmarketing&utm_medium=email&utm_campaign=observer__autumn_2024_out_now&utm_content=2024-10-17 (consulté le 6 février 2025)
- Projet Bretton Woods 'Qu'est-ce que le financement des politiques de développement de la Banque Mondiale' (2021) <https://www.brettonwoodsproject.org/2021/03/what-is-world-bank-development-policy-financing/> (consulté le 6 février 2025)
- Projet Bretton Woods 'La Banque Mondiale n'intègre pas les éléments clés de la nouvelle stratégie en matière d'égalité des genres dans le paquet de politiques et la fiche de performance de l'IDA21.' (2024) https://www.brettonwoodsproject.org/2024/10/world-bank-fails-to-incorporate-key-elements-of-new-gender-strategy-in-ida21-policy-package-and-corporate-scorecard/?utm_source=emailmarketing&utm_medium=email&utm_campaign=bretton_woods_news_lens_14_november_2024&utm_content=2024-11-14 (consulté le 6 février 2025)
- Buenaventura Goldman, M 'Présentation du Forus sur le CSF de la NDB, faite lors de la réunion annuelle du CSF de la NDB le 24 juillet 2024'.
- Buenaventura Goldman, M 'Opinion 'Influencer les architectes de la finance : Comment la société civile peut influencer les banques de développement' Forus 30 septembre 2023 <https://www.forus-international.org/en/custom-page-detail/106076-opinion-influencing-the-architects-of-finance-how-civil-society-can-impact-public-development-banks> (consulté le 6 février 2025)
- Centre de ressources sur les entreprises et les droits humains 'La Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures (BAII) procède à des consultations sur son cadre environnemental et social, les ONG estiment que le processus est totalement inadéquat' (2015) <https://www.business-humanrights.org/it/ultime-notizie/asian-infrastructure-investment-bank-aiib-holds-consultations-on-its-environmental-social-framework-ngos-say-process-is-grossly-inadequate/> (consulté le 6 février 2025).
- CAO 'Note d'information. Sortie responsable : enseignements tirés des cas de l'OCDE' (décembre 2023) <https://www.cao-ombudsman.org/resources/responsible-exit-insights-cao-cases> (consulté le 6 février 2025).
- Cernea, MM (ed) *Putting people first* 2nd ed (Oxford University Press 1985)

- CHRD 'Les OSC africaines exhortent la BAfD à renforcer la participation de la société civile' (2016) <https://rightsindevelopment.org/news/african-csos-urge-afdb-to-strengthen-civil-society-engagement/> (consulté le 6 février 2025).
- CHRD 'Un pas vers la justice : Le rapport du Mécanisme de redevabilité de la BAfD confirme des violations des droits humains dans deux projets en Ouganda' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/a-step-towards-justice-accountability-mechanisms-report-confirms-human-rights-violations-in-two-african-development-bank-projects-in-uganda/> (consulté le 6 février 2025).
- CHRD 'Des groupes de la société civile exclus des assemblées annuelles de la BAD' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/afdbam2024-civil-society-expelled/> (consulté le 6 février 2025).
- CHRD 'Les principales demandes de la société civile à la Banque Africaine de Développement' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/civil-societys-key-demands-to-the-african-development-bank/> (consulté le 6 février 2025).
- CHRD 'Les représentants de la société civile font entendre leur voix lors des assemblées annuelles du groupe de la BID' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/civil-society-representatives-makes-their-voices-heard-at-idb-group-2024-annual-meetings/> (consulté le 6 février 2025).
- CHRD 'Démystifier le financement du développement : L'impact des banques publiques de développement sur les populations et la planète' (2023) <https://rightsindevelopment.org/pdbs/> (consulté le 6 février 2025).
- CHRD 'Des rues aux salles de conférence: Les appels à la protection de l'espace civique trouvent un écho dans l'assemblée annuelle de la BAD' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/adb-annual-meeting-civic-space-georgia/> (consulté le 6 février 2025).
- CHRD 'Communiqué commun : La BAfD devrait ouvrir l'espace à la société civile et aux communautés' (2023) <https://rightsindevelopment.org/news/joint-statement-afdb-should-open-spaces-for-civil-society-and-communities/> (consulté le 6 février 2025).
- CHRD 'Confiance trahie : pourquoi les banques de développement ne devraient pas compter sur leurs clients pour faire face aux risques de représailles' (2023) <https://rightsindevelopment.org/misplaced-trust/> (consulté le 6 février 2025).
- CHRD 'Communiqué de presse : Les OSC exhortent la BAfD à promouvoir les intérêts des Africains ordinaires plutôt que ceux des méga investisseurs lors de ses assemblées annuelles' (2018) <https://rightsindevelopment.org/news/press-release-csos-urge-afdb-to-promote-the-interests-of-ordinary-africans-over-mega-investors-at-its-annual-meetings/> (consulté le 6 février 2025).
- CHRD 'Recommandations et commentaires de la société civile sur le projet de politique d'accès à l'information' (2022) <https://rightsindevelopment.org/news/civil-society-organisations-make-recommendations-to-the-draft-of-the-inter-american-development-banks-access-to-information-policy/> (consulté le 6 février 2025).
- CHRD 'L'importance de créer un espace pour un engagement significatif de la société civile lors des réunions annuelles de la BAfD de 2024' (2024) <https://rightsindevelopment.org/news/the-importance-of-creating-space-for-meaningful-civil-society-engagement-at-the-2024-afdb-annual-meetings/> (consulté le 6 février 2025).
- CHRD 'Porter des œillères: Comment les banques ignorent les risques de représailles' (2023) <https://rightsindevelopment.org/wearing-blinders/> (consulté le 6 février 2025).
- CIEL 'Le verre à moitié plein : l'état de la responsabilité dans le financement du développement (janvier 2016)' (2016) <https://www.ciel.org/reports/glass-half-full-the-state-of-accountability-in-development-finance-jan-2016/> (consulté le 6 février 2025).
- CIEL 'La déclaration conjointe des OSC appelle la SFI et la MIGA à renforcer leur nouvelle approche de la politique d'action corrective' (2023) <https://www.ciel.org/news/joint-cso-statement-calls-on-afc-and-miga-to-strengthen-its-new-approach-to-remedial-action-policy/> (consulté le 6 février 2025).
- Civicius. 'Le pouvoir du peuple attaqué. Un rapport basé sur les données du Civicius Monitor' (2024) <https://web.civicius.org/GlobalFindings2024> (consulté le 6 février 2025).
- 'Déclaration commune de la société civile sur les garanties de la BERD' <https://bankwatch.org/wp-content/uploads/2024/05/Civil-society-joint-statement-on-the-EBRDs-draft-safeguards.pdf> (consulté le 6 février 2025).
- Forum de la société civile de la NDB (CSF-NDB), déjeuner d'affaires entre la NDB et les organisations de la société civile et les organisations non gouvernementales, 31 août 2024.
- Groupe de travail de la société civile sur la BAfD 'Banque Africaine de Développement. Les projets de révision laissent la société civile inquiète et déçue' https://bankinformationcenter.cdn.prismic.io/bankinformationcenter/f6f39ce5-a50f-4270-a30d-51e60a61853c_CS0+statement+on+ISS+review+.pdf (consulté le 6 février 2025).
- Clarke, L 'La Cour Suprême rejette l'affaire de la Banque mondiale sur le charbon' (2022) <https://www.eenews.net/articles/supreme-court-rejects-world-bank-coal-case/> (consulté le 6 février 2025).
- CSF-NDB 'Recommandations des OSC sur la base du déjeuner d'affaires entre la NDB et les organisations de la société civile et les organisations non

- gouvernementales en marge de la 9e réunion annuelle de la Banque de développement, 29-31 août 2024, Le Cap, Afrique du Sud' (2024), obtenu par communication personnelle.
- CSF-NDB 'Rapport de la réunion de la NDB, 30 octobre 2018' (2018), obtenu par communication personnelle.
- Recommandations des OSC sur la base du déjeuner d'affaires entre la NDB et les organisations de la société civile et les Organisations Non Gouvernementales en marge de la 9ème réunion annuelle de la Banque de Développement, 29-31 août 2024, Le Cap, Afrique du Sud.
- Dialogue Terre 'Le nouvel engagement de BAI de ne pas utiliser de charbon met en lumière les investissements énergétiques de la Chine à l'étranger' (2020) <https://dialogue.earth/en/energy/aiibs-new-no-coal-pledge-china-overseas-energy-investment/> (consulté le 6 février 2025).
- Donaldson, C ; Gallagher, K ; Nadelman, R & Schkabatur, J 'L'espace civique : l'élément manquant dans l'approche de la Banque Mondiale en matière d'engagement avec les pays' Oxfam (2022) <https://accountabilityresearch.org/publication/civic-space-the-missing-element-in-the-world-banks-country-engagement-approach/> (consulté le 6 février 2025)
- Earthrights International 'Règlement historique dans une affaire alléguant que la Société financière internationale a encouragé un meurtre au Honduras' (2024) https://earthrights.org/media_release/historic-settlement-in-case-alleging-international-finance-corporation-abetted-murder-in-honduras/ (consulté le 6 février 2025)
- Ebrahim, A & Hertz, S 'La redevabilité dans les organisations complexes : les réponses de la Banque Mondiale à la société civile' (2007) https://www.hbs.edu/ris/Publication%20Files/08-027_18c99232-358f-456e-b619-3056cb59e915.pdf (consulté le 6 février 2025)
- BERD 'Politique d'accès à l'information' (2019) <https://www.ebrd.com/documents/strategy-and-policy-coordination/access-to-information-policy.pdf> (consulté le 6 février 2025).
- BERD 'La société civile exhorte la BERD à adopter des politiques responsables et à réaffirmer son engagement à promouvoir la démocratie' (2024) https://bankwatch.org/press_release/civil-society-urges-the-ebrd-to-adopt-responsible-policies-and-reaffirm-its-commitment-to-promoting-democracy (consulté le 6 février 2025).
- BERD 'Engagement communautaire pour les parties prenantes de BERD Cours en ligne' <https://ebrdelearning.com/community-engagement-ebrd-stakeholders-e-learning-course> (consulté le 6 février 2025).
- BERD 'Consultation sur la révision de la Politique Environnementale et Sociale (PES) 2019 et de la Politique d'Accès à l'Information (PAI) 2019' <https://ebrd.com/esp-aip-overview.html> (consulté le 6 février 2025).
- BERD 'Politique environnementale et sociale'(2019) <https://www.ebrd.com/news/publications/policies/environmental-and-social-policy-esp.html> (consulté le 6 février 2025).
- BERD 'Politique environnementale et sociale novembre 2024. Rapport sur l'invitation à commenter' (2024) <https://www.ebrd.com/sites/Satellite?c=Content&cid=1395324238820&d=&pagename=BERD%2FContent%2FDownloadDocument> (consulté le 6 février 2025).
- BERD 'Exigence environnementale et sociale 10. Stakeholder engagement' (2024) <https://www.ebrd.com/sites/Satellite?c=Content&cid=1395324228120&d=&pagename=BERD%2FContent%2FDownloadDocument> (consulté le 6 février 2025).
- BERD 'Have your say on the BERD's work' <https://www.ebrd.com/strategies-and-policies/have-your-say.html> (consulté le 6 février 2025)
- BERD 'Promotion de l'égalité des sexes 2021-2025' (2021) <https://www.ebrd.com/gender-strategy.html> (consulté le 6 février 2025).
- BERD 'The BERD's approach to civil society engagement' <https://www.ebrd.com/ebrd-approach-civil-society/2024-29.pdf> (consulté le 6 février 2025)
- BERD 'La stratégie pour l'égalité des chances 2021-2025' (2021) <https://www.ebrd.com/equality-of-opportunity-strategy-2021-25.pdf> (consulté le 6 février 2025).
- BERD 'Travailler avec la BERD : un guide pour les organisations de la société civile' <https://www.ebrd.com/documents/comms-and-bis/pdf-working-with-the-ebrd.pdf> (consulté le 6 février 2025)
- EIN Press Wire 'Le réseau du Forum des ONG et ses alliés exigent des comptes de la Banque Asiatique de Développement dans le contexte de la crise de l'espace civique en Géorgie' (2024) <https://www.8newsnow.com/business/press-releases/ein-presswire/708861228/ngo-forum-network-and-allies-demand-accountability-from-the-asian-development-bank-amid-georgias-civic-space-crisis/> (consulté le 6 février 2025).
- Eurodad 'Les OSC publient une déclaration commune à la suite des consultations inadéquates de la Banque Mondiale sur les politiques de développement mondial' (2021) https://www.eurodad.org/csos_issue_joint_statement_following_world_bank_s_inadequate_consultations_on_global_development_policies (consulté le 6 février 2025)
- Eurodad Des conditions imparfaites : l'impact de la conditionnalité de la Banque Mondiale sur les pays en développement' (2019) <https://www.eurodad.org/flawed-conditions> (consulté le 6 février 2025)
- Eurodad 'Lettre conjointe sur l'engagement des OSC dans les révisions et consultations politiques du

- FMI' (2024) https://www.eurodad.org/joint_letter_on_cso_s_engagement_in_imf_policy_reviews_and_consultation (consulté le 6 février 2025).
- Finance en Commun 'Déclaration des Banques Publiques de Développement sur les Droits Humains et l'approche fondée sur les droits humains' (8 novembre 2022) <https://financeincommon.org/public-development-banks-statement-on-human-rights-and-human-rights-based-approach> (consulté le 6 février 2025)
- Finance en Commun 'Qui sommes-nous ?' <https://financeincommon.org/> (consulté le 6 février 2025)
- Finance en Commun? 'Pourquoi finance en commun?' [https://financeincommon.org/why-finance-in-common#:~:text=Public%20Development%20Banks%20\(PDBs\)%20are,by%20central%20or%20local%20governments](https://financeincommon.org/why-finance-in-common#:~:text=Public%20Development%20Banks%20(PDBs)%20are,by%20central%20or%20local%20governments) (accessed 6 February 2025)
- Forus 'Déclaration de la société civile : Sommet sur les finances en commun. Cartagena, Colombia, 4-6 September 2023' (2023) <https://www.forus-international.org/en/pdf-detail/104365-civil-society-declaration-finance-in-common-summit-2023> (consulté le 6 février 2025)
- Forus 'Changements de pouvoir et justice de genre' <https://www.forus-international.org/en/power-shifts-and-gender-justice> (consulté le 6 février 2025)
- GALIA 'Des groupes de la société civile rejettent les consultations en ligne de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, les jugeant ni significatives ni inclusives' (2018) <https://www.no-burn.org/csos-dismiss-aiib-online-consultations/> (consulté le 6 février 2025).
- Gallagher, K 'Comment la Banque Mondiale peut-elle améliorer l'engagement des parties prenantes dans les projets du Mécanisme de financement accéléré COVID-19 et au-delà ?' (2021) <https://bankinformationcenter.org/en-us/update/help-or-harm-in-times-of-emergency-report/> (consulté le 6 février 2025)
- Gender Action 'Le genre rhétorique et les promesses climatiques de l'IFI' (2023) <https://www.genderaction.org/pdf/IFIs-Rhetorical-Gender-Climate-Promises.pdf> (consulté le 6 février 2025)
- Gender Action 'Promesses non tenues en matière d'égalité des genres : faire en sorte que les politiques et les projets des IFI respectent l'égalité des droits entre les genres' (2020) https://genderaction.org/docs/Unmet_Gender_Promises_Report.pdf (consulté le 6 février 2025)
- Goyal, R 'Trente-quatre organisations de la société civile soumettent des recommandations communes sur la manière de renforcer le mécanisme de la BAI pour les personnes affectées par les projets' *Accountability Counsel* 25 septembre 2024 <https://www.accountabilitycounsel.org/2024/09/34-civil-society-organisations-submit-joint-recommendations-on-how-to-strengthen-aiibs-project-affected-peoples-mechanism/> (consulté le 6 septembre 2025).
- Hawser, A 'Les organisations de la société civile exhortent la BERD à agir davantage en faveur des droits humains' (2024) <https://www.thebanker.com/Civil-society-organisations-urge-BERD-for-more-human-rights-action-1706257585> (consulté le 6 février 2025).
- HRW 'Réponse conjointe à la stratégie 2022-27 de la BERD pour l'Égypte' (2022) <https://www.hrw.org/news/2022/04/18/joint-response-ebdr-2022-27-strategy-egypt> (consulté le 6 février 2025).
- HRW 'Contribution sur les dispositions générales relatives aux droits humains dans le Cadre environnemental et social de la Banque Mondiale' (2016) <https://www.hrw.org/news/2016/03/15/submission-overarching-human-rights-provisions-world-banks-environmental-and-social> (consulté le 6 février 2025)
- BID 'Plan d'action pour la mise en œuvre de la stratégie d'engagement du Groupe de la BID avec la société civile pour les opérations et les initiatives' (2018) <https://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=EZSHARE-2116190867-64> (consulté le 6 février 2025)
- BID 'Cadre de protection environnementale et sociale' (2020) <https://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=EZSHARE-110529158-160> (consulté le 6 février 2025)
- BID 'Rapport 2016 du système de retour d'information externe de la BID' (2017) <https://publications.iadb.org/en/idb-external-feedback-system-2016-report> (consulté le 6 février 2025)
- BID 'Groupe de la BID-Société civile : Examen de l'engagement 2014-2015' (2016) <https://publications.iadb.org/en/idb-group-civil-society-engagement-review-2014-2015> (consulté le 6 février 2025)
- BID 'Stratégie d'engagement du Groupe de la BID avec la société civile' <https://idbdocs.iadb.org/wsdocs/getdocument.aspx?docnum=EZSHARE-581988153-23> (consulté le 6 février 2025)
- BID 'Leçons tirées de quatre décennies de conflits liés à des projets d'infrastructure en Amérique latine et dans les Caraïbes' (2017) <https://publications.iadb.org/en/lessons-four-decades-infrastructure-project-related-conflicts-latin-america-and-caribbean> (consulté le 6 février 2025)
- BID 'Bureau de surveillance et d'évaluation : Évaluation du Mécanisme indépendant de consultation et d'investigation (MICI)' (2021) <https://publications.iadb.org/publications/english/document/Evaluation-of-the-Independent-Consultation-and-Investigation-Mechanism-MICI-2021.pdf> (consulté le 6 février 2025)
- IDB 'Processus de consultation publique' <https://www.idb.org/en/consultation-process>

- iadb.org/en/who-we-are/institutional-strategy/public-consultation-process (consulté le 6 février 2025)
- IDEV de la BAfD 'Évaluation du système de garanties intégrées de la BAfD - IDEV' (2020) https://idev.afdb.org/sites/default/files/Evaluations/2020-03/Integrated%20Safeguards%20System%20-%20Summary%20report_En_0.pdf (consulté le 6 février 2025).
- Groupe de Travail des IFI 'À propos' <https://ifiworkinggroup.org/about> (consulté le 6 février 2025)
- Groupe de travail des IFI 'Comment la BAfD peut-elle mieux s'engager auprès de la société civile lors de ses assemblées annuelles ?' (2024) <https://ifiworkinggroup.org/blog/how-can-the-afdb-better-engage-with-civil-society-> (consulté le 6 février 2025).
- Imphal Free Press 'La rocade d'Imphal financée par la BAD et les violations des droits La rocade d'Imphal financée par la BAD et les violations des droits' (29 septembre 2021) <https://www.ipmsdl.org/news/adb-financed-imphal-town-ring-road-and-violations-of-rights/> (consulté le 6 février 2025).
- Banque Asiatique de Développement 'Guide communautaire pour la Banque Asiatique d'Investissement dans les Infrastructures : Une ressource d'action pour les personnes affectées par un projet financé par la BAII' (2020) https://www.inclusivedevelopment.net/wp-content/uploads/2020/05/wzw-community-guide-to-the-aiib-participants_compressed.pdf (consulté le 6 février 2025).
- Évaluation indépendante du développement (IDEV) & Banque Africaine de Développement 'Evaluation des engagements de la Banque Africaine de Développement avec la société civile' (2022) <https://idev.afdb.org/sites/default/files/documents/files/Girma%20Kumbi%20Presentation.pdf> (consulté le 6 février 2025).
- Mécanisme indépendant de recours (MIR) 'Projet de gestion intégrée des pêches et des ressources en eau des lacs Edward et Albert (LEAF)' (2023) <https://t.co/sg9f6O8gp3> (consulté le 6 février 2025).
- Banque Interaméricaine de Développement (BID) 'Politique d'accès à l'information' (2024) <https://www.iadb.org/document.cfm?id=EZIDB0000576-908968382-778> (consulté le 6 février 2025).
- International Accountability Project 'En pratique : Divulgar d'informations à la BERD' (2023) https://accountabilityproject.org/wp-content/uploads/2019/03/In-Practice_-Information-Disclosure-at-BERD.pdf (consulté le 6 février 2025).
- Association Internationale de Développement 'Rapport des Directeurs exécutifs de l'Association Internationale de Développement au Conseil des Gouverneurs : Mettre fin à la pauvreté sur une planète viable : produire un impact avec urgence et ambition. Projet pour commentaires' (2024). Obtenu par communication personnelle avec la BM.
- Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH) & Bankwatch 'Plus que l'argent : Les banques publiques de développement doivent renforcer les garanties en matière de droits humains' (6 mai 2024) https://bankwatch.org/press_release/more-than-money-new-report-reveals-shortcomings-in-human-rights-policies-of-leading-public-development-banks (consulté le 6 février 2025)
- International Rivers 'Les organisations de la société civile continuent de réclamer des processus de consultation plus efficaces de la part de la Banque Interaméricaine de Développement' (2023) <https://www.internationalrivers.org/news/civil-society-organisations-continue-to-call-for-more-effective-consultation-processes-from-the-inter-american-development-bank%E2%BF%BC/> (consulté le 6 février 2025)
- MIR de la BAfD 'Boîte à outils contre les représailles' (2023) <https://irm.afdb.org/en/documents/anti-retaliation-toolkit-en> (consulté le 6 février 2025).
- Jika, E & Medallo, J 'La Banque Africaine de Développement doit renforcer ses pratiques et politiques de divulgation d'informations afin de placer les communautés au cœur du processus de développement' *Medium* 23 September 2021 <https://accountability.medium.com/the-african-development-bank-must-strengthen-its-information-disclosure-practices-and-policies-to-cdd598b7aea6> (accessed 6 February 2025)
- Lu, X 'Accroître la résilience en mobilisant la société civile : les enseignements tirés des institutions financières internationales' (2021) <https://www.saisperspectives.com/2021-issue/2021/2/1/increasing-resilience-through-civil-society-organisation-engagement-lessons-learned-from-international-financial-institutions> (consulté le 6 février 2025)
- Lucey, A 'Mobiliser les banques publiques de développement. Une boîte à outils pour les organisations de la société civile' *Forus* (2024) <https://www.forus-international.org/en/pdf-detail/118899-engaging-public-development-banks-a-toolkit-for-civil-society-organisations> (consulté le 6 février 2025)
- Lucey, A 'Mobiliser les banques publiques de développement : études de cas de la Banque Africaine de Développement, de la Banque Asiatique de Développement et de la Banque Interaméricaine de Développement' *Forus* (2024) <https://www.forus-international.org/en/pdf-detail/118898-engaging-public-development-banks-study> (consulté le 6 février 2025).

- Malena, C 'Citizens at the center : 'Une revue stratégique des bonnes pratiques et des leçons apprises pour le renouvellement du soutien de la Banque mondiale à l'engagement citoyen et à la responsabilité sociale.' (8 décembre 2023) <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/53d4f17646f52f82d43b7379dd004811-0090012024/original/CESA-Strategic-Review.pdf> (consulté le 6 février 2025)
- Martinson, S 'Quatre façons de repenser les banques publiques de développement pour favoriser un développement plus équitable, durable et fondé sur les droits' *Bond* 6 September 2023 <https://www.bond.org.uk/news/2023/09/four-ways-to-reimagine-public-development-banks-to-nurture-more-equitable-sustainable-and-rights-based-development/> (accessed 6 February 2025)
- McIntosh, T 'La BAFD publie un rapport positif sur la politique d'accès à l'information, mais relève certains problèmes' *Eye on Global Transparency* 12 juillet 2022 <https://eyeonglobaltransparency.net/2022/07/12/afdb-issues-positive-report-on-access-to-information-policy-but-finds-some-issues/> (consulté le 6 février 2025).
- McIntosh, T 'Les OSC exhortent la BERD à être plus transparente : les politiques existantes sont critiquées comme étant insuffisantes' *Eye on Global Transparency* 14 juin 2024 <https://eyeonglobaltransparency.net/2024/06/14/csos-urge-ebd-to-be-more-transparent-existing-policies-criticized-as-insufficient/> (consulté le 6 février 2025).
- Nadelman, R 'La Banque Mondiale est-elle en train de revenir sur ses engagements en matière d'engagement citoyen, une fois de plus ?' (2024) <https://www.brettonwoodsproject.org/2024/07/is-the-world-bank-rolling-back-commitments-to-citizen-and-civil-society-engagement-again/> (consulté le 6 février 2025)
- NDB 'Cadre environnemental et social' (2016) <https://www.ndb.int/wp-content/uploads/2017/02/ndb-environment-social-framework-20160330.pdf> (consulté le 6 février 2025)
- NDB 'Politique d'évaluation' (2024) https://www.ndb.int/wp-content/uploads/2024/04/NDB_IEO_Evaluation-Policy.pdf (consulté le 6 février 2025)
- NDB 'Stratégie d'évaluation' (2023) <https://www.ndb.int/wp-content/uploads/2023/12/IEO-Evaluation-Strategy-2024-2026.pdf> (consulté le 6 février 2025)
- NDB 'Politique d'Accès à l'Information' (2016) <https://www.ndb.int/wp-content/uploads/2017/01/information-disclosure-policy-revised.pdf> (consulté le 6 février 2025).
- NDB 'Stratégie générale de NDB: 2017-2021' (2017) <https://www.ndb.int/wp-content/uploads/2017/08/NDB-Strategy.pdf> (consulté le 6 février 2025)
- NDB 'Nouvelle stratégie générale de la Banque de développement pour 2022-2026' (2022) https://www.ndb.int/wp-content/uploads/2022/07/NDB_StrategyDocument_Eversion-1.pdf (consulté le 6 février 2025)
- NDB Bureau d'évaluation indépendant 'République fédérative du Brésil Projets d'énergie renouvelable et transport associé : Évaluation de la performance du projet - Rapport final' (décembre 2023) <https://www.ndb.int/wp-content/uploads/2024/02/Brazil-Report-PPE-final-version.pdf> (consulté le 6 février 2025)
- Forum des ONG sur la BAD 'Une trahison de l'Asie et du Pacifique : Boycott de la 37e Assemblée annuelle de la Banque Asiatique de Développement Communiqué de Presse (13 mai 2004), cité dans G Curtis : La coopération de la Banque Asiatique de Développement avec les ONG et les organisations de la société civile' (2024) https://cdn.ymaws.com/www.istr.org/resource/resmgr/working_papers_toronto/curtis.grant.pdf (consulté le 6 février 2025).
- Forum des ONG sur la BAD 'Déclaration collective de la société civile sur le projet de ESF (à la BAD) : Appel à une refonte et à une réécriture immédiate' (13 mai 2024) <https://www.forum-adb.org/post/forumesfsubmission> (consulté le 6 février 2025).
- Forum des ONG sur la BAD 'Le Forum des ONG sur la BAD annonce le boycott de l'assemblée annuelle de la BAIIB en raison du manque d'engagement de la société civile' (26 septembre 2024) <https://www.forum-adb.org/post/ngo-forum-on-adb-announces-boycott-of-aiib-annual-meeting-over-lack-of-civil-society-engagement> (consulté le 6 février 2025).
- Forum des ONG sur la BAD 'Forum des ONG sur les commentaires de la BAD concernant le Mécanisme des Personnes affectées par le Projet BAIL (PPM)' (1 août 2024) <https://www.forum-adb.org/post/ngo-forum-on-adb-s-comments-on-the-aiib-project-affected-people-s-mechanism-ppm> (consulté le 6 février 2025).
- FORUM ONG sur la BAD 'Politique d'Accès à l'Information' <https://www.forum-adb.org/pcp> (consulté le 6 février 2025).
- Forum des ONG sur la BAD 'Pourquoi les banques de développement ne devraient pas financer le méga-barrage de Rogun au Tadjikistan, si elles se soucient vraiment des gens et de l'environnement' *Observateur de la BAIL* Vol 2 (2024) 2 <https://www.forum-adb.org/post/aiibobservervol2> (consulté le 6 février 2025).
- Forum des ONG sur la BAIL 'Re : Consultations virtuelles organisées par la BAIL sur la mise à jour de la stratégie du secteur de l'énergie' (2022) <https://www.forum-adb.org/post/re-virtual-consultations-hosted-by-aiib-on-the-energy-sector-strategy-update> (consulté le 6 février 2025).
- HCDH 'Mémoire sur l'examen et la mise à jour

- de la déclaration de politique générale de la BAD en matière de sauvegarde' (2021) https://www.ohchr.org/sites/default/files/Documents/Issues/Development/IFD/BAD_SPS_29April2021.pdf (consulté le 6 février 2025).
- HCDH 'Recours dans le financement du développement : Orientations et pratiques' (2022) <https://www.ohchr.org/sites/default/files/2022-03/Remedy-in-Development.pdf> (consulté le 6 février 2025).
- Oxfam Australie 'Sauvegarder ou ignorer ? Les expériences des communautés avec les politiques de sauvegarde de la Banque Asiatique de Développement' (2007) <https://www.oxfam.org.au/wp-content/uploads/2011/08/OAus-SafeguardingADBPolices-0107.pdf> (consulté le 6 février 2025).
- Oxfam Inde 'Le droit de savoir - La politique d'accès à l'information de la NDB dans un contexte comparatif' (10 avril 2018) <https://www.oxfamindia.org/workingpaper/6096> (consulté le 6 février 2025).
- Oxfam Afrique du Sud, Centre pour les Droits Humains Pretoria & CSF-NDB 'Document de travail : Série Transparence et responsabilité Document de travail n° 1 : Améliorer la pratique de divulgation d'informations de la nouvelle banque de développement : le point de vue de la société civile' (2022) <https://www.oxfam.org.za/wp-content/uploads/2022/06/oxfam-ndb-accountability-discussion-paper-1-web.pdf> (consulté le 6 février 2025).
- Oxfam Afrique du Sud, Centre pour les Droits Humains & CSF-NDB 'Document de réflexion : Série Transparence et responsabilité : Document de réflexion 2 : Pourquoi un mécanisme de responsabilité indépendant est-il nécessaire à la Nouvelle Banque de développement ?' (2022)
- Reality of Aid 'Banque Asiatique de Développement : (Mauvaise) conception de la coopération au développement et de l'efficacité en Asie-Pacifique : Une étude des OSC sur l'efficacité du développement de la BAD' (23 novembre 2019) <https://realityofaid.org/asian-development-bank-misshaping-development-cooperation-and-effectiveness-in-asia-pacific-a-cso-review-of-adbs-development-effectiveness/> (consulté le 6 février 2025).
- Reality of Aid 'La société civile demande au Groupe de la Banque Mondiale de repenser le sens de son évolution' (2023) <https://realityofaid.org/rethink-wbg-evolution/> (consulté le 6 février 2025).
- Re-course 'Lettre à la BAI : Préoccupations concernant l'engagement de la société civile dans la réunion annuelle de la BAI 2024' (2024) <https://re-course.org/newsupdates/aiib-annual-meeting-2024-letter/> (consulté le 6 février 2025).
- Re-course 'Déclaration : les OSC appellent le Conseil d'Administration de la BAI à cesser de déléguer les approbations de projets' (2024) <https://re-course.org/newsupdates/csos-call-on-aiib-board-to-stop-delegating-project-approvals/> (consulté le 6 février 2025).
- Rekosh, E & Khadar, L 'L'analyse de rentabilisation pour la société civile' (2018) https://rightscolab.org/wp-content/uploads/2018/12/the_business_case_for_civil_society.pdf (consulté le 6 février 2025).
- Reliefweb 'Déclaration collective des OSC pour la 56e assemblée annuelle de la BAD' (2023) <https://reliefweb.int/report/world/cso-collective-statement-56th-adb-annual-meeting> (consulté le 6 février 2025).
- Rivers without Boundaries 'Les organisations de la société civile et les banquiers discutent de l'achèvement du projet de centrale hydroélectrique de Rogun' (2024) <https://www.transrivers.org/2024/3955/> (consulté le 6 février 2025).
- Sahni, HV 'Comment les consultations ont éclairé la stratégie du Groupe de la Banque Mondiale en matière d'égalité des genres pour 2024-2030' WB (2024) <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/099062824185710058/p1796631f0834804d1a1791f651a1ed3a9c> (consulté le 6 février 2024).
- Saldinger, 'La nouvelle politique de sortie responsable de l'IFC : étape importante ou occasion manquée ?' (2024) <https://www.devex.com/news/ifc-s-new-responsible-exit-policy-milestone-or-a-missed-opportunity-108532> (consulté le 6 février 2025).
- Udall, L 'Inacceptable signifie : Les actions du Panel d'inspection sur la réinstallation forcée de la Banque Mondiale' (2024) <https://digitalcommons.wcl.american.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1023&context=accountability-perspectives> (consulté le 6 février 2025).
- Nations unies 'Principes Directeurs relatifs aux entreprises et aux droits humains' (2011) https://www.ohchr.org/sites/default/files/documents/publications/guidingprinciplesbusinessshr_en.pdf (consulté le 6 février 2025).
- Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) 'Autorités et experts soulignent l'importance de l'accord d'Escazú pour garantir les droits humains en Amérique latine et dans les Caraïbes' (2020) <https://www.cepal.org/en/pressreleases/authorities-and-experts-highlight-escazu-agreements-importance-guaranteeing-human> (consulté le 6 février 2025).
- Assemblée générale de l'ONU, Déclaration universelle des droits de l'homme, 217 A (III), 10 décembre 1948 Urgewald 'Bilan environnemental et social' (consulté le 6 février 2025).
- BM 'Le Conseil d'Administration approuve les résolutions visant à établir le mécanisme de responsabilisation de la BM et à ajouter des outils

- au panel' (2020) <https://www.inspectionpanel.org/news/board-approves-resolutions-establish-world-bank-accountability-mechanism-add-tools-panel>
- BM 'Société civile' <https://www.worldbank.org/en/about/partners/civil-society> (consulté le 6 février 2025)
- BM 'Forum politique de la société civile : Annual Meetings 2024' <https://www.worldbank.org/en/events/2024/06/26/civil-society-policy-forum-annual-meetings-2024> (consulté le 6 février 2025)
- BM 'Série sur les enseignements à tirer n° 1 : Réinstallation involontaire, Panel d'inspection, avril 2016' (2016) <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/1338b6ac-0ba1-5383-8f20-dfb6685cb11b> (consulté le 6 février 2025)
- BM 'Cadre environnemental et social' (2018) <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/837721522762050108-0290022018/original/ESFFramework.pdf> (consulté le 6 février 2025)
- BM 'Partenariat mondial pour la redevabilité sociale (GPSA)' <https://thegpsa.org/> (consulté le 6 février 2025)
- BM 'Initiative Green Accountability' <https://thegpsa.org/greenaccountability/#civic> (consulté le 6 février 2025)
- BM 'Équipe d'examen chargée de l'examen externe de la responsabilité environnementale et sociale de l'IFC/ MIGA, y compris le rôle et l'efficacité du CAO' (2019) <https://www.worldbank.org/en/about/leadership/brief/review-team> (consulté le 6 février 2025).
- BM 'Engagement des parties prenantes en Afrique: Organisations de la société civile et membres du parlement' <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/918401560845948149/stakeholder-engagement-in-africa-civil-society-organisations-and-members-of-parliament> (consulté le 6 février 2025)
- BM 'Cadre stratégique pour l'intégration de l'engagement citoyen dans les opérations du Groupe de la Banque Mondiale (2014)' <https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/7da5be74-e363-5d09-84eb-7517a3828dc8> (consulté le 6 février 2025)
- GBM 'L'évolution des activités d'engagement citoyen au sein du Groupe Banque Mondiale' (2018) <https://ieg.worldbankgroup.org/evaluations/engaging-citizens-better-development-results> (consulté le 6 février 2025)
- BM 'Le réseau des mécanismes indépendants de responsabilisation (IAMnet)' <https://accountability.worldbank.org/en/iamnet> (consulté le 6 février 2025)
- BM 'Les Directives de consultation du Groupe de la Banque Mondiale (2019)' <https://pubdocs.worldbank.org/en/248301574182372360/World-Bank-consultations-guidelines.pdf> (consulté le 6 février 2025)
- Banque Mondiale 'Le Cadre environnemental et social de la Banque Mondiale' (2017) <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/837721522762050108-0290022018/original/ESFFramework.pdf> (consulté le 6 février 2025)
- Banque Mondiale 'Stratégie du Groupe de la Banque Mondiale en matière d'égalité des genres 2024-2030' (2024) <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099061124182033630/pdf/BOSIB17e6952570c51b49812a89c05be6a4.pdf> (consulté le 6 février 2025)
- BM 'Examen des garanties de la Banque Mondiale : Aperçu des préoccupations des OSC' <https://consultations.worldbank.org/content/dam/sites/consultations/doc/migration/OnePageSynthesisofCSOInitialCommentsPaper.pdf> (consulté le 6 février 2025)





Manifestation des peuples indigènes à Bogotá, Colombie © Sébastien Barros/Forus



This report is also available in English.
Este informe también está disponible en español.

Forus est un réseau dirigé par ses membres, composé de 72 plateformes nationales d'ONG et de 7 coalitions régionales de tous les continents, représentant plus de 24 000 ONG actives au niveau local et international dans les domaines du développement, des droits humains et de l'environnement. Cette publication a été réalisée avec le soutien de l'Agence Française de Développement (AFD) et de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de Forus.

In partnership
with



Funded by
the European Union

Pour plus d'informations
contact@forus-international.org
www.forus-international.org

